

Université de Genève
Faculté des sciences économiques et sociales
Section des sciences sociales
Département d'histoire économique
Mars 2006

**Écologisme et Féminisme des pauvres :
Trois mouvements socio-écologiques dans le Sud**

Sandra VEUTHEY



Mémoire de licence présenté à Messieurs les professeurs :

Michel ORIS (directeur)

Jacques GRINEVALD

Table des matières

<i>Introduction</i>	7
<u>1. LA PERSPECTIVE D'ANALYSE</u>	12
1.1. LA DISTINCTION ENTRE POSSESSION ET PROPRIETE : « LA PETITE DIFFERENCE ET SES GRANDES CONSEQUENCES »	12
1.1.1. La distinction entre possession et propriété	12
1.1.2. L'ère du développement	17
1.2.3. Gestion communautaire et conservation de la nature	20
1.2. L'ÉCOLOGISME DES PAUVRES	26
1.2.1. Aperçu historique du mouvement écologiste.....	26
1.2.2. Les écologismes contemporains	30
1.2.2. L'écologisme des pauvres.....	32
1.3. LA PERSPECTIVE GENRE	37
1.3.1. Le féminisme et l'émergence du « genre »	37
1.3.2. La critique de l'écologie politique féministe et/ou de l'écoféminisme socialiste.....	41
<u>2. LE CAS DE L'INDE</u>	44
2.1. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE	44
2.1.1. Introduction.....	44
2.1.2. Le cadre national.....	45
2.1.3. Le cadre régional.....	46
<i>L'histoire politique</i>	46
<i>La situation géographique</i>	47
2.2. LES RACINES DU MOUVEMENT CHIPKO	48
2.2.1. Le mode de gestion communautaire de la forêt	48
<i>La perspective genre</i>	51
2.2.2. Les conflits entre la propriété et la possession communautaire.....	53
<i>Des luttes pour la coutume à la confrontation pour la reconnaissance</i>	56
2.2.3. L'Indépendance et le développement	57
<i>Les effets de la croissance économique</i>	57
<i>La perspective genre</i>	59

<i>L'influence idéologique du Gandhisme en Uttarakhand</i>	60
2.3. CHIPKO ANDOLAN (MOUVEMENT CHIPKO)	62
2.3.1. L'origine du mouvement Chipko	62
<i>Les événements déclencheurs</i>	63
<i>La création d'un concept de résistance</i>	64
2.3.3. La forêt de Reni	67
<i>Les femmes sur le devant de la scène</i>	67
<i>Les premières solutions</i>	69
2.3.4. Le district de Tehri.....	69
2.3.5. Le village de Dungri-Paintoli.....	70
<i>Le conflit d'intérêt entre les genres</i>	70
2.3.7. Les différents orientations du mouvement Chipko	71
<i>L' Uttarakhand Sangarsh Vahini</i>	73
<i>La Dashauli Gram Swarajya Sangh</i>	73
<i>Sunderlal Bahuguna</i>	75
2.3.8. La perspective genre	78
2.4. CONCLUSION	82
<u>3. LE CAS DU BRESIL.....</u>	<u>84</u>
3.1. LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET POLITIQUE	84
3.1.1. Introduction.....	84
3.1.2. L'histoire politique.....	85
3.1.3. La situation géographique.....	85
3.2. LES RACINES DU MOUVEMENT DES SERINGUEROS	86
3.2.1. L'histoire du caoutchouc et l'Acre	86
<i>Les Indiens et le début du caoutchouc</i>	86
<i>Le boom du caoutchouc brésilien (1880–1911)</i>	87
<i>La chute des prix de 1911 et La reprise lors de la seconde guerre mondiale</i>	90
3.2.2. Les changements des années 60.....	91
<i>L'arrivée des militaires au pouvoir (1964–1985)</i>	91
<i>Les acteurs du bassin de l'Amazonie</i>	93
<i>L'expansion des routes et le développement des latifundias</i>	94
3.3. LE MOUVEMENT DES SERINGUEIROS	97

3.3.1. La création d'une organisation de groupe.....	97
<i>Le rôle de l'église.....</i>	98
<i>La formation des syndicats</i>	99
3.3.2. Chico Mendes	100
3.3.3. Les débuts du mouvement	102
<i>La construction de la route BR-317.....</i>	102
<i>Les premiers empates.....</i>	103
3.3.4. L'élargissement du mouvement des Seringueiros	105
<i>Projeto Seringueiro.....</i>	106
<i>Le premier Congrès National des Seringueiros à Brasilia.....</i>	107
3.3.5. Un nouveau concept : les réserves extractives.....	109
<i>Cachoeira : la première réserve extractive</i>	112
3.3.6. L'Union Démocratique Rurale	113
3.3.7. Le relais international	115
<i>La Terre vue du ciel.....</i>	115
<i>Les voyages de Chico Mendes et son assassinat</i>	116
3.4. LA PERSPECTIVE GENRE.....	117
3.4.1 La place des femmes dans le mouvement.....	119
<i>Le rôle des femmes dans les empates.....</i>	121
3.4.2. L'organisation du groupe de femmes de Xapuri	121
3.4.3. Les revenus économiques	123
3.4.4. Conclusion	124
3.5. CONCLUSION	125
<u>4. LE CAS DU KENYA.....</u>	<u>127</u>
4.1. LES RACINES DU GREEN BELT MOVEMENT	127
4.1.1. Introduction.....	127
4.1.2. Le dérèglement des sociétés kenyanes sous le colonialisme et le post-colonialisme	127
<i>La privatisation des terres et l'appropriation des ressources</i>	128
4.1.3. L'indépendance	129
<i>Le secteur agricole.....</i>	130
<i>Le commerce du bois</i>	132
4.1.4. Les changements et les inégalités entre les genres	133

4.2. THE GREEN BELT MOVEMENT (GBM)	136
4.2.1. La prise de conscience écologiste	136
4.2.2. Le Conseil National des Femmes du Kenya	138
4.2.3. Les associations de femmes	138
<i>L'intérêt pour la plantation d'arbres différencié selon les genres</i>	<i>141</i>
4.2.4. La création des pépinières.....	143
4.2.5. Le mode d'action du GBM.....	144
<i>Le travail de prise de conscience</i>	<i>144</i>
<i>Les campagnes de plantation d'arbres</i>	<i>145</i>
<i>La sécurité alimentaire au niveau domestique</i>	<i>147</i>
<i>L'éducation civique et écologique, et les actions militantes</i>	<i>147</i>
4.2.6. Du soutien international à l'autonomie interne	149
4.2.7. La féminisation de la réponse au problème écologique.....	150
4.3. CONCLUSION	152
<i>Conclusion</i>	<i>154</i>
ANNEXES	162
BIBLIOGRAPHIE	164
Ouvrages et articles.....	164
Sites Internet	176

« La fonction économique n'est que l'une des nombreuses fonctions vitales de la terre. Celle-ci donne sa stabilité à la vie de l'homme; elle est le lieu qu'il habite; elle est une condition de sa sécurité matérielle; elle est le paysage et les saisons. [...] Et pourtant, séparer la terre de l'homme et organiser la société de manière à satisfaire les exigences d'un marché de l'immobilier, cela a été une partie vitale de la conception utopique d'une économie de marché. »

Karl POLANYI, *La grande transformation*, 1983 [1944].

« The first lesson is that the main source of environmental destruction in the world is the demand for natural resources generated by the consumption of the rich (whether they are rich nations or rich individuals and groups within nations) [...] The second lesson is that it is the poor who are affected the most by environmental destruction. »

Anil AGARWAL [1986] cité dans Ramachandra GUHA & Joan MARTINEZ-ALIER, *Varieties of environmentalism*, 1997.

Introduction

A la base de ce travail se trouve le désir de questionner à la fois la relation des êtres humains à la Nature et la relation des êtres humains entre eux, en particulier entre les femmes et les hommes. La question sous-jacente est la domination qui implique la négation et l'exploitation au sein même d'une relation symbiotique. Ceci suppose la question de la hiérarchie ou de l'échelle de valeur entre le Vivant, sans cesse réactivée dans l'histoire de l'humanité. Dès lors, comment construire une interaction vivante et fluide qui implique l'absence de prédominance d'un partenaire sur l'autre ?

Ces questionnements peuvent impulser une réflexion d'ordre philosophique, à laquelle se sont essayés de nombreux penseurs de tous horizons. Notre travail ne suivra pas leur voie. En revanche, nous nous intéresserons aux réalités concrètes qui incarnent ces questions dans des processus sociaux. Plus précisément, nous nous focaliserons sur les impacts du développement de la société capitaliste sur des sociétés non-occidentales, ainsi que sur les réponses de ces dernières.

Depuis plus de trente ans, des mouvements sociaux et des courants de pensées questionnant ces deux relations se sont faits de plus en plus présents ; l'écologie est devenue une préoccupation populaire pendant que le féminisme s'est engagé dans une perspective radicale contestant les représentations sociales rattachées au sexe biologique. Ce mémoire se penchera sur la convergence de ces deux mouvements, telle qu'elle se manifeste dans les mouvements socio-écologistes, à savoir l'« écologie des pauvres ». Dans un premier temps, nous tenterons d'exposer un cadre théorique qui nous permettra de mieux saisir les raisons institutionnelles et historiques de ce type d'écologie. Pour ce faire, nous commencerons par remonter à la source de l'écologie des pauvres en examinant les logiques institutionnelles propres aux différents acteurs en jeu, à savoir celle de la propriété et celle de la possession, au sein de laquelle nous nous focaliserons sur la possession communautaire ; ensuite, nous replacerons l'écologie des pauvres dans le contexte historique du mouvement écologiste ; enfin nous parlerons de l'émergence du concept de genre et de ses implications. Dans un deuxième temps, nous aborderons ces questions d'un point de vue « pratique » à travers la présentation de trois études de cas – en Inde, au Brésil et au Kenya – et nous examinerons plus particulièrement le rôle des femmes dans ces mouvements socio-

écologiques ainsi que la manière dont une situation de conflit peut amener les femmes à remettre en question les représentations de genre. La première étude de cas s'intéresse au mouvement des Chipko sur le sous-continent indien, la seconde se focalise sur le mouvement des seringueiros dans le bassin amazonien du Brésil et la troisième se concentre sur celui des ceintures verte au Kenya. Le choix de ces trois cas se justifie tout d'abord par leur situation géographique. En effet, ces trois mouvements se partagent les continents du Tiers-Monde, ce qui permet d'offrir une vision globale du phénomène de pénétration de l'industrialisation occidentale dans les pays dits « en voie de développement ». Ensuite, l'objectif de ce mémoire étant de se pencher sur la perspective genre au sein des mouvements socio-écologistes, ces trois cas nous ont paru particulièrement adaptés, dans la mesure où les cas indien et brésilien sont considérés comme comptant parmi les mouvements les plus représentatifs de l'écologisme des pauvres, pendant que les cas indien et kenyan sont reconnus comme des mouvements phares de la pensée écoféministe. Finalement, malgré le peu de données disponibles sur ce type de mouvements, la renommée internationale de ces trois cas nous a permis de réunir une documentation suffisante pour effectuer ce travail. Enfin, pour clore ce mémoire, nous consacrerons notre conclusion à une analyse comparative de ces trois mouvements, ce qui, nous l'espérons, pourra fournir des éléments de réflexion sur les alternatives au mode de développement capitaliste.

Il existe une idée répandue selon laquelle l'écologie est un hobby de luxe pour les Occidentaux et ne peut être une revendication des pauvres, trop occupés à assurer leur survie. « The consensus of international agencies is that the poor are enemies of the environment and this is sometimes accepted by official circles in the South »¹. Cette assertion, résumée par R. Guha et J. Martinez-Alier à travers la formule « too poor to be green »², a conduit de nombreux Occidentaux à considérer le combat écologiste comme une lutte pour l'environnement dissociée des populations y vivant et, de ce fait, de la justice sociale. En prenant le contre-pied de cette représentation de l'écologisme, nous nous intéresserons à la réalité des pauvres, dont la dépendance envers l'environnement peut les amener à entrer dans une dynamique de type écologiste. De même, le féminisme est souvent perçu uniquement comme une revendication occidentale, pendant que les femmes précarisées des pays du Sud sont considérées comme trop surchargées par les nécessités vitales pour pouvoir contester la

¹ GUHA Ramachandra and MARTINEZ-ALIER Joan, *Varieties of environmentalism*, London, Earth Publications Ltd, 1997, p. 66.

² Idem., p. 234.

domination masculine. L'originalité de ce mémoire tient tant dans l'étude de l'interaction entre écologisme et pauvreté que dans l'étude du dialogue entre féminisme et écologisme. Dans cette logique, nous mettrons en évidence l'écologie en tant que mouvement social partant des populations les plus précarisées pour répondre à une situation concrète d'injustice socio-écologiste. « Southern governments and even left-wing parties, whether due to self-interest or ignorance, accept that ecology came to the South not in the form of the Chipko movement, or Chico Mendes and their countless predecessors and contemporary counterparts, but in the form of recent intellectual influences from Europe or the United States. They are not aware of the ecological content of historical and modern national and social conflicts because these movements did not express themselves in the language used by environmentalist in the North »³.

L'écologisme des pauvres et le rôle des femmes à l'intérieur de celui-ci sont nés en réponse à l'industrialisation et à la pénétration capitaliste, ainsi qu'au type de développement initié dans la deuxième moitié du 20^{ème} siècle. Ce mouvement et les conflits socio-écologiques qu'il engendre sont souvent mal connus et sous-estimés, alors qu'ils peuvent être considérés comme une importante source de résistance. Pour comprendre ce phénomène nous insisterons sur les conditions de leur émergence avant d'analyser les mouvements eux-mêmes. Dans ce sens, B. Etemad a relevé que « Une [...] idée sur laquelle l'histoire peut attirer l'attention des stratèges du développement est que la genèse et la pénétration du capitalisme (ou de tout autre système productif) se sont faites dans un combat aux multiples aspects. Toujours ont existé des contre-sociétés, des fractions irréductibles du social, des résidus de formes archaïques. Ces survivances ne sont pas des obstacles au développement. C'est au contraire de leur côté qu'il faudrait chercher les possibilités de solutions alternatives. La diversité reconnue, voire recherchée, nourrit l'évolution. Alors que les idéologies totalitaires et uniformisatrices sont destructrices »⁴.

De fait, les politiques de développement sont souvent autoréférencées⁵ et abordées depuis le Nord en direction du Sud, en particulier avec cette idée de « rattrapage » et d'imposition d'un modèle unique comme recette de cuisine supposée faire des miracles. Cependant, la croissance sous-tendue par cette idéologie a souvent comme corollaire une dégradation

³ Idem., p. 66.

⁴ ETEMAD Bouda, « Débats actuels sur le développement: La contribution de l'histoire », in Revue suisse d'histoire, Bâle, vol. 41, n°3, 1991, p. 333.

⁵ Le but du développement, c'est le développement...

importante de l'environnement. A cet égard, J. R. McNeill affirme que « The human race, without intending anything of the sort, has undertaken a gigantic uncontrolled experiment on the earth. In time, I think, this will appear as the most important aspect of twentieth-century history, more so than World War II, the communist enterprise, the rise of mass literacy, the spread of democracy, or the growing emancipation of women »⁶. De plus, dans sa structure même, l'économie capitaliste se révèle productrice d'inégalités socio-économiques. Dans ce contexte et dans la perspective de l'économie institutionnelle, nous mettrons en exergue la logique institutionnelle sous-jacente de la société industrielle et des conflits socio-écologiques qu'elle entraîne dans son expansion. Nous nous pencherons donc sur la distinction entre le régime de la possession communautaire et celui de la propriété qui nous paraît central tant dans la question écologique que dans celle de la justice socio-économique.

Enfin, nous désirons aborder la question du genre qui structure l'organisation de l'espace et du temps dans la société. De fait, les politiques de développement, tant nationales qu'internationales, ont la plupart du temps été appliquées de façon aveugle à la question du genre ; le biais patriarcal représentant le masculin comme « neutre » et représentatif des intérêts du ménage. Cette négation de la structure genrée de toutes les sociétés connues à ce jour a eu comme tendance la marginalisation des femmes. En outre, les développeurs ayant souvent perçus les femmes comme des bénéficiaires passifs des services sociaux et de santé, l'activité des femmes et leur rôle productif dans leur propre société n'a pas été reconnu et inclus explicitement dans les projets de développement.

Aujourd'hui encore, les groupes visés sont souvent identifiés comme des catégories sans distinction de genre, tels que les « petits paysans » ou les « pauvres ruraux ». Dans la pensée commune, la représentation de ces groupes est masculine. Dans la réalité, la plupart sont des femmes. Le postulat implicite est que les effets du développement sont potentiellement bénéfiques tant pour les hommes que pour les femmes. Cependant, l'expérience révèle l'inexactitude de ce principe de base⁷. De nombreuses études féministes ont dès lors tenté de faire apparaître la dimension genrée du développement, arguant que les femmes devaient être

⁶ MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, New York, Norton, 2000, p. 3.

⁷ De fait, dans la réalité les bénéfices du développement retombe souvent sur les hommes sous la forme d'une augmentation du salaire ou d'une économie de travail, alors que les désavantages sont assumés par les femmes sous la forme d'une augmentation de la charge de travail non-rémunéré.

reconnues et incluses dans ces politiques afin d'avoir accès à l'économie formelle⁸. Bien que cette tendance puisse être un moindre mal dans un monde toujours plus marchandisé et industrialisé, il nous paraît également nécessaire de critiquer le développement en soi. Dès lors, dans une perspective critique des concepts structurels du capitalisme et de la forme de développement qui l'accompagne, est-ce que l'inclusion des femmes dans un système empreint de valeur patriarcale, socialement inéquitable et au demeurant écologiquement non soutenable, est réellement l'avenir à leur souhaiter ? De fait, plutôt que de promouvoir un « rattrapage » des femmes parallèlement au « rattrapage des sociétés en voie de développement », notre propos se tourne vers des alternatives au mode de développement socio-économique capitaliste. En outre, selon de nombreux auteur(e)s⁹, celles-ci sont dans de nombreux cas portées par des femmes. Dans ce processus, les femmes, plutôt que d'être des victimes attardées du développement, ne représentent-elles pas la masse puissante et mécontente capable de résister à un système déjà accepté par la plupart ? Comment, dans une situation patriarcale traditionnelle, la pénétration d'un nouveau système de production peut-elle engendrer une résistance spécifique et structurée en fonction du genre ? Ainsi plutôt que d'être des objets, victimes d'un système, les femmes ne peuvent-elles pas devenir sujets de leur histoire ? Dans ce contexte et suivant la pensée de J. Martinez-Alier, « [...] the focus should not be on “environmental conflicts resolution” but rather (within Gandhian limits) on conflict exacerbation »¹⁰. Comment le conflit peut-il agir comme un levain et offrir un bras de levier susceptible d'impulser des changements dans les rapports de force ?

⁸ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, London and New York, Routledge, 1992, p. 2; MOMSEN Janet and KINNAIRD Vivian (eds.), *Different places, different voices: Gender and development in Africa, Asia and Latin America*, London, Routledge, 1993.

⁹ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, New York, Routledge, 1996; SEAGER Joni, *Earth Follies: Feminism, politics and the environment*, London, Earthscan Publications Limited, 1993; MIES Maria et SHIVA Vandana, *Ecoféminisme*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1998 (édition anglaise en 1993) ; GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, New York, Longman, 2000; MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, Cheltenham (UK) and Northampton, Edward Elgar, 2002; MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, New York and London, Routledge, 2005, (2^{ème} édition).

¹⁰ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 257.

1. La perspective d'analyse

1.1. La distinction entre possession et propriété : « la petite différence et ses grandes conséquences »

1.1.1. La distinction entre possession et propriété

Dans sa logique d'expansion basée sur l'impératif de la croissance¹¹, le capitalisme a bouleversé en profondeur les structures socioéconomiques traditionnelles, créant des syncrétismes complexes. Notre travail ne s'intéressera pas à la question, pourtant passionnante, de cerner les conditions qui ont permis l'émergence de la Révolution Industrielle en Occident. Nous nous intéresserons aux impacts de ce système économique – et aux valeurs qui y sont associées – sur des sociétés réceptrices et surtout à leurs réponses. K. Polanyi a défendu l'idée que le système économique occidental était le résultat d'un changement fondamental et unique dans l'histoire, soit la création d'un marché autorégulateur¹². Dans ce contexte et suivant la pensée des économistes institutionnels, tel que G. Heinsohn et O. Steiger, H. de Soto, R. Steppacher et P. van Greithuysen¹³, nous mettrons l'accent sur la distinction entre les institutions de la *propriété* et de la *possession*. L'économie institutionnelle est en effet importante dans la mesure où elle permet de mieux appréhender la diversité culturelle entre les différentes régions du monde, contrairement à l'analyse néoclassique. En outre, la propriété permet souvent de définir la richesse ou la pauvreté des acteurs sociaux. G. Heinsohn et O. Steiger soulignent l'importance du rôle de ces institutions dans les sociétés dites tribales, féodales et industrielle, en tant que base de la reproduction économique¹⁴. Parallèlement, R. Steppacher et P. van Greithuysen affirme que ces institutions contribuent à déterminer l'évolution des technologies et du savoir ainsi que le type de relations qu'il est ou non permis d'entreprendre avec la nature (exploitation, préservation, etc.)¹⁵. Dans ce contexte, La confrontation entre ces deux systèmes

¹¹ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 2001, p. 10

¹² POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, (trad. franç.) 1983, p. 68.

¹³ G. Heinsohn et O. Steiger sont les fondateurs de la distinction entre possession et propriété pendant que H. de Soto a été le vulgarisateur de la théorie. Parallèlement, R. Steppacher a mis en évidence la dimension écologique de cette distinction et P. van Greithuysen a persévéré dans cette voie.

¹⁴ HEINSOHN Gunnar et STEIGER Otto, « The Property Theory of Interest and Money », in *What Is Money?*, Smithin John (ed.), London, Routledge, 1999.

¹⁵ STEPPACHER Rolf, « La petite différence et ses grandes conséquences: possession et propriété », sous la direction de Christian Comelieu, *Brouillons pour l'avenir, contribution au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahier de l'IUED n°14, Presses Universitaires de France, Paris, 2003, pp. 184-185 ; VAN GRIETHUYSEN Pascal, « Pour une approche évolutive de la précaution », in Hunyadi M. (ed.) *Les usages de la précaution*, à paraître.

institutionnels nous semble être au cœur du choc culturel qui a favorisé l'imposition des structures occidentales lors de la période coloniale et post-coloniale.

Le régime institutionnel de la propriété, sur lequel repose le capitalisme, est historiquement et culturellement particulier à certaines sociétés dont la société moderne occidentale¹⁶, alors que de nombreuses civilisations, passées et présentes, ne connaissent que le régime de la possession¹⁷. Dans ces deux cas l'accès, l'exclusion et la gestion des ressources sont déterminés par la société ou la communauté. Cependant, « *c'est l'impossibilité d'aliéner un bien ou une ressource qui définit le régime de la possession* »¹⁸. Dans un régime de possession, seuls les droits d'usage sont cessibles, temporairement, mais pas la ressource elle-même¹⁹. En revanche, le *titre de propriété* confère une valeur *conceptuelle* aux ressources qui permet la croissance et l'accumulation grâce à la relation de vente et de crédit nécessaire au système de marché²⁰. « En considérant la *représentation* [d'une ressource], on concentre son attention sur le potentiel économique et l'on filtre les ombres et lumières parasites concernant ses aspects matériels et son environnement local »²¹. H. de Soto est ainsi enthousiaste quant au *potentiel immatérielle*²² ou *fictif*²³ additionnel de la propriété qui permet de dissocier la ressource de « ses encombrantes contraintes matérielles »²⁴ pour la transformer en capital

¹⁶ Idem., pp. 22 et 54.

¹⁷ HEINSOHN Gunnar et STEIGER Otto, « The Property Theory of Interest and Money », op. cit., pp. 1-5. On pourrait citer de nombreuses sociétés connaissant des régimes de possession communautaire telles que les Kikuyu (Kenya) et les Awa (Equateur), ou de chasse et de cueillette qui représentent la majorité des sociétés ayant existé depuis que *Homo sapiens* existe, à savoir 99%. Dans ces sociétés il y a, par exemple, les Hazda (Tanzanie) et les !Kung (Afrique du Sud). Par ailleurs, les populations du Nord de l'Inde étudiées ci-dessous sont un exemple de sociétés basées sur la possession communautaire.

¹⁸ STEPPACHER Rolf, « La petite différence et ses grandes conséquences: possession et propriété », op. cit., p. 183. La mise en évidence est effectuée par l'auteur.

¹⁹ Ainsi, un paysan peut cultiver son champ et disposer des produits qu'il récolte ; il peut même le louer (comme dans le métayage), mais il ne peut ni vendre sa terre, ni l'engager comme sécurité pour l'obtention d'un prêt car il n'en est pas le « propriétaire » au sens formel du terme.

²⁰ « Since money is derived from property (legal title), and not from possession (good), *accumulation* can start without previous saving ». (HEINSOHN Gunnar and STEIGER Otto, *Genuine Money, Good Securities and the Foundation of Economy: A New Look at Property Right*, 2003, p. 20: <http://www.iksf.uni-bremen.de/symposium/downloads/Outline-Symp.pdf>). Les mises en évidence sont effectuées par l'auteur.

²¹ SOTO de Hernando, *Le mystère du capital – pourquoi le capitalisme triomphe en occident et échoue partout ailleurs ?*, Paris, Flammarion, 2005, p. 62. J'ai moi-même effectué la mise en évidence.

²² Selon la formule de R. Steppacher et de G. Heinsohn et O. Steiger.

²³ Selon la formule de K. Polanyi.

²⁴ SOTO de Hernando, *Le mystère du capital – pourquoi le capitalisme triomphe en occident et échoue partout ailleurs ?*, op. cit., p. 62.

« vif »²⁵ et ainsi assurer un système de marché unifié, transparent (les informations ne sont pas dispersées) et dans lequel les transactions sont sécurisées²⁶.

Ce phénomène de dédoublement explique pourquoi la valeur monétaire dissocie nécessairement une ressource de sa réalité pluridimensionnelle. Par exemple, dans la société industrielle, une forêt est exprimée uniquement à travers sa valeur économique conceptuelle sur le marché (c'est-à-dire son prix), alors que dans les communautés traditionnelles elle représente un écosystème complexe et concret qui génère une large gamme de produits nécessaires à la survie des populations. Cette différence de perception explique ce que J. Martinez-Alier a nommé les « conflits d'évaluation »²⁷ qui mettent en lumière la subjectivité de la relation entre les êtres humains et la nature (nous y reviendrons dans la section consacrée à l'écologie des pauvres). De là découle également la logique de la rationalité économique qui hiérarchise les priorités en fonction des décisions économiques nécessaires au marché – dont les choix stratégiques des ressources et des technologies – et non en fonction de la communauté et même du Vivant. La question se résume à déterminer ce qui permet de maximiser le profit personnel et non les types de technologies ou gestion des écosystèmes les plus efficaces pour préserver la Vie. Cette définition étroite de la *rationalité économique* impulsée par la propriété limite systématiquement les alternatives envisageables et s'oppose à la *raison écologique et sociale* sous-tendue par la possession²⁸. En outre, elle motive cette remarque d'A. Sen « Why should it be uniquely *rational to pursue one's own self-interest to the exclusion of everything else* ? »²⁹. Pendant que la logique économique de la propriété nécessite l'adaptation globale de la société pour son fonctionnement, la logique économique de la possession répond le plus souvent à des impératifs spécifiques, aussi bien écologiques (car basée sur des ressources biotiques locales) que socioculturels (car basée sur une logique locale). Dans le premier cas la société et l'environnement sont gérés en tant qu'auxiliaires subordonnés au marché, alors que dans le second c'est la logique économique qui est enchâssée dans l'écologie locale et les relations sociales³⁰. Certains analystes, tels que

²⁵ Il est extraordinaire de remarquer que pour H. de Soto se soit le capital qui soit considéré comme « vif », alors que la ressource est décrite comme « un bien mort »...

²⁶ SOTO de Hernando, *Le mystère du capital – pourquoi le capitalisme triomphe en occident et échoue partout ailleurs ?*, op. cit., pp. 61-78.

²⁷ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., pp. 267-269.

²⁸ GRINEVALD Jacques et STEPPACHER Rolf, « Ecologie globale et développement soutenable », Cours donné à l'Institut Universitaire d'Etude du Développement, 2003-2004.

²⁹ SEN Amartya cité dans GUÉNIAT Marc, *Reproduction et changement social en Afrique de l'Ouest, de l'ethnocentrisme à l'anthropologie de la rationalité*, mémoire de licence, département d'histoire économique, faculté des sciences économiques et sociales, juillet 2005, p. 33.

³⁰ POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., p. 88.

les intellectuels des Lumières, voient cette dépendance de l'économie envers l'environnement comme une vulnérabilité et un manque de liberté³¹. En revanche, pour K. Polanyi « [...] inclure [les humains et la terre] dans le mécanisme de marché, c'est subordonné aux lois du marché la substance de la société elle-même »³². Parallèlement, d'autres analystes, dont N. Georgescu-Roegen, reconnaissent l'imbrication de l'économie dans l'environnement comme la seule façon d'atteindre une société soutenable³³.

Historiquement, le passage d'un régime de possession à un régime de propriété s'est effectué selon des modalités différentes dans le Nord et dans le Sud. Cette transition n'a rien d'évident dans la mesure où la propriété a été perçue – et continue de l'être par beaucoup – comme une aberration : l'idée de pouvoir vendre des ressources naturelles ou de travailler contre un salaire était vue comme une absurdité. En conséquence, l'implantation du régime de propriété s'est souvent fait sous la contrainte. En Europe, le 18^{ème} siècle est une époque de renouvellement des idées économiques qui aboutit au développement de la doctrine libérale et à l'apparition d'une économie de marché. En ce qui concerne la propriété, les attaques théoriques puis concrètes contre la propriété communale se multiplient. En effet, dans l'esprit libéral, la propriété privée représente la meilleure solution pour favoriser la production. C'est en premier lieu en Angleterre que l'instauration d'un régime de propriété foncière au travers de la confiscation des terres par les grands propriétaires a conduit à l'avènement de la société capitaliste moderne³⁴. Ces terres étaient jusque-là gérées selon les principes de la possession par des communautés de paysans et de bergers. Ce mouvement d'appropriation privative – la « tragédie des enclosures » – a été décrit par K. Polanyi comme une révolution des riches contre les pauvres³⁵. Les conséquences sociales de l'appropriation de la majorité des terres par une minorité ont été l'appauvrissement de toute une frange de la population européenne qui, dépossédées de ses terres, n'a eu d'autre choix que de vendre sa force de travail pour

³¹ HEINSOHN Gunnar and STEIGER Otto, « Collateral : the missing link in the theory of the rate of interest », in the symposium on *Genuine Money, Good Securities and the Foundation of Economy: A New Look at Property Right*, 2003: <http://www.iksf.uni-bremen.de/symposium/downloads/Outline-Symp.pdf>; MIES Maria et SHIVA Vandana, *Ecoféminisme*, op. cit., p. 19; MERCHANT Carolyn, *The Death of Nature*, New York, Harper Colins Publishers, 1989, (2^{ème} édition), p. 188; LATOUCHE Serge, *Décoloniser l'imaginaire*, Paris, L'Aventurine, 2003, pp. 29-30.

³² POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., p. 106.

³³ GEORGESCU-ROEGEN Nicolas, « Inequality, limits, and growth from a bioeconomic viewpoint », in *Review of Social Economy*, n°35, 1977, pp. 361-365; GRINEVALD Jacques, « L'effet de serre de la Biosphère: de la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale », in *Stratégies énergétiques, Biosphère et Société*, mai 1991, n°1, p. 10; BERKES Fikret, *Sacred Ecology: traditional ecological knowledge and resource management*, op. cit., p. 54.

³⁴ POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., pp. 54, 60 et 240.

³⁵ Idem, p. 61.

survivre. L'exode rural qui s'en est suivi a permis entre autre de développer le travail en usine qui donna l'impulsion de l'industrialisation. Les conséquences écologiques de ce phénomène sont multiples, mais nous soulignerons ici qu'il a aussi été la cause d'une déforestation généralisée³⁶.

Dans les colonies, par contre, ce sont principalement le travail forcé (corvée, esclavage, etc.) et à nouveau l'expropriation des terres qui ont permis aux colons de débusquer la main-d'œuvre hors des campagnes et de l'utiliser dans l'industrie³⁷. Au cours du processus historique des enclosures, on retrouve les grandes caractéristiques du « développement » que nous évoquerons tout au long de ce travail : appropriation par la dépossession des ressources, accroissement des inégalités, industrialisation, marchandisation de la terre, des récoltes et du travail. « Il ne fait aucun doute », écrit Bairoch, « que l'origine de nombreuses caractéristiques structurelles négatives du processus du sous-développement économique remonte à la colonisation européenne »³⁸.

Dans le cadre de ce processus de transition vers le capitalisme, les systèmes traditionnels fonctionnant sur la possession n'ont souvent pas pu s'opposer à l'expansion de la propriété, pour deux raisons majeures : (1) ils ne peuvent réaliser le potentiel spécifique de la propriété qui pousse à la croissance et aux innovations, en autre militaires ; (2) ils sont généralement basés sur les ressources biotiques. Du fait notamment des impératifs de la relation de crédit, l'économie de propriété s'étend aussi bien géographiquement (mondialisation) que « structurellement » (en s'appropriant un nombre croissant de domaines comme les services publics, le savoir, le vivant, etc.)³⁹. L'économie institutionnelle souligne le rôle fondamental de cette relation qui crée une « pression à la croissance ». L'exigence de la solvabilité force le débiteur à vendre son produit sur le marché et à en retirer un revenu monétaire capable de couvrir la somme empruntée ainsi que l'intérêt lié au prêt dans un temps donné. En outre, le débiteur doit également réussir à extraire un profit monétaire de son activité. C'est cette enchaînement des activités productives qui impulse l'engrenage de la croissance⁴⁰. Cette expansion a été historiquement possible également par le recours aux ressources minérales

³⁶ GUHA Ramachandra and MARTINEZ-ALIER Joan, *Varieties of environmentalism*, op. cit., p. 73 ; VAN GRIETHUYSEN Pascal, « La propriété, moteur de la mondialisation », in *Solidaire*, n°172, septembre 2002, pp. 10-12.

³⁷ MEILLASSOUX Claude, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris, l'Harmattan, 1975, p. 140.

³⁸ BAIROCH Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1999, p. 124.

³⁹ CHESNAIS Alain et BIHR, « A bas la propriété privée ! », dans *Le Monde Diplomatique*, n°595, octobre 2003.

⁴⁰ VAN GRIETHUYSEN Pascal, *La contribution de l'économie évolutive dans la problématique du développement durable*, Thèse en science économique et sociales, Genève 2002, p. 280.

non renouvelables (charbon, pétrole), le « moteur physique » de l'économie occidentale⁴¹. N. Georgescu-Roegen a montré que le potentiel économique d'un développement reposant sur les ressources minérales (*stock*) diffère fondamentalement d'un développement basé sur les ressources renouvelables (*flux*), car la production de ces dernières est irrémédiablement limitée puisque soumise à la temporalité naturelle, alors que les ressources minérales peuvent être extraites et utilisées selon une temporalité définie par les êtres humains, jusqu'à leur épuisement⁴².

La distinction entre la propriété et la possession possède donc une valeur explicative importante au regard de la question écologique, car ces institutions – appartenant à la sphère culturelle – impliquent une relation fondamentalement différente entre les êtres humains et le Vivant. En outre, elle nous paraît offrir des éléments de compréhension de la différence de perception du monde entre la société industrielle et de nombreuses sociétés du Sud, dont celles que nous étudierons par la suite. En résumé, l'institution de la propriété et l'utilisation des ressources minérales représentent deux facteurs importants qui ont permis l'expansion et la domination mondiale actuelle de l'Occident, mais également le début d'une détérioration écologique sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

1.1.2. L'ère du développement

Les vingt années qui ont suivi la Seconde guerre mondiale sont connues comme l'« ère du développement ». Les conséquences de la paix en Europe et en Amérique, ainsi que la décolonisation en Asie et en Afrique, avaient un point commun : dans ces deux cas, la tâche assignée aux gouvernements était de produire de la richesse en abondance pour augmenter le niveau de vie et diminuer le fossé entre les nations riches et les nations pauvres⁴³. Le président Truman incarne l'avènement de cette « ère du développement » basée – au Nord comme au Sud – sur la croissance, le productivisme et la technologie. Lors de son fameux discours inaugural de janvier 1949, il souligna que l'accroissement de la production par le recours à la science et à la technologie serait la clé de la prospérité⁴⁴. C'est le temps de

⁴¹ « La croissance économique, à l'échelle mondiale, s'est traduite, depuis la révolution industrielle, par une fantastique consommation des ressources énergétiques et minéralogiques ». GRINEVALD Jacques, « L'effet de serre de la Biosphère: de la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale », op. cit., p. 16.

⁴² GEORGESCU-ROEGEN Nicolas, « Inequality, limits, and growth from a bioeconomic viewpoint », op. cit., pp. 361-365; STIGLITZ Joseph, « A Neoclassical Analysis of the Economics of Natural Resources », in Smith, V. Kerry (ed.), *Scarcity and Growth Reconsidered*, Baltimore, MD: REF and John Hopkins Press, 1979, pp. 37-38.

⁴³ ETEMAD Bouda, « Débats actuels sur le développement: La contribution de l'histoire », op. cit., p. 331.

⁴⁴ MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, New York, University Press, 1997, p. 26; RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., pp. 16 et 117-120.

l'optimisme et des Trente Glorieuses. Au Nord, les intellectuels et les politiciens pensaient que l'augmentation de la production permettrait d'effacer la guerre des mémoires et d'assurer une paix durable⁴⁵. Au Sud, les nationalistes tels que Nehru en Inde ou Nasser en Egypte, étaient unis par l'idée que l'impérialisme n'avait été possible que grâce à la supériorité technologique et économique acquise par le biais de l'industrialisation. Dès lors, la décolonisation allait permettre aux colonies auparavant « sous-développées » de se « développer » en suivant le même modèle que l'Occident. De fait, à partir des années 1950 et sous l'initiative des États-Unis, les Nations Unies ont mis sur pied un programme de développement à travers des institutions internationales, telles que la Banque mondiale. L'objectif consistait à encourager ce processus de marche vers le « progrès » grâce à la formation du capital et à l'« assistance technique »⁴⁶. « Selon la théorie de la croissance transmise – ou des avantages comparatifs, les régions “attardées” pourraient réussir leur transition vers le développement par une forte insertion de leur économie dans le marché mondial »⁴⁷.

En outre, l'idée de « développement » ou plus exactement de « sous-développement » est lancée lors de ce même discours du président Truman. Selon cette vision linéaire du monde – qui prévaut encore largement aujourd'hui –, les États-Unis représentent le sommet de l'unique échelle du progrès, ce dernier ne pouvant être atteint que par l'industrialisation et l'économie de marché. Toutes les sociétés sont supposées passer par différents stades de développement allant de la subsistance rurale primitive à la vie urbaine moderne basée sur des technologies sophistiquées de production et sur le travail salarié. On l'aura compris, cette idéologie recèle le postulat suivant : le mode de vie occidental est supérieur au mode de vie « passéiste » des sociétés non occidentales « arriérées ». G. Rist n'hésite pas à inscrire le « développement » dans la continuité de la « mission sacrée de civilisation » invoquée par les occidentaux pour justifier la colonisation⁴⁸. Parallèlement, B. Etemad relève que l'économie du développement se démarque à cette époque des autres branches de la science économique par son aspect plus normatif que positif⁴⁹. De fait, la « rationalité » et le qualificatif « scientifique » se sont imposés comme garant de l'objectivité du « progrès scientifico-

⁴⁵ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 64.

⁴⁶ MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 26.

⁴⁷ ETEMAD Bouda, « Débats actuels sur le développement: La contribution de l'histoire », op. cit., p. 331. Les guillemets sont le fait de l'auteur.

⁴⁸ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 104.

⁴⁹ ETEMAD Bouda, « Débats actuels sur le développement: La contribution de l'histoire », op. cit., p. 331.

technique »⁵⁰ qui permet au groupe dominant de définir lui-même les caractéristiques du « développement » et, ensuite, d'identifier ailleurs des manques qu'il prétend combler⁵¹. « Si vous faites choix d'un aspect de la vie sociale de l'homme et que vous subordonniez le reste, vous pourrez – si votre documentation est suffisante – construire une échelle d'excellence. Et si choisissez ce en quoi vous excellez, vous vous trouverez au sommet »⁵². Dès lors, la « violence symbolique » – telle que définie par P. Bourdieu⁵³ – du concept de développement s'impose comme une hiérarchisation des valeurs qui implique la négation d'une partie au profit exclusif de l'autre.

Dans le but d'accroître la productivité, le processus scientifique de développement s'étendit également à l'agriculture. La « Révolution verte » promettait de supprimer la malnutrition et la pauvreté grâce à un productivisme agroindustriel poussé (produits agrochimiques, engrais, organismes génétiquement modifiés, etc.) élaboré dans les laboratoires du Nord⁵⁴. Pourtant, le modèle agricole productiviste a montré qu'il conduisait à une dépendance accrue envers les importations, à une faible sécurité alimentaire, à une grande vulnérabilité par rapport aux fluctuations du marché mondial, ainsi qu'à un endettement accru et à une détérioration du milieu naturel, dont les forêts, qui étaient coupées au profit des champs⁵⁵.

Cette période pourrait tout aussi bien être nommée « la période de l'innocence écologique », selon la formule de R. Guha⁵⁶. À cette époque – et encore aujourd'hui, parler de limites écologiques à la croissance économique paraissait au mieux hors contexte et au pire comme une dangereuse déviance ralentissant le but « historique » du rattrapage économique. A partir de cette période, la théorie économique – ou le mythe ? – de la croissance illimitée devient une *croissance* collective, telle que définie par G. Rist⁵⁷, qui constitue encore aujourd'hui largement le fondement des politiques de développement⁵⁸.

⁵⁰ GRINEVALD Jacques, « Ideas y preocupaciones acerca del papel de la especie humana en la Biosfera », in *La incidencia de la especie humana sobre la faz de la Tierra (1955-2005)*, Naredo J.M. et Gutiérrez L. (eds.), Universidad de Granada, Fundación César Manrique, 2005, p. 20.

⁵¹ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 25.

⁵² DUMONT Louis, préface à POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., pp. VIII-IX.

⁵³ BOURDIEU Pierre, *La Domination Masculine*, Paris, Seuil, 1998.

⁵⁴ MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., pp. 219-226.

⁵⁵ Ce phénomène est particulièrement visible dans le cas kenyan étudié ci-dessous.

⁵⁶ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 66.

⁵⁷ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 41.

⁵⁸ GRINEVALD Jacques, « Ideas y preocupaciones acerca del papel de la especie humana en la Biosfera », op. cit., p. 20 ; RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 41.

1.2.3. Gestion communautaire et conservation de la nature

Nous reviendrons par la suite sur les impacts écologiques et sociaux du mode de développement capitaliste. Pour bien illustrer la distinction entre la possession et la propriété et afin d'avoir des outils d'analyse pour la partie consacrée aux études de cas, nous avons choisi de consacrer une section à la convergence possible entre la gestion communautaire et la conservation de la nature.

L'un des points clé dans les débats écologistes actuels repose sur la question de savoir quels types d'institutions sont aptes à gérer les ressources naturelles de manière soutenable et équitable. Le paradigme néo-classique dominant part du présupposé de la rationalité économique qui définit l'être humain comme « selfish, norm-free, and maximizers of short-run result »⁵⁹. Dès lors, l'élargissement de la privatisation (individuelle ou étatique) à toutes les ressources permet de déterminer les droits et les responsabilités (autrement dit les bénéfices et les coûts) de chaque agent économique et de ces actions ce qui permettrait d'empêcher la surexploitation de la nature⁶⁰. Cette idée puise son origine dans l'article de G. Hardin « The tragedy of the commons »⁶¹. Cependant, de nombreux auteurs⁶² relèvent que « [a]n important lesson from the empirical studies of sustainable resources is that more solutions exist than Hardin proposed. Both government ownership and privatization are themselves subject to failure in some instance »⁶³. Un point de vue alternatif consiste donc à relever ce qui a été présenté auparavant, à savoir que l'institution de la propriété permet à l'économie de fonctionner de manière autonome par rapport à l'écologie et aux relations sociales⁶⁴, ce qui met largement en doute sa soutenabilité et son équité. Notre propos se consacrera donc à étudier d'autres systèmes institutionnels. Nous focaliserons ici notre attention sur la *possession communautaire* qui est présente à des degrés très variable dans les trois mouvements sociaux étudiés dans ce travail.

⁵⁹ OSTROM E. et al., « Revisiting the common: local lessons, global challenges », in *Science*, vol. 284, avril 1999, p. 279.

⁶⁰ STIGLITZ Joseph, « A Neoclassical Analysis of the Economics of Natural Resources », op. cit., p. 37. BARANZINI Andrea, « Introduction à l'économie de l'environnement », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2004-2005.

⁶¹ HARDIN G., « The tragedy of the commons », in *Science*, n°162, 1968, pp. 1243-1248.

⁶² Berkes Fikret; Mckean Margaret; Ostrom Elinor; Norgaard Richard B.; Policansky David; Burger Joanna et Field Christopher B.

⁶³ OSTROM E. et al., « Revisiting the common: local lessons, global challenges », op. cit., p. 278.

⁶⁴ POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., p. 88.

Historiquement le régime de la possession communautaire a largement dominé la gestion des écosystèmes complexes jusqu'à l'arrivée de l'économie de propriété introduite par la colonisation. Leur appropriation par les autorités coloniales d'abord, puis par les États nationaux, sous la bannière de « l'aménagement scientifique des forêts », a été le point de départ d'une exploitation intensive. Bien sûr, la conversion vers la propriété n'a pas été complète et certains secteurs de la société colonisée ou post-colonial sont restés dans une logique de possession communautaire. Pourtant, le schéma classique a été le suivant : les colons ont privatisé les terres agricoles (souvent aux bénéfices de grands propriétaires) et ont confié la gestion des forêts aux nouvelles administrations étatiques naissantes. La plupart du temps, ni les autorités coloniales, ni les gouvernements locaux n'ont accordé de prérogatives aux populations locales dans la gestion de forêts⁶⁵. Parallèlement, les connaissances et les capacités des peuples et des communautés autochtones n'ont pas été jugées pertinentes.

L'appropriation des terres par l'Etat a produit deux réactions différentes. Parfois, dépossédées de leurs terres par les autorités, les populations locales ont du même coup été déresponsabilisées. Or, l'État – quand il n'octroie pas de concession à des compagnies privées – n'a souvent pas les moyens de faire appliquer des politiques cohérentes pour la protection de l'environnement. Les communautés locales ont donc continué d'exploiter les écosystèmes sur lesquelles elles n'avaient pourtant plus de droit, et par conséquent plus de motivation institutionnelle pour les gérer communautairement et durablement. Cette désorganisation des structures sociales coutumières a initié une exploitation, parfois proche d'un régime de libre accès, contribuant à détériorer l'environnement forestier⁶⁶. Cependant, « in many countries, two centuries of colonization followed by state-run development policy that affected some common-pool resources has produced great resistance to externally imposed institutions »⁶⁷. Ce sont ces mouvements de résistances issus de leurs structures sociales que nous nous proposons d'étudier dans ce mémoire.

D'une façon générale, la notion de « gestion communautaire des ressources » ne correspond pas à un modèle unique mais à une variété de modèles, résultats de la culture et des conditions environnementales locales. Cependant, tous cherchent à assurer une gestion des

⁶⁵ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., pp. 38-43.

⁶⁶ Ibidem.

⁶⁷ OSTROM E. et al., « Revisiting the common: local lessons, global challenges », op. cit., p. 281.

ressources naturelles⁶⁸ soutenable afin de subvenir aux besoins des communautés qui en dépendent. Tous présentent une certaine *autonomie politique* et une forme d'autorité légitime. Bien que le pouvoir politique ne soit souvent pas équitablement réparti (en particulier entre les hommes et les femmes et les jeunes et les vieux), c'est la collectivité qui définit des règles claires, sûres et permanentes qui déterminent l'usage collectif des ressources. La vie économique est fondée sur le principe de la réciprocité⁶⁹, dont le don et le contre-don mis en évidence par M. Mauss⁷⁰.

La gestion communautaire des ressources est *durable* car basée sur des *ressources biotiques*. C'est ce que N. Georgescu-Roegen a appelé des « technologies viables », c'est-à-dire des technologies capables de se perpétuer à l'infinie sans déplétion des stocks de ressources naturelles⁷¹. Les écosystèmes fournissent une grande variété de produits alimentaires. R. Carrere souligne que la forêt en particulier (écosystème largement présent dans les cas étudiés par la suite) procure des tiges, des feuilles, des fleurs, des fruits, des noix, des champignons, des vers, des fourmis, des œufs d'oiseaux, du gibier et du poisson. Une gestion efficace des ressources forestières dépend donc d'une connaissance détaillée de la biologie des plantes et des animaux consommés. La forêt fournit également des matériaux de construction, des médicaments, du bois de feu, des matières premières telles que le bambou, les joncs, des feuilles, des herbes, de la gomme, des résines, de la cire et des teintures, de quoi faire des cordes, des couvertures et des paniers⁷². Finalement, la forêt est centrale car elle représente aussi une importante source d'eau⁷³. La plupart des systèmes de gestion communautaire

⁶⁸ Les mots de « gestion des ressources naturelles » posent un certain nombre de problèmes. Ces termes sont en effet étroitement liés à l'essor du capitalisme occidental. Le terme de « gestion » implique une idée de contrôle, d'exploitation unilatérale et de distinction entre sujet et objet (« l'utilisateur » et la forêt à « gérer »). Le terme de « ressources » – né au milieu du 19^{ème} siècle – est une notion économique qui relie la chose à exploiter en fonction d'un « produit » final. Enfin, l'adjectif « naturel » présuppose la distinction entre les personnes (« non naturelles ») et la nature. Parler de « gestion des ressources naturelles » implique donc une certaine manière d'apprécier, de préserver et d'exploiter la nature qui n'est pas forcément universelle. À chaque endroit, les gens ont leur propre manière de comprendre leur environnement, de lui assigner une valeur et d'en profiter. Il en découle que la population locale et les « développeurs » peuvent ne pas parler des mêmes choses tout en utilisant les mêmes mots.

⁶⁹ HEINSOHN Gunnar et STEIGER Otto, « The Property Theory of Interest and Money », op. cit., p. 4; POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., pp. 75-78.

⁷⁰ MAUSS Marcel, « Essai sur le Don », in *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 (4^{ème} édition), pp. 145-279.

⁷¹ GEORGESCU-ROEGEN Nicolas, « Feasible recipes versus viable technologies », in *Atlantic Economic Journal*, n°12, 1984, pp. 21-30.

⁷² CARRERE Ricardo (ed.), *Community-based Forest Management*, Montevideo, World Rainforest Movement, 2002, p. 6.

⁷³ EVANS Julian and TURNBULL John, *Plantation Forestry in the Tropics*, Oxford, Oxford University Press, 2004, pp. 342-343. Les cas de l'Inde et du Kenya, étudiés ci-dessous, illustrent particulièrement bien ce phénomène.

partagent également un cadre conceptuel allant au-delà des aspects purement techniques. Dans ce cas, la *spiritualité* joue un rôle central qui institutionnalise l'enclassement du social dans l'écologie et contribue à légitimer le droit d'usage des populations.

Pour revenir au débat qui oppose gestion privée ou communautaire des ressources, M. McKean montre que, d'une manière générale, de nombreuses ressources naturelles sont potentiellement en meilleures conditions (écologiquement) et même plus productives quand elles sont gérées en blocs intacts et dans une perspective holiste, plutôt que découpées en différentes parcelles attribuées chacune à un propriétaire. F. Berkes fait la preuve que ceci semble particulièrement vrai des écosystèmes complexes, dont les forêts qui sont présentes dans les trois cas étudiés, et ce pour les raisons suivantes. Les écosystèmes complexes sont caractérisés par la non-linéarité, ce qui implique une prédictibilité faible et de potentiels effets de seuil⁷⁴. Dans ce contexte, la modélisation scientifique s'avère peu utile pour définir la gestion optimale des ressources, car elle ne peut souvent pas inclure tous les paramètres. Au contraire, dans une gestion communautaire typique, c'est un groupe défini de possesseurs (la communauté) qui gère un écosystème en tant que tout. M. McKean argue que cette non-parcellisation de la ressource favorise une réflexion globale sur sa gestion et une certaine uniformité (pas de barrière, de gestions divergentes, etc.), qui assure un meilleur renouvellement de la biodiversité (facilité de déplacement pour la faune, les graines, etc.)⁷⁵. Du point de vue écologique et productif la gestion communautaire apparaît donc comme la réponse la plus rationnelle, telle que définie par A. Sen comme la « cohérence des choix »⁷⁶. Ensuite, M. McKean souligne qu'un écosystème complexe n'offre jamais une productivité en tous lieux homogène. Les produits qu'il fournit varient dans le temps et dans l'espace, et certaines zones sont plus fragiles ou précieuses (pour l'usage humain) que d'autres. Un certain microclimat peut, par exemple, favoriser la croissance de telle espèce de plante à tel endroit. La gestion communautaire évite l'accaparement de la zone spécifique par une seule personne et permet une potentielle meilleure équité sociale⁷⁷. Finalement, M. McKean

⁷⁴ Comme par exemple l'eutrophisation d'un lac ou l'extinction d'une espèce. BERKES Fikret, « Rethinking Community-Based Conservation », in *Conservation Biology*, vol. 18, n°3, juin 2004, pp. 622-623.

⁷⁵ MCKEAN Margaret, « Common Property: What is it ? What is It good for, and what makes it work ? », in *Forest resources and institutions*, Clark Gibson, Margaret McKean and Elinor Ostrom, Forests, Trees and People Programme – Forestry Department Working Paper No. 3. Rome: FAO. URL, 1998, p. 40.

⁷⁶ SEN Amartya cité dans GUÉNIAT Marc, *Reproduction et changement social en Afrique de l'Ouest, de l'ethnocentrisme à l'anthropologie de la rationalité*, op. cit., p. 34.

⁷⁷ McKean Margaret, « Common Property: What is it? What is It good for, and what makes it work? », op. cit., p. 41. Tout dépend évidemment de la répartition des droits d'usages au sein de la communauté. Cependant, par définition la gestion communautaire implique une certaine équité entre les membres, sinon le système de gestion basé sur la possession est plus proche du féodalisme. En outre, l'assertion concernant une justice socio-

démontre que la non-parcellisation des écosystèmes par la gestion communautaire permet l'« internalisation des externalités » chères aux économistes néoclassiques : si l'utilisation d'une zone nuit à la productivité d'une autre, c'est toute la communauté qui en subit les conséquences. Le cas de figure d'un propriétaire qui défriche sa parcelle située sur une pente, et qui nuit ainsi à la qualité du sol de la parcelle d'un autre propriétaire située au bas de cette pente, ne peut se produire. Dans ce contexte, et contrairement au discours dominant, la gestion communautaire apparaît comme mieux appropriée que la gestion privée pour répondre à l'intensification de l'utilisation des ressources qui fait suite à l'augmentation de la population⁷⁸.

F. Berkes et E. Ostrom soulignent deux points principaux qui remettent en question le régime de la possession communautaire comme institution capable d'assurer une gestion des ressources soutenable. Le premier cas, identifié par F. Berkes, surgit lorsqu'une intrusion du marché international amène la communauté à utiliser un nouvel élément de l'écosystème. Bien qu'il existe un ensemble de règles définissant les droits d'usage des ressources, si l'une n'est pas incluse dans le système institutionnel coutumier elle se retrouve proche d'une situation de libre accès⁷⁹. Dans ce cas des membres de la communauté peuvent parfois abuser d'une ressource pour le profit de la communauté ou leur profit personnel, contribuant à l'exploitation excessive des ressources. Cependant, ceci est pondéré par le fait que la demande vient avant tout des centres industriels, souvent des villes ou des pays industrialisés. Pour palier à ce problème, F. Berkes propose donc de renforcer et d'étendre la gestion communautaire pour inclure de nouvelles ressources dans le système, plutôt que de les privatiser. La gestion communautaire ne s'avère donc pas défailante en soi, mais soumise à l'évolutivité comme toute institution cherchant à rester d'actualité.

Le deuxième cas évoqué par E. Ostrom et F. Berkes souligne la pression auquel doivent faire face les écosystèmes quand de nouvelles populations s'y installent. Dans cette situation, des individus qui ne sont pas soumis aux règles d'usage s'ajoutent et exercent une pression supplémentaire sur les écosystèmes. Dès lors, ceux-ci peuvent se retrouver dans des

économique supérieure dans le cadre de la gestion communautaire s'observe également dans un village valaisan. A ce sujet, consulter : MCGUIRE Randall and MCC.NETTING Robert, « Leveling Peasants? The Maintenance of Equality in a Swiss Alpine Community », in *American Ethnologist*, vol. 9, n°2, Economic and Ecological Processes in Society and Culture, May 1982, pp. 269-290.

⁷⁸ MCKEAN Margaret, « Common Property: What is it? What is It good for, and what makes it work? », op. cit., p. 41.

⁷⁹ BERKES Fikret, « Rethinking Community-Based Conservation », op. cit., pp. 624-625.

circonstances de libre-accès entraînant leur surexploitation⁸⁰. Mais, comme le souligne F. Berkes⁸¹, les nouvelles populations ont souvent, au cours de l'histoire, appris de leurs erreurs et ont développé petit à petit des modes de vie plus soutenables. Aujourd'hui pourtant, la grande majorité des communautés ne vivent plus dans les écosystèmes équilibrés qu'elles avaient appris à connaître et à gérer de manière soutenable. Il ne reste donc que peu de populations pratiquant encore une réelle « gestion communautaire des ressources ». La dégradation des écosystèmes à grande échelle et l'introduction de la propriété ont produit de profonds changements dans les modes de vie locaux. À leur tour, ces changements ont provoqué de nouveaux besoins et ont fait surgir de nouvelles valeurs qui pourraient entraîner, à terme, la disparition du savoir traditionnel et des croyances ancestrales qui ont été les piliers de la cohésion sociale et de la continuité culturelle des communautés locales. Il reste cependant un savoir-faire dans de nombreuses régions même s'il doit être adapté et développé⁸².

La question de savoir si les populations locales sont des agents de détérioration de l'environnement est récurrente dans les débats sur la conservation de la nature. Pour certains auteurs et dans une perspective malthusienne, elles sont soumises à la tension toujours croissante entre population et ressources, ce qui engendre une paupérisation des populations et les amène à surexploiter le milieu naturel⁸³. Pour d'autres, la pauvreté est un effet structurel du système capitaliste conduisant certaines populations précarisées à abuser des ressources⁸⁴. Cependant, dans certains cas ces mêmes populations résistent et tentent de défendre leur système de gestion qui peut contribuer à la préservation des écosystèmes. Nous allons à présent situer ce type particulier et souvent sous-estimé d'écologisme, à savoir l'écologisme des pauvres, au sein des autres mouvements écologistes.

⁸⁰ OSTROM E. et al., « Revisiting the common: local lessons, global challenges », op. cit., p. 280.

⁸¹ BERKES Fikret, *Sacred Ecology: traditional ecological knowledge and resource management*, Philadelphia: Taylor and Francis, 1999, pp. 148-151.

⁸² Bien que les trois mouvements illustrent ce phénomène, le cas du Kenya est particulièrement parlant.

⁸³ EHRlich Paul, *The Population Bomb*, New York, Buccaneer Books, 1995 (1968).

⁸⁴ AGARWAL Bina, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », in *IDS Bulletin*, vol. 18, 1987, p. 11-22; VAN GRIETHUYSEN Pascal, *La contribution de l'économie évolutive dans la problématique du développement durable*, Thèse en science économique et sociales, Genève 2002.

1.2. L'écologisme des pauvres

1.2.1. Aperçu historique du mouvement écologiste

Le mouvement écologiste s'est développé en réponse aux impacts environnementaux de la Révolution industrielle. Cette dernière a altéré considérablement l'environnement à travers de nouvelles méthodes d'extraction des ressources, de production et de transport des biens. L'échelle et l'intensité avec laquelle l'humanité a usé et abusé de la nature a augmenté drastiquement depuis la fin du 19^{ème} siècle. « This is the first time in human history that we have altered ecosystems with such intensity, on such scale and with such speed »⁸⁵. Simultanément, les avancées médicales et sociales ont provoqué une forte croissance de la population. Ce processus a, à son tour, également accru la pression sur les ressources naturelles⁸⁶. Le rythme des dégradations environnementales s'est accéléré; la nature est devenue à la fois une source dite « inépuisable » de matières premières bon marché⁸⁷ et un puits pour tous les déchets inutilisables de la croissance économique.

D'un point de vue écologique, l'expansion de l'agriculture et de l'exploitation minière – qui répondait aux besoins colossaux de l'industrie – a détruit des millions d'hectares de forêts et d'espaces sauvages. Parallèlement, des milliers de tonnes de produits chimiques nocifs (industries pétrochimique, agrochimique, pharmaceutique, etc.) ont été déversés dans les océans, les rivières et l'atmosphère⁸⁸. D'un point de vue social, l'industrialisation de l'Europe – puis, petit à petit, du monde entier – a également engendré des changements majeurs, notamment dans les économies paysannes. L'agriculture s'est transformée en une production intensive en capital et s'est orientée vers le marché. Les petites exploitations et les pâturages basés sur les cultures alternées ont tendu à se transformer en paysages monotones de grandes propriétés dominées par les monocultures⁸⁹. Simultanément, la croissance de l'économie européenne a inclus les ressources naturelles des autres continents. «Industrialization had an

⁸⁵ MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., p. 3. « The human race, without intending anything of the sort, has undertaken a gigantic uncontrolled experiment on the earth. In time, I think, this will appear as the most important aspect of twentieth-century history, more so than World War II, the communist enterprise, the rise of mass literacy, the spread of democracy, or the growing emancipation of women ». Idem., p. 4.

⁸⁶ EHRlich Paul, *The Population Bomb*, New York, Buccaneer Books, 1995 (1968).

⁸⁷ C'est ce que l'économie a nommé les « services gratuits de la nature ». BARANZINI Andrea, « Introduction à l'économie de l'environnement », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2004-2005.

⁸⁸ O'CONNOR James, *Natural causes: essays in ecological Marxism*, New York, The Guilford Press, pp. 8-10.

⁸⁹ MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., pp. 212-215.

organic connection with imperial expansion, as white colonists took possession of large parts of the globe, re-orienting local economies towards the demand of the metropolis »⁹⁰. Selon P. Bairoch, les pays industrialisés sont devenus dépendants des matières premières des pays du Sud à partir de 1955⁹¹.

Bien sûr, il était déjà arrivé que les activités humaines dégradent l'environnement, mais pour la première fois dans l'histoire de l'humanité est apparue l'idée de « crise écologique »⁹². La première vague du mouvement écologiste s'est constituée en réaction aux changements environnementaux induits par l'industrialisation. Elle avait pour interrogation centrale la question de savoir si la nouvelle « prospérité » que permettait cette « modernité » était soutenable⁹³. De fait, alors que les villes industrielles étaient le moteur de la croissance économique et, corollairement, des dégradations écologiques, ces dernières étaient en grande partie subies par les campagnes et les colonies. À cet égard, R. Guha note que durant les 18^{ème} et 19^{ème} siècles, le Royaume-Uni était incontestablement la nation qui a engendré le plus de déforestation dans le monde⁹⁴.

En tant que réponse sociale à la Révolution industrielle, l'écologisme peut être mis en relation avec trois autres mouvements propres à la modernité : le libéralisme politique, le socialisme et le féminisme⁹⁵. Définie en opposition à l'absolutisme, le libéralisme politique, par la démocratie, implique une plus grande participation des citoyens dans les processus de décision qui affectent leurs vies⁹⁶. Défini en opposition au féodalisme et au capitalisme, le socialisme implique la socialisation des richesses et des ressources productives⁹⁷. Défini en opposition à la patriarchie, le féminisme implique l'octroi aux femmes de l'égalité de droits politiques et économiques ainsi que leur émancipation de fait⁹⁸. L'écologisme, a étendu l'idée de droits et de justice au monde naturel et a mis en lumière les interconnexions entre l'activité humaine et les grands cycles biogéochimiques qui sous-tendent la Biosphère, à savoir la fine

⁹⁰ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 4.

⁹¹ BAIROCH Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, op. cit., pp. 102-103.

⁹² GRINEVALD Jacques, « Ideas y preocupaciones acerca del papel de la especie humana en la Biosfera », op. cit., p. 17.

⁹³ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 64.

⁹⁴ Idem., p. 4.

⁹⁵ Idem., p. 5.

⁹⁶ GARANDEAU Mikaël (eds), *Le Libéralisme*, Paris, Flammarion, 1998, p. 23.

⁹⁷ Roemer John, *A future for socialism*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1994, p. 18.

⁹⁸ Mellor Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 5.

couche de Vie qui caractérise la planète bleue⁹⁹. Du fait de cette spécificité unique de la Terre, l'écologisme a mis l'accent sur l'impératif de développer des modes de vie soutenables. Ces quatre mouvements ont été parfois en contradiction et parfois complémentaires. Dans le présent travail, nous nous proposons d'examiner la manière dont ces différentes idéologies ont été visibles dans trois cas : le mouvement Chipko en Inde, celui des ceintures vertes au Kenya et celui des seringueiros au Brésil.

L'histoire de l'écologie est plurielle et a été relatée et analysée à partir de nombreux points de vue différents. Dans ce travail, nous ne chercherons pas à mettre en évidence toutes les écoles et courants de pensée écologistes, ni le rapport entre l'écologie en tant que mouvement politique et l'écologie en tant que science. Nous n'aborderons donc pas l'histoire de l'écologie d'un point de vue épistémologique. En revanche, nous focaliserons notre attention sur les actions ou réactions, les politiques et les mouvements sociaux qui ont répondu aux changements écologiques, car cette approche offre un cadre plus approprié à l'étude des mouvements socio-écologistes issus des populations précarisées, en un mot de l'*écologisme des pauvres*. Selon R. Guha, le mouvement écologiste se divise historiquement en deux vagues. La première apparaît à la fin du 19^{ème} siècle et se décompose, *grosso modo*, en trois courants distincts. Le premier repose sur une critique culturelle et morale de l'industrialisation. Les poètes romantiques britanniques réagissent à la pollution visible qui noircissait le paysage. Pour eux, l'âge industriel menaçait d'altérer pour toujours l'idylle champêtre de la verte campagne anglaise. Parallèlement, certains auteurs politiques comme F. Engels ont développé une critique des conditions inhumaines de vie et de travail de la classe ouvrière. Dans ce même groupe, figure le Mahatma Gandhi, qui émit une critique morale de la civilisation moderne en déplorant notamment la multiplication des besoins socialement non nécessaires. Il y opposa la recherche d'un style de vie volontairement simple basé sur les nécessités vitales¹⁰⁰.

Le second courant, inspiré par la science occidentale moderne, focalise son attention sur les excès de la société industrielle sans la contester dans son essence même. Il se base sur une recherche empirique plutôt que sur une réponse artistique ou « émotionnelle ». Ce courant soutient que sans une supervision par les « experts », l'industrialisation deviendra

⁹⁹ GRINEVALD Jacques, « A propos de la naissance de l'écologie », in *La Bibliothèque naturaliste*, CEDEP, Sigoyer-04200 Sisteron, France, n°10, mars 1990, p. 8.

¹⁰⁰ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., pp. 10-24.

catastrophiquement polluante et destructrice. Il maintient l'idée que la science peut administrer la nature et les ressources naturelles de manière efficace sur le long terme. Il s'agit donc d'organiser une production soutenable basée sur une utilisation restreinte des ressources naturelles, sans pour autant empêcher les êtres humains de cultiver, de déboiser et d'utiliser l'eau, la faune et la flore. Ce mouvement émerge avec comme terrain de prédilection l'aménagement scientifique des forêts¹⁰¹, que nous retrouverons dans le cas indien étudié ci-dessous.

La troisième tendance de la première vague de l'écologisme combine des éléments de morale, de science et d'esthétique. L'industrialisation de l'Europe et l'établissement de sa population dans d'autres continents ont entraîné la dévastation de larges étendues sauvages. C'est en réaction que s'est affirmé un mouvement dont le but était de préserver des perturbations humaines les derniers espaces vierges. La protection de la beauté des paysages et des espèces en voie d'extinction a été au cœur de son action. On a longtemps pensé que les étendues sauvages devaient être libres de toute influence anthropique, quelle qu'elles fussent. L'idée de la conservation par l'établissement de « parcs nationaux » est née aux USA au cours du 19^{ème} siècle, à une époque de guerre contre les Indiens et de colonisation de « l'Ouest sauvage ». Le premier parc national du monde établi en 1872, le Yellowstone, a provoqué un conflit avec les indigènes locaux¹⁰². Actuellement, presque tous les parcs nationaux les plus importants des USA sont habités ou revendiqués par des peuples autochtones. Mais selon la législation des USA, il s'agit là d'« aires sauvages », définies par la Loi sur les aires naturelles comme des lieux « where man himself is a visitor who does not remain »¹⁰³. Ce modèle d'aires sauvages, exporté par les conservationnistes occidentaux, a influencé la conception de la conservation de la nature dans toute la région tropicale au cours de l'ère du « développement » qui a suivi la Deuxième guerre mondiale.

Bien que l'établissement d'aires sauvages préservée de toute empreinte humaine soit un élément fondamental de la conception occidentale de la nature, cette notion est rejetée par de nombreux peuples autochtones, ainsi que le signale Jakob Malas, un chasseur khomani du désert du Kalahari, dont les terres ont été classées Parc National Gemsbok : « The Kalahari is like a big farmyard. It is not a wilderness to us. We know every plant, animal and insect, and

¹⁰¹ Idem., pp. 33-38.

¹⁰² Idem., p 47-58.

¹⁰³ Extrait de la Constitution des Etats-Unis d'Amérique cité dans COLCHESTER Marcus, « Wilderness parks or community conservation? », in *World Rainforest Bulletin*, n°62, p. 18.

know how to use them. No other people could ever know and love this farm like us »¹⁰⁴. Dans le même sens, Ruby Dunstan, du peuple NI'aka'pamux de la Vallée Stein en Alberta, au Canada, qui a lutté pour empêcher l'exploitation forestière sur ses terres ancestrales, a déclaré : « I never thought of the Stein Valley as a wilderness. My Dad used to say 'that's our pantry'. We knew about all the plants and animals, when to pick, when to hunt. We knew because we were taught every day. It's like we were pruning everyday... But some of the white environmentalists seemed to think if something was declared a wilderness, no one was allowed inside because it was so fragile. So they have put a fence around it, or maybe around themselves »¹⁰⁵.

1.2.2. Les écologismes contemporains

La deuxième vague de l'écologisme naît avec la fin de la Seconde guerre mondiale et vise plus spécifiquement les impacts du développement économique¹⁰⁶. Dès le début des années 60 – en pleine « ère du développement » – des voix commencent à s'élever contre les dégradations environnementales liées à l'industrialisation forcée de l'époque. En effet, « [s]ometimes differences in quantity can become differences in quality »¹⁰⁷. L'histoire écologique du 20^{ème} siècle ne se démarque pas seulement des siècles précédents par ses changements écologiques supérieurs et plus rapides, mais aussi parce qu'en augmentant leur intensité ils ont provoqué des modifications importantes, tel que par exemple, la composition de l'air. La première prise de conscience globale fait suite à la parution de *Silent Spring* en 1962, le livre phare de la biologiste américaine R. Carson. Cet ouvrage, extrêmement bien documenté et d'une grande sensibilité, a été un best-seller mondial qui fit l'effet d'une sonnette d'alarme pour un large public, en particulier américain. Il met en évidence les relations qui unissent les systèmes vivants complexes pour former un tout. Vu sous cet angle, il devient soudain très risqué de toucher à un élément des réseaux de causalité sans également affecter les autres. R. Carson met en lumière les dégâts occasionnés par l'industrie chimique, particulièrement agrochimique, en montrant les effets nocifs des pesticides sur l'environnement (eau, sol, air), sur les plantes et les animaux, et ultimement sur les êtres humains qui les ingèrent¹⁰⁸.

¹⁰⁴ COLCHESTER Marcus, « Wilderness parks or community conservation? », in *World Rainforest Bulletin*, n°62, p. 18.

¹⁰⁵ Ibidem.

¹⁰⁶ Voir section 2.2.

¹⁰⁷ MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., p. 4.

¹⁰⁸ CARSON Rachel, *Silent spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

Quelques années plus tard, en 1972, la parution du rapport Meadows intitulé *Halte à la croissance ?* et incité par le Club de Rome corrobore le caractère fini de la Terre et limité de ses ressources, fournissant une base scientifique et institutionnelle au mouvement pour la préservation de la nature. La contribution de ce rapport reste controversée légitimant la question de savoir si son objectif vise à changer le système économique de croissance basé sur l'exploitation de la majorité au profit d'une minorité et aux conséquences écologiques catastrophiques, ou s'il cherche à prévenir cette même minorité des menaces qui peuvent remettre en question son hégémonie. Quoiqu'il en soit il s'affirme comme un élément majeur qui cristallise la prise de conscience écologique dans tout le monde industriel¹⁰⁹.

A l'intérieur de cette seconde vague de l'écologisme, J. Martínez-Alier a identifié trois courants contemporains majeurs¹¹⁰:

- *Le courant du « culte des étendues sauvages »* prône la conservation d'une nature « vierge », « originelle » et tend à considérer la nature comme sacrée. Ce courant représente la continuation du troisième courant de la première vague de l'écologisme¹¹¹ et s'est notamment concrétisé par la création de parcs naturels libres d'influences humaines. Il ne s'attaque pas à la croissance économique *per se*, mais entend préserver les derniers espaces inviolés par le marché. La biologie de la conservation est sa branche scientifique par excellence et l'*Union Mondiale pour la Nature* (UICN) est sans doute l'organisation la plus connue et la plus influente représentant ce courant.
- *Le courant de l'« éco-efficience »* est en faveur d'une réconciliation des activités humaines modernes avec l'environnement. Il représente la continuation du deuxième courant de la première vague et c'est actuellement la tendance dominante de l'écologisme. Il se traduit par les notions de « développement durable », de « modernisation écologique », de « technologies propres ». Il ne s'attaque pas à la croissance économique ; au contraire, la croissance est souvent vue comme un outil au service de la durabilité. L'économie de l'environnement est par excellence sa branche scientifique et les grandes conférences environnementales (telle que Stockholm, Kyoto, Johannesburg) sont symboliquement ses meilleurs représentants.

¹⁰⁹ GRINEVALD Jacques, « A propose de la naissance de l'écologie », op. cit., p. 7 ; GABERELL Laurent, *Le développement durable en question – Perspective historique et regard critique*, mémoire de licence, département d'histoire économique, faculté des sciences économiques et sociales, semestre d'été 2004, pp. 35-39.

¹¹⁰ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, Cheltenham and Northampton, Edward Elgar, 2002, chap. 1.

¹¹¹ Voir section 3.1.

- L'« écologisme des pauvres », la « justice environnementale » ou l'« écologie de la libération ». Autant d'expressions pour désigner un courant qui lutte contre les impacts environnementaux de la croissance économique, et plus généralement, contre la distribution inégale des biens et/ou des maux environnementaux (comme les ressources naturelles ou la pollution)¹¹². Il se manifeste par des conflits sociaux ayant un contenu écologique, réclamant davantage de justice sociale, et faisant intervenir des populations pauvres, rurales ou indigènes, luttant contre l'État ou les entreprises privées qui menacent leurs conditions de vie. Comme nous allons le voir ci-dessous, les femmes y jouent généralement un rôle clé¹¹³. À la suite de la mondialisation, l'écologisme des pauvres a gagné en importance : selon J. Martinez-Alier c'est aujourd'hui l'une des principales sources de résistance sociopolitique dans les pays du Sud (mais aussi au Nord)¹¹⁴. L'anthropologie écologique, l'agroécologie, l'écologie politique et l'économie écologique, représentent ses meilleurs prolongements académiques¹¹⁵. Le mouvement Chipko en Inde et celui des seringueiros au Brésil, associé au nom de Chico Mendes, sont peut-être les deux mouvements historiquement les plus représentatifs de ce courant.

1.2.2. L'écologisme des pauvres

R. Guha résume ainsi la différence entre l'écologisme du Nord et celui du Sud : « While Northern greens have been deeply attentive to the rights of victimized or endangered animal and plant species, Southern greens have generally been more alert to the rights of the less fortunate members of their own species »¹¹⁶. Une foule de mouvements sociaux – même s'ils ne se revendiquent pas tous explicitement comme « écologistes » – peuvent entrer dans la catégorie de l'écologisme des pauvres. Ce terme est un concept académique publié pour la première fois en anglais par J. Martinez-Alier¹¹⁷ pour définir une situation concrète. L'articulation entre la pensée écologiste et les mouvements socio-écologistes est donc délicate et jamais aboutie ; il s'agit d'une dialectique entre théorie et pratique. C'est une véritable conglomération mondiale qui émerge à marche forcée, avec des réseaux internationaux qui se créent, des intellectuels qui prennent le relais dans les universités, des

¹¹² En effet, « [t]he surges in population, production and energy use affected different regions, nations, classes, and social groups quite unevenly, favoring some and hurting others ». (MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., p. 17).

¹¹³ Voir section 1.3.

¹¹⁴ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 12.

¹¹⁵ Ibidem.

¹¹⁶ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 122.

¹¹⁷ MARTINEZ-ALIER Joan, « Ecology and the poor : a neglected issue in Latin American history », in *Journal of American Studies*, vol. 23, n°3, pp. 621-640.

informations qui circulent via Internet, des populations qui s'organisent, se politisent, voire se radicalisent. J. Martinez-Alier n'hésite pas à comparer cette dynamique à la période d'effervescence des débuts du mouvement socialiste et de la I^{ère} Internationale¹¹⁸. Parmi les mouvements écologistes de pauvres qui concernent la forêt, il y a par exemple ceux : contre l'appropriation exclusive de la forêt et la coupe des arbres (les luttes seringueiros et Chipko), pour la reforestation (le mouvement des ceintures vertes au Kenya), contre les forages pétroliers en forêt tropicale (les luttes éco-indigénistes des U'Wa en Colombie ou des Karen en Birmanie), contre les exploitations minières (les conflits socio-écologiques liés aux mines d'or du Pérou ou du Venezuela), contre la destruction des mangroves entre autre en Inde et en équateur – notamment à cause de l'élevage des crevettes destinées à l'exportation¹¹⁹ –, ou au Kenya à cause de l'exploitation minière par une société canadienne¹²⁰, etc. Ces conflits proviennent premièrement de l'appropriation des terres par des acteurs nationaux ou privés, deuxièmement de l'expulsion des communautés locales et de la destruction des écosystèmes pour laisser la place à un nouveau type d'exploitation, et troisièmement des impacts sociaux et environnementaux qui s'ensuivent.

Le discours de l'écologisme des pauvres ne représente pas un discours unifié. Il ne correspond souvent pas au langage de l'écologie occidentale, ni à celui de l'économie dominante ; au contraire, les populations locales en conflit utilisent le langage de la défense des droits humains, de la sauvegarde des moyens d'existence, du besoin de sécurité environnementale et alimentaire, de la défense de l'identité culturelle et des droits territoriaux, de la lutte contre le « racisme environnemental », du respect pour le sacré. Dans ce contexte, J. Martinez-Alier affirme que la résolution conventionnelle des conflits par la compensation monétaire est un outil souvent mal approprié, car il « often demands a forced reduction or simplification of complexity, thereby denying the legitimacy of some points of view »¹²¹. Pour les différents acteurs en jeu, la forêt remplit typiquement une multitude de fonctions qui ne peuvent pas être réduites à une seule valeur économique. L'évaluation monétaire ne s'avère donc pas nécessairement la réponse la plus rationnelle du point de vue des populations locales. De même, les analyses en termes de coûts/bénéfices, l'« internalisation des externalités » et la quête du « prix juste » sont la plupart du temps

¹¹⁸ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 1.

¹¹⁹ Idem., p. 6.

¹²⁰ CARRERE Ricardo (ed.), *Afrique: Ses forêts menacées*, Montevideo, Mouvement Mondial pour les Forêts, 2002, p. 70-71.

¹²¹ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 150.

incapables de résoudre les conflits environnementaux car ces derniers ne sont souvent pas uniquement des conflits d'intérêts, ce sont aussi des conflits de valeurs – et donc d'évaluation¹²². L'étude de ces conflits montre qu'il n'y a pas une théorie unique de la valeur mais bien un pluralisme de valeurs, liées aux différentes perceptions socioculturelles de l'environnement. Par la même occasion et comme l'a montré K. Polanyi, elle dévoile la nature profondément socioculturelle et politique de l'économie¹²³. En outre, il est souvent impossible de mesurer sur une même échelle les différents systèmes de valeurs en conflit. C'est donc seulement par un vrai débat démocratique que ces antagonismes peuvent être résolus, mais dans les faits, c'est généralement l'acteur le plus puissant qui impose son point de vue et son système d'évaluation.

Les mouvements s'inscrivant dans l'écologisme des pauvres se sont inspirés de différentes grandes idéologies de justice sociale d'inspiration religieuse – le gandhisme, le bouddhisme, le catholicisme – et de certains courants de pensée plus laïcs, comme les idées socialistes et la mouvance « écoféministe ». La synergie entre ces différentes idéologies et courants de pensée et les mouvements socio-écologistes a contribué à une profonde remise en question de l'idée même de développement. De nombreux intellectuels favorables à l'écologisme des pauvres – allant des plus « pragmatiques » comme Amartya Sen¹²⁴ ou Christian Comélieu¹²⁵ aux plus « radicaux » comme Serge Latouche¹²⁶ ou Gilbert Rist¹²⁷ – ont critiqué le développement à l'occidentale, trop souvent synonyme d'impérialisme, de mondialisation, d'occidentalisation, et, surtout, de croissance. C'est sur cette dernière que nous allons nous concentrer ci-dessous.

Le système capitaliste s'est construit autour de l'idée de l'économie de marché qui postule que la poursuite des intérêts individuels est la meilleure réponse aux besoins de tous. Dans ce cadre, le « bien-être » correspond souvent à la quantité de marchandises que « l'individu-consommateur » peut s'approprier grâce à son pouvoir d'achat. L'accumulation indéfinie du

¹²² Idem., pp. 267-269.

¹²³ « La découverte la plus marquante de la recherche historique et en anthropologique récente est que les relations sociales de l'homme englobent, en générale, son économie. L'homme agit de manière non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux ». (POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, op. cit., pp. 74-75). Ce qui contredit la conception de l'économie libérale de l'Homo oeconomicus.

¹²⁴ SEN Amartya, *Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.

¹²⁵ COMÉLIEU Christian, « Controverse sur l'après-développement », in *Brouillons pour l'avenir, contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, n°14, pp. 117-122.

¹²⁶ LATOUCHE Serge, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in *Brouillons pour l'avenir, contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, n°14, pp. 123-134.

¹²⁷ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit.

profit individuel – toujours selon cette vision de l'*Homo oeconomicus* – se trouve au cœur du comportement économique des individus et ceux-ci ont des besoins illimités à satisfaire. D'où la nécessité d'une croissance indéfinie des quantités produites (produire plus pour pouvoir consommer plus) et la croyance en une croissance illimitée et exponentielle comme but ultime du « développement »¹²⁸. La croissance est donc devenue un objectif fondamental que l'on retrouve dans toutes les stratégies actuelles de « développement ». Dans l'idéologie (néo)libérale dominante, elle se confond de fait avec le « développement » et elle correspond à la nature même de la modernité. Point de salut sans croissance : seul un pays qui bénéficie d'un niveau de croissance élevé est un pays « développé ». La croissance économique est l'objectif prioritaire des programmes d'ajustement structurel imposés aux pays « en développement » par les organisations financières internationales dans le cadre du remboursement de leurs dettes¹²⁹. Pour accéder à la croissance, et donc au remboursement, le FMI et la Banque mondiale préconisent essentiellement la stratégie de la promotion des exportations. De fait, actuellement, la politique dominante de développement établit un lien automatique entre promotion des exportations, croissance et réduction de la pauvreté¹³⁰.

Le taux de croissance est-il réellement représentatif du niveau de « progrès social » ? Signifie-t-il que les besoins essentiels des populations sont satisfaits ? Il apparaît clairement aujourd'hui que ce n'est pas le cas : l'augmentation du taux de croissance économique ne se traduit que rarement par une amélioration des conditions de vie des populations. « Partout, les inégalités sociales ont augmenté. Aucun pays 'ajusté' ne fait exception » écrit E. Toussaint¹³¹. En outre, de nombreux critiques ont montré que cette exigence de croissance infinie était absurde car les ressources planétaires sont inéluctablement finies et limitées. En faisant de la croissance un moteur indispensable à son dynamisme, le système capitaliste met en péril sa propre base matérielle en détruisant la planète et les êtres vivants qui l'habitent, c'est ce que J. O'Connor a appelé la « deuxième contradiction » du capitalisme¹³².

Nous touchons ici au cœur de la critique de nombreux mouvements écologistes de pauvres qui s'élèvent contre la subordination des besoins des populations locales – en termes de moyens de survie, d'éducation, de santé ou de justice sociale – à l'impératif de la croissance

¹²⁸ COMÉLIAU Christian, *Les Petits Cahiers de l'IUED*, Genève, IUED, vol. 1, 2002, p. 12.

¹²⁹ Ibidem.

¹³⁰ Ibidem.

¹³¹ TOUSSAINT Eric, « Du Sud au Nord: crise de la dette et programmes d'ajustement », in *FMI: les peuples entrent en résistance*, Genève, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), 2000, pp. 7–17.

¹³² O'CONNOR James, *Natural causes: essays in ecological Marxism*, op. cit., pp. 158-178.

économique. En ce sens, C. Comélieu affirme qu'il ne s'agit pas de remettre en cause tout objectif de croissance : un arrêt de cette dernière ne serait pas une solution pour certains pays à forte progression démographique notamment. Selon sa vision, il s'agit plutôt de contester radicalement la place centrale de la croissance dans les politiques actuelles de « développement » et de subordonner ces dernières à un contrôle social ou communautaire local. Plutôt qu'une politique globale de croissance indifférenciée, c'est donc une politique de croissance sélective – de certaines productions qui correspondent à des besoins jugés essentiels par les populations locales – que devrait promouvoir toute stratégie de développement¹³³. Dans ce sens, G. Rist affirme qu'il n'est pas possible de lutter contre la pauvreté sans lutter également contre la richesse et donc la croissance¹³⁴.

Les formes de développement préconisées par les mouvements écologistes de pauvres ont touchés spécifiquement divers secteurs. Par exemple :

- Dans le domaine de la gestion de l'eau, l'écologisme des pauvres a lutté contre les grands barrages¹³⁵ en proposant des alternatives plus réduites ou le renouveau

¹³³ Sur cette vision alternative du développement, lire COMÉLIEU Christian, *Les Petits Cahiers de l'IUED*, op. cit.

¹³⁴ RIST Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 412.

¹³⁵ Par exemple, les mégaprojets tels que les barrages sont également présent au Kenya et en Inde. En **Inde**, plusieurs projets de barrages ont conduit à des mouvement d'écologisme des pauvres, dont le mouvement de résistance mené par une femme, Medha Patkar, pour préserver la Narmada, une rivière du centre de l'Inde, et les populations locales qui y vivent. (GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 100; MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 126). Dans la région de l'Uttaranchal où le mouvement Chipko s'est développé, un mégaprojet de barrage est venu se surajouter aux problèmes écologiques déjà présents. L'un des leader du mouvement Chipko, Sunderlal Bahuguna, a également lutter contre ce projet hydraulique.

(http://www.rhoenline.de/jerome/story_f_valley.html)

Au **Kenya**, La compagnie responsable de la gestion de toutes les installations publiques pour la génération d'énergie au Kenya – KenGen – prépare un projet pour la construction d'un barrage à quelque 400 kilomètres de Nairobi. L'un des fleuves les plus importants du bassin du lac Victoria, le Sondu Miriu, sera dérivé. Ce mégaprojet est financé par la Banque japonaise de coopération internationale, et par KenGen. L'impact social se fait déjà sentir. Les mesures sanitaires, nécessaires à la prévention des effets des grands nuages de poussière qui s'élèvent du chantier, n'ayant pas été prises, la plupart des membres de la population souffrent déjà d'affections oculaires et respiratoires. De plus, la dérivation du cours d'eau provoquera une diminution de l'approvisionnement en eau, un élément vital pour la vie domestique et les activités agricoles de 1 500 foyers. En outre, les communautés locales ont dénoncé que KenGen n'a pas tenu sa promesse de les approvisionner en électricité et en installations d'irrigation, comme c'était prévu. Finalement, le plus important est que le projet a déjà déplacé et provoqué la réinstallation forcée de 1 500 familles. En mars 2000 KenGen a avoué qu'il n'y avait pas de plans de relocalisation pour les personnes qui seront affectées par les lignes conduisant l'énergie électrique du barrage. Parallèlement, la résistance au projet augmente, autant que la répression par les autorités kenyanes. En décembre dernier, un militant d'Africa Water Network qui travaille avec les populations affectées par le barrage, a été arrêté, battu et blessé par balle par la police. Il fait actuellement l'objet d'une accusation au niveau pénal pour avoir organisé des meetings, essayé de divulguer des informations, et provoqué une prise de conscience à propos du projet. (CARRERE Ricardo (ed.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 70-71).

d'anciennes méthodes traditionnelles d'irrigation basées sur les réservoirs et les puits¹³⁶.

- Dans la foresterie, l'écologisme des pauvres a exigé le retour au contrôle communautaire des forêts naturelles pour les besoins locaux, plutôt que la gestion étatique ou privée de grandes plantations industrielles d'arbres destinés à l'exportation¹³⁷.
- Dans le domaine de l'exploitation minière, des mouvements d'écologisme des pauvres ont lutté contre l'implantation de mines, qui impliquent la pollution de l'eau et de l'air ainsi que l'expulsion des populations locales¹³⁸.

Ces exemples pourraient être multipliés. Les études de cas rapportant ce type de fait sont de plus en plus nombreuses, sans compter tous les cas qui restent dans l'ombre du fait de la violence locale et du manque d'implication des intellectuels.

1.3. La perspective genre

Au nord comme au Sud les femmes ont joué un rôle fondamental dans la pensée écologiste. Au sein même de l'écologisme des pauvres, les femmes ont contribué de façon importante à la critique du développement. Cette critique – qui prendra parfois le nom d'« écoféminisme »¹³⁹ dès le début des années 70 – comprend une branche que l'on peut qualifier d'occidentale et d'académique et une branche issue des mouvements socio-écologistes de pauvres.

1.3.1. Le féminisme et l'émergence du « genre »

La convergence entre féminisme et écologisme prend ces racines dans le féminisme radical qui émerge dans les années 70 avec la prise de conscience écologiste. Ce féminisme radical, dit de la deuxième vague, se démarque du féminisme universaliste, dit de la première vague, qui naît au tournant du 20^{ème} siècle. Ce dernier s'est borné à revendiquer une égalité formelle dans l'espace public (l'accès au droit de vote et à l'instruction). Cependant, le féminisme

¹³⁶ MCCULLY Patrick, *Silenced Rivers: The Ecology and Politics of large Dams*, London, Zed Books, 2001.

¹³⁷ Les trois mouvements décrits plus en détail dans ce mémoire, celui des Chipko, des sringueiros et des ceintures vertes, sont typiques.

¹³⁸ MARTINEZ-ALIER Joan, « Mining conflicts, environmental justice, and valuation », in *Journal of Hazardous Materials*, n°86, 2001, pp. 153–170.

¹³⁹ La féministe française, Françoise d'Eaubonne, est la première à mettre par écrit le terme « écoféminisme », dans *Le féminisme ou la mort* (1974). C'est cependant aux USA que le mouvement s'est « officiellement » construit. En effet, en 1974, une conférence organisée par Mary Daly, Rosemary R. Ruether et Susan Griffin – intitulée *Women and environment* – rassemble les futures pionnières de l'écoféminisme

universaliste n'a pas entraîné une égalité de fait, car il n'a pas remis en cause les rapports inégalitaires de genre au sein de la sphère privée¹⁴⁰. Au contraire, le féminisme radical¹⁴¹ vise l'émancipation des femmes dans tous les domaines de la vie. Il conteste les rôles sociaux attribués à chaque sexe en réclamant une nouvelle répartition des tâches et revendique pour les femmes le droit de gérer leur propre corps, ce qui implique tant leur sexualité que leur fécondité¹⁴².

Les études genre représentent le prolongement académique de ce courant de pensée, elles sont d'ailleurs parfois appelées « études féministes ». Dès lors, le concept de « genre » est mis en évidence comme une construction sociale¹⁴³, issue tant des institutions de pouvoir et de socialisation – telles que l'école, l'Etat, l'Eglise, la famille, le système politique, les médias, le langage, etc. – que des représentations sociales. Alors que le sexe est déterminé par la biologie, le genre s'affirme comme le processus de transformation de cette distinction physique en une catégorie sociale. En effet, les différences physiques entre les individus sont multiples (cheveux, taille, etc.), mais seules certaines sont socialement significatives. C'est pourquoi les études genre analysent les processus qui font d'une distinction physique, une variable investie d'une symbolique et dont les conséquences sociales qui y sont rattachées n'ont rien à voir avec la biologie. En outre, Le genre structure l'organisation sociale du rapport entre les sexes en un système binaire. Cette catégorisation hiérarchise la relation femme/homme comme une dichotomie dont découlent les inégalités¹⁴⁴. C'est pourquoi « Il est [...] nécessaire de déconstruire les différences qui ont été construites comme objectives, d'une part parce qu'elles sont productrices d'injustices et d'inégalités, et d'autre part parce qu'elles sont un instrument de la domination qui confine les femmes dans un rôle de “victimes”, objets plutôt que sujet de leur histoire »¹⁴⁵.

¹⁴⁰ PRAZ Anne-Françoise, « Introduction à la perspective de genre », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2004-2005.

¹⁴¹ « In the lexicon of social movement, “radical” is invariably opposed to “reformist”, the latter standing for compromise and accommodation, the former for purity and militancy ». (GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 84.)

¹⁴² Ces changements sont possibles, entre autre, grâce à la diffusion de la pilule contraceptive, qui permet de dissocier plaisir et reproduction pour les femmes.

¹⁴³ La célèbre phrase de Simone de Beauvoir « On ne naît pas femme, on le devient » est le socle fondateur du concept de genre. (BEAUVOIR DE Simone, *Le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 2003 [réédition])

¹⁴⁴ ROUX Patricia, « Des femmes au genre: que penser de la différence des sexes ? », in *Dépendances*, n°11, septembre 2000; FOURNIER Martine, « La différence des sexes est-elle culturelle ? », in *Sciences Humaines*, n°146, février 2004, pp. 22-24; MATHIEU Nicole-Claude, « Note pour une définition sociologique des catégories de sexes », in *L'anatomie politique: catégorisation et idéologie du sexe, côté-femmes*, 1991, pp. 11-19; ACCARDO Alain, « L'illusion naturaliste », in *Introduction à une sociologie critique*, Bordeaux, Le Mascaret, 1997, p. 19.

¹⁴⁵ ROUX Patricia, « Des femmes au genre: que penser de la différence des sexes ? », op. cit., p. 12.

Pour revenir à notre problématique initiale, « la perspective genre suggère donc que tout discours sur la spécificité des femmes comporte le risque d'une essentialisation de la catégorie "femme" »¹⁴⁶. Dans la convergence entre le féminisme et l'écologisme, l'écoféminisme représente le courant principal et a souvent été associé à un féminisme dit essentialiste. Le féminisme essentialiste revendique une égalité devant la loi, mais ne conteste pas les rôles attribués aux différents sexes. Il reconnaît une identité féminine et aspire à célébrer les valeurs qui y sont associées, afin d'atteindre une équivalence qui abolirait la hiérarchisation entre les femmes et les hommes¹⁴⁷. De fait, un mouvement essentialiste s'est créé dans la veine de l'écoféminisme; il reconnaît un lien inné et mystique entre les femmes et la Nature, dont les hommes sont exclus. Il est appelé par ses détracteurs *écoféminisme psychobiologistant* et il n'est considéré par beaucoup ni comme féministe, ni comme écologiste. Selon A.-M. Dussault, ce courant « récupère les stéréotypes réducteurs du patriarcat, contre lesquels les féministes se sont longuement battues »¹⁴⁸. C'est pourquoi de nombreuses auteures refusent d'utiliser le terme d'écoféminisme. La socialiste indienne Bina Agarwal se revendique comme « féministe écologiste », et Diane Rocheleau utilise le terme d'« écologie politique féministe ». Carolyn Merchant ainsi que Mary Mellor se définissent quant à elles comme des « écoféministe socialistes ». « Although cultural feminism¹⁴⁹ has delved more deeply into the woman-nature connection, social and socialist ecofeminism have the potential for a more thorough critique of domination and for a liberating social justice »¹⁵⁰. Ainsi, différentes perspectives peuvent être identifiées au sein de l'écoféminisme mais la plupart des auteur(e)s relèvent que ce dernier fournit une alternative radicale au développement économique occidental¹⁵¹.

L'approche que nous qualifierons d'écologie politique féministe ou d'écoféministe socialiste et qui se situe à la base de notre perspective d'analyse dans ce travail, met en lumière la dimension genrée des conflits socio-écologiques. Elle souligne que la large participation des femmes dans les mouvements socio-écologistes est due à leur implication quotidienne dans les activités de subsistance, à leur accès limité aux droits de propriété ainsi qu'à leur plus

¹⁴⁶ Ibidem.

¹⁴⁷ PRAZ Anne-Françoise, « Introduction à la perspective de genre », op. cit.

¹⁴⁸ DUSSAULT Andrée-Marie, « Ecoféminisme, perspective d'avenir ? », *Femme en Suisse*, Genève, juin 2000, p. 10.

¹⁴⁹ Ce terme est utilisé par les anglophone pour nommer le féminisme essentialiste.

¹⁵⁰ MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, op. cit., p. 184.

¹⁵¹ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, juillet 1998, p. 43.

grande conscience de l'importance de la cohésion de la communauté et de la solidarité, du fait de leur dépendance envers celle-ci¹⁵². Dans la division sexuelle du travail typique de la plupart des sociétés agricoles et pastorales, les femmes sont responsables de collecter le bois de combustible, l'eau et les plantes comestibles. Ainsi, elles sont capables de percevoir et de réagir plus rapidement à l'assèchement des rivières ou à la disparition des forêts¹⁵³. En outre, c'est elles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées et donc des membres du ménage les plus sensibles aux manques et aux maladies. « Women worldwide are often the first to notice environmental degradation. Women are the first to notice when the water they cook with and bath the children in smells peculiar: they are the first to know when the supply of water starts to dry up. Women are the first to know when the children come home with stories of mysterious barrels dumped in the creek: they are the first to know when children develop mysterious ailment »¹⁵⁴. Pour les mêmes raisons, du fait de leur insertion limitée dans l'économie formelle et du rôle de pourvoyeur économique masculin, les femmes, plus que les hommes, sont enclines à inclure une perspective de long terme dans leurs réflexions; par exemple, la plantation d'arbres commercialisables apporte de l'argent rapidement, mais par la suite, sape l'autosuffisance et la sécurité alimentaire et économique de la communauté¹⁵⁵. Ainsi, « women's ecological knowledge and “affinity” is not automatic but is historically and culturally-dependant »¹⁵⁶.

Pour C. Merchant¹⁵⁷, M. Mies et V. Shiva¹⁵⁸, une convergence entre le féminisme et l'écologisme tient explicitement à la logique du système capitaliste qui repose sur la domination de la nature (pour le processus de la production exponentielle) et des femmes (pour la reproduction de la force de travail salariée). Qui veut comprendre la destruction de l'environnement doit donc comprendre la nature genrée de cette dernière : de par leur différence de pouvoir, d'accès et de rôle, les hommes et les femmes ont des impacts souvent très différents sur l'environnement. Ces écoféministes dénoncent le rationalisme calculeur de l'*Homo oeconomicus* capitaliste, ainsi que le réductionnisme qui en résulte. Selon elles, il s'agit là d'un élément clé de la pensée dominante qui donne lieu à une vision mécaniste et

¹⁵² GUHA Ramachandra and MARTINEZ-ALIER Joan, *Varieties of environmentalism*, op. cit., p. 33.

¹⁵³ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 108; MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 124.

¹⁵⁴ SEAGER Joni, *Earth Follies: Feminism, politics and the environment*, op. cit., p. 272.

¹⁵⁵ Les cas du Kenya et de l'Inde illustrent particulièrement bien cette problématique.

¹⁵⁶ MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 46.

¹⁵⁷ MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, New York and London, Routledge, 2005, (2^{ème} édition).

¹⁵⁸ MIES Maria et SHIVA Vandana, *Ecoféminisme*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1998 (édition anglaise en 1993).

« désenchantée » du monde, où les ressources naturelles doivent être mises au service de l'homme et où tout lien émotionnel, empathique, voire spirituel avec la nature est exclu.

1.3.2. La critique de l'écologie politique féministe et/ou de l'écoféminisme socialiste

La critique écoféministe socialiste du développement dont s'inspire l'écologisme des pauvres part fondamentalement des expériences de terrain vécues par les femmes du Sud, mais également du Nord¹⁵⁹. Selon cette critique, les alternatives à la mondialisation marchande doivent prendre racines dans le respect d'une écologie locale et dans la reconnaissance d'une oppression globale, tant des femmes que de la nature. L'objectif est de construire une critique du mode de vie véhiculé par l'idéologie du « développement », tant sur les plans économiques, sociaux, écologiques que des valeurs socioculturelles qui en découlent, et de proposer un nouveau fonctionnement et une nouvelle cohérence relationnelle entre toutes les formes de vie. Nous allons voir ci-dessous que ce courant a enrichi la critique du développement par de nombreuses contributions originales et opérationnelles. Il a en outre problématisé l'enthousiasme naïf et non critique de nombreux groupes « alternatifs » pour des mouvements de base parfois très sexistes. Il refuse donc la tendance à idéaliser tout ce qui est « local » ou « traditionnel » et dénonce les mécanismes d'exploitation et de domination qui perdurent à l'intérieur même des structures indigènes¹⁶⁰. Ce faisant, cet « éco-féminisme des pauvres » en appelle à une lutte pour la transformation des relations femmes/hommes/nature, plutôt qu'à une célébration de la relation femmes/nature.

D. Rocheleau et ses collègues ont accompli un travail pionnier dans l'étude des conflits environnementaux dans lesquelles les femmes jouent un rôle primordial. C'est ce nouveau

¹⁵⁹ « There are, however, some differences in the environmental issues that face women in the North and the South. In non-industrial societies problems revolve around access to clean water and other sources as well as issues of poverty and health. [Indeed], in the South immediate survival needs are paramount, but in the North ecological damage is more hidden. It lurks in the air and the ground and, although its effect can be felt, [...], the cause is difficult to prove and the sense of risk is therefore more diffuse ». MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 25.

Le cas le plus connu est celui de Love canal, une banlieue ouvrière de l'État de New York. Ce mouvement a symbolisé la résistance populaire face aux dangers de la société industrielle. En 1978, Lois Gibbs, une habitante de Love Canal, constate la mauvaise santé des habitants du quartier (malformations, mort-nés, fausses couches, etc.) et notamment de ses propres enfants (l'un est épileptique et l'autre souffre d'une maladie rare du sang). Après une petite enquête, elle finit par trouver la source des problèmes de santé de la population : à proximité de Love Canal se trouve une ancienne décharge contenant plus de 20'000 tonnes de déchets toxiques. Gibbs prend alors l'initiative d'organiser un mouvement de femmes qui exige du gouvernement qu'il reconnaisse ce lien de cause à effet et qu'il prenne les mesures qui s'imposent. Le mouvement est discrédité par la presse et les politiques; on les traite de « ménagères hystériques ». Bref, il faudra attendre des actions de choc de la part de ces militantes (saccage d'un site de construction, mise à feu de l'effigie du maire, etc.) pour que le mouvement soit écouté : des scientifiques sont envoyés sur les lieux et confirment le danger de la situation.

¹⁶⁰ MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 24.

champ d'étude qu'elles nomment l'« écologie politique féministe ». A cet égard, elles écrivent que « political ecologists have focused largely on the uneven distribution of access to land control over resources on the basis of class and ethnicity. Feminist political ecology treats gender as a critical variable in shaping resource access and control, interacting with class, caste, race, culture, and ethnicity to shape processes of ecological change, the struggle of men and women to sustain ecologically viable livelihoods, and the prospects of any community for “sustainable development” »¹⁶¹. D. Rocheleau et ses collègues distinguent deux apports majeurs des femmes dans l'« écologisme des pauvres » :

- *Le savoir local des femmes et la « science de la survie »*. L'« écoféminisme des pauvres » entend revaloriser le savoir local des femmes, en particulier par rapport à tout ce qui touche à la subsistance. Cette « science de la survie » comprend la création, la conservation et la gestion d'un environnement sain, à la maison, au travail et dans les écosystèmes. Les expériences locales des femmes et des mouvements de femmes sont utilisées pour critiquer les définitions « scientifiques » de ce que sont l'environnement et les relations que nous sommes censés avoir avec lui. L'écologisme des pauvres – par l'intermédiaire des femmes – a donc remis en question ce que les sciences (l'économie, l'urbanisme, l'agronomie, la science de l'environnement, etc.) considèrent comme un « bon » milieu de vie ou un « bon » style de vie, car les sciences sont souvent profondément imprégnées culturellement et idéologiquement. On peut se poser la question: comment des femmes « ordinaires » peuvent-elles prétendre proposer des alternatives « sérieuses » aux sciences dominantes ? Il faut se rappeler que le savoir qui touche à l'écologie et à la santé, par exemple, ne nécessite pas toujours une instrumentalisation spécialisée : tout un chacun peut faire ses propres observations directes et ses propres déductions logiques à travers sa pratique quotidienne. Tandis que les sciences formelles se basent souvent sur une fragmentation de l'objet d'étude (par exemple en médecine), sur la modélisation abstraite (par exemple en écologie) et sur le quantitatif, de nombreuses femmes ont mis l'accent sur une approche plus holiste et plus qualitative des problèmes de santé et d'environnement. Cette « science de la survie » des femmes touche à de nombreux domaines : plantes médicinales, techniques de diagnostique, conservation, agroécologie, agroforesterie, etc.¹⁶²

¹⁶¹ ROCHELEAU Diane, THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 4.

¹⁶² Idem., pp. 5-8.

- *La question des droits environnementaux et du contrôle sur les ressources.* Ici aussi, l'apport des femmes dans l'écologisme des pauvres est important : elles problématisent le fait que le cadre légal/institutionnel (propriété, droits coutumiers ou législatifs, etc.) et la division sexuelle du travail font que les hommes et les femmes n'ont souvent pas le même impact sur l'environnement. Les questions posées sont les suivantes : qui contrôle les ressources naturelles ? qui a accès à un environnement de qualité ? grâce à quels droits ou quelles institutions ? etc. Ces questions sont cruciales pour comprendre les rapports de pouvoir dans la gestion de l'environnement (ressources naturelles, cadre de vie). À un niveau micro, ces rapports mettent en lumière comment sont distribués le travail, les responsabilités et les risques ; à un niveau macro, ils permettent de mieux comprendre qui décide du changement environnemental, technique et socio-économique. Les anthropologues (éco)féministes se sont particulièrement intéressées à ces questions¹⁶³.

Comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus, les femmes sont souvent à l'origine des conflits socio-écologiques ayant trait à l'accès ou au contrôle des ressources. Nous allons examiner dans la suite du travail leur rôle dans trois études de cas. Notre objectif est d'étudier la relation spécifique et socialement construite qui peut exister entre certains groupes de femmes et leur environnement, faisant de ces dernières les premières « victimes » de la dégradation de l'environnement, mais surtout, les plus actives dans la lutte écologique. De quelle manière la détérioration d'une situation écologique donnée atteint un groupe social déjà précarisé, engendrant une résistance à l'exploitation capitaliste et à la domination masculine ? En outre, ces liens étant socialement construits, ils ne sont pas immuables, mais au contraire dynamiques et sont susceptibles d'être redéfini. Par l'expérience de la lutte collective et de la coopération, « l'écoféminisme des pauvres » contribue à redéfinir les identités et les représentations des genres, la nature des problèmes environnementaux (notamment par la prise en compte des expériences et du savoir des femmes) ainsi que la relation des communautés avec les institutions. Chaque conflit possède bien sûr ses spécificités socioculturelles et géographiques, mais les points communs et le caractère global du phénomène ne sont pas à sous-estimer.

¹⁶³ Idem., pp. 9-12.

2. Le cas de l'Inde

2.1. Contexte socio-économique et politique

2.1.1. Introduction

Mondialement, le mouvement Chipko est l'un des plus célèbres et représentatifs mouvements socio-écologistes. Il est reconnu comme le premier ayant attiré l'attention de la Nation indienne sur les problèmes écologiques liés à l'introduction puis à la perpétuation du mode de croissance économique spécifique au monde occidental. Ce mouvement social est apparu sur les contreforts de l'Himalaya indien dans les années 70 et s'est constitué en réponse aux projets nationaux de développement qui prévoyait l'augmentation de l'abattage des arbres dans les forêts himalayennes pour répondre aux besoins toujours croissants de l'industrie et des villes. Initiées lors de la colonisation et poursuivies lors de l'indépendance, ces politiques d'intégration dans l'économie de marché et donc de privatisation ont suscité une résistance toujours plus grandes de la part des paysans. Cependant, si la résistance paysanne a constitué la critique « immanente » des conséquences socio-écologiques de l'industrialisation, la critique des élites intellectuelles gandhiennes repose sur les mêmes fondements. Dans ce sens Gandhi a prononcé cette phrase: « The blood of the villages is the cement with which the edifice of the cities is built »¹⁶⁴. Le mouvement Chipko s'est donc affirmé comme le résultat de la convergence de ces deux critiques du développement national.

Pour comprendre les conditions d'émergence de ce mouvement social, il est nécessaire d'adopter une perspective historique large. C'est pourquoi nous commencerons par analyser les structures socio-économiques de la région présente avant l'arrivée des colons et incarnées par le mode de gestion communautaire des ressources. Puis nous détaillerons les conséquences de l'intrusions de l'économie de marché lors de la domination anglaise et de l'indépendance indienne, pour finalement étudié le développement du mouvement et les orientations différentes auxquelles il a abouti. En outre, lors de ce processus nous mettrons en exergue la place spécifique des femmes dans le mouvement.

¹⁶⁴ Mahatma Gandhi cité dans BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, London, Zed Books, 1993, p. 81.

2.1.2. Le cadre national

Avec les débuts de l'industrialisation en Europe, la colonisation a pris un sens nouveau. Très vite s'est affirmée la dichotomie entre pays producteurs et pays fournisseurs de matières premières, dichotomie fondatrice du clivage Nord-Sud actuel. Les relations entre l'Angleterre pionnière de la révolution industrielle et l'immense sous-continent indien, colonisé à partir de 1757¹⁶⁵, constitue un archétype de ce processus global.

Le vaste Empire sur lequel régnaient les Britanniques était constitué, d'une part, de territoires directement administrés par la Couronne et, d'autre part, d'une multitude de territoires « autonomes », dirigés par l'aristocratie locale. Cependant, ces petits royaumes étaient sous le contrôle étroit du colonisateur, qui avait mis en place une administration puissante et très centralisée. La société indienne restait en outre régie par le système traditionnel des castes : au bas de l'échelle, la main-d'œuvre, souvent issue de la caste des « intouchables », et en haut les Brahmanes. À ce schéma traditionnel, les Britanniques apportèrent quelques changements dont, en 1793, une réforme instaurant le droit à la propriété. Dès lors de grandes exploitations agricoles tournées vers l'exportation sont apparues et ceci au détriment de l'agriculture villageoise¹⁶⁶.

Le développement des communications, en particulier du chemin de fer dans les années 1850, va marquer le début de la foresterie scientifique dans les montagnes himalayennes. Après 1860, la tendance dominante au développement de l'économie de marché se renforce et l'Inde est entraînée dans le système capitaliste mondial¹⁶⁷. Les législations coloniales raffermissent les caractéristiques du monde occidental, soit le principe de la propriété privée et du contrat ainsi que de la libre concurrence. Ceci se fait au détriment de l'économie traditionnelle, fondée sur l'autosubsistance, la réciprocité et une gestion communautaire des ressources. Les inégalités sociales se creusent dans les villages, où la terre est devenue une marchandise, avec l'introduction de la propriété étatique et privée, et l'âge d'or de l'usurier rural s'instaure¹⁶⁸.

¹⁶⁵ DUMONT René, *Paysans écrasés, terres massacrées*, Paris, Robert Laffont, 1978, p.132.

¹⁶⁶ HURTIG Christiane, « Inde – Histoire », in *Encyclopaedia Universalis*, Encyclopaedia Universalis Paris (CD-Rom), 2000.

¹⁶⁷ Ibidem.

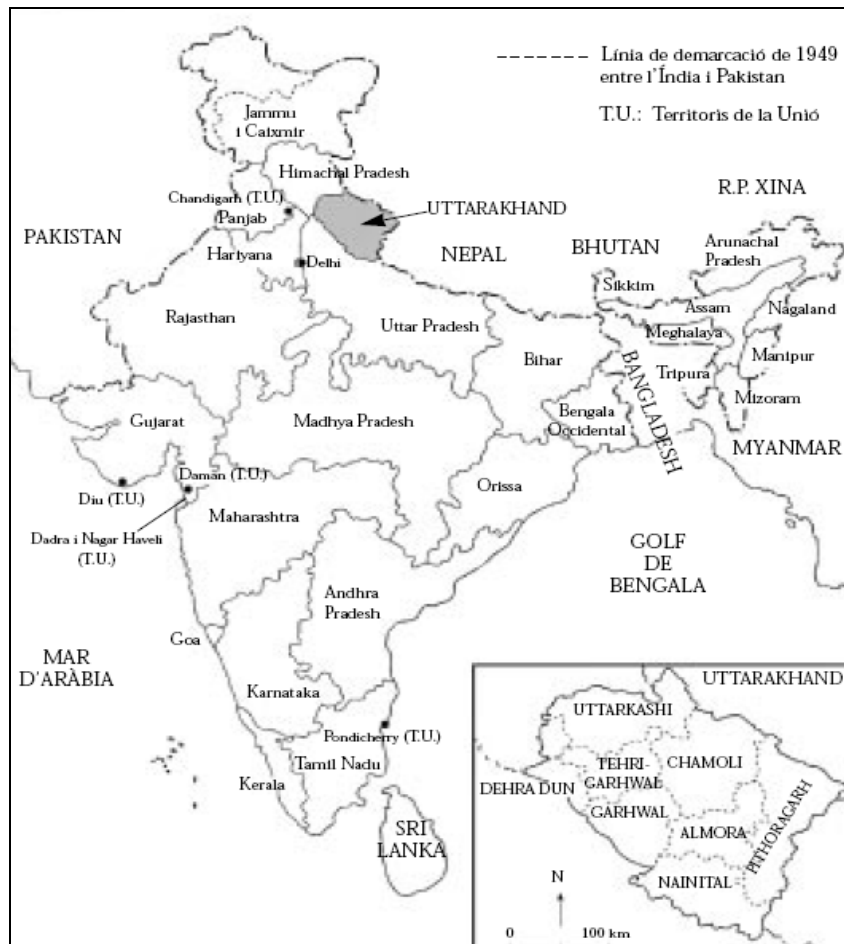
¹⁶⁸ DUMONT René, *Paysans écrasés, terres massacrées*, op. cit., p.132.

2.1.3. Le cadre régional

L'histoire politique

Le mouvement Chipko s'est constitué au nord-ouest de la Fédération indienne, dans une région qui est devenue par la suite l'Etat d'Uttaranchal. « The area is known historically and reverentially as Uttarakhand (voir carte 1), the most sacred region of the holy Himalayas, the watershed of the Ganges River. The term has been revived recently and militantly to serve as an expression of ethnic and regional loyalties among residents of the region »¹⁶⁹. C'est pourquoi nous utiliserons également le terme d'Uttarakhand tout au long de ce travail.

Carte 1 : Carte politique et situation de l'Uttarakhand dans la Fédération indienne



Avant la colonisation anglaise, cette région était composée de plusieurs royaumes, isolés des invasions du Sud du fait de la géographie spécifique de la région. Cependant, en 1768, le roi de Garhwal conquiert la principauté de Kumaun et unifie l'Uttarakhand. A l'arrivée des Anglais, l'Uttarakhand fut à nouveau divisé avec d'un côté la principauté de Tehri Garhwal et

¹⁶⁹ ROUTLEDGE Paul, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, Connecticut and London, Praeger Westpot, 1993: <http://spot.colorado.edu/~wehr/491R10.TXT>

de l'autre la région de Kumaun. Tehri Garhwal était composé de cinq districts (Pauri, Chamoli, Tehri, Uttarkashi et Dehradun) et administré par un seigneur. La région de Kumaun quant à elle, était composée de trois districts (Almora, Pithoragath et Nainital) totalement sous le joug de la domination coloniale¹⁷⁰. En 1947, lors de la déclaration d'Indépendance de l'Inde, l'Uttarakhand fut incorporé à l'Etat de l'Uttar Pradesh et c'est seulement en 1995 qu'il obtint le statut d'Etat et qu'il prit le nom d'Uttaranchal¹⁷¹.

La situation géographique

Bordé au nord par le Tibet et le Népal, l'Uttaranchal, est un état montagneux qui se situe sur les pentes de l'Himalaya. C'est leur culture propre, liée à la biogéographie spécifique de la région, qui a amené les populations de l'actuel Uttaranchal à revendiquer un état indépendant¹⁷². En effet, les autorités de l'Uttar Pradesh, localisées dans les plaines, favorisaient celles-ci en exploitant les ressources des montagnes au détriment des locaux qui en subissaient les conséquences écologiques, économiques et sociales¹⁷³. Cette situation peut être apparentée à ce qu'Emma Mawdsley a appelé un « colonialisme interne »¹⁷⁴.

¹⁷⁰ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », in *Dialectical Anthropologist*, vol. 20, n°2, 1995, p. 135.

¹⁷¹ HURTIG Christiane, « Inde – Histoire », op. cit.

¹⁷² Le mouvement qui a abouti à la création de l'Uttaranchal possède quatre caractéristiques qui lui confèrent une certaine similitude avec le mouvement Chipko. Comme dans le mouvement Chipko : (1) il y a une perte de contrôle sur les ressources locales ; (2) impliquant une divergence d'intérêt entre le niveau national et régional ; (3) avec des répercussions écologiques importantes ; (4) qui finalement aboutissent à une critique du développement émanant des populations locales. (Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, juillet 1998, p. 42). Par contre, le mouvement pour l'indépendance politique de l'Uttaranchal est issu des élites urbaines de la région et regroupe un nombre limité de protagonistes, alors que le mouvement Chipko est soutenu par des populations essentiellement rurales et rallie un grand nombre d'activistes. (KARAN P.P., « Environmental Movements in India », in *Geographical review*, vol. 84, n°1, janvier 1994, p. 34)

¹⁷³ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 42.

¹⁷⁴ Cette assertion est également confirmée par KARAN P.P., « Environmental Movements in India », op. cit., pp. 36.

Carte 2 : Carte physique de l'Uttaranchal



L'Uttarakhand est un état unique du point de vue de sa biogéographie : 93% du territoire est constitué par les montagnes, alors que la plaine ne représente que 7% de sa surface pendant que les forêts recouvrent 63% de la superficie¹⁷⁵. Comme nous le verrons ci-après, le système social communautaire des paysans de l'Uttarakhand, ou Uttarakhand, est totalement imbriqué avec l'écologie spécifique des montagnes.

2.2. Les racines du mouvement Chipko

Le mouvement de résistance nommé Chipko est le fait d'une société agraire de montagne. Ces origines particulières expliquent l'importance de la réaction opposée aux intrusions externes, tant colonialistes que par la suite nationalistes. C'est pourquoi nous avons consacré une section à la description du mode de vie de ces communautés.

2.2.1. Le mode de gestion communautaire de la forêt

Les sociétés de l'Uttarakhand ont co-évolué avec l'environnement ce qui les a amené à développer un mode de vie soutenable, caractérisé par la gestion communautaire des ressources. En outre, deux spécificités distinguent cette région : (1) la fragilité du milieu écologique et (2) l'homogénéité sociale. Ces deux traits découlent l'un de l'autre et sont souvent spécifiques aux sociétés de montagnes.

¹⁷⁵ Ces chiffres sont tirés de l'Encyclopédie : *Collection Microsoft Encarta 2004 DVD*

Durant la période précoloniale, l'absence d'une classe intermédiaire entre les paysans et le roi offre l'image d'une paysannerie indépendante, aux commandes de ses ressources. Comparée aux villages très stratifiés de la plaine du Gange, la situation des paysans de l'Uttarakhand se rapproche d'un idéal de monarchie populaire avec un état sans noble et comme seules forces sociales les paysans et le roi¹⁷⁶. Par ailleurs, les dirigeants indiens ne se sont que peu intéressés à ses régions reculées, permettant l'émergence d'une gestion communautaire des ressources, dont la forêt est l'un des écosystèmes principaux. L'une des expressions institutionnelles de cette autogestion est le *Panchayat*, soit le conseil du village, qui permet de réguler l'usage des ressources dans et entre les villages. Les *Panchayats* des villages des montagnes, contrairement à ceux des plaines, sont habilités à régler une large gamme d'activités allant des affaires sociales et religieuses jusqu'aux questions juridiques, et ceci même lors de l'introduction des lois coloniales¹⁷⁷. Traditionnellement, chaque village possédait des *gaon sanjait*, soit des communaux, dont les villageois pouvaient extraire des ressources à tour de rôle suivant une régulation précise¹⁷⁸. Par exemple, dans les forêts de chênes des règles interdisaient l'ébranchage pendant la saison sèche, la décision d'allumer des feux afin de récolter de l'herbe était prise en commun et la quantité d'herbe coupée par chaque famille était régulée strictement. Finalement, des sanctions étaient appliquées en cas de non respect, comme, par exemple, l'exclusion de l'accès aux forêts¹⁷⁹. L'existence de ces institutions sociales ont permis à la paysannerie d'assurer sa reproduction à travers celle de son environnement, base matérielle de son économie.

Dans ces caractéristiques politiques et sa dépendance aux écosystèmes, les sociétés de l'Uttarakhand sont représentatives des sociétés montagnardes, dont le développement économique et social est confronté à des contraintes écologiques importantes. En effet, l'accroissement de l'agriculture extensive est limité par la médiocre superficie des surfaces cultivables et la rareté de l'irrigation ; le développement de l'agriculture intensive est borné

¹⁷⁶ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, Berkeley, University of California Press, 1999, p. 27.

¹⁷⁷ Idem., p. 21.

¹⁷⁸ PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », in *Global Ecology and Biogeography Letters*, vol. 6, n°1, 1997, p. 78.

¹⁷⁹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 31.; « ...[the individual] is a member of a forest cooperative that gives him specific right to cut trees and imposes a duty to maintain the forest. » (PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », op. cit., p. 85.)

par la fragilité des sols et le maigre réseau de communication¹⁸⁰. Ces impératifs n'ont pas permis l'émergence de différentes classes sociales au niveau local, en particulier d'une classe de riches propriétaires, ce qui a contribué à homogénéiser les milieux sociaux¹⁸¹. Cette spécificité concorde avec une autre particularité des sociétés des montagnes, soit l'étroite intégration des forêts et des pâturages dans l'agriculture¹⁸². De fait, la symbiose entre l'environnement, l'économie et les sociétés humaine a été la clé de voûte de la sauvegarde de la communauté et de sa base matérielle de subsistance: soit son écologie¹⁸³. En outre, le fragile équilibre avec le milieu écologique implique le respect du temps nécessaire à la régénération des ressources biotiques¹⁸⁴. La gestion communautaire permet une administration cohérente et concertée des ressources qui évite leur surexploitation. Ainsi, « Lorsque les sociétés entretiennent avec la nature un rapport de subsistance, la nature est considérée comme un bien public. Elle devient une ressource quand l'organisation des sociétés est basée sur le profit et l'accumulation [...] »¹⁸⁵ ainsi que sur la propriété privée. Dans les sociétés de l'Uttarakhand, le milieu naturel n'est donc pas traité comme un intrant externe ou un « service gratuit de la nature » en libre accès, pouvant être substitué par un autre – comme c'est le cas selon l'économie néo-classique¹⁸⁶ –, mais il est la base matérielle incontestable de la survie socio-économique de la communauté.

¹⁸⁰ KARAN P.P. and IJIMA Shigeru, « Environmental Stress in the Himalaya », in *Geographical review*, vol. 75, n°1, janvier 1985, p. 71.

¹⁸¹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 21, 27 et 28.

¹⁸² PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », op. cit., p. 78.

¹⁸³ AGARWAL Bina, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », in *IDS Bulletin*, n°18, 1987, p. 18; TEWARI D. D., *The Chipko: the dialectics of economics and environment*, op. cit., p. 134; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 5.; KARAN P.P. and IJIMA Shigeru, « Environmental Stress in the Himalaya », op. cit., pp. 75. ; « [the communal institution] is a response to ecological complexity, as well as to exogenous forces. Each element of the valley ecosystem has specific economic and ecologic possibilities and constraints, and only by recognizing these, and especially the potential change in rewards from year to year, can long-term survival be assured. » (PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », op. cit., p. 84).

¹⁸⁴ La gestion communautaire prend également ses racines dans le fait de partager une même réalité physique. La fragilité du milieu écologique exacerbe le sentiment de se sentir appartenir à la même réalité, tributaire des mêmes difficultés et soumis aux mêmes conséquences écologiques en cas de mauvaise gestion des ressources. Ceci contredit les théories de l'économie de l'environnement et de l'économie néo-classique, selon lesquelles la propriété privée serait le meilleur moyen de distribuer les responsabilités. Le mode de gestion communautaire permet une gestion globale et donc cohérente des écosystèmes et fait supporter aux bénéficiaires d'une action, les coûts écologiques que celle-ci engendre.

HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2002, p. 33. ; PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », op. cit., p. 85.

¹⁸⁵ HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 148.

¹⁸⁶ STIGLITZ Joseph, « A Neoclassical Analysis of the Economics of Natural Resources », in Smith, V. Kerry (ed.), *Scarcity and Growth Reconsidered*, Baltimore, MD: REF and John Hopkins Press, 1979.

Ce rapport étroit et spécifique entre les êtres humains et la Nature a été institutionnalisée à travers un ensemble de pratiques visant à protéger les écosystèmes, telles que la religion, le folklore et les coutumes. En ce sens, les croyances religieuses jouent un rôle fondamental dans la gestion communautaire. Pour les populations de l'Uttarakhand, la végétation est associée aux dieux et dans beaucoup de mythes et de légendes, l'identité de la forêt est accentuée en tant qu'entité vivante. Les espaces verts sont considérés comme des espaces de jeux et de vie des différents déités et ne doivent pas être altérés afin d'éviter les mécontentements divins. Souvent, le sommet des montagnes est dédié aux déités locales et les arbres qui y poussent sont considérés comme sacrés. Il en va de même pour certains bosquets qui ont un rôle spécifique dans la captation des eaux et dans la prévention des glissements de terrain. Ceux-ci sont marqués d'une étoffe pour signaler leur vertu. Outre ces bosquets, certains arbres essentiels à la subsistance des populations sont sacrés et plantés près des maisons ainsi que des monastères. Finalement, toutes les terres arables ne sont pas cultivées car, selon les croyances des villageois, les déités de la forêt viennent y jouer à la nuit tombée¹⁸⁷.

Les sociétés de l'Uttarakhand concordent donc avec le cadre conceptuel de la gestion communautaire des ressources, esquissé ci-dessus, qui implique (1) un mode de gestion politique autogéré, plutôt que la présence d'un pouvoir central; (2) la possession communautaire, plutôt que des droits de propriété individuels, (3) l'usage des ressources biotiques, plutôt que minérales; ainsi que (4) la soutenabilité (ils préservent la temporalité de régénération des écosystèmes) plutôt que la surexploitation; et (5) la place spécifique de la spiritualité comme un élément de renforcement de la relation être humains-Nature.

La perspective genre

Comme la plus part des sociétés paysanne, celles de l'Uttarakhand sont régies par la domination masculine¹⁸⁸. La distribution du pouvoir, du travail ainsi que l'accès aux ressources sont fondés, entre autre, sur la discrimination sexuelle qui implique une structuration de l'espace en fonction du genre¹⁸⁹. Une caractéristique particulière de

¹⁸⁷ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 30.

¹⁸⁸ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 210.

¹⁸⁹ En Inde les distinctions de classes et d'ethnies sont également très importantes. Mais le cas spécifique de l'Uttarakhand ne reflète pas la réalité du reste du pays étant donné l'homogénéité sociale des populations qui la compose. Dès lors, la variable du sexe gagne en puissance explicative.

l'agriculture des montagnes de l'Uttarakhand est l'égalité participation des femmes et des hommes dans ce domaine¹⁹⁰. Cette fonction est imputable aux impératifs de la sécurité économique dans un environnement inhospitalier. Mais, selon R. Ghua, cette égale participation des femmes dans la culture, l'élevage, le travail extérieur et parfois le commerce ne reflète en rien une émancipation de celles-ci¹⁹¹. Il convient en effet de souligner qu'en plus de leur travail dans l'agriculture, les femmes doivent accomplir les tâches traditionnellement assignées à leur genre. De fait, les femmes assument les tâches liées à la subsistance; elles ont donc la responsabilité exclusive des travaux ménagers tels que cuisiner, nettoyer, etc. ainsi que le soin des enfants, la collecte de l'eau, de combustible et du fourrage pour les animaux domestiques¹⁹². Cette division sexuelle du travail a amené les femmes à acquérir des connaissances spécifiques et empiriques, transmises de mères en filles, sur les différentes variétés de plantes, racines et arbres et sur leurs propriétés nutritionnelles et médicinales ainsi que sur les processus de régénération¹⁹³. L'accomplissement de toutes ces tâches implique entre seize à dix-huit heures de travail par jour. Par ailleurs, si le mari n'est pas satisfait du travail de son épouse et s'il est physiquement violent à son égard, il ne risque aucune sanction de la part de la communauté¹⁹⁴. La domination masculine s'impose donc dans toute son ampleur dans les montagnes de l'Uttarakhand, assignant aux femmes le double fardeau de ménagère et d'apport économique.

En outre, la vie politique et religieuse de la communauté est administrée par les hommes qui détiennent le pouvoir et l'autorité. Les femmes sont donc économiquement et idéologiquement dépendantes des hommes : économiquement, car les décisions concernant l'agriculture sont prises par ces derniers et que les revenus transitent en premier lieu dans leurs mains ; et idéologiquement car les pratiques politiques, religieuses ou même morales octroient aux hommes une place et une valeur plus importante qu'aux femmes. Signe clair, les femmes reçoivent une éducation scolaire plus limitée que les hommes. Le taux

¹⁹⁰ KARAN P.P. and IJIMA Shigeru, « Environmental Stress in the Himalaya », op. cit., p. 92.

¹⁹¹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 22. (Cette particularité ne se retrouve pas non plus dans le reste de l'Inde).

¹⁹² AGARWAL Bina, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », op. cit., p. 16.

¹⁹³ HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 174.

¹⁹⁴ Ibidem.

d'alphabétisation déjà peu élevé dans les districts montagnards se trouve spécialement bas parmi les populations féminines¹⁹⁵.

Dès le début du 19^{ème} siècle, les réformateurs espéraient que la condition féminine s'améliorerait progressivement par le biais de l'éducation. Cependant, selon R. Guha, certains d'entre eux¹⁹⁶, plus vivement frappés par la disproportion du travail effectué par les femmes annoncèrent que l'accroissement du mécontentement de ces dernières aboutirait à une rébellion. « While this revolt may have been delayed, the participation of women in contemporary social movement [...] bears witness to this prophetic statement »¹⁹⁷.

Ces caractéristiques structurelles de la relation matérielle des femmes avec l'environnement ont des répercussions sur les réponses qu'elles sont susceptibles d'offrir aux intrusions extérieures. Premièrement, la division sexuelle du travail leur confèrent une disposition particulière, liée au genre, pour résister à la destruction de la nature et contribue à expliquer leur large participation dans le mouvement Chipko. Deuxièmement, leurs connaissances de la biologie locale structure leurs décisions et oriente le type de choix des solutions à apporter¹⁹⁸.

2.2.2. Les conflits entre la propriété et la possession communautaire

La demande de bois nécessaire aux Britanniques pour la construction des chemins de fer (pour des raisons commerciales et militaires), et son intensification lors des deux guerres mondiales, est à l'origine de l'intrusion des colons et du système de propriété dans l'Uttarakhand. Il est clair que la base du conflit qui oppose les paysans aux Anglais prend racine dans leurs différentes conceptions de la possession et de la propriété ainsi que des valeurs qui y sont associées. La foresterie scientifique – ou sylviculture – s'est répandue dans l'Uttarakhand à partir de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle¹⁹⁹. L'impact sur la forêt s'est

¹⁹⁵ ROUTLEDGE Paul, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.:<http://spot.colorado.edu/~wehr/491R10.TXT>

¹⁹⁶ Dont Pant S.D., *Social Economy of the Himalaya*, London, 1935, cité dans GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 22.

¹⁹⁷ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 22.

¹⁹⁸ Ces deux aspects seront approfondis lors de l'étude du mouvement Chipko, car ils sont les facteurs explicatifs de l'engagement spécifique des femmes dans celui-ci. En outre, ils sont à l'origine du type de confrontation qui peut émerger entre les femmes et les hommes de la région de l'Uttarakhand que ce soit au niveau de la résistance (voir la section 2.3.5.) ou des moyens mis en place pour préserver l'environnement (voir la section 2.3.7.)

¹⁹⁹ « ...l'Etat colonial a encouragé la notion de gestion "scientifique" de la forêt, terme qui dissimule surtout la volonté de privilégier les espèces commercialement rentables, souvent au détriment des espèces utilisées par la population locale. » (HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 165.). C'est ce conflit d'intérêt qui a opposé les

immédiatement fait sentir, c'est pourquoi les Anglais ont fait appel à des ingénieurs forestiers allemands pour tenter de gérer la régénération des forêts. La foresterie scientifique consistait à transformer les forêts mixtes (feuillus) en plantations commerciales de conifères, de façon à assurer la productivité marchande²⁰⁰. Ceci abouti, en 1864, à la création du *Forest Department*²⁰¹ qui a été, jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle, l'institution principale en conflit avec les paysans.

Pour s'approprier les ressources et légitimer le prélèvement du bois, les Anglais imposèrent le monopole de la propriété étatique sur la forêt, évinçant les droits coutumiers qui avaient régulé la gestion communautaire de la forêt jusque là. Parallèlement, pour rationaliser la production de bois, les colons édictèrent des lois d'administration de la forêt qui interdisaient les pratiques paysannes, telles que le pâturage, l'ébranchage et la culture sur brûlis, qui représentaient les trois éléments traditionnels de l'utilisation de la forêt les plus menaçants. Ainsi, la culture sur brûlis fut interdite et les modes d'extraction des ressources des villageois furent déclarée inférieures²⁰² et relégués au statut de braconnage et de crime. « Thus the management profile of each forest division, [...] while indicating possible source of injury to the forest crop, includes men in the same category as natural hazards and wild animals »²⁰³. Ce jugement de valeur porte sur une rationalité d'extraction différente qui implique des priorités distinctes en fonction des acteurs. En effet, « The [British] policies have been rationalized by the long-standing assertion that indigenous agriculturalists and herders caused deforestation by misuse and overuse, but these practices rarely could be observed »²⁰⁴ ²⁰⁵.

Face aux premières intrusions du système britannique, les paysans de la région utilisèrent une forme ancestrale de protestation : le dhandak. En effet, lors de la période précoloniale, le roi

paysans de l'Uttarakhand et le *Forest Department* jusqu'à la fin du 20^{ème} siècle. (GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 38.)

²⁰⁰ La sylviculture étudie le développement, la conservation, l'entretien et le reboisement des arbres de coupe. Mais, bien que la foresterie scientifique ait été censée promouvoir une productivité soutenable, la manipulation d'un écosystème délicat et mal compris par les occidentaux s'avéra être déficitaire écologiquement et même économiquement à long terme. (GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., pp. 60-61).

²⁰¹ B. AGARWAL, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », in *IDS Bulletin*, n°18, 1987, p. 17.

²⁰² GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., pp. 60-61.

²⁰³ Idem., pp. 59-60.

²⁰⁴ A cet égard, il est important de souligner que certains individus, en connivence avec des employés du « Forest Department », ont prélevé illégalement du bois en camouflant leurs actes par un incendie qu'ils faisaient passer pour des pratiques locales nuisibles. (RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 316.)

²⁰⁵ KARAN P.P., « Environmental Movements in India », op. cit., p. 36.

jouissait d'un grand prestige auprès de la paysannerie et, traditionnellement, les protestations paysannes prenaient la forme de résistances collectives contre la tyrannie des fonctionnaires du gouvernement qui abusaient de leur pouvoir (application de taxes ou de règles perçues comme injustes). Ce type de protestation, connue sous le nom de dhandak était une forme de désobéissance civile qui nécessitait la participation de la communauté²⁰⁶. Les paysans pensaient ainsi aider le roi à rétablir la justice²⁰⁷. C'est pourquoi, jusqu'au début du 20^{ème} siècle, les luttes paysannes se bornaient-elles au désir de rétablir les règles séculaires d'où elles puisaient leur légitimité, mais aucune volonté de changer l'ordre des choses ne les animait.

Cependant, à partir du début du 20^{ème} siècle, les résistances à l'appropriation des terres et au système de sylviculture anglais sont devenues plus importantes. En effet, le monopole étatique sur la forêt impliquant la perte de contrôle des paysans sur leurs moyens de subsistance, amena un changement radical dans le type d'incursions subies par les populations locales. L'accaparement des terres à des fins commerciales touchait leurs institutions, leurs valeurs spirituelles et leur survie. Dès lors, les luttes changèrent de nature et s'intensifièrent. Les méthodes de résistance prirent la forme de grève et de mise à feu des plantations anglaises. Cependant, le recours à la violence physique ne fut que très rarement utilisé. Pour soutenir leur lutte, un fond fut créé par les villageois dans le but de parer aux amendes infligées par le gouvernement²⁰⁸. On voit ici à quel point c'est un système de résistance à travers la solidarité et la non-violence qui s'est imposé.

En 1921, les luttes s'accrochèrent encore au travers de *sabha* (associations) et le *Kumaun Forest Grievances Committee* (KFGC) fut constitué pour gérer le conflit entre les colons et les autochtones. Bien qu'il ne fasse pas l'unanimité, ce comité permit de borner, près de chaque village, des parcelles de forêt sur lesquelles les paysans jouissaient d'un droit exclusif sur le bois de chauffage, le fourrage, le bois de construction, ainsi que sur le bambou nécessaire à la fabrication des paniers. Ces terrains étaient donc sous le contrôle des *Panchayats*²⁰⁹. Ces mesures contribuèrent incontestablement à la diminution des protestations

²⁰⁶ La résistance était pacifique et se concrétisait par l'absence de coopération ou la fuite dans la jungle, au cas où les mauvais traitements persistaient.

²⁰⁷ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 68.

²⁰⁸ Idem, p. 71.

²⁰⁹ ROUTLEDGE Paul, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.

dans les années qui suivirent. Mais les besoins en bois lors de la seconde guerre mondiale ravivèrent les luttes. Les Anglais relancèrent des offensives et le mécontentement toujours sous-jacent s'accrut d'autant plus.

Par la suite, les mouvements nationalistes indiens essayèrent de rallier le mécontentement des paysans. Mais ceux-ci tiraient leur légitimité de la coutume locale et d'un idéal d'homéostasie. Or, le nationalisme s'accompagnait d'une volonté de développer le pays et donc ne représentait pas les intérêts des villageois²¹⁰. Il est intéressant de noter ce conflit d'intérêt. En effet, les petits paysans ne trouvent que peu d'avantage dans le développement économique « moderne » et l'avancée du marché. Il n'y a aucune place pour incorporer leur mode de vie dans le système du marché qui détériore leurs moyens de subsistance. Or, leur situation ne leur permet pas de partir ou de se protéger de la dégradation environnementale. C'est pourquoi ils n'ont pas d'autre choix que d'être « verts ». Pour eux, il n'y a pas d'autre voie possible que de préserver leurs institutions socio-économiques, donc leur environnement.

Des luttes pour la coutume à la confrontation pour la reconnaissance

L'intrusion de l'économie capitaliste a impliqué la transformation progressive des luttes pour conserver les coutumes en une confrontation avec les lois anglaises, dont la propriété. Tout d'abord, les protestations furent menées dans la continuité des méthodes de résistances traditionnelles représentées par le *dhandak*, donc avec le sentiment que les lois coutumières, également partagées par les élites du cru, institutionnalisait la gestion communautaire et la possession paysanne. Puis, avec l'accroissement de l'intrusion anglaise, la résistance se cristallisa dans un mouvement plus large et de nouveaux mécanismes de protestations, principalement contre la foresterie scientifique (tels que les incendies), furent utilisés. Cette montée de la résistance coïncide avec la perte de confiance placée dans le roi par les paysans. En effet, les paysans de l'Uttarakhand enrôlés dans les armées britanniques rapportèrent que les princes indiens ne faisaient que peu de cas des injustices dont les paysans souffraient. De plus, le roi anglais, qui avait été proclamé empereur des Indes, ne se préoccupait pas davantage de leur sort et appuyait l'exploitation commerciale. Les paysans ont commencé à prendre conscience qu'ils étaient seuls à défendre leurs intérêts et qu'ils n'étaient pas sous la protection d'une quelconque élite. Dès lors, Ils commencèrent à revendiquer des

²¹⁰ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 42; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., pp. 131-137.

transformations au niveau des structures de pouvoir et non plus seulement un retour à la coutume²¹¹. Ainsi la lutte des paysans de l'Uttarakhand est devenue une confrontation avec le capitalisme et non plus seulement une résistance face aux colons pour revenir à un âge d'or immémorial. Le mouvement Chipko a donc émergé dans ce contexte particulier de luttes longues d'un siècle contre l'abattage des arbres et la perte d'autonomie de la paysannerie.

2.2.3. L'Indépendance et le développement

Les effets de la croissance économique

L'Indépendance, obtenue en 1947²¹², coïncide avec l'« ère du développement ». Les nationalistes indiens pensaient que l'assujettissement de l'Inde puisait ces racines dans son « retard » économique et intellectuel. Dans cette perspective et contrastant avec le dynamisme et la « modernité » occidentale, l'Inde faisait figure d'une civilisation déchue, ayant stagné sous le poids de ses traditions²¹³. De fait, loin de rompre avec le système colonial, le nouveau gouvernement indien a promu une industrialisation rapide dans le but de soutenir une croissance économique importante afin de « rattraper le retard ». Les plans de développements ont impliqué, entre autre, l'accroissement de la commercialisation des forêts et la construction de nombreux réseaux routiers. Ceux-ci, planifiés depuis 1920, se sont accéléré à partir de 1947, et de façon encore plus prononcée, à partir de 1962²¹⁴ – en 1972, un projet de la Banque Mondiale de 56 millions de roupies permit la construction de 1330 kilomètres de routes, de 16 nouveaux ponts et la rénovation de 620 kilomètres de routes

²¹¹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., pp. 135-136.

²¹² La nouvelle Constitution de l'Inde qui est finalisée entre 1948 et 1950, reconnaît l'égalité comme un droit fondamental. L'égalité entre les religions, les castes, les races et les sexes est posé pour la première fois par écrit dans un société où les inégalités sont spécialement importantes, en particulier celles de caste et de sexe. (HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 7). Mais il s'agit d'une égalité formelle et dans la pratique les choses sont sensiblement différentes. les inégalités persistent en particulier au niveau du droit de propriété des terres qui reste très hiérarchisé. (AGARWAL Bina, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, Australie, University of Cambridge, 1994, p. 38.)

²¹³ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, p. 92.

²¹⁴ En 1962, la guerre entamée entre la Chine et l'Inde, nécessitait d'améliorer les réseaux routiers de la région pour permettre une meilleure défense du territoire. (RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 314). Cet événement a marqué la mise en place d'un programme de développement massif en Uttarakhand. (TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 148). « Then, in 1962, a brief border war between India and China brought drastic change to the Uttarakhand. Though the region had not itself been involved in the conflict, the Indian government wanted to secure more tightly all its territory bordering China. For the Uttarakhand, this entailed a program of rapid economic development. ». (SHEPARD Mark, « "Hug the Trees!" Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko Movement » : http://www.markshep.com/nonviolence/GT_Chipko.html).

existantes en Uttar Pradesh²¹⁵. L'isolement relatif de la plupart des secteurs de l'Himalaya a diminué avec la construction de ces routes nationales à grande circulation qui permettaient le transport du bois et d'autres produits régionaux vers les marchés urbains. Avec la création de ces réseaux de communication, des entrepreneurs arrivèrent en grand nombre, ce qui augmenta d'autant l'exploitation commerciale de la forêt et engendra des changements majeurs dans l'écologie de la région.

En effet, la construction de voies routières est, en soi, un facteur de dégradation environnementale important dans ces milieux fragiles. Selon le *Public Works Department* (PWD), la construction d'un kilomètre de route dans cette partie de l'Himalaya entraîne l'abattage de 60 arbres adultes. De plus, selon un géologue indien reconnu – le Pr. Valdiya – chaque kilomètre de route nécessite le déménagement de 40'000 à 80'000 mètres cubes de débris qui sont déversés sur les pentes adjacentes, provoquant la destruction de la végétation et l'assèchement des cours d'eau²¹⁶.

La construction de routes, additionnée à la croissance de l'industrie forestière, ont eut des conséquences importantes en dans la région de l'Uttarakhand, en particulier au niveau du profil hydrologique. La substitution des chênes et d'autres espèces de feuillus par des pins à valeur commerciale a réduit la capacité d'absorption de l'humidité des écosystèmes et, de ce fait, a détérioré la qualité des sols. Ce processus a provoqué l'assèchement de nombreuses sources et la réduction du débit de plusieurs cours d'eau²¹⁷. Il a également entraîné de longues périodes de sécheresse entrecoupées de crues soudaines, dont celle de 1970 qui fut le catalyseur du mécontentement des populations de la région et a abouti au mouvement Chipko²¹⁸.

Le modèle de développement choisi par les élites indiennes s'est inscrit dans la continuité des politiques forestières coloniales et dans la volonté de promouvoir une croissance économique

²¹⁵ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 138. A cette époque l'Uttaranchal n'existe pas encore et la région fait partie de l'Uttar Pradesh (voir section 2.1.3).

²¹⁶ RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 314.

²¹⁷ Ibidem; B. AGARWAL, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », op. cit., p. 16.

²¹⁸ ROUTLEDGE Paul, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 155.; SHEPARD Mark, « "Hug the Trees!" Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko Movement »: op. cit.

pour rattraper les pays occidentaux. Les intérêts régionaux étaient subordonnés à ceux de la Nation et les conséquences écologiques, liées au fait de générer un profit économique national, étaient supportées au niveau régional, en particulier par les populations les plus pauvres. La gestion de la forêt finit par être réduite à une administration purement financière, dont le but était la maximisation des revenus immédiats. Le gouvernement indien entreprit de remplacer les arbres non commercialisables par des espèces économiquement utiles dans de nouveaux secteurs²¹⁹. La condition des paysans des montagnes de l'Uttarakhand ne fit dès lors qu'empirer, en particulier pour les femmes, comme nous le verrons dans la section suivante.

La perspective genre

« Women were the first to feel the impact of the reckless deforestation and curtailment of the forest right of the hill folk. Water, fodder and fuel, which were required daily to meet routine household and livestock needs, became scarce and women had to go longer distances to fetch them »²²⁰. Au cours du 20^{ème} siècle, le nombre de points d'eau disponibles dans la ville d'Almora a diminué de 60%. Dans la ville de Nainital, ils sont passés de 250 avant 1950, à seulement 50 en 1990. Cette diminution a augmenté le nombre d'heures quotidiennes de travail des femmes parallèlement au nombre de kilomètres supplémentaires à parcourir chaque jour pour récolter l'eau, le foin, le bois de chauffage et ceci sur des terrains escarpés, l'eau se trouvant souvent dans des ravins²²¹. En été, l'eau devient encore plus rare lorsque certaines petites sources s'assèchent. Les femmes ont donc de moins en moins de temps pour s'adonner à d'autres activités, telles que s'occuper des enfants et de leur santé. Ainsi, du fait de la lourde charge de travail comportant seulement quelques heures de repos par jour, et d'une nourriture de mauvaise qualité, les femmes souffrent de nombreuses affections bénignes déjà bien avant la vieillesse.

Dans le cadre d'un projet visant à sensibiliser les femmes aux questions sanitaires, 200 femmes issues de différentes castes et âgées de 20 à 40 ans ont été observées et examinées médicalement. Les résultats ont confirmé que le manque de temps et la rareté de l'eau, combinés à un manque d'informations au sujet de l'hygiène, sont à l'origine de

²¹⁹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 139.

²²⁰ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 140.

²²¹ RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 317; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 141.

l'augmentation des maladies bénignes. Finalement, l'étude a montré que la relation entre le nombre de maladies et la structure familiale est significative. Les femmes qui vivent dans des familles nucléaires sont plus sujettes aux maladies que celles vivant dans une famille élargie où les tâches ménagères et extérieures sont partagées entre plusieurs femmes au sein du foyer²²².

Finalement, dans le cadre de la gestion communautaire des ressources, les femmes, bien que n'ayant pas accès aux instances décisionnelles, pouvaient bénéficier de l'utilisation des ressources. « [...] unlike individually held land, lands within and outside the village bounds were accessible [...] to all members of the village, irrespective of sex, age, caste, and ethnicity »²²³. Les femmes ont donc un droit d'usage qui ne dépend ni d'un homme, ni de l'héritage (souvent patrilinéaire)²²⁴. Cependant, la privatisation des terres les a progressivement exclues des ressources productives. Par ailleurs, bien que les forêts de l'Uttarakhand aient été centrales pour la subsistance des populations vivant dans les montagnes, la migration est également un élément économique important. En outre, la raréfaction des ressources et en particulier de l'eau a renforcé ce phénomène, en causant le déclin de la productivité des cultures. Les femmes sont restées quant à elles dépendantes de la forêt pour assurer leur subsistance²²⁵. Elles se sont dès lors retrouvées avec la charge complète du ménage et peu incluses dans l'économie formelle. De fait, les femmes sont donc plus enclines à répondre à la perte de contrôle sur les ressources et à la dégradation des écosystèmes qui leur fournissent les ressources non-marchandes nécessaires à leur subsistance.

L'influence idéologique du Gandhisme en Uttarakhand

Parallèlement au développement économique et à ses effets socio-écologiques désastreux sur les populations de l'Uttarakhand, l'indépendance marque également le développement des écoles, collèges et même universités²²⁶. Le taux d'illettrisme diminue sensiblement, en particulier chez les femmes. « [...] the overall literacy rate in Garhwal between 1971 and

²²² RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 317.

²²³ AGARWAL Bina, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, op. cit., p. 22.

²²⁴ Ainsi l'accès aux communaux est un moyen d'obtenir une certaine sécurité et autonomie, et ceci est d'autant plus important que l'accès à l'économie de marché leur est limité.

²²⁵ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, juillet 1998, pp. 37 et 46.

²²⁶ Il est intéressant de noter que malgré l'idée répandue selon laquelle les pays du Nord ont été plus rapides quant à l'émancipation des femmes, « [l]'enseignement fut ouvert aux Indiennes à une époque où les universités de Grande-Bretagne n'autorisaient pas les étudiantes à se présenter aux examens. » (HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 5)

1981 rose by 59 percent, with a marked increase in the female literacy rate (87 percent), while male literacy rose by 50 percent. »²²⁷. Dans le district de Chamoli le nombre de personnes alphabétisées au cours de la décennie 1961–1971 a augmenté de 52%²²⁸. Ce facteur a contribué à rendre la population plus consciente de ses droits, surtout les femmes, et en particulier au sujet de leurs droits d’usage sur la forêt. En outre, ceci leur a donné des moyens d’action supplémentaires.

Les origines du mouvement Chipko sont également inspiré par la pensée de Gandhi. Celui-ci pensait que l’indépendance par rapport au joug anglais n’était pas une fin en soi, mais qu’il fallait aussi libérer l’Inde « from the clutches of superstition, illiteracy, casteism, religious bigotry and poverty. »²²⁹. Son projet impliquait donc également une redéfinition des structures sociales pré-coloniales. Sa pensée a donné naissance au mouvement *Sarvodaya*²³⁰ et fut relayée par ses disciples, dont certains commencèrent à s’installer dans de l’Uttarakhand après l’indépendance. Dans cette région, le mouvement *Sarvodaya* a été coordonné entre autre par Mira Behn (Madeleine Slade) et Sarla Behn (Catherine Mary Heilman), deux disciples européennes de Gandhi. Sarla Behn a également fondé un ashram dans la région. Y vivre lui a permis de prendre conscience de la dégradation environnementale dont la population souffrait. Ces deux femmes tentèrent d’aider les paysans à s’organiser, grâce à l’établissement de coopératives, pour lutter contre les entreprises commerciales privées. Le mouvement était organisé autour de quatre buts majeurs : (1) l’organisation des femmes et la promotion de l’éducation féminine; (2) la lutte contre l’alcoolisme ; (3) la résistance pour conserver les droits communaux sur la forêt ; et (4) la création de petites coopératives afin d’éviter aux paysans de devoir migrer vers les plaines pour trouver un emploi. A partir de 1960, des coopératives de petite envergure avaient été mises sur pied et, en 1971, le projet *Sarvodaya* avait permis d’établir une à deux coopératives dans chaque district²³¹.

Parallèlement, un politicien disciple de Gandhi, Sunderlal Bahuguna, quitta la politique pour venir s’installer dans les montagnes de l’Uttarakhand où il épousa Vimala Nautiyal, une Indienne formée dans l’Ashram de Sarla Behn qui avait fondé son propre Ashram. Il écrivit

²²⁷ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 145.

²²⁸ JAIN Shobita, *Les femmes défendent les arbres – leur rôle dans le mouvement Chipko* : http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/r0465f/r0465f00.htm

²²⁹ Ibidem, p. 147.

²³⁰ Sarvodaya « Meaning the Gandhian social work establishment – literally, “the welfare of all” ». (WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan ? », in *Pacific Affairs*, Vol. 60, n°4, winter 1987-1988, p. 617.)

²³¹ ROUTLEDGE Paul, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.:<http://spot.colorado.edu/~wehr/491R10.TXT>

divers articles et s'impliqua dans la lutte contre la consommation d'alcool²³². Par la suite, il devint l'un des porte-parole du mouvement Chipko.

La lutte contre l'alcoolisme a fourni une plateforme pour l'organisation des femmes. En effet, bien que ce mal atteigne principalement les hommes, les femmes sont confrontées à la violence physique associée à l'alcoolisme de leur conjoint, père ou frère. Les plaintes des femmes au sujet de la consommation masculine d'alcool ont été relayées par les activistes sarvodayas, en particulier par Vimala Behn et Sunderlal Bahuguna, qui ont soutenu leur résistance. Le mouvement pour la prohibition réussit à faire interdire la vente et la consommation d'alcool dans cinq districts de l'Uttarakhand en 1965. Bien que cette assertion soit largement contestée²³³, ce mouvement est perçu par V. Shiva et P. Routledge comme « the mother of the Chipko movement »²³⁴. « As a first step towards the awakening of Uttarakhandis to their predicament, the women's prohibition movement would form the foundation for the environmental struggles of the seventies »²³⁵.

L'augmentation du taux d'alphabétisation et le mouvement Sarvodaya ont contribué à renforcer la conscience des paysans par rapport aux effets néfastes du développement et à augmenter leurs capacités d'organisation et d'action. Bien que le mouvement Chipko s'ancre dans une tradition de résistance paysanne contre le mode de production capitaliste, la synergie de ces deux facteurs a servi de bras de levier pour permettre l'éclosion du mouvement Chipko.

2.3. Chipko Andolan (mouvement Chipko)

2.3.1. L'origine du mouvement Chipko

Le passage de l'Etat colonial à l'Indépendance n'a en rien limité l'action de déboisement du département forestier qui a continué de négliger les besoins et les intérêts des populations locales. Dès lors, le mécontentement et l'appauvrissement des paysans n'ont fait que croître.

²³² TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 148.

²³³ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit.; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, London, Zed Books, 1989.

²³⁴ PAUL ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit. « Activists from the Prohibition movement were later to be involved in the Chipko movement, including women, students and social workers. Several of the Chipko movement leaders (particularly Sunderlal Bahuguna) were prominent figures in the anti-alcohol agitations. Hence from this Sarvodaya movement work, the seed was planted from which the Chipko movement emerged. »

²³⁵ RAWAT Ajay S., « Women of the Uttarakhand: on the frontiers of the environmental struggle », Vol. 7, n°1, 1996, pp. 8-13: <http://bostonglobalaction.net/UK/Chipko.html>

Cependant, deux événements ont contribué à canaliser les mécontentements pour aboutir au mouvement de résistance Chipko. L'un est d'ordre écologique, il s'agit des effets particulièrement violents d'une mousson dus à la déforestation; et l'autre est d'ordre politique, il s'agit d'une manifestation d'une grande ampleur. Bien qu'elle n'ait pas été unique en son genre, son importance prouve qu'à ce moment le mouvement commence à prendre conscience de lui-même.

Les événements déclencheurs

En 1970, la mousson fut spécialement intense et engendra l'inondation de plusieurs vallées ainsi que des glissements de terrains importants, provoquant la mort de dizaines d'êtres humains et d'animaux, la destruction de maisons, de routes, de ponts et de pâturages, ainsi que de nombreux dégâts écologiques²³⁶. Les inondations de 1970 marquent un point central dans l'histoire écologique de la région. Les villageois, qui subirent principalement les dommages, commencèrent à percevoir le lien jusque là ténu entre la déforestation, les inondations et les glissements de terrains. Ils remarquèrent que les villages les plus affectés se trouvaient juste en dessous des espaces déboisés par l'exploitation forestière commerciale. Ainsi, précédant les initiatives officielles, les paysans reconnurent la relation entre l'augmentation de l'érosion et l'exploitation forestière de large échelle²³⁷.

Le 22 octobre 1971, la coopérative *Dashauli Gram Swarajya Sangh* (DGSS)²³⁸ – issue du mouvement *Sarvodaya* –, organisa une grande manifestation à Gopeshwar, dans le district de Chamoli. La manifestation réclamait la fin de la vente d'alcool et de l'intouchabilité, ainsi qu'un droit de priorité pour l'utilisation locale de la forêt, en soulignant que les paysans de l'Uttarakhand avaient eux-mêmes planté de nombreux arbres et contribué à la croissance de la

²³⁶ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 155.

²³⁷ Idem, p. 156 ; SHEPARD Mark, « "Hug the Trees!" Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko Movement »: op. cit. V. Shiva relate également ces événements, mais selon elle, ce sont avant tout les femmes qui prennent conscience de ce lien. (SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 74).

²³⁸ Cette coopérative avait été créée, en 1964, par Chandi Prasad Bhatt ainsi que quelques autres Gandhiens. Lors de l'augmentation de la construction de voies routières, les paysans de la région ne furent pas employés ou seulement pour de menus travaux mal rémunérés. Les ouvriers étaient engagés dans les plaines et transportés dans les montagnes. La coopérative cherchait donc à lutter contre cette discrimination en décrochant de petits contrats pour construire des sections de route. Mais leur travail fut sous-payé et les agents du gouvernement les discriminèrent. C'est pourquoi la coopérative changea d'orientation. Elle devint une petite fabrique d'outils se basant sur les ressources de la forêt. Dès lors, elle commença à rayonner dans la région et devint rapidement l'un des centres de l'organisation du mouvement Chipko. (SHEPARD Mark, « "Hug the Trees!" Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko Movement », op. cit.; TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 164.)

forêt. La manifestation atteint d'une ampleur jamais égalée dans la région et fut largement soutenue par les étudiants. Elle était menée entre autre par Sarla Devi (voir ci-dessus) et un activiste local nommé Chandi Prasad Bhatt, qui suivait également la philosophie gandhienne²³⁹.

Selon V. Shiva, la base d'organisation des femmes s'affina au début des années 70, dans le ashram de Vimala Nautiyal devenue Vimala Behn (une disciple de Sarla Devi). Les protestations populaires pour défendre les droits d'usage des populations locales sur la forêt devinrent de plus en plus fréquentes dès 1972. Le mouvement s'est ensuite étendu par le biais d'un réseau de femmes locales, organisées de manière décentralisée et horizontale, et de « messagers » tel que Bahuguna et Bhatt²⁴⁰.

La création d'un concept de résistance

La méthode de résistance propre au mouvement Chipko, soit encercler les arbres, a été utilisée pour la première fois lors des événements impliquant la forêt de Mandal, au début de l'année 1973. Cependant, les deux auteurs principaux ayant été sur place et ayant écrit sur le mouvement Chipko n'insistent pas sur les mêmes contextes d'émergence. R. Guha souligne le conflit d'intérêt opposant l'industrie locale à l'industrie commerciale, tandis que V. Shiva accentue le conflit d'intérêt entre les populations locales, en particulier les femmes, et l'exploitation commerciale en générale.

Selon R. Guha, la DGSS demanda aux autorités l'attribution de frênes pour subvenir aux besoins locaux dans la fabrication d'outils agricoles. Le département forestier rejeta cette requête et suggéra d'utiliser des conifères en contrepartie, bien que ceux-ci fussent inutilisables pour ces fonctions. Au même moment, le département forestier attribua à une entreprise commerciale une grande quantité de frênes dans la forêt de Mandal²⁴¹. Cette politique favorisant les entreprises commerciales fut à la base de réunions organisées par la DGSS afin de mettre sur pied des actions pour préserver les droits des paysans²⁴². Deux alternatives furent proposées : se coucher devant les camions transportant le bois ou brûler les

²³⁹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 156; Paul ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.

²⁴⁰ SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 73.

²⁴¹ Comble de l'ironie, l'abattage des arbres devaient servir à la fabrication de batte de criquets et de raquettes de tennis (KARAN P.P., « Environmental Movements in India », in *Geographical review*, vol. 84, n°1, janvier 1994, pp. 36)

²⁴² Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 39.

dépôts de résine et de bois, comme cela avait été fait auparavant. Mais ces deux alternatives n'étaient pas satisfaisantes car elles ne permettaient pas de préserver la forêt, le mal étant déjà fait. Elles furent donc rejetées et une troisième solution fut proposée par Chandi Prasad Bhatt : « embrasser » les arbres. Le mouvement Chipko (embrasser) était né. En juin lorsque l'entreprise commerciale envoya ces ouvriers pour abattre les arbres, les villageois se réunirent malgré des pluies diluviennes et encerclèrent les arbres, forçant les agents de la compagnie à repartir bredouille²⁴³.

V. Shiva relate une version différente de ces faits. Pour protéger la forêt de Mandal les villageois (sans distinction de genre) s'opposèrent à l'abattage des arbres au profit d'une compagnie privée en utilisant la méthode Chipko – cependant, pour V. Shiva, cette méthode remonte à 1730, lorsqu'Amrita Devi, une femme de la communauté Bishnoi du Radjastan, décida de protéger les arbres de la forêt avoisinante contre les bûcherons au péril de sa vie²⁴⁴. Grâce à leur action, les villageois Chipko obtinrent la cessation du contrat, mais les entrepreneurs reçurent en échange une concession dans la forêt de Rampur Fata. Dès lors, les femmes se mobilisèrent, menées par Shyama Devi, et protégèrent les arbres de cette forêt également grâce à la méthode Chipko²⁴⁵.

Les événements de Mandal marquent donc la première action du mouvement Chipko à proprement parler. Cependant, les auteurs en relatant les mêmes faits, mais en insistant sur des aspects distincts, contribuent à construire des versions différentes de l'histoire. Celle de R. Guha, donne l'initiative du mouvement Chipko à un homme, alors que celle de V. Shiva la donne à une femme. Ensuite, V. Shiva souligne l'implication spécifique des femmes dans le mouvement, tandis que R. Guha focalise son attention sur la lutte de classe. On voit apparaître deux visions partisans, structurées en fonction du genre. Cette observation pose la question de l'objectivité en sciences sociales, en particulier la mienne. Je m'appuierais donc sur ce que G. Rist a souligné: « Toute perspective implique un point de vue qu'il convient de définir pour dissiper l'illusion de l'objectivité ou de l'exhaustivité »²⁴⁶. Je vais donc ici prendre le temps de définir ma perspective et les raisons qui m'ont poussées à mettre en avant certains auteurs ou, au contraire, à les éviter.

²⁴³ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 157.

²⁴⁴ SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 67.

²⁴⁵ Idem., pp. 73-74.

²⁴⁶ Rist Gibert, *Le développement: histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 10.

Plusieurs objections peuvent être relevées au sujet du travail de V. Shiva. Premièrement, le manque de données empiriques sur les actions entreprises par le mouvement Chipko. En outre, elle semble sous-estimer le rôle joué par les hommes: « ...like many other minded to celebrate the romantic image of the Chipko movement as women hugging trees high in the Himalaya forests, she rarely mentioned the town-based demonstration, such as the critical protests disrupting the forest auctions »²⁴⁷. Bien que son intention de vouloir faire apparaître les femmes du mouvement restées invisibles soit louable, elle reproduit ainsi les techniques d'exclusion de ceux qu'elle critique. Deuxièmement, elle constitue un seul « groupe femmes », excluant les différences d'âge, de santé, de statu marital et de niveau d'éducation. Or, plusieurs auteurs qui se sont penchés sur les questions féministes ont souligné que chaque individu prenait des décisions et choisissait ses actions en fonctions de multiples paramètres qui diffèrent dans l'espace et le temps²⁴⁸. Par ailleurs, V. Shiva perçoit des éléments issus de la tradition tels que les notions de *shakti* (qui désigne l'énergie féminine primordiale) et *prakriti*¹ (qui représente sa manifestation dans la nature) comme des outils d'empowerment sans souligner l'ambiguïté de ces notions. En effet, bien que ces termes désignent l'énergie des femmes et leurs capacités d'action, dans la tradition hindouiste, ils justifient également la domination masculine – ce que Shiva ne mentionne pas. En outre, ils relient la femme à la nature et les hommes à la culture, assertion largement controversée par les féministes²⁴⁹. Toutes ces raisons m'ont poussé à mettre de côté le travail de V. Shiva.

Au contraire, l'ouvrage de R. Guha est particulièrement bien documenté et les faits sont ancrés dans une perspective historique longue lors de laquelle il relate les éléments culturels qui ont favorisé l'émergence des différents types de conflits d'intérêts – entre les populations de l'Uttarakhand et la foresterie scientifique ainsi qu'entre les genres. Cependant, bien que R. Guha ne néglige pas la présence des femmes dans le mouvement, il s'attarde plus sur les leaders masculins, Sunderlal Bahuguna et Chandi Prasat Bhatt, que sur les actions entreprises par les femmes. Pour ces raisons j'ai choisi de m'appuyer sur son récit tout en tentant de

²⁴⁷ MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 45.

²⁴⁸ Idem. p. 39.

²⁴⁹ ORTNER Sherry, « Is female to male as nature is to culture? », *Woman, culture and society*, ROSALDO Michelle Zimbalist & LAMPHERE Louise (eds.), Stanford University Press, Stanford, CA, 1974, pp. 67–87

comblent cette dernière lacune grâce aux nombreuses autres sources à ma disposition²⁵⁰ qui soulignent l'implication spécifique des femmes dans le mouvement Chipko.

2.3.3. La forêt de Reni

Les femmes sur le devant de la scène

Cette première victoire encouragea les paysans, sans pour autant rebuter le département forestier et les compagnies commerciales. Dans le courant du mois de novembre, une nouvelle opération forestière fut programmée pour mars 1974 dans la forêt de Reni, près d'un village nommé Joshimat, qui avait particulièrement souffert des tragiques glissements de terrain de 1970. La coopérative DGSS contacta immédiatement les habitants et des réunions furent organisées, lors desquelles Bhatt suggéra à nouveau d'utiliser la méthode Chipko²⁵¹. Cette initiative de la DGSS a été décisive dans la propagation du mouvement Chipko²⁵².

Une manifestation fut organisée le 25 mars, lors de laquelle les villageois et les étudiants venus en nombre menacèrent de lancer une mobilisation de type Chipko à moins que le projet d'abattage ne soit abandonné. Le département forestier, craignant d'essuyer un nouveau revers, planifia pour le 26 mars une rencontre avec les coopérateurs. Celle-ci nécessitait la présence de Bhatt et se tint dans un village éloigné. Le même jour, les hommes de Reni et des villages alentours furent appelés à Chamoli pour recevoir les indemnités que l'Etat leur devait depuis longtemps, en réparation des terres que l'armée indienne s'était appropriée après l'invasion chinoise de 1962²⁵³. Le 26 mars, tous les hommes des alentours étaient donc absents et c'est ce même jour que les agents de la compagnie furent envoyés pour procéder à l'abattage des arbres. Ils contournèrent le village pour se rendre sur le lieu dit, mais une fillette remarqua les ouvriers et courut le signaler à Gaura Devi (1925-1991)²⁵⁴, une figure

²⁵⁰ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit.; AGARWAL Bina, « Environmental Management, Equity and Ecofeminism: Debating India's Experience », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, juillet 1998, pp. 55-95; MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit.; WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », op. cit.; RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit. ; Paul ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.; CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit.; KARAN P.P., « Environmental Movements in India », op. cit., pp. 32-41.

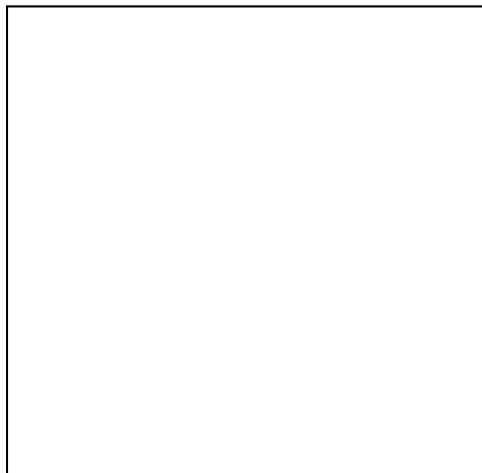
²⁵¹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 158; LAKSHMI C.S., « Lessons from the mountains », in *The Hindu*, Online edition of India's National Newspaper, Sunday, May 21, 2000.

²⁵² Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p.39.

²⁵³ Voir note n°50.

²⁵⁴ LAKSHMI C.S., « Lessons from the mountains », in *The Hindu*, Online edition of India's National Newspaper, Sunday, May 21, 2000.

importante parmi les femmes du village. Celle-ci alerta les autres femmes et elles se rendirent dans la forêt voisine dans le but de sauvegarder les arbres. Bien que les ouvriers les aient accueillies par des injures et des menaces, elles se postèrent près des arbres et refusèrent de bouger, utilisant la méthode Chipko. Cette action força les agents de la compagnie à se retirer sans avoir accompli leur travail²⁵⁵. De façon étonnante, 27 femmes ont ainsi arrêté 60 travailleurs et le subterfuge de la compagnie commerciale fut réduit à néant²⁵⁶.



Cet événement a eu une importance majeure au niveau des représentations de genre. Dans un contexte patriarcal prégnant, ce succès obtenu uniquement par les femmes leur attribua une estime de soi plus importante et la reconnaissance des hommes. « It was not a question of planned organization of the women for the movement, rather it happened spontaneously. Our men were out of the village so we had to come forward and protect the trees. We have no quarrel with

anybody, but only wanted to make the people understand that our existence is tied with the forests importance »²⁵⁷. Gaura Devi, une paysanne de 50 ans n'ayant reçu aucune formation, fut désormais reconnue comme l'une des figures marquantes du mouvement Chipko. En outre, après les événements de Reni, des femmes prirent la tête de plusieurs résistances Chipko, dont le cas impliquant les femmes du village Pulna, en 1978²⁵⁸.

Cette étape marque également un autre changement majeur. Reni, contrairement à Mandal et à l'institution de la coopérative, était un village peu intégré dans l'économie marchande et dépendant de la forêt comme principal moyen de subsistance. Dès lors, le gouvernement dut

²⁵⁵ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 159.; LAKSHMI C.S., « Lessons from the mountains », op. cit.

V. Shiva relate ces événements uniquement à partir du moment où la fillette voit les bûcherons arrivés. Ainsi elle met en évidence le rôle des femmes, laissant les hommes dans l'ombre. (SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 74).

²⁵⁶ Paul ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.

²⁵⁷ Gaura Devi cité dans Paul ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.

²⁵⁸ La forêt qui jouxtait leur village devait être coupée afin d'alimenter en bois de chauffage une ville située dans les plaines, au pied de l'Himalaya. Les femmes de Pulna, malgré 40 centimètres de neige, se rendirent sur les lieux de coupe, encerclèrent les travailleurs, leur prirent leurs outils et leur donnèrent un reçu en échange. Elles inaugurèrent ainsi un nouveau mode de résistance comportant une certaine part d'ironie. (Paul ROUTLEDGE, *Terrain of Resistance*, op. cit.; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 163.)

reconnaître que la lutte Chipko représentait non pas une réaction de l'industrie locale, privée de matière première, mais un mouvement populaire de paysans protégeant leurs droits coutumiers sur la forêt et leurs moyens de subsistance en perpétuant une lutte longue d'un siècle contre les empiètements territoriaux étatiques²⁵⁹.

Les premières solutions

Après les événements de Reni, un comité dont Bhatt faisait partie fut mis en place par les autorités pour faire un bilan des conditions écologiques de la région. Ce comité conclut que les inondations autour de la rivière Alakananda ayant causé les inondations et les glissements de terrains de 1970 étaient largement attribuables à l'importance de la déforestation. En conséquence, l'abattage industriel fut interdit dans cette zone pour une période de dix ans. Un second comité dénonça les abus de collecte de la résine, rendant les arbres particulièrement vulnérables (la résine est largement collectée dans ces régions afin de fabriquer entre autre de la térébenthine). Dès lors, certains sites furent déclarés économiquement non viables et Bhatt proposa un système d'extraction plus respectueux de l'environnement. Mais bien qu'un projet détaillé fût envoyé au gouvernement indien celui-ci ne l'utilisa jamais²⁶⁰.

En revanche, pour répondre aux mécontentements des populations locales, les autorités mirent en place une société commerciale forestière, *Van Nigam*, supposée contrôler toutes les formes d'exploitation forestières. Cette compagnie permit, pour un temps, l'arrêt des ventes aux enchères des territoires forestiers de l'Uttarakhand, limitant ainsi l'impact des compagnies commerciales privées²⁶¹. Mais le manque de coopération entre cette nouvelle institution et les petites coopératives locales, ajouté aux préjudices infligés aux arbres, au lieu de calmer l'irritation générale fut un facteur important dans l'élargissement du mouvement Chipko.

2.3.4. Le district de Tehri

En 1974, dans le district de Tehri, les activistes Chipko informèrent les autorités de la nécessité de prendre soin des arbres produisant de la résine afin de préserver leur survie. Mais le département forestier ne donna aucune réponse à leurs avertissements, continuant l'extraction. Les villageois se rendirent sur les lieux où les arbres endommagés se trouvaient

²⁵⁹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 160.

²⁶⁰ Ibidem.

²⁶¹ Idem, p. 161.

et arrachèrent les outils permettant de capter la sève des arbres. Ainsi, en permettant aux arbres de se régénérer, ils protégèrent un site supplémentaire. En outre, les femmes furent très présentes dans ces actions qui se répétèrent dans divers lieux, s'étendant progressivement dans toute la région. Parallèlement, la méthode Chipko se répandit également de vallée en vallée permettant de sauver des forêts entières²⁶².

2.3.5. Le village de Dungri-Paintoli

Le conflit d'intérêt entre les genres

L'un des plus importants troubles qui ait opposé les intérêts des femmes à ceux des hommes a eut lieu dans la vallée de Pindar, proche du village de Dungri-Paintoli. Le département forestier avait décidé de vendre une parcelle de forêt avoisinant le village au département d'horticulture ; ce dernier avait l'intention de créer une ferme industrielle afin de produire des pommes de terre. Les hommes du village acceptèrent ce contrat moyennant certaines compensations, telles que quelques emplois et la construction de routes qui auraient accompagné l'établissement de l'industrie agricole. Or, si cette forêt, la dernière à rester utilisable, avait été coupée, les femmes auraient dû marcher plusieurs kilomètres supplémentaires chaque jour pour récolter le bois de chauffage et le fourrage nécessaires à la survie des ménages. Mais lorsque celles-ci exprimèrent leur opposition, leur avis fut négligé par le conseil du village et l'assentiment des hommes à ce projet du département forestier fut donné au nom du village²⁶³. Les femmes décidèrent alors de résister et firent appel à d'autres activistes Chipko, afin de s'assurer un appui dans le conflit d'intérêt qui les opposaient tant au département forestier qu'aux hommes du village²⁶⁴. Cette association permit d'assurer la sauvegarde des parcelles de forêt restantes (le reste de la forêt ayant déjà été déboisée). Mécontents du succès des femmes, les dirigeants du village menacèrent de violence physique Bhatt et son collègue Pahari s'ils remettaient les pieds dans la région²⁶⁵.

Le cas de Dungri-Paintoli illustre le conflit d'intérêt qui peut opposer les hommes et les femmes dans un contexte où la division sexuelle du travail enjoint des opportunités et des

²⁶² Idem, p.162.

²⁶³ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 160.

²⁶⁴ MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p.46. V. Shiva met évidemment ces événements en évidence. Cependant, elle ne mentionne pas l'association des femmes avec d'autres activistes Chipko et donc attribue ce succès aux « femmes » sans mentionner lesquelles.

²⁶⁵ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 164. Il est intéressant de noter que, selon R. Guha, les hommes du village ont menacés les autres hommes Chipko, comme si le succès de l'opération leur était uniquement attribuable.

obligations différentes pour les acteurs en fonction du genre. Attirés par la promesse de meilleurs moyens de communication, ainsi que par de potentiels emplois, les hommes espéraient obtenir rapidement de l'argent liquide. Les femmes, exclues du travail rémunéré et limitées dans la possibilité de se déplacer vers les villes, soulevèrent certaines questions plus fondamentales telles que la soutenabilité écologique de la vie paysanne et l'augmentation de la distance à parcourir chaque jour pour se procurer de nombreux produits. En outre, elles contestèrent également leur éloignement des centres de prise de décision à l'intérieur même du village, remettant ainsi en question les structures patriarcales traditionnelles. A la suite des événements de Reni et de Dungri-Paintoli, l'engagement des femmes dans le mouvement Chipko ne cessa de croître.

Le mouvement Chipko a continué de s'élargir tant spatialement que numériquement, permettant de protéger de nombreuses parcelles de forêts. Les actions du mouvement ont été variées et se sont appuyées sur la tradition locale. Il s'agit de grèves de la faim, de marches et de manifestations musicales. En effet, lors de nombreuses actions, les gens récitaient des poésies locales, entonnaient des chants traditionnels ou composés spécialement et des musiciens jouant du tambour se sont joints²⁶⁶. Le langage utilisé par le mouvement est donc représentatif de celui employé par l'écologisme des pauvres, tant dans son fond que dans sa forme²⁶⁷. L'un des succès principaux obtenu par le mouvement fut, en 1981, l'imposition d'un moratoire interdisant l'abattage d'arbre au-dessus de 1000 mètres et ceci pour une durée de 15 ans²⁶⁸.

2.3.7. Les différentes orientations du mouvement Chipko

Le mouvement Chipko a été largement repris au niveau international par différents chercheurs et intellectuels pour alimenter leur propos. Ainsi, suivant la pensée de E. Mawdsley, « I would certainly concur with the idea that the recovery of an “objective history” of the Chipko is neither possible nor desirable »²⁶⁹. En effet, des témoignages différents et parfois contradictoires ont été écrits par des figures importantes du mouvement et

²⁶⁶ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, op. cit., p. 100; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 167; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 73.

²⁶⁷ Voir section 1.2.2.

²⁶⁸ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 41.

²⁶⁹ Idem., p. 40.

par des intellectuels mettant en évidence différents aspects du mouvement Chipko²⁷⁰. Cependant, je pense que la disparité des analyses dont le mouvement Chipko a fait l'objet est liée (1) à la complexité du contexte d'émergence et (2) au fait que le mouvement s'est scindé en trois branches, agissant dans des régions différentes et ayant plus ou moins les mêmes objectifs, mais pas les mêmes modes d'action. En outre, le mouvement Chipko n'est pas resté à l'état de lutte mais il a évolué pour proposer des solutions concrètes au déboisement et ces solutions ont varié en fonction des mouvements. (1) Le *Uttarakhand Sangarsh Vahini* (USV), associé au nom de A. S. Rawat et à la région Nainital et Almora est de tendance marxiste et, de ce fait, a été plus durement réprimé par les autorités, aussi n'a-t-il, assez rapidement, plus été actif; (2) la coopérative *Dashauli Gram Swarajya Sangh* (DGSS), associée au nom de Chandi Prasad Bhatt et au district de Chamoli s'est tournée vers la promotion d'un développement « vert », en relation avec les autorités régionales et nationales; et (3) le mouvement dont Sunderlal Bahuguna est reconnu comme le leader, implanté dans la région de Tehri Garhwal. Sunderlal Bahuguna est le plus connu au niveau international, en raison de son érudition et de son charisme envers les médias²⁷¹. Il prône un retour à certaines valeurs traditionnelles et est considéré comme un ascète relié au courant gandhien, ce qui lui assure une popularité importante auprès des populations de l'Uttarakhand.

Ces trois mouvements ne se sont jamais affrontés. Au contraire, conscients de leurs intérêts communs, ils ont été unis dans les confrontations avec les autorités et dans l'utilisation de la méthode Chipko, restant fidèles à la non-violence. Ces trois tendances ont simplement différé dans certains outils utilisés pour promouvoir le changement nécessaire à la sauvegarde socio-économique et écologique de l'Uttarakhand.

²⁷⁰ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., met en évidence l'imbrication de l'économie dans l'environnement; AGARWAL Bina, « Environmental Management, Equity and Ecofeminism: Debating India's Experience », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, juillet 1998, pp. 55-95, illustre la structuration de l'espace par les rapports genre; MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit. montre la complexité du contexte d'émergence et d'interprétation dont le mouvement Chipko a fait l'objet; METHA Shalina, « Journey through *the unquiet woods*: contested resources and protest movement in Uttaranchal », in *The Eastern Anthropologist*, Vol. 56: 2-4, 2003, pp. 415-433, souligne l'implication des femmes et du spirituel dans le mouvement Chipko ; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., quant à elle, met délibérément l'accent sur les actions des femmes au détriment du rôle joué par les hommes et elle insiste sur l'oppression du système patriarcal subie tant par les femmes que par la Nature; WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., discute la place du mouvement au niveau international; RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., donne la version de l'*Uttarakhand Sangarsh Vahini* (USV). Voir aussi Paul ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.; CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit.; KARAN P.P., « Environmental Movements in India », op. cit., pp. 32-41.

²⁷¹ Voir section 2.2.3.

L' Uttarakhand Sangarsh Vahini

L'événement le plus marquant, car le plus violent²⁷², organisé par les activistes de l'USV, a été leur opposition à la vente aux enchères de forêts, planifiée peu de temps après des glissements de terrains importants qui eurent lieu en 1977. Ceux-ci causèrent la mort de 45 personnes et la perte de 75 têtes de bétail. Au mois d'octobre, pour protester contre les transactions financières, une grande manifestation fut organisée à Nainital durant laquelle plusieurs leaders de l'USV furent arrêtés. Les ventes aux enchères furent planifiées une nouvelle fois en novembre, mais cette fois l'armée vint sur place pour protéger le *Nainital Club* où les transactions devaient avoir lieu. Les activistes Chipko se réunirent à nouveau et entonnèrent des chansons de protestation. Puis, ils tentèrent de casser les barricades pour arrêter le processus de vente. L'armée répondit à ces actions par l'arrestation de plusieurs leaders et ouvrit le feu sur la foule ne provoquant, par chance, aucun mort. Dans la confusion qui suivit, le club prit feu mais l'origine de l'incendie n'a jamais pu être déterminée. Par la suite, des milliers d'arbres furent sauvés par les actions Chipko de l'USV, dont 5'000 à Almora et 6'000 dans la forêt de Chanchridhar²⁷³.

Du fait de son inspiration marxiste, l'USV cherche à mettre en lumière la dimension de la lutte de classe – soit les conflits opposants les paysans, sans distinction de genre, avec l'Etat et les entreprises privées – et la solution qu'elle propose est la révolution. En ceci elle diffère des autres mouvements, et, bien qu'elle n'approuve pas les relations entretenues par la DGSS avec le gouvernement, elle soutient les petites coopératives mises en place par cette dernière²⁷⁴.

La Dashauli Gram Swarajya Sangh

Comme nous l'avons vu la DGSS a été l'initiatrice des premières manifestations de large envergure. Elle a donc abondamment participé aux différentes actions Chipko, mais ce qui la distingue particulièrement des autres branches du mouvement, c'est sa volonté de reconstruire les liens sociaux des populations locales avec leur environnement. Cette section du mouvement Chipko a entrepris des projets très diversifiés, parfois en étroite collaboration avec les gouvernements locaux. « [...] Bhatt has shifted from preventing felling by outsiders

²⁷² A souligner que la violence émane de la réponse des autorités et non de la résistance des activistes de l'USV.

²⁷³ ROUTLEDGE, *Terrains of Resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, op. cit.; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 163.

²⁷⁴ CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit., p. 39.

and setting up cooperatives to replanting »²⁷⁵. Concrètement, la DGSS a initié des programmes de reforestation qui ont été mis en place à partir 1974 et qui représentent un aspect important du mouvement Chipko²⁷⁶. Dans le district de Chamoli, plus d'un million d'arbres ont été plantés avec le soutien de la DGSS, dont 73% à 88% ont survécu. Ce succès est attribuable aux camps d'écodéveloppement qui ont été établis par la DGSS pour raviver le savoir traditionnel de la population. Ces camps offrent aux villageois une formation, des espaces de discussion, un emploi dans « la plantation d'arbres et l'opportunité de prendre des repas en commun, ce qui permet de raviver les liens socio-écologiques perturbés par le développement commercial²⁷⁷. Ces camps furent d'abord exclusivement masculins, mais à partir de 1979, la participation des femmes a augmenté significativement, améliorant encore le taux de réussite des plantations²⁷⁸. En 1989, beaucoup de camps comptaient une moyenne de 75% de femmes, dont plusieurs étaient des figures importantes dans leur village²⁷⁹. Ces camps fournissent aux femmes un espace pour discuter de l'organisation du village et de l'écologie locale. Ils permettent également de développer une solidarité entre les femmes des différents villages. « ...women discussed issues like water fetching, fodder and fuel scarcity, planting, building soil retention walls, preparing village forestry plans and guarding local forests »²⁸⁰. L'implication des femmes dans ces activités fait dire à P. Routledge que « [a]lthough the organizers [of the Chipko movement] were all male, the heart and dynamism of the Chipko movement, as exemplified by this camp, were provided by the peasant women »²⁸¹.

La DGSS a également lancé des projets de développement environnementaux et socio-économiques en lien avec le département de l'environnement du gouvernement d'Inde. De fait, Bhatt ne rejette pas la technologie occidentale en bloc: « with the help of scientific knowledge the instrument of production can be improved and the standard of living can be raised »²⁸². Dans son approche, la DGSS met l'accent sur le *choix* des technologies,

²⁷⁵ WEBER « Thomas, Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., p. 625.

²⁷⁶ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, op. cit., p. 102.

²⁷⁷ WEBER « Thomas, Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., p. 625.

²⁷⁸ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, op. cit., pp. 102-103.

²⁷⁹ METHA Shalina, « Journey through *the unquiet woods*: contested resources and protest movement in Uttaranchal », op. cit., p. 422. R. Guha souligne aussi l'importante participation des femmes dans la gestion des pépinières. (GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 118)

²⁸⁰ ROUTLEDGE Paul, *Terrain of Resistance*, op. cit.

²⁸¹ Ibidem.

²⁸² BHATT in CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit., p. 35.

écologiquement « propres » et socialement plus justes. Les critères utilisés sont : « technologies that are employment generating ; ecologically sound ; that promote self-reliance ; that tend to reduce rather than reinforce inequalities ; and that build upon, rather than neglect, traditional skills »²⁸³. Concrètement, ces projets impliquent donc la participation des populations locales et leurs objectifs principaux sont : (1) la prévention de la déforestation ; (2) la promotion d'une foresterie communautaire respectueuse de la conservation des sols et des sources de fourrage et de bois de chauffage ; (3) l'encouragement à la participation des femmes et des jeunes dans les projets de développement ; (4) l'amélioration des services de santé ; (5) l'établissement de petites industries basées sur les ressources locales, fournissant des emplois ; et finalement (6) l'introduction de sources énergétiques telles que les biogaz et les fours solaires²⁸⁴. Cet aspect du mouvement représente une synthèse entre le Gandhisme et le socialisme occidental. La solution consistant à s'appropriier la technologie occidentale pour la mettre au service des populations locales, tout en restant à une petite échelle et ainsi promouvoir un développement socio-économique soutenable et équitable, basé sur l'autogestion. Cette approche place la justice sociale au cœur du combat écologiste.

Sunderlal Bahuguna

Sunderlal Bahuguna a été le porte-parole d'une branche du mouvement essentiellement active dans le district de Tehri Garhwal. Celle-ci a organisé de nombreuses marches à travers l'Uttarakhand afin d'informer les populations les plus précarisées qui étaient illettrées et n'avaient pas accès aux différents moyens d'information. La principale de ces marches a consisté en une traversée de l'Uttarakhand en partant du Cachemire pour rejoindre la frontière ouest. Bahuguna a également entamé cinq grèves de la faim pour protester contre le processus de déforestation, mode de résistance qui lui a conféré l'aura d'un homme religieux.

En outre, Sunderal Bahuguna et Vimala Behn ont créé un centre d'informations relié au ashram de cette dernière. Ce centre est impliqué dans quatre activités principales : (1) produire des pamphlets qui sont vendus dans le but d'élargir le mouvement Chipko et de récolter des fonds ; (2) relayer dans le reste de l'Inde les informations au sujet de la destruction écologique de l'Himalaya et de la résistance Chipko ; (3) s'organiser au niveau

²⁸³ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, op. cit., p. 103.

²⁸⁴ CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit., p. 35.

local pour accroître la prise de conscience ; et (4) promouvoir les biogaz comme source d'énergie²⁸⁵.

Sunderlal Bahuguna a joué un rôle important dans la mise en évidence de la dimension écologique du mouvement en particulier au niveau international²⁸⁶. Il a contribué à amener le débat écologique sur le devant de la scène tant au niveau national qu'au niveau international. Il a eu des contacts étroits avec M. Schumacher, un économiste allemand, auteur de l'ouvrage *Small is beautiful*²⁸⁷ et reconnu comme l'un des fondateurs de l'agriculture biologique²⁸⁸. « [Bahuguna] placed ecological rehabilitation of the Himalayan region before economic prosperity. He out rightly rejected any economic development or material benefits which might cause ecological impairments in the hills. The economic progress in the Himalayas must be based on an expansion of trees and not agriculture. [...] Bahuguna advocated for the restoration of pre-capitalist and pre-colonial village community »²⁸⁹. Bahuguna a donc une perspective écologique plus radicale que les autres parties du mouvement. La divergence d'opinion entre les activistes Chipko affiliés à la DGSS et ceux qui opte pour la pensée de Sunderlal Bahuguna s'est produite dans la deuxième moitié des années 70²⁹⁰. Pendant que la DGSS se tournait vers les autorités et un développement « vert », Sunderlal Bahuguna a recherché l'appui des intellectuels écologistes occidentaux. Son slogan a évolué de « no trees to be cut until the needs of the local are met » à « save trees to save mankind »²⁹¹.

Selon lui, la sauvegarde des forêts de l'Uttarakhand représente la première étape pour rétablir une relation harmonieuse entre les êtres humains et la Nature, relation qui implique une tendresse des êtres humains envers les arbres et la Terre en générale. « Unlike Bhatt and others (including aid and development agencies), who believe that poverty is rooted in the absence of industry rather than in the ecological impoverishment of the environment and the destruction of the productivity of nature, Bahuguna now sees the solution to the problem as consisting in the rebuilding of nature's productivity rather than in the realm of

²⁸⁵ Paul ROUTLEDGE, *Terrain of Resistance*, op. cit.

²⁸⁶ WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., p. 625.

²⁸⁷ Idem, p. 622.

²⁸⁸ Encyclopédie : *Collection Microsoft Encarta 2004 DVD*.

²⁸⁹ CHAKRABORTY Somen, *A Critique of Social Movement in India*, op. cit., p. 37.

²⁹⁰ WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., p. 620.

²⁹¹ Idem, p. 621.

technology »²⁹². Selon lui, la solution aux problèmes écologiques et sociaux de l'Himalaya comprend le retour à un mode de vie très simple suivant en cela l'enseignement de Gandhi ainsi que ces propres principes écologistes. Comme cela a été mis en évidence par G. Rist, il convient de ne pas confondre cette frugalité volontaire avec la pauvreté définie par les Occidentaux²⁹³. En tant qu'ascète, il est donc le personnage qui semble le plus proche d'une philosophie gandhienne²⁹⁴.

Cet aspect du mouvement Chipko est généralement celui qui est le plus connu et qui a été le plus mis en avant par certain(e)s écologistes et écoféministes. Dans son approche Bahuguna a insisté sur la nécessité de revenir à un mode de vie pré-industriel. Il est difficile de savoir parmi tous les écrits des chercheurs si cela peut s'apparenter à une perspective de « décroissance » ou s'il s'agit plus d'un retour à une vie mystifiée, dans laquelle les femmes entretiennent un rapport intrinsèque avec la Nature. Malgré cette incertitude, il est clair qu'il lie le rôle des croyances religieuses avec l'attitude des êtres humains envers la Nature. En ce sens, sa pensée s'apparente à celle de l'historienne des techniques L. White. Dans cette perspective, la science moderne et la technologie sont largement conditionnées par les idéaux judéo-chrétiens de transcendance de la relation êtres humains/Nature et de droit aux humains à maîtriser cette dernière²⁹⁵. S. Bahuguna oppose ces valeurs avec la spiritualité existant dans les sociétés pré-industrielles qui conçoivent les écosystèmes dans leur totalité (incluant les êtres humains) et assurant un usage rationnel, dans le sens de soutenable, des ressources. Cette approche affirme l'incapacité de la science occidentale à saisir la crise écologique et plaide pour le retour à une vie pré-capitaliste. L'ouvrage de V. Shiva est basé sur cette branche du mouvement dans laquelle on retrouve un aspect important de la critique écoféministe

²⁹² Idem, p. 623.

²⁹³ RIST Gilbert, *Le développement: Histoire d'une croyance occidentale*, op. cit., p. 414.

²⁹⁴ « Gandhi's concept of the village was one of which would be in total harmony with nature. In this connection, he frequently cited the example of the Himalayas, which he considered as a living embodiment of nature's harmony, a place where man, animal and trees lived in peace without fearing anybody. [...] In short, he talked of sustainable development at a time when the modern nations of the West were unaware of this concept and its importance » (TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 148).

²⁹⁵ WHITE Lynn, « The historical roots of our ecological crisis », in *Science*, n°155, 1967, pp. 1203-1207; GRINEVALD Jacques, « L'effet de serre de la Biosphère: de la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale », op. cit., p. 28.

2.3.8. La perspective genre

B. Agarwal relève deux types de résistance impliquant les femmes en Inde: (1) la lutte des femmes contre l'appropriation individuelle des terres (privatisation) par les hommes; et (2) les mouvements pour préserver les droits communautaires sur les forêts. Dans le premier cas, les femmes ont lutté séparément des hommes, alors que dans le deuxième elles ont souvent résisté conjointement aux hommes. Cependant, dans ces dernières initiatives, les femmes ont souvent été plus présentes que les hommes et des conflits d'intérêts sont parfois survenus entre les genres²⁹⁶.

Un important aspect du mouvement Chipko est l'ampleur de l'implication des femmes dans ce mouvement social, et ceci malgré, ou justement à cause, du contexte patriarcal indien. En effet, au début du mouvement Chipko, hommes et femmes se trouvaient être en nombre équivalent. Mais bien qu'à partir de la fin des années 70, la majorité des activistes Chipko aient été des femmes, celles-ci n'ont pas rempli un rôle de leader idéologique au sein du mouvement²⁹⁷. Ceci s'explique par une absence de socialisation au rôle de leader, ainsi que par des charges de travail plus lourdes que les hommes rendant malaisé une formation adéquate. L'organisation du mouvement Chipko reflète donc une situation patriarcale locale dans laquelle une majorité de femmes peu éduquée se sont retrouvées impliquées dans un mouvement où quelques hommes de valeur ont pris la position de leader. En effet, selon la plupart des auteurs²⁹⁸, les femmes ont représenté la colonne vertébrale du mouvement et ont parfois été sa source d'inspiration²⁹⁹. « Because both the protection and afforestation programmes reflect the needs and aspirations of women, the women have spontaneously

²⁹⁶ AGARWAL Bina, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, op. cit., p. 38.

²⁹⁷ On pourrait penser à Sarla Behn, mais elle est restée affiliée au mouvement Sarvodaya. Bien qu'elle ait participé à la première manifestation de Gopeswhar (voir la section *Les événements déclencheurs*), elle n'a, par la suite, pas été impliquée dans les actions Chipko directes. Son rôle a, cependant, été important dans la préparation du mouvement Chipko. Elle a été, avec Mira Behn, une figure féminine occidentale qui a suscité une prise de conscience chez les femmes de l'Himalaya. Elles ont contribué à la formation des femmes, à leur organisation contre la consommation d'alcool et elles ont illustré, par leur exemple, une nouvelle figure de la femme. Ces éléments d'acculturation ont certainement contribué à faire évoluer la représentation des genres.

²⁹⁸ RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: impacts on peasant women and tribal populations », op. cit., p. 317.; RAWAT Ajay S., « Women of the Uttarakhand: on the frontiers of the environmental struggle », op. cit., pp. 8-13; Paul ROUTLEDGE, *Terrain of Resistance*, op. cit.; LAKSHMI C.S., « Lessons from the mountains », in *The Hindu*, Online edition of India's National Newspaper, Sunday, May 21, 2000.; SHEPARD Mark, « "Hug the Trees!" Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko Movement », op. cit.; TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 160.; Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., p. 44.; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit.; PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The Complex Life: Human Land Uses in Mountain Ecosystems », op. cit., p. 80.

²⁹⁹ Comme par exemple, en 1978, lors des événements impliquant les femmes du village *Pulna*. Voir section 2.3.3.

responded to the Chipko call and became the effective links of the movement »³⁰⁰. « Interestingly, Chandi Prasad Bhatt does believe that women are capable of playing a more dynamic role than the men who, in the face of growing commercialization, are apt to lose sight of the long-term interests of the village economy »³⁰¹.

L'implication massive des femmes dans le mouvement s'explique par trois facteurs principaux : (1) l'absence fréquente des hommes³⁰² partis chercher un emploi dans les plaines³⁰³; (2) la division sexuelle du travail qui implique une dépendance spécifique des femmes aux produits de la forêt; et (3) plusieurs auteurs³⁰⁴ soulignent que dans l'Uttarakhand les femmes se sentent responsables de perpétuer la tradition locale³⁰⁵. En outre, P. Routledge fait cette remarque qui nous a paru intéressante au niveau des différences de rapport de genre dans les relations avec les autorités et, de fait, dans le potentiel d'action: « Men, who sat in village councils and other village bodies and head their families, viewed the government officials with a great deal of respect and fear. They dared not oppose these officials. Women, on the other hand, never had any contact with government officials or other outsiders and had no model of interaction with them. They understood only that felling trees was harmful for their well-being, and they simply acted according to their convictions »³⁰⁶.

Par ailleurs, dans l'activité de replanter les arbres, les femmes ont été plus présentes que les hommes et ont amélioré le taux de survie des jeunes pousses. En effet, les femmes ont influencé positivement la croissance de la forêt en plantant des espèces plus variées. Les choix des femmes se sont portés sur les espèces d'arbres générant du bois de chauffage, du fourrage et toutes sortes de produits nécessaires aux besoins quotidiens, alors que les hommes avaient une préférence pour les arbres commercialisables. Cette performance s'explique par la

³⁰⁰ GOPA Joshi, « The Chipko movement and women », in *PUCL Bulletin*, septembre 1982: <http://www.pucl.org/from-archives/Gender/Chipko.htm>

³⁰¹ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 175. (Speech at a village meeting at Bakarkhatia, district Pithoragarh, October 1983.)

³⁰² La migration masculine est aussi due à l'augmentation de la population qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources. En 1985, dans la région géographique de l'Himalaya, la population croissait à un taux de 2% par an. (KARAN P.P. and IJIMA Shigeru, « Environmental Stress in the Himalaya », op. cit., p. 71). Cependant, tous les auteurs cités dans ce travail s'accordent pour dire que le facteur principal de l'émigration masculine est la dégradation environnementale comme l'érosion (voir section 2.2.3). KARAN P.P. and IJIMA Shigeru utilisent le terme de « réfugiés écologiques ».

³⁰³ Mawdsley Emma, « After Chipko: From Environment to Region in Uttaranchal », op. cit., pp. 37 et 46.

³⁰⁴ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit.; METHA Shalina, « Journey through the unquiet woods: contested resources and protest movement in Uttaranchal », op. cit.; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit.

³⁰⁵ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 175.

³⁰⁶ Paul ROUTLEDGE, *Terrain of Resistance*, op. cit.

dépendance spécifique des femmes envers la forêt qui leur fournit les ressources non-matérielles dont elles ont besoin, ainsi que par la connaissance spécifique qu'elles ont acquise à travers leur travail quotidien³⁰⁷. « On peut donc considérer [les femmes] à la fois comme victime de la destruction de la nature et comme source de savoir sur la nature, savoir qui est distinct de ceux des hommes [...] »³⁰⁸. Bien qu'il soit simpliste de définir le mouvement Chipko comme un mouvement féministe³⁰⁹, nous pouvons néanmoins aisément lui reconnaître une dimension féministe en raison de l'importance et de la nature de la participation des femmes, ainsi que du gain d'empowerment³¹⁰ que le mouvement leur a permis d'acquérir. « In fact recently, due to the awakening generated during the afforestation camps, women have started Mangal Dals³¹¹ in many villages have become very active. In our village, the women stood for elections for village head. Previously, the women used to be passive listeners in the camps too. The women, who till recently were mere limbs of the movement, have now risen to leadership roles »³¹².

L'implication des femmes dans le mouvement Chipko a plusieurs caractéristiques principales. Premièrement, en plus du mouvement pour la sauvegarde de la forêt, une mobilisation de large envergure s'est développée afin de lutter contre la consommation masculine d'alcool, et par conséquent contre les dépenses et les violences domestiques qui y sont associées. Deuxièmement, leurs protestations contre la foresterie commerciale n'ont pas seulement été

³⁰⁷ Du fait de la division sexuelle du travail les femmes ont acquis une connaissance de la nature spécifique et plus pointue des espèces végétales et des processus de régénération. En mettant en évidence leur savoir les femmes ont influencé positivement la croissance des jeunes pousses. (HASSE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2002, p. 161). Bien que les chiffres ne soient pas disponibles, R. Ghua signale qu'ils le sont dans AGRAWAL Anil and NARAIN Sunita (eds.), « India the state of the environment, 1984-1985 : A citizen report », New Delhi, *Center for science and environment*, 1985.

³⁰⁸ HASSE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama, THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, op. cit., p. 161.

³⁰⁹ C'est-à-dire dont la première initiative revient aux femmes et dont l'objectif est d'améliorer leur condition, de remettre en question les rôles traditionnels assignés aux hommes et aux femmes et de faire évoluer les rapports de genre vers plus d'égalité.

³¹⁰ Pour définir ce terme, nous avons choisi d'utiliser la définition proposée par B. AGARWAL dans son ouvrage, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, op. cit., p. 39: « ...[empowerment] can be definite as a process that enhances the ability of disadvantaged ("powerless") individuals or groups to challenge and change (in their favour) existing power relationships that place them in subordinate economic, social and political positions ». Les actions collectives, telles que le mouvement Chipko, peuvent être perçue comme un moyen d'empowerment car ils augmentent la confiance en soi, les compétences et la volonté de contester une oppression. Cependant, l'empowerment ne signifie pas uniquement défier les inégalités de genre, mais les abolir. En ce sens, les actions collectives ne représentent qu'une étape pour le changement.

³¹¹ Les *Mahila Mangal Dals* sont des conseils de femmes qui ont pour objectif de « protect women's interest in a male-dominated society » (TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 160).

³¹² GOPA Joshi, « The Chipko movement and women », in *PUCL Bulletin*, septembre 1982: <http://www.pucl.org/from-archives/Gender/Chipko.htm>

menées solidairement avec les hommes de leur communauté. Dans plusieurs cas, elles leur ont été opposées en raison de leurs priorités différentes dans la gestion et l'utilisation des ressources. Troisièmement, à plusieurs occasions, les femmes ont permis de stopper la vente aux enchères de parcelles de forêt et elles ont organisé des groupes de surveillance permettant de protéger la forêt contre l'abattage illégal des arbres. Quatrièmement, dans les choix à effectuer pour replanter les arbres, les priorités des hommes et des femmes n'ont, encore une fois, pas coïncidé. En outre, B. Agarwal, R. Ghua et V. Shiva affirme que dans cette activité des femmes a été plus efficace que celle des hommes³¹³. Cette confrontation face aux autorités avec ou contre les hommes de leur village, a poussé les femmes à prendre plus d'espace dans la sphère publique, traditionnellement réservée aux hommes. En effet, ce processus a permis aux femmes de gagner en confiance et plusieurs d'entre elles sont à présent capables d'exprimer plus aisément leurs opinions dans les réunions de villages. Les femmes du mouvement Chipko ont donc mis en évidence les différences de genre présentes dans l'économie traditionnelle et leurs impacts différenciés sur l'écologie de la région ainsi que l'exacerbation des inégalités de genre due à l'intrusion du système de marché.

L'implication des femmes dans le mouvement Chipko a initié quatre changements politiques principaux pour elles : la possibilité (1) de s'organiser et de créer des liens spécifiques de solidarité ; (2) de contester certains aspects de l'inégalité des rapports de genre présents dans les sociétés traditionnelles ; (3) de s'impliquer dans les processus décisionnels au niveau local ; et (4) d'initier un changement dans les représentations de genre. Finalement, les femmes du mouvement Chipko ont mis en lumière les rapports de force présents au sein des ménages, usuellement considérés comme des unités décisionnelles neutres au niveau du genre³¹⁴. Il en résulte que même si le mouvement n'est pas sous-tendu par une idéologie féministe, il a pour résultat un empowerment qui a permis aux femmes de contester les rapports de genre et d'aller dans le sens de la construction de rapports plus égalitaires entre les sexes.

³¹³ AGARWAL Bina, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, op. cit., p. 456; GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 175; SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, Ecology and Development*, op. cit., p. 77.

³¹⁴ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, London and New York, Routledge, 1992, p. 136.

2.4. Conclusion

Trois raisons majeures expliquent pourquoi le mouvement Chipko a pu atteindre une telle ampleur, alors que d'autres mouvements sociaux ont été sévèrement réprimés par les autorités : (1) l'homogénéité socio-économique de la région qui a permis de cristalliser les mécontentements et de d'opposer un front plus ou moins uni; (2) le berceau géographique du mouvement Chipko, qui est un lieu à haute valeur religieuse pour la communauté hindouiste (majoritaire en Inde), ce qui lui a attiré la sympathie et le soutien d'une grande partie de la Nation³¹⁵ ; et (3) les influences gandhiennes du mouvement, qui étaient une source d'embarras pour un gouvernement qui se prétendait le successeur légitime du combat pour la liberté et qui voulait faire de Gandhi le père de la Nation. Ainsi, le mouvement Chipko, de façon consciente ou inconsciente, a su exploiter les ambiguïtés du discours officiel de l'Etat indien. « While this ideology [Indian state] is avowedly non-religious in its actions, the state goes to considerable lengths not to offend the Hindus sentiments of the majority of its subjects; and while its development policies are a strong repudiation of Gandhian economics, by paying daily obeisance to the mahatma in its official rituals the state tries to symbolically appropriate the enormous prestige associated with his name »³¹⁶. L'Etat se retrouvait confronté à un mouvement qui protégeait les terres dont le Gange sacré est originaire, qui utilisait des techniques de résistance non-violentes et qui était mené par des dirigeants gandhiens. Il ne pouvait donc pas écraser le mouvement par la violence. Ainsi, au niveau national, le mouvement Chipko a contribué à amener la question écologique sur le devant de la scène et à mettre en évidence les contradictions issues de la croissance économique et des politiques étatiques, tel que de la dégradation environnementale et ses conséquences sociales³¹⁷.

Au niveau international, le mouvement Chipko a révélé que les écosystèmes forestiers couvraient une multitude de fonctions essentielles à la subsistance humaines. En outre, il a laissé apparaître que l'Etat mettait en péril cette subsistance, à travers des politiques d'enclosure et de privatisation. Le mouvement Chipko a également remis en question le management scientifique des forêts, ainsi que les interactions entre les communautés, l'Etat et l'industrie privées. Finalement, le mouvement Chipko a initié un nouveau discours écologiste

³¹⁵ TEWARI D. D., « The Chipko: the dialectics of economics and environment », op. cit., p. 159.

³¹⁶ GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, op. cit., p. 177.

³¹⁷ Pauvreté, famine, émigration, augmentation des inégalités, etc... WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », op. cit., p. 628.

pour la description et l'analyse d'un type de conflit, ayant pourtant de nombreux précédents historiques, à savoir l'écologisme des pauvres. En effet, pour la première fois, on ne regardait pas simplement un environnement, détaché des êtres humains. Avec le mouvement Chipko, l'être humain devient une partie intégrante des écosystèmes complexes. On est loin de la philosophie des étendues sauvages qui devaient restées inviolées et intouchée par l'être humain. En effet, le mouvement Chipko incarne la synergie entre la résistance paysanne luttant pour plus de justice sociale et un mouvement écologiste. Il a lutté pour octroyer aux citoyens une participation plus importante dans les processus de décision qui affectent leurs vies; et il a engendré une redéfinition des rapports de genre. Le mouvement Chipko s'affirme donc comme un nouveau type de résistance social capable de faire contrepoids au mode de développement capitaliste et de proposer des alternatives concrètes. En ce sens, il incarne la conception gandhienne d'une société juste basée sur un « village-centred economic order »³¹⁸.

³¹⁸ BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests ? Knowledge, power and environmental destruction*, op. cit., p. 105.

3. Le cas du Brésil

3.1. Le contexte socio-économique et politique

3.1.1. Introduction

La volonté d'intégrer les régions du nord du Brésil dans l'économie nationale a été un élément constant des politiques fédérales brésiliennes durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Le but était de combiner les objectifs géopolitiques et les impératifs économiques du gouvernement impliquant l'occupation physique du territoire afin de générer un surplus capable de soutenir des exportations lucratives en direction des villes et des pays industrialisés. La réalisation de ces programmes de développement, en particulier à partir des années 70, a provoqué des conflits toujours plus violents entre la population rurale et les propriétaires terriens attirés en Amazonie par les avantages fiscaux et les subventions, offerts par l'État brésilien ainsi que par la Banque Mondiale³¹⁹. « The devastating effect of their efforts to convert local biotic forms into export to global markets epitomize the ways that extractives export economies degrade nature and society »³²⁰.

Nous focaliserons ici sur le mouvement de résistance des « seringueiros », soit les récolteurs de latex. Ce mouvement social est original dans le sens où il n'est pas le fait d'un peuple indigène, mais de colons, qui ont construit un ensemble social qui se rapproche d'une société traditionnelle dans le sens où l'exploitation des ressources y est soutenable³²¹: « What all these people [les indigènes, les récolteurs de latex et de noix du Brésil] have in common is a good environmental record based on low impact techniques and a stake in retaining or regaining control of the territory they exploit. »³²². « Of course, there is no such thing as a *natural* conservationist, but even if one translates “natural” into “cultural,” the issue remains: can traditional peoples be described as “cultural conservationists”? »³²³. Le cas des seringueiros nous amène à répondre positivement à cette question.

³¹⁹ COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faune*, Paris, Editions Solar, (trad. franc.) 1992, p. 42.

³²⁰ BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2005, p. 35.

³²¹ Le terme « traditionnel » a été largement contesté et redéfini. C'est pourquoi nous nous baserons sur la définition de Hunn, cité par Berkes Fikret, dans *Sacred Ecology: traditional ecological knowledge and resource management*, op. cit., p. 5: « [...] tradition are enduring adaptations to specific places [...]. Traditions are the product of generations of intelligent reflection tested in the rigorous laboratory of survival. »

³²² ALMEIDA Mauro W.B. and CARNEIRO DA CUNHA Manuela, « Indigenous people, traditional people, and Conservation in the Amazon », in *Daedalus*, n°129, p. 316.

³²³ Idem., p. 322.

Par ailleurs, cette société « traditionnelle » a une structure sociale régie entre autre par la domination masculine. J'ai choisi de consacrer une section spécifique aux rapports entre les genres car, que ce soit dans le mouvement ou dans les écrits des chercheurs, les femmes sont quasiment invisibles. Cependant, comme nous allons le voir, leur rôle a été important et il ne s'est pas borné au problème écologique, mais a intégré les questions de genre dans la lutte pour la justice sociale. « [...] the basic question in all these women's movements is the struggle against *all forms of domination* »³²⁴.

3.1.2. L'histoire politique

Les terres de l'Acre se situent à l'extrême ouest du Brésil, une aire reculée qui n'a pas été colonisée avant la fin du 19^{ème} siècle. Ce sont les populations venues du Nordeste qui s'y sont installées, poussées par les sécheresses répétitives de leur région d'origine et attirées par la récolte du latex³²⁵. Le marché prospère du caoutchouc a incité la colonisation des vallées des bassins du Purus et du Juruá, riches en hévéas. Les commerçants dépassèrent les frontières politiques du Brésil, délimitées depuis la signature du traité de Madrid en 1750, et commencèrent à empiéter sur le territoire bolivien³²⁶. Les autorités boliviennes décidèrent alors d'imposer des droits de douane aux marchandises qui entraient et sortaient de la région, ce qui entraîna la rébellion des populations locales. À l'issue de divers conflits armés, le gouvernement brésilien décida de négocier avec le gouvernement bolivien, ce qui aboutit à la signature du traité de Petropolis en 1903³²⁷. Selon ces accords, le Brésil devient propriétaire de la région, en échange de quelques concessions en faveur de la Bolivie. Puis, le 15 juin 1962, le territoire d'Acre est élevé au rang d'État³²⁸.

3.1.3. La situation géographique

Faisant partie du bassin amazonien, le réseau hydrographique de l'Acre comprend notamment deux grands fleuves, le Purus et le Juruá. La région de l'Acre est entièrement recouverte par

³²⁴ JELIN Elizabeth (ed.), *Women and social change in Latin America*, London and New Jersey, Zed Books Ltd, 1994, p. xix.

³²⁵ TAMBS Lewis A., « Rubber, Rebels, and Rio Branco: The Contest for the Acre », in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 46, n°3, août 1966, p. 256.

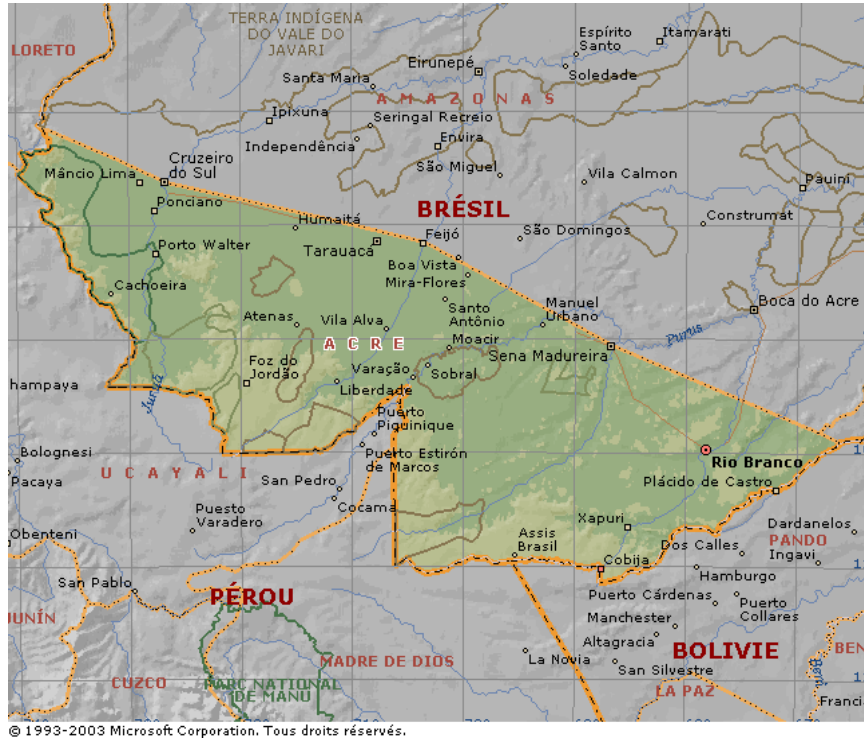
³²⁶ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », in *The Journal of Development Studies*, vol. 24, n°2, janvier 1988, p. 144.

³²⁷ TAMBS Lewis A., « Rubber, Rebels, and Rio Branco: The Contest for the Acre », op. cit., p. 272; BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 145.

³²⁸ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 151.

la forêt pluviale équatoriale. Certaines de ses vallées sont particulièrement riches en noyers du Brésil et en hévéas, ce qui a contribué à promouvoir la colonisation de cette région.

Carte 3: Carte physique régionale de l'Etat de l'Acre



3.2. Les racines du mouvement des seringueiros

3.2.1. L'histoire du caoutchouc et l'Acre

Les seringueiros sont les personnes qui ont la charge d'extraire la sève de l'arbre nommé l'hévéa qui donne le caoutchouc. Ils gagnent leur vie en récoltant cette substance pour la vendre à de riches propriétaires. Leur histoire au niveau local est donc intimement imbriquée avec celle du caoutchouc au niveau national et international. En effet, leur dépendance à la production d'un seul produit les rend particulièrement sensibles aux variations internationales des prix.

Les Indiens et le début du caoutchouc

Le caoutchouc est issu d'un arbre nommé *Hevea brasiliensis* par les botanistes occidentaux et *seringueira* par les populations locales³²⁹ – d'où le nom de *seringueiros* donnés aux personnes récoltant le latex. Cette substance est produite par les hévéas pour se défendre contre les

³²⁹ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, Paris, Robert Laffont, 1990, p. 19

attaques d'insectes et ainsi assurer leur survie. Il est curieux de penser que ce dispositif supposé protéger l'arbre contre des agresseurs éventuels, est finalement devenu la raison de son exploitation, et ceci parfois jusqu'à sa mort par épuisement.

Durant des siècles, les Indiens ont utilisé le latex pour imperméabiliser leurs sacs ainsi que leurs chaussures. C'est seulement au 18^{ème} siècle que des voyageurs ont rapporté cette substance en Europe³³⁰. Utilisée pour fabriquer des vêtements imperméables ainsi que du matériel médical, le caoutchouc devint petit à petit un commerce fructueux. Des colons, qui habitaient les villes du bord de l'Amazone, ont commencé à remonter le long de ses affluents pour se procurer du latex dès la fin du 18^{ème} siècle. L'acquisition du latex se fit souvent dans un climat de violence, provoquant des affrontements entre les colons et les populations indiennes³³¹. Les colons réduisirent les Indiens en esclavage, tuant ceux qui tentaient de résister. Ceux qui réussirent à s'enfuir, se réfugièrent dans la forêt vierge, dans des régions éloignées des fleuves principaux³³².

Le boom du caoutchouc brésilien (1880–1911)

Dès 1860, les colons accédèrent à des régions reculées telles que l'État d'Acre, où ils prélevèrent des produits de la forêt, dont le latex. Cette région, qui n'était encore qu'un paradis perdu pour les naturalistes, comptait une quantité particulièrement élevée d'hévéas³³³ et elle a rapidement été connue comme fournissant le caoutchouc de meilleure qualité³³⁴. C'est pourquoi le premier site permanent d'extraction de latex – nommé *seringal* – est précoce dans l'Acre. Il est inauguré en 1878, juste avant l'explosion de la demande de caoutchouc³³⁵.

Au cours du 19^{ème} siècle, la demande de caoutchouc augmente progressivement en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord. En effet, l'industrialisation grandissante nécessite de plus en plus de ce produit dont « les propriétés de résilience, d'imperméabilité et d'isolation électrique [...] en ont fait l'une des matières les plus recherchées au moment de la révolution

³³⁰ Idem, p. 69.

³³¹ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, Paris, Seuil, 1989, p. 25.

³³² Idem, p. 26; BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 42.

³³³ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », dans *Le Monde diplomatique*, juillet 1989, p. 18-19.

³³⁴ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. it., p. 146.

³³⁵ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, Paris, Seuil, 1989, p. 109.

industrielle »³³⁶. En 1880, la demande explose : « The rubber boom responded to the demand for specific material functions required by the new technologies that drove the second industrial revolution – one of the most dynamic episodes of material intensification and spatial expansion in history »³³⁷. Les systèmes d'extraction permanents se répandent dans tout le bassin de l'Amazone. Pour développer ces seringal, les négociants avaient besoin d'une main d'œuvre docile et abondante. Or, « the demographic vacuum left by the earlier enslavement of indigenous population imposed the need to transport labor and then to control and discipline that labor across space »³³⁸. C'est pourquoi les négociants firent venir des pauvres issus des régions rurales, en particulier du Nordeste dont ils fuyaient la pauvreté et la sécheresse³³⁹.

Le commerce du caoutchouc ne cessait de croître, enrichissant les négociants et favorisant l'émergence de nouvelles fortunes³⁴⁰. Parallèlement, les seringueiros étaient soumis à des conditions extrêmement pénibles tant au niveau du climat que d'un point de vue socio-économique. L'isolement de ces régions et la prolifération des maladies dans ce climat humide rendaient la vie particulièrement difficile³⁴¹. Pour maintenir et perpétuer leur contrôle sur la main d'œuvre, les négociants réduisirent les seringueiros à une forme d'esclavage par un système d'endettement dont le patron du *seringal* s'assurait qu'ils ne sortiraient jamais³⁴². La première étape de ce système d'endettement commençait dès leur arrivée au seringal. Chaque ouvrier recevait un certain nombre d'objets pour s'installer dans la forêt, dont une machette et un mauvais fusil. Ces objets ainsi que le voyage pour atteindre l'Amazonie étaient fournis à crédit, payable en caoutchouc l'année suivante. La deuxième étape consistait à prélever un loyer – toujours payable en caoutchouc – pour la parcelle de forêt attribuée à chaque seringueiro³⁴³. Ensuite, les seringueiros devaient vendre leur récolte de caoutchouc exclusivement au patron du *seringal*, sans avoir les moyens de discuter les prix. De fait,

³³⁶ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 19.

³³⁷ BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 40.

³³⁸ Idem., p. 42.

³³⁹ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 77.

³⁴⁰ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

³⁴¹ « Des milliers d'hommes mourraient chaque années de la malaria, de la fièvre jaune, de maladies intestinales et d'accidents. De 1900 à 1910, l'hécatombe fut telle qu'il fallut recruter chaque année 10 à 14 000 nouveaux ouvriers... » (REVKIN, *La saison des feux* : p. 79)

³⁴² BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 144; HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19 ; ROCHELEAU Diane, THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 30. ; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 80, p. 128; BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 42.

³⁴³ Celle-ci, nommée *colocação*, comporte environ 200 hévéas (REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 78).

l'analphabétisme des seringueiros permettait au patron de pratiquer des prix dérisoires et de falsifier le poids de latex lors de la pesée. De plus, ils n'étaient pas autorisés à cultiver de quoi se nourrir³⁴⁴ et devaient donc acheter tous les aliments, objets ou médicaments dont ils avaient besoin à la petite épicerie tenue par le patron. Celui-ci pratiquait des prix élevés et n'offrait généralement pas tous les produits nécessaires – en particulier les médicaments³⁴⁵ – ce qui ajoutait encore à la situation précaire des seringueros³⁴⁶. Finalement, les *nordestinos* n'avaient pas le droit d'emmener leurs femmes avec eux³⁴⁷, car « the seringueiros was a machine to produce rubber. [...] Women would be dangerous for social stability [...]. Objects³⁴⁸ so rare would cause envy and result in covetous crimes and passion »³⁴⁹. « Women's presence would also undermine the bosses' control »³⁵⁰. De la sorte, le patron du *seringal* s'assurait une forme de contrôle sur la sexualité des seringueros en fournissant des prostituées dont il était lui-même le proxénète et dont le prix s'ajoutait au système d'endettement. Pour parfaire ce système, la répression en cas de non respect des règles était particulièrement sévère. Si un seringueiros était pris en train de vendre son caoutchouc à un marchand du fleuve pour en tirer un meilleur prix, il était ligoté avec ce même caoutchouc, aspergé de kérosène et brûlé vif³⁵¹.

Ce système de quasi esclavage s'est perpétué jusque dans les années 70³⁵². « The rubber merchants had [...] used this system of property and labor in order to secure the return and profit on the capital advanced to transport and sustain labor during the months of harvest »³⁵³.

³⁴⁴ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 79. ; HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit, p. 18-19 ; ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 32; BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., pp. 145-146.

³⁴⁵ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit, p. 18-19.

³⁴⁶ Tout ceci rappelle le « trucksystème » qui a existé en Europe durant la révolution industrielle.

³⁴⁷ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. it., p. 144 et p. 147.

³⁴⁸ L'emploi du mot « objet » pour désigner les femmes souligne le manque de considération avec lequel elles sont traitées et met en évidence leur subordination, comme si elles étaient la propriété de quelqu'un et qu l'on pouvait les échanger et les vendre – pratique courante au demeurant, en Amazonie ainsi que dans beaucoup d'autres régions du monde.

³⁴⁹ TOCANTINS cité dans ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 31.

³⁵⁰ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 31.

³⁵¹ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 79.

³⁵² Chico MENDES a assisté à l'immolation de plusieurs seringueiros, ce qui a évidemment marqué sa vie et sans aucun doute encouragé sa révolte. (HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit, p. 18-19.)

³⁵³ BUNKER Stephen G. and CICCANTELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 64.

La chute des prix de 1911 et La reprise lors de la seconde guerre mondiale

Le commerce florissant du caoutchouc brésilien a été stoppé par l'arrivée sur le marché mondial des exportations de latex malais, contrôlées par les Anglais. Ceci provoqua, en 1911, une chute vertigineuse du prix de cette matière première³⁵⁴. Dès lors, la production brésilienne de latex s'est tournée vers le marché intérieur³⁵⁵, mais la demande n'était pas suffisante pour permettre le maintien de la production, ce qui provoqua la ruine de certains négociants. Parallèlement, l'étreinte des patrons des seringals se desserra, donnant l'opportunité aux seringueros de gagner en liberté, sans pour autant sortir du système d'endettement. Certains firent venir leurs femmes et commencèrent à cultiver des parcelles de terrain. Avec la présence des femmes et des enfants, la production du ménage se diversifia, développant une économie de subsistance basée sur la combinaison d'une culture vivrière et d'une activité extractive pour la production de marché³⁵⁶. C'est à ce moment que pris forme le mode de vie socialement et écologiquement soutenable des seringueiros.

Durant la seconde guerre mondiale les Alliés durent abandonner leurs positions en Malaisie, perdant leur producteur principal de caoutchouc. Dès lors, en 1942, les États-Unis décidèrent d'investir au Brésil pour relancer les seringals d'Amazonie³⁵⁷. A nouveau des populations du Nordeste furent recrutées comme main d'œuvre et émigrèrent dans la région de l'Acre. Profitant de la précarité et du manque d'instruction de ces populations, les autorités organisèrent des campagnes publicitaires glorifiant le rôle des récoltants de caoutchouc dans l'effort de guerre, promettant des pensions de retraites ainsi qu'un retour dans leur famille,

³⁵⁴ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 149. La production de caoutchouc brésilien était limitée car les hévéas étaient disséminés dans la forêt. Cette stratégie permettait aux arbres de mieux résister aux parasites. Ceci impliquait des coûts de production assez élevés au niveau du transport, ainsi qu'une lenteur d'extraction qui assurait des prix élevés sur le marché mondial. Cependant, l'augmentation de la construction d'automobiles demandait toujours plus de caoutchouc, ce qui créait une tension entre l'offre et la demande. C'est pourquoi, dès les premières années du 20^{ème} siècle, le gouvernement colonial britannique a incité la recherche sur les plantations d'hévéas en Malaisie. Le but des Anglais était de faire baisser les prix du caoutchouc par une augmentation de la production mondiale, tout en s'assurant la main mise sur cette production. En 1910, les plantations malaises sont devenues opérationnelles et elles ont rapidement offert des récoltes impressionnantes. En arrivant sur le marché mondial, la production malaise a ruiné les exportations de caoutchouc brésilien qui n'étaient pas concurrentielles.

³⁵⁵ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 26.

³⁵⁶ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », in *Comparative Politics*, Vol. 27, n°4, juillet 1995, p. 412; ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 32; BUNKER Stephen G. and CICCANTELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 44.

³⁵⁷ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 150; HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 109.

une fois la guerre terminée³⁵⁸. Mais ces promesses restèrent lettre morte et les « soldats » du caoutchouc, écrasés sous le poids des dettes furent contraints de rester dans la forêt³⁵⁹.

La fin de la guerre marqua le retour du caoutchouc asiatique qui reprit rapidement sa place de leader, marquant un nouveau déclin de l'exportation brésilienne. Cependant, de 1945 à 1970³⁶⁰, un plan financier permit de maintenir la production par un système monopolistique de fixation des prix instauré par l'État brésilien³⁶¹. Puis, à partir de 1970 et de la fin de cette politique, les propriétaires des seringals, ruinés, commencèrent à vendre leur terre à des éleveurs et parfois les abandonnèrent.

Ce tournant marque le développement des latifundia et la montée d'une nouvelle sorte de propriétaires : les éleveurs. La différence fondamentale est que les éleveurs fondent leur fortune sur les terres défrichées et non sur l'exploitation de la forêt. Celle-ci commence donc à reculer au profit du bétail et les seringueros se retrouvent les vestiges d'un temps révolu. Leur milieu disparaît et ils n'ont pas d'autres alternatives pour survivre que d'aller grossir les bidonvilles. Cependant, certains se sont engagés dans la lutte pour tenter de sauver leur mode de vie et donc la forêt.

3.2.2. Les changements des années 60

L'arrivée des militaires au pouvoir (1964–1985)

Jusque dans les années 60, les seringueiros craignaient principalement le système d'asservissement par la dette, mais leur source de revenus n'était pas menacée. Tout a commencé à changer en 1964, lorsque les militaires s'emparèrent du pouvoir. « La modernisation du pays après la seconde guerre mondiale coïncida avec un mouvement en faveur d'une réforme agraire, visant à démanteler les gigantesques propriétés terriennes [...] pour redistribuer les terres aux petits fermiers dans l'intérêt de la justice sociale et d'une productivité accrue. Ce fut la peur engendrée par cette agitation croissante en faveur de la réforme agraire qui précipita le putsch de 1964. Sous la dictature militaire, la concentration des terres s'intensifia, de même que le nombre de familles déshéritées, obligées de quitter leur région en quête de terre et de travail »³⁶².

³⁵⁸ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 90.

³⁵⁹ Idem., p. 250.

³⁶⁰ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 109.

³⁶¹ HECHT Susanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., pp. 18-19.

³⁶² PERRAULT Gilles dans MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., pp. 73-74.

Après la seconde guerre mondiale, l'économie brésilienne était dans une phase plutôt difficile et, en 1967, le plan financier du caoutchouc s'effondra³⁶³. Au début des années 70, les militaires s'attelèrent à redresser l'économie du pays en la libéralisant³⁶⁴ et en s'engageant sur la voie du développement, influencée par toutes les idées économiques classiques – transformation de terrains publics en propriété privées³⁶⁵, construction de routes³⁶⁶, incitations fiscales et subventions au crédit³⁶⁷ pour encourager l'entreprise privée. Le gouvernement cherchait à attirer les capitaux étrangers pour promouvoir un programme d'industrialisation rapide, ainsi qu'à gagner la confiance de l'élite industrielle en assurant la stabilité politique et la disponibilité d'une main d'œuvre bon marché³⁶⁸. Le contrôle des salaires et la concentration des richesses entraînaient, d'un côté des taux de croissance élevés, et de l'autre, une misère sociale grandissante³⁶⁹ ainsi que la destruction de la forêt³⁷⁰.

Les programmes de développement économique comprenaient également un plan d'intégration national, nommé « Operation Amazonia », visant à coloniser l'Amazonie. Ceci impliquait la construction de nombreuses routes perçant la forêt et des incitations à la migration vers ces régions³⁷¹. Ce projet grandiose avait pour objectif de convertir ces « territoires incultes et sous-peuplés »³⁷² en riches pâturages susceptibles de soutenir l'économie interne et d'approvisionner le marché extérieur en viande de bœuf ainsi qu'en diverses matières premières. Le régime militaire réduisit l'Amazonie au rôle d'une colonie interne, destinée à alimenter à la fois le monde industriel et le Sud « développé ». Ils

³⁶³ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 152; HECHT Susanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

³⁶⁴ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412.

³⁶⁵ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 129.

³⁶⁶ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 144. ; MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 65.

³⁶⁷ COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faune*, op. cit., p. 42; HECHT Susanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

³⁶⁸ « Securing the immediate confidence of the industrial elites by declaring all strikes illegal, the generals established a solid rapport between entrepreneurial dreams and military goals. » (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 103).

³⁶⁹ SIRKIS Alfredo, « L'Amazonie peut encore être sauvée », dans *Le Monde diplomatique*, novembre 1989, p. 7; MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 32. ; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 150.

³⁷⁰ « [...] forest destruction has produced limited benefits for a small elite at great and widely distributed environmental and social costs » SCHWARTZMAN et al., « Rethinking tropical forest conservation », in *Conservation Biology*, vol. 14, n°5, octobre 2000, p. 1355.

³⁷¹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 175.

³⁷² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 128.

oublèrent cependant deux paramètres essentiels : (1) l'Amazonie était habitée et ses produits récoltés selon une productivité et une rationalité propres aux peuples de cette région – qu'il s'agisse des Indiens ou des occidentaux précarisés ; et (2) le sol sur lequel la forêt repose n'est pas fertile en soi, c'est la forêt elle-même qui assure sa survie par le biais d'un écosystème complexe, fragile, fermé et autosuffisant. Or « [...] en moins de dix ans, les pâturages créés à la place de la forêt ont tendu à se dégrader, avec, comme résultat la désertification, la prolifération d'herbes vénéneuses et une productivité très basse, même quand le pâturage peut être conservé »³⁷³. Ce désastre a été compris par les généraux comme une faiblesse des plans de développement due à des technologies inadaptées³⁷⁴. Sans réellement tenir compte de ses échecs, le gouvernement brésilien a initié de nombreux plans de développement aboutissant toujours au même résultat : la déforestation, l'accroissement de la misère et, à terme, la désertification, avec un apport économique extrêmement bas. Ces politiques de développement étaient également motivées et financées par les pays occidentaux importateurs qui désiraient consolider leurs intérêts³⁷⁵.

Les acteurs du bassin de l'Amazonie

A partir du milieu des années 60 jusqu'à aujourd'hui, tout le bassin de l'Amazonie a été ébranlé par la conversion des terrains publics en propriétés privées, ce qui peut être comparé au mouvement des enclosures qui a eu lieu en Europe aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles³⁷⁶. « Indeed,

³⁷³ SIRKIS Alfredo, « L'Amazonie peut encore être sauvée », op. cit., p. 7. Les terres d'Amazonie ont longtemps été perçues comme extrêmement fertiles étant donné qu'une forêt luxuriante y poussait. Mais la forêt amazonienne doit sa luxuriance à un système complexe et fermé, dans lequel rien ne se perd. Chaque élément qui se dépose sur la litière de feuilles est immédiatement réutilisé par un autre organisme, et ceci à un rythme extrêmement rapide. Mais le sol sur lequel repose cette luxuriance est particulièrement pauvre et, une fois sa couche vivante retirée, il est lessivé par les pluies et perd en quelques années la faible quantité de nutriment qu'il contient. Les acteurs des nouveaux programmes de développement n'avaient pas compris qu'il s'agissait d'un « château de verdure bâtis sur le sable » (REVKIN Andrew, *La saison des feux* : p. 141) et en impulsant les programmes de déboisement, ils provoquèrent l'apparition d'une terre aride et stérile.

³⁷⁴ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 96.

³⁷⁵ COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faunes*, op. cit., p. 114; NEWMAN Arnold, *Les forêts tropicales*, Paris, Larousse, (trad. franç.) 1990, p. 103.

« L'économie brésilienne est depuis longtemps contrôlée par le Fonds Monétaire International (FMI). Pendant toute la durée de la dictature militaire au Brésil (1964-1984), le contrôle était déjà constant, mais il s'exerçait sous une forme plus discrète que dans la période qui a suivi. Depuis 1983, avec la crise de la dette extérieure brésilienne et avec les exigences des créanciers internationaux, le FMI est présent dans quasiment toutes les actions et les plans économiques lancés par les gouvernements successifs aux militaires. » (VICENTE Chico, « La longue marche contre les plans du FMI », dans *FMI: Les peuples qui entrent en résistance*, Genève, Centre Europe-Tiers Monde, 2000.)

³⁷⁶ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 129. « Il y a une étroite analogie entre la situation coloniale actuelle et celle de l'Europe occidentale cent ou deux cent ans plutôt. Mais la mobilisation du sol qui, dans les pays exotiques, peut être comprimé dans l'espace de quelques années ou décennies, peut avoir pris autant de siècle en Europe occidentale. » (POLANYI Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, (trad. franç.) 1983, p. 239.)

the Amazon is the site of one of the most rapid and large-scale enclosure movements in history as more than 100 million acres pass from public to private ownership »³⁷⁷. Ce mouvement d'enclosure oppose deux groupes sociaux. D'un côté il y a les grands entrepreneurs, les oligarchies extractionnistes du caoutchouc et de noix du Brésil qui sont devenus riches grâce au système d'endettement puis de fixation des prix par l'État, ainsi que les spéculateurs et les éleveurs qui ont pris leur place par la suite. De l'autre côté, il y a les personnes sans propriété, ou s'ils en ont une, ceux qui sont dans l'incapacité de la conserver. Il s'agit tout d'abord des 200'000 Indiens du bassin amazonien³⁷⁸. Ensuite, il y a les extracteurs – de caoutchouc, de noix, de résine, de produits issus des palmiers et des plantes médicinales³⁷⁹. Finalement, il y a ceux que l'on appelle les « colons ». Depuis les années soixante, à peu près deux ou trois millions de réfugiés, ruinés par la dévastation économique du Nordeste et du Sud du Brésil, se sont amassés vers la forêt. Ce sont les personnes à qui le gouvernement avait promis des terres et des garanties, ainsi que les personnes qui étaient simplement forcées de migrer ou de périr, ou simplement celles qui espéraient trouver des conditions de vie plus décentes³⁸⁰.

Les Indiens, les extracteurs et les colons ont été pendant longtemps ennemis et le sont encore parfois. Mais, à partir des années 70, le gouvernement militaire et ses alliés – les financiers, les spéculateurs et les riches éleveurs – se sont élevés contre ces trois groupes, les poussant à reconnaître leurs intérêts communs et à s'unir.

L'expansion des routes et le développement des latifundias³⁸¹

A travers l'Amazonie brésilienne, l'expansion de l'élevage fut intimement liée à l'expansion des routes ainsi qu'aux crédits issus des primes fiscales pour subventionner les prêts à l'agriculture³⁸². Contrôler de larges parts de terrains devint central pour attirer ces crédits et les gains liés à la spéculation.

³⁷⁷ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 97.

³⁷⁸ BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 36; MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 25.

³⁷⁹ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 130.

³⁸⁰ Ibidem.

³⁸¹ Les latifundias sont de grands domaines qui appartiennent aux éleveurs de bétails et qui sont obtenus par le défrichement de la forêt.

³⁸² SIRKIS Alfredo, « L'Amazonie peut encore être sauvée », op. cit., p. 7.

Les routes représentent une menace pour la forêt amazonienne, ainsi que pour les habitants de la forêt pour plusieurs raisons³⁸³. Tout d'abord, elles sont un facteur de déforestation en elles-mêmes. Ensuite, elles permettent l'accès à des zones autrefois isolées et donc préservées des impacts humains de grande échelle. La construction de route donne accès à de nouvelles terres, ce qui engage un cercle vicieux. Le prix de la terre monte en flèche, attirant les spéculateurs qui s'approprient la terre, en niant l'existence des populations locales. Celle-ci est revendue aux riches éleveurs venus du sud pour étendre leur propriété et leur fortune³⁸⁴. L'établissement des éleveurs de bétail entraîne l'expropriation des Indiens et des seringueiros ainsi que l'afflux des paysans sans terre qui servent de main d'œuvre pour défricher la forêt et obtenir des pâturages³⁸⁵. Une fois les arbres coupés pour en utiliser le bois à des fins économiques, le reste de la forêt, considéré comme inutile, est brûlé lors de la *saison des feux* – soit le moment où la terre est la plus sèche, juste avant la saison des pluies. A cette période l'Amazonie est incendiée dans des proportions phénoménales, à tel point qu'un épais manteau de fumée la recouvre, la rendant presque invisible vue du ciel³⁸⁶. L'élevage occupe beaucoup d'espace et crée des emplois de court terme, lors de la phase de destruction de la forêt. Mais finalement, le sol débarrassé de sa couche vivante et protectrice est lessivé par les pluies et recuit par le soleil. Au bout d'environ dix ans d'exploitation par l'élevage, la terre finit par se transformer en un désert aride et stérile³⁸⁷.

A partir du milieu des années 60, l'élevage devint la manière principale d'utiliser l'Amazonie brésilienne en occupant 85% des terres défrichées, malgré un taux de productivité très bas, soit un animal par hectare. Cependant, la valeur des crédits de subvention et l'essor de la valeur des terres ont compensé généreusement cette performance productive dérisoire³⁸⁸.

La situation particulière de l'État d'Acre – avec ses propriétaires de seringals ruinés, ses terres sous-évaluées et les promesses gouvernementales de construction de routes – attira les

³⁸³ NEWMAN Arnold, *Les forêts tropicales*, op. cit., p. 100.

³⁸⁴ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 413; BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 153.

³⁸⁵ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 64.

³⁸⁶ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 200.

³⁸⁷ SIRKIS Alfredo, « L'Amazonie peut encore être sauvée », op. cit., p. 7; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 277; COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faunes*, op. cit., p. 42 et 110.

³⁸⁸ COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faunes*, op. cit., p. 42; HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 149; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 142.

spéculateurs³⁸⁹. De 1972 à 1976, les prix des terrains augmentèrent entre 1'000 et 2'000 pour cent. En outre, plus d'un tiers de l'État soit 5'000 hectares changèrent de propriétaires durant cette période³⁹⁰.

Ainsi, bien que les *latifundias* représentent la structure de distribution des terres la plus inégale du Brésil, elles se mirent à recouvrir la majorité du paysage³⁹¹. L'appropriation des terres par les éleveurs fut basée entre autre sur un article de loi – *direito de posse*, littéralement droit de possession – datant de 1850, qui stipule qu'une personne installée depuis un an et un jour sur une terre et qui l'exploite à des fins productives, en obtient, de fait, le droit de propriété. Le problème est que la définition du mot « productif » est différente en fonction de l'appartenance socio-économique et ethnique d'une personne. Pour les riches éleveurs et l'État, il s'agissait d'une exploitation agro-alimentaire de la terre basée sur l'élevage et l'exportation³⁹². Ainsi, le mode de vie des indiens et des seringueros ne représentait pas, selon eux, une « exploitation productive » de la terre³⁹³. Pour asseoir leurs titres de propriété, les éleveurs s'empressèrent de brûler la forêt, en expulsant les populations locales et en y installant des têtes de bétails. De plus, les *latifundias* reposaient la plupart du temps sur des titres de propriété frauduleux³⁹⁴. Les éleveurs s'approprièrent la terre en fabriquant de faux titres, certains titres de propriété étaient signés sous la menace d'un fusil,

³⁸⁹ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 150.

³⁹⁰ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 153.

³⁹¹ 1% de l'élite est propriétaire de 45% des terres cultivables. SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, Paris, Payot, 1991, p. 144; COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faunes*, op. cit., p. 110.

³⁹² A partir du milieu des années 60, l'industrie du bœuf était entrée en crise. En effet, la demande intérieure et extérieure avait augmenté de façon spectaculaire, de sorte que la production nationale ne pouvait plus suffire. Les prix de la viande augmentaient, éveillant l'intérêt du gouvernement brésilien qui voyait l'occasion d'augmenter ses revenus grâce au commerce international. Ainsi, les généraux «...encourage the entrepreneurial and agro-industrial elite to embark on livestock production in the well-watered Amazon ». (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 105).

³⁹³ Nous sommes confrontés à un problème conceptuel de définition de l'« exploitation rationnelle » et de la « productivité » qui correspondent à des réalités socio-économiques et culturelles distinctes. Les deux groupes en question ont des logiques radicalement différentes : l'un réfléchit au niveau local et est basé sur une logique de survie corrélée avec la préservation du milieu (du fait de sa dépendance envers lui) et l'autre groupe suit une logique d'accumulation du profit basée sur le commerce international et l'exploitation des ressources. Il y a donc d'un côté un rapport concret et vital avec l'environnement et de l'autre un lien abstrait et financier. Au final, c'est la partie qui détient le plus de pouvoir qui impose son point de vue.

³⁹⁴ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 148; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 139.

les bureaux du cadastre étaient régulièrement incendiés et les pots-de-vin une pratique courante³⁹⁵.

Pendant que les éleveurs étendaient leurs propriétés, de violentes confrontations éclatèrent avec les personnes occupant ces terres depuis des décennies, ou dans le cas des Indiens, depuis des millénaires.

3.3. Le mouvement des seringueiros

Les seringueiros sont dépendants d'un écosystème unique, celui de la forêt amazonienne. La plus part des populations qui dépendent d'un écosystème unique, apprennent à ajuster leurs activités, leur consommation et souvent leur propre reproduction afin de pouvoir préserver la capacité régénératrice de l'écosystème et ainsi assurer leur reproduction dans le temps³⁹⁶. C'est pourquoi, « des ruines d'un monde rongé par la dette, au fond des forêts de l'État d'Acre, émergeait un mode d'exploitation de la terre sociale et écologiquement viable – tout particulièrement dans la région de Xapuri, ou, depuis le début des années 70, les syndicats de travailleurs agricoles avaient entrepris d'organiser la population dispersée des [seringueiros] »³⁹⁷. Dès le début des années 70, les seringueiros entrèrent en conflit avec les entrepreneurs, les spéculateurs et, tout particulièrement, les éleveurs, qui relayaient les politiques de développement économique basées sur la privatisation des terres et la déforestation.

3.3.1. La création d'une organisation de groupe

Pour aboutir à la création d'une organisation aussi solide que celle du mouvement des seringueiros, il a été nécessaire de construire un réseau social pour fédérer les seringueiros. En effet, ceux-ci étaient fondamentalement atomisés pour trois raisons majeures. Premièrement, il s'agissait de migrants pauvres, ayant des réseaux sociaux très limités. Les seringueiros venaient de loin, dans de mauvaises conditions, et les réseaux sociaux qu'ils pouvaient avoir dans leur région d'origine avaient éclaté³⁹⁸. De plus, dans leur région d'accueil, aucune structure sociale n'était prévue. Deuxièmement, la réalité spatiale de leur métier les confine à un travail solitaire. Ils sont localisés sur une parcelle nommée *colocação*, qu'ils parcourent seuls, jour après jour, sur des sentiers disséminés dans la jungle, car les

³⁹⁵ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 140.

³⁹⁶ BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 34.

³⁹⁷ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

³⁹⁸ BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. cit., p. 147.

hévées poussent de façon dispersée dans la jungle, afin de mieux résister aux parasites et aux maladies³⁹⁹. Et troisièmement, la volonté des propriétaires de seringals qui les tenaient en quasi esclavage, limitant les contacts possibles avec l'extérieur et interdisant la création d'écoles, ainsi que la formation d'associations⁴⁰⁰.

La création de réseaux sociaux s'est faite par deux biais principaux : (1) l'arrivée des communautés chrétiennes de base ; et (2) la formation de syndicats. Par la suite, Chico Mendes a su développer ce lien social en s'appuyant sur ces deux institutions.

Le rôle de l'église

Avec l'accession au pouvoir des militaires, l'église catholique brésilienne devient l'unique force travaillant ouvertement en faveur des pauvres. En effet, seuls deux partis sont autorisés : l'ARENA (l'alliance pour le renouveau national) et le MDB (le mouvement démocratique brésilien) supposés représenter l'opposition mais en réalité constitués par les militaires eux-mêmes⁴⁰¹. Dans ce climat autoritaire, les mouvements d'étudiants sont éliminés, les syndicats sont contrôlés⁴⁰² et, comme le dit un seringueiro, « [s]o the government did all it could to demoralize us, even imprisoning priests [...] »⁴⁰³.

Parallèlement, une métamorphose radicale s'opère au sein de l'église catholique brésilienne. Celle-ci avait largement soutenu l'élite durant la colonisation du Brésil, mais à partir des années 60, une aile progressiste se tourne vers la « théologie de la libération »⁴⁰⁴. Il s'agissait « d'éveiller chez les hommes et les nations un sens aigu de la justice »⁴⁰⁵. L'église s'engage dans les conflits ruraux et envoie, dans les taudis des villes et dans les milieux ruraux, des prêtres progressistes qui ont pour but d'instruire les masses en enseignant le catéchisme et en

³⁹⁹ Les noyers du Brésil ont adopté la même stratégie, ce qui oblige les récolteurs à parcourir plusieurs kilomètres chaque jour. Les seringueiros ont généralement trois circuits qu'ils utilisent à intervalle régulier afin de ne pas épuiser les arbres en recueillant quotidiennement leur sève ou leurs fruits.

⁴⁰⁰ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 29.

⁴⁰¹ Idem, p. 37.

⁴⁰² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 162.

⁴⁰³ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412.

⁴⁰⁴ Cette pensée fut relayée en Amazonie en particulier par Mgr GRECHI, qui fut nommé évêque du diocèse de l'Acre-Purus en 1973. Il appartenait à l'ordre des *Servos de Maria* qui fut créé au 13^{ème} siècle par sept riches membres de la noblesse italienne qui décidèrent de renoncer à leur fortune pour se consacrer aux pauvres. (REVKIN Andrew, *La saison des feux* : p. 182)

⁴⁰⁵ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 180.

encourageant l'action sociale, parfois au prix de leur vie⁴⁰⁶. Ceci se fait par le biais des « communautés chrétiennes de base ».

La région d'Acre est divisée en deux diocèses, dont celui de l'Acre-Purus (à l'Est) qui s'est rallié à l'aile progressiste et a soutenu les seringueiros, et celui de l'Acre-Jurua (à l'Ouest) qui est resté fidèle à l'aile conservatrice et soutient les éleveurs et les entrepreneurs. Les relations furent évidemment tendues...

La formation des syndicats

« La création de syndicats à Acre était un projet presque unimaginable. L'histoire économique de l'Amazonie reposait, du début à la fin, sur l'esclavage sous toutes ses formes [...]. Tout ce qui touchait au droit de l'homme ou, pis encore, à la réforme agraire, devait se faire en sourdine, clandestinement »⁴⁰⁷. De plus, lors de sa dictature – de 1937 à 1945 – Vargas avait imposé le Code du travail de Mussolini qui limitait fortement l'autonomie des syndicats. Ceux-ci étaient divisés par catégories ou professions et aucun contact n'était toléré entre eux⁴⁰⁸. Finalement, l'accession des militaires au pouvoir avait encore renforcé le contrôle sur les syndicats⁴⁰⁹.

Malgré tous ces obstacles, la CONTAG, soit la Confédération nationale des travailleurs ruraux, avait vu le jour. En 1975, elle décida d'envoyer un représentant dans le but de créer des syndicats de travailleurs ruraux dans l'Acre⁴¹⁰. Les premiers furent ceux de Brasileia et de Xapuri⁴¹¹.

Les syndicats de travailleurs ruraux et l'église progressiste avaient d'excellents contacts. Ils firent imprimer à l'attention des seringueiros un manuel qui leur expliquait comment défendre leur terre⁴¹². Le rôle des syndicats consista, tout comme l'église, à créer des liens entre les seringueiros isolés. Mais en plus, ils s'attelèrent à enseigner aux seringueiros les lois et à les familiariser avec le fait qu'ils possédaient des droits, en particulier le *direito de posse*, qui

⁴⁰⁶ L'action des prêtres fut suffisamment active pour motiver cette remarque d'un éleveur : « For every land invasion, a dead priest ». (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 171.)

⁴⁰⁷ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 185.

⁴⁰⁸ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 36.

⁴⁰⁹ Voir la partie précédente : *Le rôle de l'église*.

⁴¹⁰ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412.

⁴¹¹ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 109.

⁴¹² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 186

pouvait également être utilisé pour faire valoir les droits des seringueiros contre les éleveurs. Il s'agissait de mettre en avant la rationalité propre du mode de vie des habitants de la forêt et de les rendre ainsi visibles face au type de productivité des éleveurs⁴¹³. De plus, cette loi confère au possesseur de la terre le droit de se défendre en cas d'agression de son bien, ce qui par la suite a offert une base légale au principe de l'*empate*⁴¹⁴: le type de résistance non-violente organisée par les seringueiros que je détaillerai dans la section 3.3.3.

Ainsi, les communautés chrétiennes de base ont permis d'alphabétiser les masses, de leur faire prendre conscience d'appartenir à un groupe social, d'avoir une identité sociale et de les préparer à l'action politique. Tous les hommes et les femmes qui ont par la suite été actifs dans le mouvement des seringueiros sont passés par cet enseignement⁴¹⁵. Cependant, après cette période préliminaire, les rapports entre le syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri et l'église ont été parfois tendus, malgré tous les apports positifs de cette dernière. En effet, la hiérarchie ecclésiastique n'était pas « disposée à franchir certaines limites »⁴¹⁶, selon la formule de Chico Mendes.

3.3.2. Chico Mendes⁴¹⁷

Chico Mendes est le chef emblématique du mouvement des seringueiros et son action a été déterminante pour unir les habitants de la forêt. Francisco Alves Mendes Filho, dit « Chico », est né le 15 décembre 1944. Son grand-père est venu s'installer dans l'Acre lors du boom du caoutchouc du début du siècle en espérant mieux gagner sa vie. Mendes a donc été élevé comme tous les seringueiros, dans une seringalista, sans avoir accès à l'instruction et apprenant dès son plus jeune âge l'art de récolter la sève des hévéas.

Cependant, en 1962, un ancien militaire, nommé Euclides Tavora, s'installa sur le *seringal* de caoutchouc. Il avait pris part à la révolution dite des lieutenants de 1924, pour renverser le

⁴¹³ Il est intéressant qu'une loi faisant appel à un jugement de valeur, en l'occurrence sur la valeur de la productivité, ait été utilisée par les deux groupes socio-économiques opposés pour défendre leur droit de posséder la terre.

⁴¹⁴ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 187. le terme d'*empate* est le nom donné au type de lutte non-violente inventée par les seringueiros pour protéger la forêt.

⁴¹⁵ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 34 ; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 181, HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 171.

⁴¹⁶ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 68.

⁴¹⁷ Cette section est principalement tirée du livre de Chico Mendes : *Mon combat pour la forêt*, dans lequel il raconte avec sensibilité et ferveur son parcours, celui du mouvement des seringueiros et de nombreuses personnes qui ont croisé sa route.

pouvoir établi et l'échec du mouvement l'avait conduit à s'enfuir et à se réfugier dans ce coin perdu de l'Amazonie. Il possédait une solide culture politique et, pendant trois années, il apprit à Mendes à lire et à écrire. Il lui fit lire toutes sortes de journaux et lui donna la possibilité d'écouter des émissions politiques sur un petit poste de radio qu'il était parvenu à se procurer⁴¹⁸. Lors du putsch militaire de 1964, ils eurent de nombreuses discussions, comparant les versions américaines et soviétiques de cet événement. Mendes fut donc conscient de l'actualité politique nationale et internationale et bénéficia d'une culture politique, ce qui était inespéré. Finalement, Tavora format Mendes au travail syndical, lui enjoignant d'en créer dans sa région. Il finit par repartir, mais Mendes conserva l'enseignement reçu et en fit grandement usage.

Dès 1968, Mendes commença à parcourir les différents seringals pour expliquer aux seringueiros que les problèmes socio-économiques auxquels ils étaient confrontés n'étaient pas une fatalité immuable, mais une réalité susceptible de changer. Il parvint à convaincre les seringueiros de ne plus payer les loyers des *colocação*, ce qui marcha bien car pour réclamer les loyers, devant la justice, les patrons devaient montrer un titre de propriété écrit, ce qu'ils ne possédaient la plupart du temps pas⁴¹⁹. Mendes tenta également d'organiser les seringueiros pour vendre leur récolte de caoutchouc en gros à un prix plus avantageux, mais ceci fut plus compliqué étant donné le sort qui leur était potentiellement réservé⁴²⁰. « Mendes lived a dangerous life, always fearful of denunciation by unenlightened seringueiros, or the church or the mayor of the little town where he was living. He had to spend almost two years in hiding, otherwise he would have been thrown in jail, this during the peak of repression by the military dictatorship »⁴²¹. Chico Mendes dû attendre l'arrivée des syndicats en 1975 pour que ses actions trouvent un écho. A partir de là, et jusqu'à son assassinat en 1988, il fut actif à tous les niveaux et servit de chef charismatique aux seringueiros et d'emblème international de la lutte contre la déforestation de l'Amazonie. Son rôle fut donc prépondérant et l'originalité de sa formation, qui explique ses qualités militantes remarquables, nous ont paru essentielles pour comprendre la création du mouvement des seringueiros.

⁴¹⁸ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 161 et 166.

⁴¹⁹ SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, op. cit., p. 106.

⁴²⁰ Voir la section 3.2.1.

⁴²¹ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 168.

La synergie de l'action de l'église catholique brésilienne, des syndicats et de Chico Mendes à un moment clé explique pourquoi le mouvement des seringueiros a vu le jour dans l'État d'Acre entre 1975 et 1980, alors que les mêmes sévices étaient infligés à la forêt et à ses habitants dans bien d'autres régions de l'Amazonie et que cela ne donnait pas lieu à des mouvements organisés.

3.3.3. Les débuts du mouvement

La construction de la route BR-317

La construction de la route BR-317, entre 1971 et 1973, et la bétonisation des routes en général, est l'un des facteurs concrets qui a déclenché le mouvement de contestation des seringueiros. Cette route traverse de part en part l'État d'Acre et relie Rio Branco – la capitale de l'Acre – à Xapuri. Elle a été construite dans la vague des programmes de développement du début des années 1970, visant l'intégration de l'Amazonie au territoire national. Cette intégration s'inscrit dans la théorie économique des avantages comparatifs, qui enjoignait à cette région le rôle de producteur de matières premières (bois, bovin, minerais) et donc d'exportateur en direction des centres urbains. Ainsi le système « centre-périphérie » ayant participé à l'enrichissement des pays occidentaux au détriment des pays colonisés a été reproduit dans le cadre national⁴²².

⁴²² Il nous paraît utile de revenir un instant sur la relation « centre-périphérie », initialement utilisée pour décrire le système-monde. MEILLASSOUX écrit par exemple qu'« [...] à moins d'admettre comme les classiques que l'échange crée la valeur, l'enrichissement des pays [ou régions] impérialistes ne peut provenir que d'une exploitation des travailleurs dans [le Tiers-Monde] et non du commerce international. » (MEILLASSOUX Claude, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris l'Harmattan, 1975, p. 139). Ainsi, de même qu'au niveau international, l'exploitation des travailleurs et de la terre d'une région au profit d'une autre permet la croissance de la région importatrice. Plus précisément, les projets des militaires lors des années 70 « was regional occupation through “development poles”. The concept of “development poles” had originated with François PERROUX in the mid 1950s. PERROUX had advocated a deliberately imbalanced approach to incentives for development. By showering the target sector (known in the jargon of the planners as the “propulsive sector”) with any number of tax break, land concessions, trade breaks, sweetheart loans and credit, PERROUX and his followers believed that “multiplier” effects would duly follow. Industries, services and commerce of all sorts would flower to serve the flavoured target sector ». (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 106). De même que dans le cas de l'Hymachal Pradesh, les travailleurs et les ressources naturelles d'une région rurale sont exploitées au profit des centres urbains. Ainsi, la croissance des villes avec leurs besoins pratiquement illimités en nourriture, matières premières et énergie est l'un des facteurs qui pèse le plus, en terme écologique et social, sur les régions colonisées (au niveau national ou international). Selon Polanyi, la subordination des régions périphériques s'est opérée en trois étapes. « La première étape a été la commercialisation du sol, mobilisant le revenu féodal de la terre. La deuxième a été la production forcée de nourriture et de matières premières organiques pour répondre aux besoins d'une population industrielle en croissance rapide à l'échelle nationale. La troisième a été l'extension de système de production de surplus aux territoires d'outre mer et aux territoires colonisés. Ce dernier pas à finalement fait rentrer la terre et ses produits dans le plan d'un marché autorégulateur mondial » (POLANYI Karl, *La grande transformation*, op. cit., p. 239).

Ce plan d'intégration national a été lancé également grâce aux financements des entreprises japonaises qui ambitionnaient de s'approvisionner en matières premières au Brésil pour concurrencer les États-Unis⁴²³. C'est pourquoi le plan de développement comportait également un axe routier reliant le Brésil au Pacifique.

Dès la création de la route BR-317, les prix des terres qui la bordaient montèrent en flèche attirant les spéculateurs et les éleveurs venus s'enrichir et étendre leur propriété. Jusque là, les routes qui atteignaient Acre étaient en terre battue, ce qui les rendait impraticables une grande partie de l'année en raison des pluies. Lorsque de nouvelles routes ont été construites et goudronnées, le transport des matières premières, ainsi que l'accès aux terres, a été assuré toute l'année ce qui a entraîné l'accroissement de la spéculation et de la déforestation au profit des pâturages. Entre 1970 et 1985, le nombre de têtes de bétail dans la circonscription de Xapuri augmenta de 7'000 à 52'000⁴²⁴ et une quantité impressionnante de terrains publics furent transformés en propriétés privées.

Alors que les seringueiros venaient juste de voir les patrons des seringalistas relâcher leur pression du fait de leur faillite⁴²⁵, ils virent arriver ces nouveaux propriétaires qui les condamnaient à l'exil vers les *favelas* des villes. Ceci fut un catalyseur et entraîna les premières réactions de contestation des seringueiros⁴²⁶.

Les premiers empates

L'*empate* est le mode d'action inventé par les seringueiros pour protéger la forêt – la base matérielle de leur subsistance – et répondre aux agressions des éleveurs. Il s'agit d'une action non-violente, lors de laquelle les femmes, les hommes et les enfants se rassemblent sur un *seringal* voué au défrichage par un propriétaire terrien. Les seringueiros interceptent les ouvriers chargés de couper les arbres et tentent de les convaincre de cesser leur activité, en leur exposant les divergences d'intérêt entre les classes sociales et en soulignant qu'ils appartiennent tous au même groupe social. Ils leur expliquent qu'une fois la coupe des arbres achevée, il n'y aura plus de travail pour eux, alors que la forêt peut leur apporter de quoi vivre pour longtemps. Puis, ils s'emparent de leurs outils et détruisent les petites maisonnettes qui

⁴²³ BUNKER Stephen G. and CICCATELL Paul S., *Globalization and the race for resources*, op. cit., p. 30.

⁴²⁴ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 175.

⁴²⁵ Voir la section 3.2.1.

⁴²⁶ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412.

leur servent de campement le temps de la coupe des arbres. Les éleveurs ont répondu à ces manifestations par une augmentation de la violence, provoquant de plus en plus de morts chez les seringueiros. De plus, les seringueiros ont été souvent confrontés à la police et lors d'*empate* cruciaux, les femmes et les enfants ont formé une chaîne protectrice extrêmement efficace autour des hommes afin de les protéger des balles. Ceci a très bien fonctionné du fait que les femmes et les enfants représentent, dans l'imaginaire collectif, la paix et l'innocence par excellence⁴²⁷.

Le premier *empate* eut lieu sur le *Seringal Carmen*, le 9 mai 1976⁴²⁸. Par la suite des dizaines d'autres *empates* eurent lieu, avec un degré de confrontation plus ou moins élevé. Dès que ce mode d'action fut lancé, les conflits avec les éleveurs augmentèrent sensiblement⁴²⁹. Progressivement, les éleveurs commencèrent à se méfier et ils accompagnèrent leurs ouvriers avec leurs hommes de mains, afin de disperser d'éventuels *empates*.

Parallèlement, les propriétaires terriens commencèrent à s'organiser en unions, ce qui aboutit à la création de l'Union Démocratique Rurale⁴³⁰. Le nombre d'assassinats augmenta sensiblement⁴³¹ et les cibles furent plus soigneusement choisies : des prêtres militants, les rares avocats attachés à la cause des seringueiros, des présidents de syndicats et les seringueiros les plus radicaux⁴³². En 1980, l'assassinat de Wilson Pinheiro, qui était le président du syndicat de Brasileia⁴³³ et l'un des leaders les plus importants du mouvement, marqua un changement majeur. Il fut assassiné pour avoir organisé un *empate* dans le but de contrecarrer les plans d'un éleveur nommé Nilo Sérgio de Oliveira. Cet assassinat se fit à la suite d'un guet-apens, contrairement aux habitudes de la région. Jusque là, les agressions se « réduisaient » souvent à des tabassages en règle et les assassinats à des règlements de compte⁴³⁴ dont chacun connaissait les parties en conflit. Cette fois, personne ne connaissait les hommes qui s'étaient chargés de l'assassinat de Pinheiro et la police ne poursuivit jamais

⁴²⁷ Cet aspect du mouvement est examiné plus en détail dans la section 3.3.8.

⁴²⁸ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 175.

⁴²⁹ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 109.

⁴³⁰ L'UDR est présentée plus en détail dans la section 3.3.6.

⁴³¹ Les assassinats comptabilisés étaient au nombre de 39 en 1975, 44 en 1976, 51 en 1977 et ils dépassaient la centaine en 1980 (REVKIN Andrew, *La saison des feux* : p. 197.), jusqu'à atteindre le nombre de 261 en 1986. (BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. it., p. 157). Certainement ces chiffres sont-ils encore sous-évalués.

⁴³² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 197.

⁴³³ Brasileia est une ville à la frontière de l'acre avec la Bolivie, sur l'un des affluents du Purus au bord duquel sont également localisés Rio Branco et Xapuri.

⁴³⁴ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 207.

les commanditaires de son assassinat. Aussi les seringueiros décidèrent-ils de prendre les choses en main et ils tuèrent Nilo Sérgio de Oliveira. Suite à cet événement, la police qui n'avait pas entamé la moindre procédure précédemment, procéda à de nombreuses arrestations qui se conclurent par des tortures⁴³⁵. Cet événement a une portée symbolique importante et a marqué les consciences des seringueiros en leur démontrant clairement dans quel camp se trouvait la police. Dès lors, les recours législatifs au niveau local étaient fermés, obligeant les seringueiros à trouver des ressources dans leur propre organisation et dans des alliances extérieures⁴³⁶. Ces événements furent également un tournant dans la lutte, car de nombreux seringueiros commencèrent à prôner une lutte armée. Cependant, Chico Mendes réussit à convaincre les seringueiros de continuer la lutte en s'appuyant sur la loi, essayant en cela d'éviter le bain de sang dont ils auraient certainement été les victimes du fait de la différence de moyens entre eux et les propriétaires terriens.

Cet assassinat marqua également deux changements majeurs pour le syndicat de Xapuri : (1) celui-ci devint la base de l'organisation du mouvement, puisque le syndicat de Brasileia avait perdu de son importance après la mort de Pinheiro. De plus, (2) le syndicat de Xapuri se mit à prôner une organisation décentralisée du mouvement⁴³⁷. Wilson Pinheiro était un chef charismatique. Il avait centralisé toute l'information et sa mort provoqua un fléchissement important du mouvement de résistance. Or, dès cet assassinat, le climat de violence ambiant fit planer le risque de la mort sur tous les leaders du mouvement⁴³⁸. Dès lors, une organisation démocratique et décentralisée du mouvement permettait d'assurer sa sauvegarde, malgré les meurtres.

3.3.4. L'élargissement du mouvement des Seringueiros

Au début des années 80, les seringueiros réalisèrent qu'il leur fallait élargir leur lutte pour en assurer la continuité dans le temps. Ils décidèrent d'étendre leur lutte pour la justice sociale et le droit à la terre, aux questions d'éducation et de santé. Ceci a été concrétisé par le *Projeto Seringueiro*, que nous détaillons dans la partie suivante. De plus, il leur fallait trouver une

⁴³⁵ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 171, REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 205-206.

⁴³⁶ Ces alliances sont détaillées dans la section 3.3.4.

⁴³⁷ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 47.

⁴³⁸ La tradition en Amazonie veut que la victime soit avertie de sa fin prochaine par ce que l'on appelle : l'*anuncio*. Ceci est une véritable information et non une simple menace. Elle s'exprime par des coups de feu tirés dans la maison de la victime, des messages écrits ou téléphonique – ceci dépend du niveau d'étude ou de vie (téléphone). L'*anuncio* a pour but d'augmenter les souffrances de la victime en la faisant vivre dans l'angoisse de sa mort prochaine. (REVKIN Andrew, *La saison des feux* : p. 197.)

solution permettant à ceux qui avaient pu conserver leur terre de transporter et de vendre leur production. Ceci a été possible grâce à la constitution d'une coopérative.

En plus de l'élargissement des sujets de lutte, les seringueiros avaient besoin de plus d'appui. Tous d'abord au niveau régional, ce qui fait l'objet de la deuxième partie de cette section, puis au niveau international, ce qui fait l'objet de la section intitulée *le relais international*.

Projeto Seringueiro

Projeto Seringueiro a été lancé en 1980 par le syndicat des travailleurs ruraux de Xapuri, en étroite collaboration avec le CEDI (centre œcuménique de documentation et d'information) ainsi qu'avec l'aide de Maria Allegretti, une anthropologue brésilienne venue faire sa thèse sur les seringueiros au début des années 70 et ayant décidé de vouer son travail à leur cause. Il s'agissait d'un programme d'alphabétisation avec pour objectif final la création d'une coopérative gérée par les seringueiros, leur donnant la possibilité de vendre leur caoutchouc à un meilleur prix et d'en récolter les bénéfices⁴³⁹. Ce qui leur permettrait, à terme, de sortir du cercle vicieux de l'endettement. Cependant, la prise en charge de l'administration nécessaire à la formation d'une coopérative nécessitait l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul. Certains seringueiros ont été choisis dans la communauté pour recevoir la formation nécessaire, puis ils revinrent enseigner aux autres membres⁴⁴⁰.

« Les choses avançaient lentement mais le programme se révéla néanmoins extrêmement utile, parce qu'il poussa les seringueiros à réfléchir davantage à ce qui se passait autour d'eux. C'est un élément qui doit rester une composante permanente de notre travail »⁴⁴¹. Dans la perspective d'une organisation du mouvement la plus horizontale possible, l'instruction représente une clé majeure pour élargir et consolider le mouvement car elle permet d'accroître la conscience politique des gens. Finalement, après un premier échec, le projet de coopérative aboutit en mai 1988. Les seringueiros fondèrent leur coopérative agricole sans s'appuyer sur des fonds extérieurs⁴⁴².

⁴³⁹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 414; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 220.

⁴⁴⁰ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 49.

⁴⁴¹ Idem, p. 48.

⁴⁴² BAKX Keith, « From Proletarian to Peasant: Rural Transformation in the State of Acre, 1870-1986 », op. it., p. 156; ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 48.

*Le premier Congrès National des Seringueiros à Brasilia*⁴⁴³

Le Congrès National des Seringueiros se fit à l'instigation de Maria Allegretti et de Chico Mendes. Il eut lieu à Brasilia en 1985. C'est à cette occasion que fut fondé le Conseil National des Seringueiros⁴⁴⁴ (CNS). Le CNS⁴⁴⁵ est le fruit de deux demandes : (1) créer une organisation spécifique, au service des seringueiros⁴⁴⁶, capable de les unifier au niveau national et d'étendre leur lutte dans les différentes régions ; et (2) de trouver des solutions de rechange pour le développement⁴⁴⁷ de la forêt amazonienne⁴⁴⁸. Ceci aboutit à la décision de créer des réserves extractives : un nouveau type de réforme agraire⁴⁴⁹. Cette assemblée est importante tant à l'intérieur du mouvement qu'au niveau national et international, car elle permit de faire connaître les seringueiros et leur mouvement⁴⁵⁰, ainsi que de créer des liens avec d'autres organisations.

Pour la première fois, les seringueiros sortent de la forêt et de leur isolement pour se rendre dans une grande ville du pays. Ils furent confrontés aux nouvelles réalités de la scène nationale et internationale. Alors que beaucoup de seringueiros vivaient dans l'illusion – vestige de la reprise du marché du caoutchouc lors de la seconde guerre mondiale⁴⁵¹ – que la récolte de latex avait une importance vitale pour le pays, ils apprirent l'existence du latex

⁴⁴³ Le choix de la ville de Brasilia s'est fait car c'est là que se prennent toutes les décisions politiques importantes du pays. L'idée était de montrer que la forêt amazonienne n'était pas une jungle vide, mais un milieu fragile et habitée par les Indiens et les déshérités du pays qui ont fait de la forêt intacte leur moyen de survie. (Mendes, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 52). En effet, dans le reste du Brésil, peu de monde était au courant de l'existence des seringueiros et encore moins des conditions d'exploitation dans lesquelles ils vivaient. (REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 229.)

⁴⁴⁴ MENDES C., *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 42; HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 181.

⁴⁴⁵ Le Conseil National des Seringueiros a été créé en réponse au Conseil National du Caoutchouc qui représente les intérêts des propriétaires terriens et des hommes d'affaire, mais qui, évidemment, occulte les seringueiros. Ayant appris l'existence de ce conseil, les seringueiros décidèrent d'établir une institution pour tenter de faire contrepoids et de mettre leurs intérêts en évidence.

⁴⁴⁶ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 61.

⁴⁴⁷ Pour les seringueiros le mot développement est compris dans un sens radicalement différent que les plans économiques de large envergure qui furent appliqués à l'Amazonie. Le développement régional proposé par les seringueiros comprend des recommandations spécifiques dont la principale est la demande pour la mise en place de réserves extractives (voir section suivante).

⁴⁴⁸ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 181; MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 52.

⁴⁴⁹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 416; ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 30; HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 181. Ce concept est détaillé dans la section 3.3.5.

⁴⁵⁰ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 54. Beaucoup de gens, même à l'intérieur du Brésil, ne savaient pas que les seringueiros existaient et connaissaient encore moins leur mode de vie.

⁴⁵¹ Voir section 3.2.1.

synthétique et durent réaliser que le caoutchouc naturel n'intéressait plus grand monde. Ceci leur fit l'effet d'une douche froide⁴⁵².

A cette même période, les seringueiros entrèrent en contact avec des organisations écologistes. Pour lutter contre les acteurs nationaux et internationaux qui prenaient les décisions sur le développement économique de leur région, ils avaient besoin d'alliés ayant une visibilité internationale. Dès lors, les écologistes furent des alliés inestimables. Parallèlement, « [i]t was clear that an organisation that more directly addressed to the needs of the rubber tappers, not just as rural workers but as forest people, would have to be elaborated »⁴⁵³. Ainsi, la lutte des seringueiros qui jusque là s'était concentrée sur la justice sociale, le travail libre et le droit pour la terre ajouta de façon explicite la question écologique⁴⁵⁴. Ceci correspondait à une réalité de fait ainsi qu'à des intérêts stratégiques. Les seringueiros commencèrent à se revendiquer « les défenseurs de la forêt » avec pour objectif de sauver la biodiversité et de promouvoir la recherche sur le cacao, les huiles et les noix ainsi que sur les différentes plantes médicinales⁴⁵⁵. « “We want”, the rubber tappers said, “a development policy that recognizes the rubber tappers as the true defenders of the forest” »⁴⁵⁶.

Cette convergence d'intérêt entre un mouvement populaire et des ONG écologistes n'allait pas de soi, étant donnée l'idée répandue selon laquelle l'écologie est un hobby de luxe des occidentaux. « There was a common assumption amongst historians and sociologist that concerns over such issues as conservation or biodiversity were the exclusive preserve of the affluent westerner – the ultimate luxury of the consumer society. Citizens of the world's poorest countries, ran the conventional wisdom, had nothing to gain from environmental concerns; they were “too poor to be green”, and were attending to more urgent business of survival »⁴⁵⁷. Au cours des années 80, la pensée écologistes a évoluée et certains militants se sont rendus compte que le combat pour la forêt ne se faisait pas contre une population pauvre représentant soi-disant une menace pour l'environnement, mais *avec* ces mouvements

⁴⁵² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 255.

⁴⁵³ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 171, REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 180.

⁴⁵⁴ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 250.

⁴⁵⁵ Idem, p. 255.

⁴⁵⁶ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 181.

⁴⁵⁷ GUHA Ramachandra and MARTINEZ-ALIER Joan, *Varieties of environmentalism*, op. cit., p. 60.

populaires qui finalement étaient – et sont encore – les meilleurs défenseurs de l'écosystème, puisque leur survie dépend du maintien de l'équilibre écologique⁴⁵⁸.

Le CNS a marqué également le début de l'alliance entre les seringueiros et les Indiens⁴⁵⁹, sous le nom de l'*Alliance des peuples de la forêt*⁴⁶⁰. Traditionnellement, ces deux groupes s'entendaient mal⁴⁶¹. Cependant, après plusieurs rencontres et discussions, ils s'accordèrent sur le fait que leur situation respective n'était imputable ni aux uns, ni aux autres, mais aux différents groupements d'intérêts qui les avaient exploité et avaient provoqué la déforestation de l'Amazonie⁴⁶². Les Indiens ont participé dès 1986 aux mouvements des seringueiros, se faisant élire dans toutes les branches du mouvement⁴⁶³.

Ainsi le mouvement des seringueiros sortit définitivement d'un contexte local étroit. En concluant des alliances au niveau international, national et régional les seringueiros s'offrirent la meilleure visibilité qu'ils pouvaient espérer. Ceci leur fut particulièrement utile car la violence ne fit qu'augmenter lors des années suivantes. « [...] ranchers and others landowners also became more organised [and] in the 1980s increasingly resorted to violence to eliminate rural organizers they saw as threats to their interest »⁴⁶⁴.

3.3.5. Un nouveau concept : les réserves extractives

Les seringueiros réalisèrent rapidement que la stratégie de l'*empate* ne suffirait pas à sauver la forêt et par-là même leurs moyens d'existence. Il devenait impératif de protéger la terre et de pouvoir apporter un contre-poids institutionnel à la propriété privée. Ceci fut possible grâce à un nouveau concept de réforme agraire : les réserves extractives.

⁴⁵⁸ SCHWARTZMAN et al., « Rethinking tropical forest conservation », op. cit., p. 1351; KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 409.

⁴⁵⁹ A noter que, en 1980, les Indiens avaient également créé une organisation pour défendre leurs droits: *União da Nações Indígena*.

⁴⁶⁰ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 100. ; Voir l'annexe 1 : *Déclaration des peuples de la forêt*

⁴⁶¹ Voir la section 3.2.3.

⁴⁶² HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 130. « We have the same way of life, and the same enemies: the rancher and the logger. » a member of the governing board of the Rubber Tapper's council quoted in HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 182.

⁴⁶³ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 61.

⁴⁶⁴ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412.

« Nous nous rendîmes compte que, pour garantir l'avenir de l'Amazonie, il nous fallait trouver le moyen de préserver la forêt, tout en développant l'économie de la région. [...] Nous acceptions l'idée qu'il ne fallait pas transformer l'Amazonie en une espèce de sanctuaire intouchable. Par ailleurs, nous savions qu'il était important d'arrêter la déforestation qui menace l'Amazonie et la vie humaine sur toute la planète. Nous avons estimé que notre solution de rechange devait viser à préserver la forêt, mais inclure en même temps un projet de développement économique. Ce fut ainsi que nous arrivâmes à l'idée des réserves d'extraction »⁴⁶⁵.

Les réserves extractives sortent de la dichotomie artificielle qui oppose la destruction de la nature par l'exploitation humaine, à la création de parcs nationaux protégés, définis comme la conservation d'une nature sauvage et vierge de toute empreinte humaine⁴⁶⁶. Désormais, le choix se situe entre la destruction de la forêt par une exploitation agro-industrielle, inappropriée au sol, ou l'utilisation, la préservation et la défense du milieu forestier par les populations qui l'habitent⁴⁶⁷.

Les réserves extractives sont fondées sur la préservation de la terre – et donc de la forêt – comme moyen de subsistance des populations locales. Ce nouveau concept institutionnalise un rapport interactif, socialement et écologiquement viable, entre les êtres humains et la nature. Les êtres humains ne se contentent pas « d'exploiter » les ressources, ils en prélèvent une certaine quantité qui permet à la forêt de se régénérer et – tout comme bon nombre d'animaux – contribuent à disséminer les graines de certaines plantes et arbres, participant activement à la bonne marche de l'écosystème⁴⁶⁸. Les *seringueiros* ainsi que les autres travailleurs⁴⁶⁹ de la forêt, ont développés cette culture – hérités des Indiens⁴⁷⁰ et de

⁴⁶⁵ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 57.

⁴⁶⁶ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 409.

⁴⁶⁷ SCHWARTZMAN *et al.*, « Rethinking tropical forest conservation », op. cit., p. 1352.

⁴⁶⁸ *Idem.*, p. 1353.; REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 58.

⁴⁶⁹ Mendes souligne que dans l'Acre les *seringueiros* récoltent, en plus du caoutchouc, les noix du Brésil, le babaçu et le jute, ce qui n'est pas toujours le cas. Dans certaines régions, ces tâches sont réparties entre différents travailleurs sur la même parcelle de terre. Nous ajouterons que ce sont souvent les femmes qui récoltent les noix du Brésil ainsi que le babaçu (sans être des *Mulher Seringueira* qui est l'équivalent féminin du *Seringueiro*), ce qui les rend d'autant moins visibles. (« L'autre Brésil », dans *Courrier international*, n°766, 7 au 12 juillet 2005, p. 37.).

⁴⁷⁰ Les Indiens ont vécu dans la forêt pendant des millénaires, sans jamais la mettre en danger. Ils pratiquaient une culture sur brûlis accompagnant les différents stades de la régénération de la forêt en replantant sagement les graines nécessaires à leur besoin et à ceux de la forêt. Pour ne pas épuiser le sol, ils se déplaçaient régulièrement, emmenant avec eux les graines récoltées et contribuant ainsi à la dissémination des espèces. (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the*

l'expérience accumulée – qui font de leur présence dans la forêt, non pas un poids écologique, mais une composante de l'écosystème. «Indigenous groups and even some migrant groups such as rubber-tappers have indeed preserved and possibly enhanced biodiversity in neotropical forests. Amazonian forests, as botanists put it, are oligarchic, with “subaltern” species being oppressed by dominant ones. These societies seem to have acted as revolutionaries: just by making small clearings in the forest, they allow oppressed species a new chance to outrun their competitors »⁴⁷¹.

Au niveau légal, les réserves extractives sont régies par le principe de la possession collective⁴⁷² et supplantent le principe de la propriété privée au profit du droit d'usage des populations locales⁴⁷³. De cette manière, l'écosystème est géré en bloc communautaire et non en parcelles individuelles; cette solution met un frein radical aux possibilités spéculatives⁴⁷⁴ et favorise une gestion durable du milieu. Ainsi les réserves extractives sont une alternative concrète à deux formes de colonialisme: (1) l'un « vert »; et (2) l'autre économique:

1. Les plans de conservation d'une nature vierge qui nécessiterait le déplacement des populations locales. « Environmentalists in Brazil and in the international community quickly recognized that the extractive reserves were among the most innovative strategies for conserving forests. [...] A major leap in how North Americans viewed conservation occurred when it began to gradually dawn on conservationists that people and forest could actually co-exist. »⁴⁷⁵. Dans le même sens, ALMEIDA et CARNEIRO DA CUNHA écrivent que « [a]s against the Yellowstone model that evicted indigenous tribes in order to create a pristine North-American environment, here the vindication was that local communities, who had conserved and relied on their environment, should not become victims of

Amazon, op. cit., p. 34). «...a North American anthropologist, Darell Posey, had begun research for his doctoral thesis on the use of insects by Kayapo Indians. In the course of his studies, Posey realised that the Kayapo were extraordinary scientists, and this led him to elaborate the Kayapo project, a research program in which scientists from a number of disciplines would study with the Kayapo and transcribe their information into the terms of First World knowledge. » (HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 175.)

⁴⁷¹ ALMEIDA Mauro W.B. and CARNEIRO DA CUNHA Manuela, « Indigenous people, traditional people, and Conservation in the Amazon », op. cit., p. 323.

⁴⁷² HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 207

⁴⁷³ KAINER A. Karen, DURYEA Mary, COSTA DE MARCEDO Nazare and WILLIAMS Kimberlyn, « Brazil Nut Seedling Establishment and Autecology in Extractive Reserve of Acre, Brazil », in *Ecological Applications*, vol. 8, n°2, mai 1998, p. 397.

⁴⁷⁴ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

⁴⁷⁵ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 182.

ecological projects. Rather, in order for the environment to be conserved, they should be in charge of both the management and the control of the resources they depended on »⁴⁷⁶.

2. Les programmes de développement économiques impulsés par les militaires. « This model [the extractive reserves] was the first formal expression of a land management program founded in the extractive economy and history in Amazônia. Allegretti [...] co-ordinated the pressure within the Ministry of Agrarian Reform to incorporate the reserves as a new model for lawful occupation, with status equal to the more traditional livestock and colonization strategies. »⁴⁷⁷.

Cachoeira : la première réserve extractive

Le seringal de Cachoeira a été rachetée par Darly Alves da Silva⁴⁷⁸ en 1987. Celui-ci voulait déloger les seringueiros et défricher la forêt pour y mettre du bétail. Mais, au même moment et sans attendre l'aval des autorités, les seringueiros déclarèrent que Cachoeira serait une réserve d'extraction. Ils y organisèrent des *empate* de grande envergure pour contrer son projet⁴⁷⁹. En mai, la confrontation avec les hommes de main de Darly Alves, lors d'un *empate*, blessa deux jeunes garçons et en juin l'un des leaders des seringueiros, Ivair Higino, fut assassiné⁴⁸⁰.

Cependant, au niveau national et international, toutes sortes d'organisations écologistes et de personnalités célèbres relayaient le message des seringueiros et faisaient pression sur les autorités brésiliennes pour protéger la forêt amazonienne. Ceci aboutit durant le mois de juillet 1987, quand le ministre chargé de la réforme agraire donna son accord au projet de loi qui autorisait les réserves extractives, ce qui signa son arrêt de mort⁴⁸¹. Puis, en octobre 1988,

⁴⁷⁶ ALMEIDA Mauro W.B. and CARNEIRO DA CUNHA Manuela, « Indigenous people, traditional people, and Conservation in the Amazon », op. cit., p. 320.

⁴⁷⁷ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 182.

⁴⁷⁸ Darly Alves est un criminel recherché dans plusieurs états du Brésil. Il a fuit la justice de divers états et a trouvé refuge dans l'Acre, où la justice est corrompue. Il vit dans un ranch avec toute sa famille (famille élargie), dont de multiples maîtresses. Il est connu dans la région pour être féroce et violent. Darly ainsi que ces fils Oloci er Darci sont devenus les hommes de main de l'UDR dans l'Acre, perpétrant pour eux les crimes nécessaires à enrayer le mouvement des seringueiros.

⁴⁷⁹ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

⁴⁸⁰ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 109.

⁴⁸¹ Le ministre chargé de la réforme agraire disparaît, deux semaines plus tard, dans un mystérieux accident d'avion en Amazonie orientale (HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.)

le gouvernement signa les décrets pour la création de trois réserves d'extraction sur le seringal de Cachoeira, qui devint la première réserve extractive.

Mais la famille Alves, qui avait le sentiment de s'être fait exproprier de manière illégitime, jura que Chico Mendes ne vivrait plus longtemps. A partir de cette date, Chico Mendes et d'autres firent l'objet de menaces de mort réitérées⁴⁸². Ceci aboutit, le 25 décembre 1988, à l'assassinat de Chico Mendes.

3.3.6. L'Union Démocratique Rurale

« Jusqu'à présent nous avons eu recours à des formes de luttes non-violentes et nous avons l'intentions de continuer dans cette voie. Si un jour nous en venons à utiliser la force, ce sera parce que nous y avons été contraints par les circonstances, par le système et par la politique des propriétaires terriens »⁴⁸³.

Bien que les propriétaires terriens aient déjà commencé à s'organiser en union depuis le début des années 70⁴⁸⁴, l'Union Démocratique Rurale (UDR) n'a été fondée qu'en 1985⁴⁸⁵ et s'est officiellement établie dans l'État d'Acre en avril 1988⁴⁸⁶. Au milieu des années 80, les généraux perdaient les reines du pouvoir et l'UDR se constitua, en tant qu'organisation d'extrême-droite, pour contrecarrer les plans en faveur de la réforme agraire qui commençaient à se dessiner avec le retour d'un gouvernement civil⁴⁸⁷. Pour l'UDR, la réforme agraire représentait l'équivalent d'une déclaration de guerre et les réserves extractives, l'introduction du socialisme dans l'économie rurale⁴⁸⁸.

L'UDR est un club très puissant regroupant les différents grands propriétaires terriens, en particulier les éleveurs. Leur but est de promouvoir une image romantique du cow-boy brésilien et de défendre leurs intérêts (représentés principalement par la liberté individuelle d'entreprise et la protection des grandes propriétés privées qui leur paraissent être les

⁴⁸² MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 50.

⁴⁸³ Idem., p. 86.

⁴⁸⁴ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412

⁴⁸⁵ SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, op. cit., p. 143.

⁴⁸⁶ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 97.

⁴⁸⁷ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 412; MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 74.

⁴⁸⁸ HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », op. cit., p. 18-19.

meilleures formes d'exploitation de la terre⁴⁸⁹) ainsi que leurs valeurs qui se regroupent sous la devise : « Tradition, famille et propriété »⁴⁹⁰. L'UDR plaide pour l'utilisation « productive » des terres, dénonçant les seringueiros et les autres habitants de la forêt comme des personnes risquant de mener le Brésil à sa perte, par manque de compréhension des problèmes économiques. Il s'agit là d'une forme de stigmatisation, qui dénigre toute autre manière de gérer les ressources, que celle dites « rationnelles »⁴⁹¹.

Les projets de réforme agraire, qui restent encore aujourd'hui l'un des sujets les plus brûlants de l'actualité politique brésilienne, ont été remaniés sous la pression de l'UDR pour finalement aboutir à un projet moins contraignant que celui ayant causé le putsch militaire en 1964. Cependant, il suffit à déclencher une frénésie de défrichement et de brûlis chez les propriétaires terriens. Leur but était de valider leurs titres de propriété⁴⁹² en faisant valoir la loi qui adjugeait une parcelle de terrain à son possesseur dans le cas où celui-ci en avait une utilisation productive. Parallèlement, la violence contre les occupants de la forêt redoubla et, avec l'installation de l'UDR dans l'État d'Acre, le syndicat des travailleurs de Xapuri dû essuyer un nombre croissant de menaces et d'assassinats⁴⁹³. Selon Schoumatoff, en 1988, l'UDR avait atteint « un niveau de terrorisme politique organisé » avec plusieurs centaines de meurtres à son actif⁴⁹⁴.

L'UDR avait donc des moyens énormes pour faire pression au niveau régional et surtout national, mais le niveau international leur échappait.

⁴⁸⁹ « To give lands to small farmers would be to socialize misery » HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 174.

⁴⁹⁰ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 230. Cette description sommaire des membres de l'UDR peut paraître manichéenne, mais il est impressionnant de voir à quel point ces personnes ont une pensée simpliste, les transformant en une sorte de caricature du « capitaliste réactionnaire ».

⁴⁹¹ « L'Amazonie est à nous. Vous êtes maître de ce qui vous appartient et n'avez d'ordre à recevoir de personne. Vous gagnez votre vie à la sueur de votre front, et si d'autres possèdent moins que vous, c'est parce qu'ils le méritent. Pourquoi partager avec des gens qui vous sont inférieurs ? Pourquoi devrions-nous laisser nos terres à des hommes qui n'ont jamais cultivé ni fait d'élevage ? Nous sommes ceux qui nourrissent le pays : nous fournissons le grain et la viande. Nous sommes les héros. Les richesses du Brésil existent grâce à des gens comme nous, grâce à l'initiative privée ». Discours prononcé par le président de l'UDR, cité dans SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, op. cit., p. 144-145.

⁴⁹² REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 231.

⁴⁹³ « Ils estiment que s'ils parviennent à vaincre Xapuri, ils seront en mesure d'imposer leur loi à notre État tout entier et même plus loin en Amazonie. » (MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt* : p. 75.)

⁴⁹⁴ Selon A. SCHOUMATOFF, l'UDR qui a bien sûr une vision partisane, ressemble fortement au Klu Klux Klan; SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, op. cit., p. 145.

3.3.7. Le relais international

Entre deux types d'argumentations réactionnaires – celle des éleveurs qui accusent les seringueiros de retarder le progrès et celle de certains défenseurs de l'environnement qui prétendent que l'Amazonie est une vaste étendue inhabitée –, les seringueiros ont trouvé des appuis et des solutions locales (les Indiens et les réserves extractives), ainsi qu'un appui et de nouveaux concepts au niveau international – les écologistes (politiciens, journalistes, scientifiques, etc...) et la pensée écologiste⁴⁹⁵.

La Terre vue du ciel

La première incursion des êtres humains dans l'espace marque une prise de conscience majeure qui est une des sources de la pensée écologique. Voir la Terre depuis l'espace a contribué à réaliser le caractère unique de la planète bleue, en tant que milieu favorable à la Vie, et la fragilité de cette dernière⁴⁹⁶. De même, des astronautes et des satellites ont pris de nombreuses photos de l'Amazonie lors de la saison des feux, révélant l'ampleur du désastre⁴⁹⁷. Ceci a largement contribué à une prise de conscience, au niveau international, car pour la première fois il a été possible d'avoir une vision synthétique de la situation, ainsi que de chiffrer les dégâts de la déforestation. La comparaison des images satellites permet de confirmer que les déboisements et les incinérations avaient connu une accélération extraordinaire depuis 1975, en suivant le sillage des routes goudronnées, et une augmentation exponentielle au cours des années 80⁴⁹⁸. De plus, lors de l'été 1988 une vague de chaleur inhabituellement persistante dans le nord-est des États-Unis a coïncidé avec la publication de ces données satellites. Le Brésil est alors devenu un exemple emblématique des problèmes écologiques du Tiers-Monde⁴⁹⁹.

⁴⁹⁵ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 80.

⁴⁹⁶ GRINEVALD Jacques, « Source de la pensée écologique », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2003.

⁴⁹⁷ En 1988, George Nelson a bord de la navette spatiale *Discovery* est frappé par l'image de l'Amazonie qu'il découvre. Malgré le peu de nuages au dessus de l'Amérique Latine, l'Amazonie est invisible, recouverte par une épaisse couche de fumée agitée par les feux qui la provoquent. De retour sur Terre, Nelson prononça plusieurs conférences lors desquelles il montra des photos de l'Amazonie, contribuant ainsi à la prise de conscience. « Lui qui avait traversé et survolé [l'atmosphère] connaissait mieux que personne la fragilité de ce léger cocktail d'azote, d'oxygène, d'acide carbonique et d'autres gaz qui depuis si longtemps protégeait, réchauffait et nourrissait la Terre. De la surface on n'imaginait pas la précarité de cette enveloppe gazeuse, mais de l'espace on en mesurait toute la vulnérabilité. » (REVKIN Andrew, *La saison des feux* : p. 321)

⁴⁹⁸ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 293.

⁴⁹⁹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 417.

Les écologistes se battaient pour sauver l'Amazonie par le biais de pressions sur le gouvernement brésilien. Ils cherchaient à rendre plus contraignantes les conditions de financement des projets de développement du bassin amazonien, en limitant les prêts et les subventions accordés à l'élevage⁵⁰⁰. « But they still lacked a credible response to those who argued that these considerations paled before Brazil's need for development projects capable of improving the lot of its desperately poor population »⁵⁰¹. Les écologistes ont trouvé dans le mouvement des seringueiros des alliés inespérés, qui rendaient leur combat concret et ajoutait à l'étiquette écologiste celle de la justice sociale.

Les voyages de Chico Mendes et son assassinat

Chico Mendes effectua un grand nombre de voyages à l'étranger. Il serait trop long de relater toutes les péripéties auxquelles il a dû faire face, et le potentiel d'adaptation dont il a dû faire preuve pour passer d'une vie sylvestre aux opulents gratte-ciels de Washington. Cependant, le décalage cocasse et touchant entre ces deux mondes révèle, plus que tout, les différences socio-économiques et écologiques qui les distancient. Chico Mendes, aidé par Maria Alegretti, le réalisateur Cowell et le journaliste Schwartzman, a pu franchir cette distance physique et immatérielle et apporté son message jusque dans les pays occidentaux, parmi lesquels les États-Unis furent les principaux auditeurs⁵⁰². Ses relations avec des intellectuels occidentaux et les nouvelles données arrivant de l'espace se sont conjuguées et ont rendu le problème écologique de l'Amazonie visible sur la scène internationale.

A partir de 1986 et surtout après son échec aux élections de la chambre des députés de l'État d'Acre en tant que candidat du Parti du Travail (PT), Chico Mendes a entrepris divers voyages à l'étranger, minutieusement préparés par Schwartzman et Alegretti. Le contexte régional était trop violent et corrompu pour permettre au mouvement de continuer à se développer et surtout d'aboutir, sans la protection des médias et personnalités célèbres au niveau international.

⁵⁰⁰ « Le cycle d'élevage du bétail, responsable, au même titre que le commerce du bois, des pires destructions, a été, fondamentalement, un phénomène de spéculation financière et foncière, alimenté par plus de 10 milliards de dollars de crédits en aide et avantages fiscaux payés par le contribuable pendant vingt ans. Le gel de nouvelles subventions aux projets d'élevage dans la région amazonienne a été une des rares mesures positives adoptées par le gouvernement dans le cadre du programme "Notre Nature", en réponse à de fortes pressions. » (SIRKIS Alfredo, « L'Amazonie peut encore être sauvée », op. cit., p. 7.)

⁵⁰¹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 415.

⁵⁰² Idem., p. 410;

En 1987, Chico Mendes reçu deux prix qui ont largement contribué à le faire connaître, ainsi que le mouvement des seringueiros : le Global 500 Award, attribué chaque année par le PNUE à des leaders de la lutte pour la défense de l'environnement, et la médaille de Protection de l'environnement de la Better World Society⁵⁰³. Chico Mendes espérait que ces deux prix aideraient à préserver sa vie en plus de servir sa cause. Malheureusement, les menaces de mort se faisaient de plus en plus pressantes et elles aboutirent à l'assassinat de Chico Mendes le 22 décembre 1988.

« The habitual passivity of authorities when faced with the assassination of rural organizers in Brazil (if not their collusion with ranchers) meant that Chico Mendes' killers had strong reasons to expect impunity when they shot him in his home [...] »⁵⁰⁴. Ce que ni l'UDR, ni le gouvernement brésilien n'avait prévu, ce fut l'écho que la mort de Chico Mendes eut au niveau international. Le jour de l'enterrement, de nombreuses personnalités furent présentes comme le futur président Lula. Parallèlement, 1989 marqua la parution de plusieurs ouvrages et articles retraçant la vie et le combat de Chico Mendes. Il devint un symbole international en tant que « martyr écologique ».

3.4. La perspective genre

« The governing mechanism of domination is exclusion. It is also shown that the principal and original exclusion of women is being unable to participate in the decisions that define the concepts and procedures by means of which public life is organised. It follows naturally that women have to adapt their demands and their struggles to an already existing structure. Let us go further: the exclusion begins with language itself. What [is accurate] for indigenous women can be applied to all women: if in order to express themselves they have to use the language of the oppressor, is not firm silence a form of resistance »⁵⁰⁵.

Les mulher seringueira, les femmes récoltant le latex, ont été largement passées sous silence tant dans les ouvrages académiques que dans le mouvement lui-même. Cet oubli, qui légitime

⁵⁰³ REVKIN Andrew, *La saison des feux*, op. cit., p. 285.

⁵⁰⁴ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 417.

⁵⁰⁵ JELIN Elizabeth (ed.), *Women and social change in Latin America*, op. cit., p. xix.

le masculin comme neutre⁵⁰⁶, m'amène à consacrer une section spécifique à la question des genres. « la force de l'ordre masculin se voit au fait qu'il se passe de justification : la vision androcentrique s'impose comme neutre et n'a pas besoin de s'énoncer dans des discours visant à le légitimer »⁵⁰⁷. De plus, la citation ci-dessus souligne que l'invisibilité des femmes a été parfois le fait de leur propre refus d'utiliser une manière d'agir et de s'exprimer caractéristique du genre masculin.

En Amazonie, comme dans de nombreuses parties du monde, l'homme est assimilé à la fonction de chef de famille et représente la famille complète au niveau politique, social et économique⁵⁰⁸. Cependant, les rapports de force présents au sein du couple n'ont pas été mis en avant par le mouvement des seringueiros. C'est pourquoi les femmes ont tenté de s'unir pour mettre en évidence l'identité distincte des mulher seringueira par rapport aux seringueiros. Il s'agissait de souligner les problèmes spécifiques rencontrés par les femmes et les besoins particuliers qui y étaient liés, et ainsi de faire apparaître les inégalités entre hommes et femmes liées à la construction sociale des genres.

Un point clé se situe au niveau de l'économie du ménage. Bien que diverses études aient montré que les femmes avaient un rôle important dans la production et que beaucoup d'entre elles participaient à la récolte du caoutchouc⁵⁰⁹ et surtout des noix du Brésil⁵¹⁰, le travail des femmes est peu valorisé. La production destinée au marché (caoutchouc et noix du Brésil) est contrôlée par les hommes et les revenus économiques passent d'abord dans leurs mains avant d'être redistribués aux autres membres de la famille⁵¹¹. Les femmes n'ont donc pas un apport économique direct au ménage et parallèlement elles reçoivent généralement une formation plus limitée que les hommes. Ces deux facteurs se traduisent par un sentiment d'infériorité qui affecte leur capacité d'action. « "I am not in the union, I don't know how to read or write. I don't know how to think." Her response to my question is typical; not only are the majority of

⁵⁰⁶ Les féministes ont attiré l'attention sur le fait que, tant dans la perception sociale que dans la langue, le genre masculin apparaît comme non marqué, neutre en quelque sorte, par opposition au féminin qui est explicitement caractérisé.

⁵⁰⁷ BOURDIEU Pierre, *La Domination Masculine*, Paris, Seuil, 1998, p. 22.

⁵⁰⁸ Les femmes ne sont reconnues publiquement comme les « chefs » de famille que dans le cas de veuvage. Si le mari est malade ou peu actif dans les fonctions sociales, la femme assume la responsabilité de représenter la famille mais ne prend pas le titre qui est attribué à cette fonction.

⁵⁰⁹ L'étude menée par KAINER et DURYEA, montre que 64% des femmes avaient incisé des hévéas et récolté leur sève, pendant que 78% d'entre elles avaient régulièrement récolté le caoutchouc, après que leur mari ait incisé l'arbre.

⁵¹⁰ « L'autre Brésil », op. cit., p. 37.

⁵¹¹ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 32.

rural women illiterate, but because they are illiterate they believe that they cannot think or contribute to formal organizations »⁵¹², opinion également répandue parmi les hommes.

Ainsi les femmes partagent les mêmes problèmes que les seringueiros mais, en plus, elles sont confrontées à la domination masculine. « One woman observed [...] “In this movement, the seringueiros got free of the boss man, but the mulher seringueira didn't get free from her boss – her husband” »⁵¹³.

3.4.1 La place des femmes dans le mouvement

Au début du mouvement, la participation des femmes se réduisait à la reproduction de leurs rôles traditionnels. L'apport des femmes en général au sein de la communauté peut se définir par trois aspects principaux, mis en évidence par Lucia Ribeiro, une femme née à Xapuri ayant travaillé de nombreuses années avec les seringueiros ainsi qu'avec une organisation non-gouvernementale basé à Rio Branco: (1) comptabiliser les femmes lors des assemblées pour augmenter le nombre de participants présents⁵¹⁴, ce qui confine les femmes à un rôle passif ; (2) le deuxième aspect met en avant la division sexuelle du travail qui cantonne les femmes dans la sphère privée : les femmes s'occupent de toutes les tâches domestiques afin de permettre à leur mari d'assister aux activités de la communauté⁵¹⁵ ; (3) et le troisième aspect souligne l'image pacifique de la féminité: les femmes œuvrent en tant que médiatrices afin d'éviter le recours à la violence dans les situations de conflits⁵¹⁶. Mais, petit à petit, les femmes ont contesté ces rôles traditionnels et ont créé leur propre groupe. « [...] The rubber tappers in Xapuri still face many challenges, one of which is to recognize and strengthen the roles and distinct interest of women in the movement »⁵¹⁷.

⁵¹² ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 53.

⁵¹³ Idem., p. 52.

⁵¹⁴ « In the meeting the women were largely muted and served to increase the number of members without addressing the particular needs and contributions of women in the movement. » (ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 36).

⁵¹⁵ Lors des *empates* les femmes ont joué un rôle invisible, mais crucial. En s'occupant de toutes les tâches du ménage – même celles traditionnellement réservées aux hommes – elles ont permis à leur mari de dégager du temps pour la lutte. De plus, lors des *empates* qui duraient plusieurs jours les femmes étaient recrutées pour faire la cuisine.

⁵¹⁶ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., pp. 33 et 41.

⁵¹⁷ Idem., p. 31.

Bien que l'idéologie du mouvement soit en faveur de l'association et de changements radicaux dans les relations de production, la majorité des seringueiros et Chico Mendes lui-même, étaient contre le fait de changer la division sexuelle du travail et les relations de genre en général. « Although his wife wanted to participate actively in the women's activities, Chico was not in favour. She later recalled: "Many time when I express my interest in joining the women's group or the union, Chico was against it because he thought that I should be taking care of my duties as wife and mother, caring for the children, washing the clothes and cooking the food" »⁵¹⁸. Les hommes du mouvement ont perpétué les relations de pouvoir qui excluent les femmes de la sphère publique, supposant que celles-ci étaient incapables de contribuer à l'organisation du mouvement ou d'en assurer une place de leader. « Men and women interviewed [...] stated that, in the early years of the movement, most men held the *machista* attitude [...]. This attitude translated into a very low level of self-esteem among the mulhers seringueiras and represents one of the greatest challenges to organizing women and changing some of their traditional roles »⁵¹⁹.

Les communautés chrétiennes de base ont été les premières organisations sociales ayant permis de remettre en question les rôles traditionnels en donnant la possibilité aux femmes de jouer un rôle prépondérant au sein de la communauté. En effet, celles-ci ont pu obtenir des rôles de leadership et des places de poids dans les communautés chrétiennes de base⁵²⁰. Au contraire, le syndicat des travailleurs était perçu comme un espace politique et social réservé aux hommes, dont les femmes étaient exclues⁵²¹. Malgré tout, certaines femmes ont été admises aux réunions et, ensuite, ont expliqué aux autres femmes le mode d'organisation du syndicat et son idéologie. Ces femmes ont eu un rôle pionnier et ont influencé les mentalités, poussant vers des changements de la représentation des genres.

Ensuite, lors de la mise en place de *Projeto Seringueiro*, certaines femmes ayant quelques connaissances de base furent élues comme institutrices. Mais leur rôle restait moindre et le

⁵¹⁸ Idem., p. 42.

⁵¹⁹ Idem., p. 36.

⁵²⁰ Idem., p. 33.

⁵²¹ Sur les 455 premiers membres, 90% étaient des hommes. Et sur les 41 premières femmes enregistrées, 80% avaient la responsabilité principale du ménage ou en partageaient déjà la responsabilité avec leur mari avant de faire partie de la coopérative. Pour la plupart, il ne s'agissait donc pas d'un changement de statut. (ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 34).

nombre de femmes présentes dans les classes⁵²² resta limité car « [w]omen who wanted to study found it almost impossible to do so because of their childcare responsibilities, distance to the schools and the class schedule which was designed to accommodate the rubber tappers' daily routine »⁵²³.

Le rôle des femmes dans les empates

Au début des années 80, il était exceptionnel de voir des femmes présentes lors des *empates*, hormis les quelques femmes qui étaient déjà sorties des structures traditionnelles et reconnues comme cheffes de famille. Puis, parallèlement à l'augmentation de la présence des femmes dans le syndicat, le nombre des femmes – et par conséquent des enfants – présents lors des *empates* se mit à augmenter. Au début, la participation des femmes dans les *empates* se réduisait aux trois fonctions issues des rôles traditionnels assignés aux femmes. Bien que les femmes n'aient pas un rôle clé lors des *empates*, elles étaient très visibles car plus la violence des éleveurs et de la police augmentait, plus les femmes étaient mises en avant. Ainsi, le mouvement apprit à utiliser l'image pacifique traditionnelle de la femme pour limiter la violence. « Un des points importants est que toute la communauté – hommes, femmes, enfants – prend part à l'*empate*. Les femmes restent devant pour empêcher la police de nous tirer dessus. Les policiers savent que s'ils ouvrent le feu, ils tueront des femmes et des enfants »⁵²⁴. Cependant, elles étaient exclues des discussions avec les éleveurs et des négociations avec les autorités. Puis, au cours des années 80, le nombre de femmes admises à des postes clé permit d'augmenter leur participation lors des prises de décisions et d'affirmer leur présence dans le mouvement⁵²⁵.

3.4.2. L'organisation du groupe de femmes de Xapuri

A partir du milieu des années 80, les femmes décidèrent de créer un groupe propre. Elles rencontrèrent beaucoup de difficultés pour réunir les moyens matériels tels que des fonds et un local, et des oppositions aussi « [t]he organizers of the women's group in Xapuri had to

⁵²² Le fait d'avoir des connaissances scolaires de base est évidemment un enjeu majeur, car savoir lire et écrire donne accès à la gestion de l'économie du ménage, à des places au sein du syndicat et tout simplement confère un certain aura à la personne. Si les femmes restent analphabètes, elles sont plus ou moins bloquées dans un rôle traditionnel de femmes au foyer, sans possibilité de gagner en autonomie. « Many times, those who are literate end up doing double or triple duty in community positions [...] » (ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 38.)

⁵²³ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 35.

⁵²⁴ MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, op. cit., p. 87.

⁵²⁵ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 37.

deal with domestic violence, social pressure, illiteracy and low self-esteem. They were challenging the status quo by suggesting new idea about women's right »⁵²⁶. Les difficultés vinrent tout d'abord du côté des femmes: (1) le manque de confiance en soi; (2) le manque de politisation et de formation; et (3) le manque de temps, dû à leurs activités au sein du ménage. « It is worth emphasizing that the counterpart of women's double day (economic and domestic) is their double militancy (in politics and in marriage). In one the woman struggles as worker and mother at the same time; in the other, as citizen and wife »⁵²⁷. Ensuite, l'opposition s'est manifestée du côté des hommes: (1) avec l'idée que les femmes n'étaient pas capables de s'organiser; et (2), argument classique, qu'elles risquaient d'affaiblir et de diviser le mouvement en remettant en question les structures sociales de l'intérieur. Les femmes durent donc gagner ce crédit: « [t]he Xapuri women proved to the movement's leaders and members that they were seriously dedicated to the struggle to defend the forest and that they had no desire to divide the seringueiros' movement, which some leaders initially thought was the women's intent »⁵²⁸. C'est finalement en 1987 que le *women's group of Xapuri* vit le jour. « The women's group met every two months to reflect on: the importance of their participation in the struggle; their role in the union; the historical domination of women by men; and the value of women, their health and sexuality »⁵²⁹.

La deuxième étape pour le groupe des femmes consistait à ouvrir un secrétariat au sein du syndicat afin d'accroître la présence des femmes dans celui-ci. Mais à nouveau, le projet reçut un écho peu favorable: « “How can the women's group help the union ? I would like to know.” For us the question would have been vice versa – How will the union help the women's movement ? »⁵³⁰. Finalement, l'idée finit par être acceptée et le secrétariat fut créé. Il permit aux femmes de vendre leur propre production, sans passer par leur mari, en s'inscrivant elles-même dans le syndicat. Ceci fit augmenter le nombre de femmes présentes dans le syndicat (12,5%). Cependant, en 1991, « the women's group faced a lack of support from the union leadership, a lack of skills and resources within the women's secretariat at the union, dissolution of rural groups and the departure of the women who had initially organized

⁵²⁶ Idem., p. 43.

⁵²⁷ JELIN Elizabeth (ed.), *Women and social change in Latin America*, op. cit., p. xix.

⁵²⁸ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 44.

⁵²⁹ Idem., p. 45.

⁵³⁰ Lucia RIBEIRO quoted in ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 42.

the group and was paralysed [...] »⁵³¹, faisant redescendre à 3,4% le nombre de femmes enregistrées dans le syndicat.

3.4.3. Les revenus économiques

La première revendication des femmes était d'obtenir une certaine autonomie financière⁵³² pour trois raisons principales: (1) sécuriser la survie de la famille par un apport monétaire supplémentaire; (2) obtenir la reconnaissance sociale qui découle de cet apport monétaire; et (3), de ce fait, obtenir un poids décisionnel plus important tant à l'intérieur de la famille qu'au niveau de la communauté. En effet, « The stories of the women of Xapuri reveal that, for women to cut a trail of latex trees or to sell some of the small livestock, they need the permission of their husbands »⁵³³. De ce fait, les femmes ne peuvent pas réunir l'argent ou la quantité de latex nécessaire pour entrer dans la coopérative agricole, ce qui crée une barrière à l'entrée. « Raimunda stated that, “income from rubber and brazil nuts always end up in man's pocket”, indicating that women will have to find another means of paying their quota »⁵³⁴. Ainsi, sur les 222 membres de la coopérative agricole, seuls trois sont des femmes. Malgré cela, nombre de seringueiros perçoivent la coopérative comme un espace « neutre » au niveau des rapports de genre : « [...] an elected official at the cooperative said about their plans to work with women: “At present we haven't yet laid out a work plan, a policy or any thoughts directed toward women; we don't have one for the man either. She sells [to the cooperative] of her own free will” »⁵³⁵.

Bien que la dépendance économique des femmes à l'égard de leur mari n'ait pas beaucoup changé, certaines ont trouvé un emploi dans des organisations décentralisées issues de la coopérative agricole, dont le but est de décortiquer des noix du Brésil, de les sécher et de les emballer pour finalement les vendre. Ce commerce a permis d'engager plusieurs femmes et « [t]he self-confidence and respect gained by most of the women involved in the Brazil nut project has encouraged them to state in a louder voice their desires for a stronger role for

⁵³¹ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 51.

⁵³² KAINER Karen A. and DURYEA Mary L., « Tapping's women knowledge: Plant resource Use in Extractive Reserves, Acre, Brazil », op. cit., p. 423.

⁵³³ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 48.

⁵³⁴ Idem., p. 51.

⁵³⁵ Idem., p. 50.

women in the union and the cooperative »⁵³⁶. Malgré tout, le contrôle des femmes sur ce revenu reste variable.

Certaines femmes ont pu transformer ce nouveau rôle économique dans le commerce des noix du Brésil en un poids politique plus important à l'intérieur, ainsi qu'à l'extérieur du ménage. L'une de leur victoire principale dans la sphère publique a été l'organisation du *Municipal Women's Meeting in Xapuri* en juin 1993, durant lequel deux hommes servent de cuisinier pendant les deux jours de la rencontre⁵³⁷. Ainsi, avec une pointe d'humour, cette présence masculine dans un espace traditionnellement réservé aux femmes a contribué à faire évoluer la représentation des rapports de genre.

3.4.4. Conclusion

Les changements concrets au niveau des rapports de genre sont encore minimes dans la société des seringueiros. Cependant, certaines femmes ont pu obtenir une plus grande autonomie économique et essayent de transférer cet acquis en un gain de reconnaissance dans les sphères privée et publique. Il s'agit pour l'instant plus de pionnières que de la majorité des femmes, mais cela fait évoluer les représentations et les mentalités. L'exemple donné par ces femmes permet également d'augmenter la conscience des autres femmes de leurs droits. « Depuis que je suis entrée dans l'association, j'ai réalisé que je suis une femme capable de lutter pour mes droits de mère, de maîtresse de maison et de travailleuse rurale. J'ai enfin compris que mon jardin est la source de mes revenus et que les *fazendeiros*, qui dévastent des hectares pour en faire des pâturages, anéantissent nos richesses et sont dans leur tort »⁵³⁸. Même si cette citation montre que cette personne revendique encore une identité féminine à travers les rôles sociaux qui y sont liés; elle a déjà pu ajouter aux deux rôles traditionnels celui de « travailleuse rurale » et, surtout, elle est consciente qu'elle possède des droits qu'elle est en mesure de défendre, ce qui représente un changement important dans le sens d'un gain d'empowerment.

Ces changements sont d'une importance considérable car ils peuvent marquer le début d'une nouvelle dynamique. En effet, les rapports de genre sont si intimement imbriqués dans les mentalités et la culture que la transformation est lente et se fait pas à pas. Ces victoires, aussi petites soient-elles au niveau global, sont considérables au niveau local. Nous pensons que

⁵³⁶ Idem., p. 49.

⁵³⁷ Idem., p. 52.

⁵³⁸ « L'autre Brésil », dans *Courrier international*, op. cit., p. 37

c'est l'addition de ces petits changements qui permettra une réelle transformation des rapports de genre. « So it takes time and patience to change engendered customs and ideas that are embedded in the social fabric of the rainforest »⁵³⁹.

3.5. Conclusion

Une spécificité du mouvement des seringueiros est la violence extrême du contexte dans lequel le mouvement s'est développé, rendant son action non-violente encore plus héroïque que dans le cas de l'Inde. La réussite majeure de ce mouvement a été l'invention du concept de réserve extractive qui institutionnalise la synergie entre les questions socio-économiques et écologiques. En effet, « [t]he defence of the forest was only one priority for the movement in Xapuri. The movement sought to protect and improve the live for the forest-dwelling rubber tappers by establishing political and economic autonomy »⁵⁴⁰. « The story was powerful because it created an identity, and not merely a linkage, between a particular, localized struggle for social justice and environmental goals »⁵⁴¹. Ce concept révolutionnaire concrétise la notion de développement soutenable qui lie la préservation de l'écosystème avec l'équité socio-économique. Ainsi, les seringueiros ont fourni un nouveau langage permettant de redéfinir la relation entre écologie et justice sociale, soulignant que l'une est la base de l'autre et vice et versa. En ce sens, ce mouvement s'inscrit tout à fait dans ce que Martinez-Alier a appelé l'écologisme des pauvres.

Nous pouvons également ajouter à ces caractéristiques sociale et écologiste, l'aspect démocratique du mouvement qui a été l'un de ses éléments constituant, tout au moins entre les hommes, lui conférant un excellent niveau d'organisation et, de ce fait, une solidité et une longévité. De plus, le mouvement à entraîné dans son sillage une remise en question des rapports de genre.

Par ailleurs, l'exemple des seringueiros représente une alternative à deux courants de pensée:

1. l'un, inspiré par G. Hardin⁵⁴², selon lequel le problème écologique est le fait de la « tragédie des communs » et se résout par la privatisation. La tragédie des communs soutient l'idée que les ressources communes sont surexploitées car elles sont en libre

⁵³⁹ ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*, op. cit., p. 54.

⁵⁴⁰ Idem., p. 30.

⁵⁴¹ KECK Margaret E., « Social Equity and Environmental Politics in Brazil: Lessons from the Rubber Tappers of Acre », op. cit., p. 411.

⁵⁴² HARDIN G., « The tragedy of the commons », in *Science*, n° 162, 1968, pp. 1243-1248.

accès. La solution est donc la généralisation de la propriété privée qui permet de privatiser tant les bénéfices que les coûts. Cependant, comme nous l'avons montré précédemment, « Amazon is the site for one of the most rapid and large-scale enclosure movements in history as more than 100 million acres pass from public to private ownership »⁵⁴³ et, pourtant, ceci a coïncidé avec l'explosion de la déforestation. Le mouvement des seringueiros illustre le fait que les communaux ne sont pas des espaces de libre accès, mais qu'ils peuvent être habités et régis par les droits d'usage traditionnel respectueux de l'écosystème. Finalement, l'écosystème de l'Amazonie est mieux préservé lorsqu'il est géré par un système de possession collective plutôt que divisé en parcelles individuelles.

2. et l'autre, inspiré par T. Malthus, selon lequel la déforestation de l'Amazonie est due à l'augmentation démographique des populations pauvres, obligées de défricher la forêt pour survivre. La solution proposée est le contrôle des naissances. Or, en Amazonie, « [m]ost land cleared of forest produces little in the way of food and often was not cleared for that purpose. Migration into the region has much more to do with structural changes in the region of emigration than with population growth »⁵⁴⁴. Dans le même sens, COLLINS souligne: « [q]u'il existât des "hommes sans terre" n'était pas dû à l'expansion considérable de la population, ni à l'insuffisance de terres déboisées cultivables, mais au fait que 45% des terres les plus productives du Brésil étaient – et sont toujours – aux mains de 1% seulement de la population »⁵⁴⁵. Ainsi, le gros de la déforestation est le fait des riches propriétaires terriens et de la volonté de faire du commerce, et non le fait des populations précarisées. La solution se situe donc plus au niveau de la justice sociale qui implique une distribution des richesses plus équitable qu'au niveau démographique.

Pour finir, remis dans un contexte plus large, l'étude de ce mouvement permet de mieux cerner la responsabilité des gouvernements brésiliens et certaines contradictions des politiques internationales: « Il serait vraiment incohérent que les pays riches continuent à demander au Brésil [...] de conserver la forêt vierge, alors que parallèlement ils [le] sollicitent pour la viande de bœufs, les bois durs, le caoutchouc et le pétrole »⁵⁴⁶.

⁵⁴³ HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest: developers, destroyers and defenders of the Amazon*, op. cit., p. 97.

⁵⁴⁴ Idem., p. 97.

⁵⁴⁵ COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faunes*, op. cit., p. 110.

⁵⁴⁶ Ibidem.

4. Le cas du Kenya

4.1. Les racines du Green Belt Movement

4.1.1. Introduction

Le Kenya offre un éventail d'écosystèmes variés, allant des forêts tropicales des plaines côtières aux zones arides du plateau sec occidental. Cette diversité naturelle va de pair avec l'existence de divers groupes ethniques. Ceux-ci ont la plupart du temps co-évolué avec le milieu, faisant de ce dernier la base d'un mode de vie soutenable. Aujourd'hui, la déforestation et la désertification sont deux problèmes environnementaux qui touchent sévèrement le pays et remettent en question la possibilité pour ces populations de continuer à vivre sur ces terres. L'abattage d'arbres – autant légal (par l'octroi de concessions) qu'illégal –, une politique inappropriée de gestion des zones protégées et des mégaprojets, tels que des barrages et des exploitations minières, mettent en péril la riche biodiversité du Kenya. Certains de ces projets sont issues de pays occidentaux et liés à l'exploitation des matières premières sans souci de l'écologie et des populations locales, d'autres sont le résultat des politiques de développement national. Le gouvernement kenyan non seulement s'est avéré incapable d'enrayer ce processus de destruction, mais de plus il l'a activement favorisé⁵⁴⁷.

Le Green Belt Movement (GBM) oppose une résistance à ces politiques économiques et développementalistes et tente de répondre aux problèmes écologiques qu'elles engendrent. Ce mouvement ne s'est pas arrêté aux barrières ethniques et à d'emblée eu une portée globale, fédérant les femmes rurales et précarisées du Kenya. Nous commencerons par situer le problème de la déforestation et des inégalités de genre avant d'examiner le GBM proprement dit.

4.1.2. Le dérèglement des sociétés kenyans sous le colonialisme et le post-colonialisme

En 1884, lors du congrès de Berlin, les Nations occidentales se partagent l'Afrique en zones d'influence⁵⁴⁸. Les Allemands obtiennent la côte du Tanganyika (une partie de l'actuelle

⁵⁴⁷ « Les gouvernements devraient être les responsables directs de la conservation du patrimoine naturel et culturel de leurs pays et de leurs peuples. Toutefois, ce qui arrive souvent au Sud est que les autorités agissent en connivence avec de puissants intérêts intérieurs et extérieurs, contre la biodiversité et, par voie de conséquence, contre le bien-être de la population qu'ils sont censés protéger. C'est le cas du Kenya. » CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, Montevideo, Mouvement Mondial pour les Forêts, 2002, p. 72.

⁵⁴⁸ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, Colorado and London, Lynne Rienner Publishers, 1995, p. 23.

Tanzanie), et le Kenya revient aux Britanniques⁵⁴⁹. Le colonialisme a apporté des changements profonds dans les différentes sociétés africaines de cette région. Il a fait exploser les structures sociales et a dérégulé les cultures des populations locales, par l'introduction de nouvelles valeurs et systèmes socio-économiques.

Après l'indépendance et la décolonisation, les politiques nationales et, à partir des années 80, les ajustements structurels impulsés par le FMI et la Banque Mondiale, destinés à promouvoir le développement de l'Afrique, ont continué à affaiblir le Kenya. Finalement, la mondialisation a laissé libre cours à la privatisation des services et des ressources encore étatiques ce qui a fini d'affaiblir l'écologie kenyane, réduisant toujours plus de Kenyans à la précarité⁵⁵⁰.

La privatisation des terres et l'appropriation des ressources

La colonisation du Kenya s'est accélérée en 1901 avec la création d'une voie de chemin de fer reliant le Lac Victoria à l'Océan Indien. Les Occidentaux ont alors découvert de nouvelles terres et s'y sont installés pour les cultiver. Le pouvoir administratif colonial a édicté des lois consacrant la terre comme un bien privé⁵⁵¹, en niant les droits d'usage coutumiers des populations locales⁵⁵². En 1907, un Conseil législatif est institué où les Africains sont représentés comme des membres « non officiels »⁵⁵³. Dès lors, la ségrégation raciale prend de l'ampleur dans le pays. Les terres régies par les coutumes sont privatisées, et leur distribution se fait de façon inégale tant au niveau de la quantité que de la qualité: les colons se voient attribuer le plus grand nombre et les meilleures terres, ce qui réduit les populations locales à la précarité⁵⁵⁴. La paupérisation des Kenyans, jointe à la nécessité de payer un impôt monétaire aux Britanniques, contraignent les hommes à partir en quête d'un emploi salarié⁵⁵⁵. Cette migration masculine implique deux changements majeurs: (1) l'un au niveau des

⁵⁴⁹ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », in *Encyclopaedia Universalis*, Encyclopaedia Universalis Paris (CD-Rom), 2000.

⁵⁵⁰ MÉILLASSOUX Claude, « Effets de la mondialisation et privatisation des massacres en Afrique », in *Carré rouge*, vol. 17, printemps 2001, pp. 52-56.

⁵⁵¹ THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », in *Africa*, vol. 58, n°4, 1988, p. 404

⁵⁵² HOLMQUIST Frank, WEAVER Frederick and FORD Michael, « The structural Development of Kenya's Political Economy », in *African Studies Review*, Vol. 37, n°1, April 1994, p. 71.

⁵⁵³ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁵⁴ HARWITZ Mitchell, « On Improving the Lots of the Poorest: Economic Plans in Kenya », in *African Studies Review*, vol. 21, n°3, The Social Science and African Development Planning, December 1978, p. 71; ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 27.

⁵⁵⁵ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

structures sociales, à travers une modification de la division sexuelle du travail, ce que je développerai dans la section 4.1.4; et (2) l'autre, au niveau des structures économiques, avec la prolifération d'une main d'œuvre aisément exploitable⁵⁵⁶. « Ainsi, l'édifice juridique de la colonisation [...] dessine une société où une minorité étrangère peut jouir d'un mode de vie quasi féodal sur des plantations dont la rentabilité économique est assurée seulement par la sous-rémunération du travail de ceux qui ont été spoliés de leurs terres et par les aides publiques et les préférences impériales »⁵⁵⁷.

En 1920, le Kenya devient une colonie de la Couronne⁵⁵⁸, mais la situation des autochtones n'évolue guère. La crise de 1929 renforce l'importance des grands domaines, en ruinant les fermiers occidentaux les plus pauvres et en précarisant encore plus les autochtones, ce qui renforce l'exode rural en direction des villes. Les inégalités socio-économiques augmentent avec, en 1934, deux mille colons qui possèdent chacun plus de mille hectares dont ils doivent, incapables de les travailler eux-mêmes, concéder des portions aux paysans sans terre de plus en plus nombreux⁵⁵⁹.

4.1.3. L'indépendance

Au vu des importantes inégalités dans le secteur foncier, le nationalisme kenyan s'organise en premier lieu autour du projet de réforme agraire⁵⁶⁰. L'autonomie interne est obtenue à la suite des négociations de 1962 et l'indépendance est proclamée le 12 décembre 1963⁵⁶¹. Cette année, le parti de l'Union Nationale Africaine du Kenya (KANU) est élu au pouvoir où il s'impose jusqu'en 2002⁵⁶², date à laquelle le Kenya connaît sa première alternance démocratique.

⁵⁵⁶ HOLMQUIST Frank, WEAVER Frederick and FORD Michael, « The structural Development of Kenya's Political Economy », op. cit., p. 71;

Comme le souligne C. MÉILLASSOUX, les pays impérialistes ont basé leur enrichissement sur l'exploitation de la main d'œuvre des pays colonisés. (MEILLASSOUX Claude, *Femmes, greniers et capitaux*, op. cit., p. 139)

⁵⁵⁷ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁵⁸ Auparavant, le Kenya était administré par l'*Imperial East Africa Company*, tout comme l'Inde l'était par l'*Imperial East India Company*.

⁵⁵⁹ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁶⁰ HOLMQUIST Frank, WEAVER Frederick and FORD Michael, « The structural Development of Kenya's Political Economy », op. cit., p. 73.

⁵⁶¹ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁶² Entre 1969 et 1992, la KANU s'impose comme parti unique et autoritaire. C'est la pression internationale qui ramène la démocratie. En effet, les bailleurs de fonds internationaux suspendent leur aide économique, liant sa reprise à la libéralisation du régime. Les partis d'opposition sont alors reconnus et les premières élections libres ont lieu en décembre 1992. Cependant la KANU est réélue et demeure au pouvoir jusqu'aux élections de 2002.

Bien qu'une réforme agraire en faveur des Africains ait été entamée dans les premières années de l'indépendance, la structure foncière ne s'est pas radicalement modifiée. En effet, contrairement aux craintes des colons, le gouvernement kenyan s'est montré modéré et pro-occidental⁵⁶³: « [f]rom the independence, Kenya has been committed to a market-friendly economy, private ownership, the concept of comparative advantage, and full engagement with the international economy »⁵⁶⁴. Par ailleurs, la stabilité politique, due à l'hégémonie du KANU, attire d'importants investissements étrangers. Ces différents facteurs entraînent une croissance importante de 6,4% par an, entre 1965 et 1980⁵⁶⁵, amenant le Kenya à être cité en modèle par les pays occidentaux pour sa relative réussite à l'échelle du continent africain⁵⁶⁶.

Cependant, cette croissance économique coïncide avec la détérioration écologique du Kenya. « Although it is injudicious to venture generalization about Africa's environment because of such enormous variation, the consensus among many researchers is that much of Africa's physical environment is deteriorating »⁵⁶⁷. A la fin des années 70, la dégradation environnementale et la déforestation en particulier sont devenues de plus en plus visibles⁵⁶⁸. Finalement, les programmes d'ajustement structurel de la fin des années 80 ont encore accentué la libéralisation en s'attaquant aux services publics: « [l]e Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, par les programmes d'ajustement structurel, ont mené à la privatisation de services qui était la seule protection de l'Etat »⁵⁶⁹.

Le secteur agricole

Dès le début de la colonisation, les colons ont tourné les marchés kenyans vers l'exportation. A cet égard E. Boserup affirme que le continent africain avec ses riches ressources minérales et son climat chaud est complémentaire à l'Europe dont la densité de population est forte, le climat tempéré et les ressources naturelles relativement pauvres⁵⁷⁰. Cette politique, suivant la

⁵⁶³ « Most of observers would be agree that Kenya, since independence in the early 1960s, has been one of the most ardent follower of African capitalism ». (LEHMAN Howard, « The Paradox of State Power in Africa: Debt Management Policies in Kenya and Zimbabwe », in *African Studies Review*, Vol. 35, n°2, September 1992, p. 6)

⁵⁶⁴ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 35.

⁵⁶⁵ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁶⁶ THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 403; MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁶⁷ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 27.

⁵⁶⁸ Idem, op. cit., p. 37.

⁵⁶⁹ MÉILLASSOUX Claude, « Effets de la mondialisation et privatisation des massacres en Afrique », op. cit. p. 54.

⁵⁷⁰ BOSERUP Ester, « Economic and Demographic Interrelationship in sub-Saharan Africa », in *Population and Development Review*, vol. 11, n°3, septembre 1985, p. 384.

logique des avantages comparatifs, s'est perpétuée lors de l'indépendance, parallèlement à la privatisation des terres supposée être un facteur de progrès⁵⁷¹. De fait, les politiques internationales et le gouvernement ont eu un impact déterminant sur la production agricole des ménages kenyans⁵⁷². En effet, l'agriculture, en particulier de thé et de café, est l'un des secteurs les plus importants de l'économie kenyane⁵⁷³. En renforçant l'intégration des marchés kenyans dans l'économie internationale, au détriment de l'agriculture de subsistance, la dépendance du Kenya vis-à-vis des pays occidentaux et sa dette extérieure se sont accrues⁵⁷⁴. Parallèlement, les agriculteurs ont été encouragés à cultiver des plantes exotiques en monoculture, ce qui a nécessité : (1) l'ajout de fertilisants⁵⁷⁵; et (2) la déforestation de larges parcelles de forêt pour accroître la surface destinée à la production de marché. Le résultat final de l'extension et de l'intensification des monocultures commerciales fut la contamination de l'eau et des sols par les fertilisants, ainsi que leurs effets négatifs sur la santé des êtres humains et des animaux, l'augmentation de l'érosion des sols et l'éloignement des sources d'eau et de combustible⁵⁷⁶. Par ailleurs, l'augmentation des récoltes de type commerciale sont à la base de l'un des facteurs de malnutrition, au Kenya. Les agriculteurs pensaient que les revenus monétaires extraits de leurs récoltes leur suffirait pour vivre, ce qui, parfois couplé avec le désir d'accéder à un mode de vie occidentalisé⁵⁷⁷, les a conduit à négliger l'agriculture

⁵⁷¹ « [t]he Swinnerton Plan for all of Kenya [...] argued that reform of African land tenure by consolidation, enclosure and registration of title was a prerequisite to agricultural improvement » (THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 405.); ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op.cit., p. 29.

⁵⁷² ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op.cit., p. 26.

⁵⁷³ HOLMQUIST Frank, WEAVER Frederick and FORD Michael, « The structural Development of Kenya's Political Economy », op. cit., p. 82; MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.; THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 403.

⁵⁷⁴ Le Kenya est lourdement endetté, sa dette extérieure brute égalant pratiquement son PNB. Les devises apportées par le tourisme (440 millions de dollars en 1994 soit 6,5 p. 100 du PNB) ne suffisent pas à équilibrer la balance des paiements. Le commerce extérieur demeure déficitaire : en 1994, le taux de couverture des importations par les exportations atteignait près de 72 p. 100.

⁵⁷⁵ Les fertilisants chimiques sont un enjeu de conflits d'intérêts entre les hommes agriculteurs, qui désirent augmenter leurs récoltes, et les femmes qui s'occupent des animaux domestiques. En effet, les substances chimiques provoquent parfois la mort ou la maladie des bêtes.

⁵⁷⁶ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op.cit., p. 26.

⁵⁷⁷ A cet égard le célèbre scandale impliquant la multinationale helvétique Nestlé au sujet du lait maternisé est parlant. Pour favoriser son essor commercial et malgré une législation adoptée par l'Organisation Mondiale de la Santé, Nestlé a massivement fait de la publicité en faveur des substituts de lait maternel, arguant qu'ils étaient meilleurs pour la santé des nourrissons. Certaines familles influencées se sont donc ruinées pour se procurer ces produits. C'est ce que D. Eskenazi appelle la « fabrication du consentement ». (ESKENAZI Daniel, « Le pouvoir occulte des multinationales », in <http://www.lecourrier.ch/>). En outre, l'utilisation d'une eau parfois insalubre et le manque de défenses immunitaires transmises lors de l'allaitement naturel a contribué au décès et à la mauvaise santé de nombreux nourrissons. Nestlé a malgré tout été inculpé et n'est plus autorisé à vendre sur le territoire africain. (A ce sujet consulté <http://www.letogolais.com/article.html?nid=663>). Aujourd'hui la multinationale helvétique se rachète une image en stipulant sur les produit alimentaires pour nourrissons la

de subsistance. Cependant, les prix de la production spéculative déjà peu élevée diminua dans les années 80 en même temps que l'inflation augmentait, laissant les familles avec un revenu insuffisant pour vivre et aucune solution de rechange pour se nourrir⁵⁷⁸.

Le commerce du bois

Bien que l'agriculture soit le secteur principal de l'économie kényane, l'industrie du bois constitue également une part importante du commerce. De plus, comme nous l'avons vu dans le cas de l'Inde, les Britanniques ont été les premiers plus grands importateurs de bois, se servant dans les colonies pour répondre à leur demande toujours croissante et contribuant à la déforestation aveugle du Kenya⁵⁷⁹. Un semblant de reforestation a été amorcé dès les années 60, ce qui a abouti à la plantation de 169 millions d'hectares de « forêt ». Cependant, celles-ci sont majoritairement plantées en pins et cyprès⁵⁸⁰, soit des espèces exotiques⁵⁸¹ qui sont exploitées dans un but commercial et ne remplissent pas les fonctions des forêts tropicales, telles que capter l'eau, maintenir les sols, et fournir un habitat et une source de nourriture pour les populations locales ainsi que pour la faune sauvage⁵⁸². Actuellement, l'exploitation forestière représente une source non négligeable de revenus pour l'Etat kényan : la production de bois atteignait 21,8 millions de m³ par an en 2001. C'est pourquoi, la couverture boisée a atteint un seuil critique d'à peine plus de 5% selon l'*Encyclopedia Universalis*⁵⁸³ et de 2% du territoire selon le *World Rainforest Movement*⁵⁸⁴.

Par ailleurs, bien que la sécheresse ait été une composante récurrente tout au long de l'histoire du Kenya – la dernière, qui eut lieu en l'an 2000, eut un impact sans précédent sur la population et sur l'économie du pays, incluant le contingentement de l'eau – et que plusieurs études aient établi les destructions forestières engendrées par de ce phénomène, le *World Rainforest Movement* signale que le gouvernement kényan a récemment annoncé son

nécessité de consulter un spécialiste susceptible de conseiller les parents quant à leur utilisation. Acte salué comme héroïque par l'OMS, contenu du fait « qu'il risque d'être un handicap commercial pour les aliments de compléments Nestlé face aux produits de la concurrence ». On croit rêver !

⁵⁷⁸ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, New York, Lantern Books, 2004, p. 18; ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op.cit., p. 26; MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁷⁹ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A Global History*, op. cit., p. 8.

⁵⁸⁰ MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.

⁵⁸¹ Le terme « exotique » prend ici le référentiel du Kenya et s'applique donc aux espèces issues d'autres régions, soit d'Afrique, soit du reste du monde.

⁵⁸² A ce sujet lire GERBER Julien-François, *Les conflits éco-sociaux liés aux plantations industrielles d'arbres dans le Sud*, mémoire de DEA, Institut Universitaire d'études du Développement 2005.

⁵⁸³ Ibidem.

⁵⁸⁴ CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 74.

intention de transformer 67'000 hectares de forêts protégées en sites commercialisables⁵⁸⁵. Ainsi, les nouvelles structures de l'économie, introduites par les colons et prolongées après l'indépendance, en particulier le mouvement de privatisation de la terre au dépend des communaux, ont abouti à une détérioration de l'environnement et des conditions de vie des populations locales⁵⁸⁶, sans pour autant libérer le Kenya de l'emprise des pays occidentaux.

4.1.4. Les changements et les inégalités entre les genres

Parallèlement aux bouleversements écologiques, les colons ont introduit des changements majeurs au niveau des rapports entre les genres. Le premier consiste en la diffusion de la distinction public/privé, qui réserve l'espace public aux hommes et confine les femmes dans la sphère privée. Ceci a contribué à rendre invisible la participation des femmes dans les activités politiques et productives, impliquant leur manque de formation ainsi que l'accroissement de leur charge de travail au niveau domestique⁵⁸⁷. Cette modification de la structure sociale, véhiculée par les missions et les écoles, a amené les femmes à perdre le contrôle de parties essentielles de la production, ce qui a largement contribué à les précariser⁵⁸⁸. De plus, à partir des années 50, les femmes ont été moins bien rémunérées que les hommes dans tous les secteurs, en particulier dans celui de l'agriculture où elles sont payées moitié moins que les hommes⁵⁸⁹. En outre, les femmes travaillent souvent dans les fermes de leur mari sans pour autant être rémunérées. Cette activité, souvent invisible car non-rémunérée, fait partie de leurs tâches quotidiennes en plus de toutes celles qui leur incombent par ailleurs. A cet égard L. Ostergaard affirme que le fardeau principal de l'augmentation de la production agricole, en particulier entre 1900 et 1945, a été porté par les femmes accroissant dramatiquement leurs heures de travail⁵⁹⁰.

⁵⁸⁵ Idem., p. 73-74.

⁵⁸⁶ « [...] the yardstick of daily subsistence often measures private monocropped tree plots as far less useful to the poor than previously shared common lands as pasture, fallow, or woodland ». ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 29.

⁵⁸⁷ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, op. cit., p. 43; UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », in *World Development*, Vol. 26, n°9, 1998, p. 1751.

⁵⁸⁸ « [the] increasing dichotomy of public and private sphere, to the detriment of the private sphere, domestic sphere [...] is the most salient determinant of the loss of women's authority and influence in the household, jurisprudence, and politics. » (UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1756.)

⁵⁸⁹ MUELLER Charles and MULINGE Munyae, « Justice Perception in the Workplace: Gender Differences in Kenya », in *African Sociological Review*, Vol. 5, n°2, 2001, p. 110.

⁵⁹⁰ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, op. cit., p. 46.

Un second changement ayant introduit des inégalités entre les genres est la privatisation des terres. Dans les structures traditionnelles, les femmes avaient une charge égale à celle des hommes dans l'agriculture et s'occupaient principalement du commerce⁵⁹¹. Bien que les structures sociales fussent dominées par les hommes, les femmes jouissaient d'une certaine autonomie. Elles étaient organisées en groupes de femmes⁵⁹² et pouvaient ainsi défendre leurs droits et leurs intérêts spécifiques. Ce qui fait dire à M. Udvardy que « kenyan women in patrilineal societies of the past are shown to have been better equipped through their indigenous women's organizations to protect the interest common to their gender than they are today »⁵⁹³. L'introduction de l'économie monétaire, de la privatisation des ressources, telles que la terre et l'eau, ainsi que la codification du droit, en plus de leurs effets néfastes sur l'environnement, et couplé avec l'introduction de la dichotomie public/privé, ont particulièrement marginalisé les femmes qui dépendaient de l'accès aux terrains communautaires tels que les forêts, les zones humides et d'autres écosystèmes précieux qui leur fournissent les ressources non-monétaires, qui vont des produits essentiels comme l'eau potable, les plantes comestibles, le miel, les plantes médicinales, le combustible et le fourrage, à des éléments ornementaux comme les fleurs pour les festivités. Ainsi, le remplacement du droit coutumier régulant les possessions collectives, qui octroyait aux femmes la possibilité d'utiliser les ressources biotiques, par le droit juridique a drastiquement réduit leur accès aux ressources⁵⁹⁴. En effet, « [i]n Kenya, where privatization is well under way, women rarely have ownership right to land and hence are not eligible for credit, cooperative membership, or other benefits made possible by land ownership »⁵⁹⁵. Pour pallier à cette perte d'autonomie et pour regrouper leurs capitaux et leurs compétences, le concept des associations de femmes a été réactualisé, avec de nouveaux objectifs, ce que nous détaillerons dans la section 4.3.3.

La croissance démographique, particulièrement importante au Kenya jusqu'au milieu des années 90, contribue également à intensifier l'exclusion des femmes des ressources. En 1993, le Kenya possédait le troisième taux de croissance démographique le plus élevé d'Afrique

⁵⁹¹ UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1754.

⁵⁹² J'ai choisi d'éviter l'adjectif « féminin » qui est trop équivoque par rapport aux valeurs dites féminines qui peuvent englober de nombreuses définitions n'ayant rien à voir avec le sexe biologique d'une personne, mais avec son genre social.

⁵⁹³ Idem., p. 1749.

⁵⁹⁴ GRAY Leslie et KEVANE Michael, « Diminished Access Diverted Exclusion: Women and Land Tenure in Sub-Saharan Africa », op. cit., p. 16.

⁵⁹⁵ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 8.

(3,5% par an), après la Côte d'Ivoire et Djibouti⁵⁹⁶. La tension entre l'augmentation de la population et les ressources disponibles a impliqué donc une raréfaction de la terre qui a particulièrement touché les femmes. En effet, les structures sociales favorisent les hommes qui s'approprient les ressources, alors que les femmes n'y ont accès que par l'intermédiaire de leurs relations de parenté⁵⁹⁷. Avec l'accentuation de la rareté des ressources, les hommes ont commencé à bloquer et à contrôler l'accès des femmes, entre autre à la terre et à l'eau, par exemple en refusant de se marier⁵⁹⁸. Cependant, la privatisation et la concentration des terres, ainsi que les structures patriarcales, restent les facteurs majeurs et premier de l'érosion de la situation des femmes, pendant que l'accroissement démographique n'a fait qu'exacerber ce problème en le rendant plus aigu. « Kenya is undoubtedly the stellar example of the negative effects of land registration and titling. [...] Registration has affected a hardening on men's land right into absolute legal ownership, to the exclusion of women »⁵⁹⁹.

Un troisième facteur de changement au niveau du rapport entre les genres est la migration masculine, impulsée sous le colonialisme et encore accentuée après l'indépendance. La concentration des terres, la nouvelle fonction des hommes comme chef de ménage et pourvoyeur de revenu, ainsi que la nécessité de payer un impôt monétaire aux Britanniques, ont contraint les hommes à partir à la recherche d'un revenu, laissant aux femmes la fonctions de chef de famille au sein du ménage⁶⁰⁰. De ce fait, les travaux liés à l'agriculture de subsistance revinrent entièrement aux femmes – pendant que l'agriculture commerciale restait aux mains des hommes –, changeant les structures sociales et la division sexuelle du travail⁶⁰¹. Cet enracinement des femmes dans les régions rurales, leurs charges accrues dans l'agriculture de subsistance et dans tous les aspects de la vie domestique (au niveau de l'alimentation du ménage, de la collecte d'eau, de combustible et de fourrage), ainsi que l'exacerbation des inégalités de genre, ont été les catalyseurs de la réactivation des associations de femmes, en tant que stratégies pour contourner le manque d'accès aux

⁵⁹⁶ Idem., p. 35.

⁵⁹⁷ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, op. cit., p. 48.

⁵⁹⁸ GRAY Leslie and KEVANE Michael, « Diminished Access Diverted Exclusion: Women and Land Tenure in Sub-Saharan Africa », op. cit., p. 25.

⁵⁹⁹ Idem., p. 24.

⁶⁰⁰ M. Udvary démontre « [...] the zeal with which the colonies sought to impose a European moral order in which women were to be part of a private sphere, controlled and protected by men, who were to be the wage earner. » (UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1756)

⁶⁰¹ MACKENZIE Fiona, « Gender and land Right: Murang'a District, Kenya », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 17, n°4, 1990, p. 620; ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », in *Mientras Tanto*, vol. 65, primavera 1996, p. 32; THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 414; MARTIN Marie-Christine, « Kenya », op. cit.; MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 29.

ressources⁶⁰². En outre, elles ont offert un terreau favorable et réceptif aux actions du Green Belt Movement.

4.2. The Green Belt Movement (GBM)

Le Green Belt movement – littéralement le mouvement des ceintures vertes – a vu le jour à Nairobi le 5 juin 1977, journée mondiale de l'environnement⁶⁰³. Il s'agit d'une organisation non-gouvernementale impulsée par une femme kenyane nommée Wangari Maathai⁶⁰⁴, qui deviendra prix Nobel de la Paix en 2004. Ce mouvement n'est donc pas le fruit d'un mouvement social issu de la base, mais le résultat de l'organisation d'une part de l'élite qui désirait répondre aux problèmes écologiques que rencontrait le Kenya, en particulier celui de la déforestation. De ce fait et contrairement aux deux mouvements sociaux précédents, le Green Belt movement – désormais GBM – a tout de suite eu une ambition nationale.

Certaines sections de ce chapitre sont largement inspirée de l'ouvrage de W. Maathai. En effet, il n'existe relativement que peu d'écrits sur l'histoire et l'organisation du mouvement. En outre, bien que cela pose la question de l'objectivité de l'auteur, il est intéressant et original d'avoir une version émanant de la personne même qui est à la base du mouvement.

La construction du projet du GBM est intéressante au vu de la problématique qui nous intéresse, soit de quelle manière l'écologie, la justice sociale et la problématique genre, ainsi que la démocratie, ont pu converger. En effet, le projet s'est constitué en introduisant progressivement ces quatre aspects.

4.2.1. La prise de conscience écologiste

En 1972, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) a installé son siège à Nairobi⁶⁰⁵, ce qui a marqué une étape importante dans la prise de conscience des problèmes

⁶⁰² A cet égard, D. Rocheleau ainsi que L. Gray et M. Kevane soulignent l'habileté et l'inventivité des femmes, pour contourner les lois et coutumes afin de les faire jouer en leur faveur.

⁶⁰³ MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, New York and London, Routledge, 2005, p. 215; MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 21.

⁶⁰⁴ Wangari Maathai est une femme Kikuyu, née dans une région rurale du Kenya. Bien qu'originnaire d'un milieu d'agriculteurs, elle a eu l'occasion de faire des études dans son pays, puis, de les poursuivre aux Etats-Unis jusqu'à l'obtention d'un doctorat en biologie, financé par une bourse. Revenue dans son pays, elle est devenue la première femme professeure à l'Université de Nairobi. Et c'est depuis ce poste, poussée par ses origines rurales et sa formation de biologiste, qu'elle a commencé à agir en faveur de l'environnement.

⁶⁰⁵ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 37. « Nevertheless, the 1980s have been characterized as “a lost development decade”, not just for Kenya but for many countries, with unsustainable development, accelerating deforestation,

écologiques au Kenya. Ceci était d'autant plus important que «...many governments [...] were not in favour of the policies adopted in Stockholm to curb environmental degradation. They argued that the Northern industrialised countries were hindering the industrialization and development in Africa by introducing anti-development policies and conditions »⁶⁰⁶. Il y a une différence de perception de la réalité entre les élites, qui ont la possibilité de générer un profit en s'appuyant sur une industrialisation rapide, tout en se protégeant de la dégradation environnementale que cela implique, et le reste de la société civile qui ne touche pas ces bénéfices monétaires mais qui est confrontée aux problèmes écologiques et sociaux qui en découlent (érosion des sols, malnutrition, déforestation, pénurie d'eau, etc.).

Lors de la même année, le Centre de Liaison International de l'Environnement (CLIE) fut créé pour regrouper les diverses ONG travaillant en lien avec le PNUE⁶⁰⁷. A cette époque, Wangari Maathai, qui avait déjà une place importante à la Croix Rouge, réussit à obtenir un poste dans le CLIE. Au sein de cette organisation, elle développa ses connaissances en écologie et sur les liens qui existent entre la dégradation environnementale, la justice sociale et la paix. C'est alors qu'elle commença à militer en faveur de l'écologie.

Dès 1974, Wangari Maathai se préoccupa du problème spécifique de la déforestation. Elle prit part à la campagne électorale de son mari, dont l'une des questions majeures était le chômage. Poussée par sa sensibilité au problème écologique, Wangari Maathai proposa la mise en place de pépinières ainsi que la plantation d'arbres permettant de procurer un emploi à de nombreuses personnes en difficulté. L'élection fut gagnée et son mari s'en alla au parlement, la laissant répondre aux attentes du peuple relatives aux pépinières. Ce projet vit le jour sous le nom d'*Enviocard* et enregistra quelques succès, mais il finit par échouer à cause du manque de fonds, de matériel et de soutien, ainsi que de l'extrême précarité des personnes enrôlées dans le programme⁶⁰⁸. Cependant, cette tentative permit à Wangari Maathai de poser les bases de son action future, entre autre grâce aux connaissances qu'elle acquit en foresterie et aux liens qu'elle tissa.

desertification, degradation of soils, depletion of wildlife, reduction of biodiversity, and escalation of industrial pollution. »

⁶⁰⁶ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 8. Cette opinion des dirigeants kenyans est également mise en évidence dans HARWITZ Mitchell, « On Improving the Lots of the Poorest: Economic Plans in Kenya », op. cit., p. 71.

⁶⁰⁷ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 37.

⁶⁰⁸ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., pp. 9-14.

4.2.2. Le Conseil National des Femmes du Kenya

En 1977, Wangari Maathai fut élue membre exécutif du Conseil National des Femmes du Kenya (CNFK) et, dans celui-ci, elle devint membre du comité permanent sur l'environnement et l'habitat. Le CNFK, créé en 1964, se préoccupe de la condition féminine et offre des possibilités d'actions communes à de nombreuses associations de femmes, issues tant des régions urbaines que rurales⁶⁰⁹. C'est au sein de cette organisation que Wangari Maathai pu donner forme au Green Belt Movement⁶¹⁰.

Lors des discussions d'élaboration de projets, les principaux problèmes que rencontraient les Kenyanes étaient le manque de combustible, de bois de construction, l'érosion des sols, la rareté de l'eau et la malnutrition⁶¹¹. Pour répondre à ces différents problèmes, Wangari Maathai proposa une solution unique: planter des arbres afin de créer des espaces verts pouvant répondre à ces besoins variés. Ce projet fut tout d'abord mal accueilli, car les membres du CNFK pensaient que l'entretien de pépinières et la plantation d'arbres ne pourraient être accompli par les femmes elles-mêmes, et nécessiteraient les compétences de forestiers diplômés.

Cependant, le GBM vit tout de même le jour lorsque les premiers arbres furent plantés à Nairobi le 5 juin 1977. Puis, deux éléments contribuèrent à propulser le mouvement. Premièrement, en septembre 1977, le Kenya accueillit une conférence des Nations-Unies sur la désertification. Cet événement mit en lumière le problème de la déforestation au niveau national et, au niveau du CNFK, il concentra l'intérêt sur les femmes des régions rurales plutôt que sur les populations urbaines. Deuxièmement, suite à cette conférence, une campagne nationale fut entreprise visant à informer la population des dangers de la désertification et des actions à entreprendre au niveau communautaire pour la combattre. Dès lors, l'idée des campagnes de plantation de Wangari Maathai trouva un écho très favorable au sein du CNFK et le projet de créer des « ceintures vertes » autour des villages prit forme⁶¹².

4.2.3. Les associations de femmes

Pour se développer, le GBM s'est largement appuyé sur les associations de femmes déjà existantes. Les associations de femmes ne sont pas un type d'organisation récent : elles étaient

⁶⁰⁹ Idem., p. 16-17.

⁶¹⁰ MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, op. cit., p. 215.

⁶¹¹ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 17.

⁶¹² Idem., p. 20-22.

déjà largement répandues durant la période pré-coloniale. A cette époque, ces groupes étaient admis et jouissaient d'un poids important au sein de la société. Ils étaient basés sur une cosmologie qui assignait aux femmes le contrôle de certaines sphères fondamentales de l'existence et leur attribuait un poids décisionnel au sein des sociétés africaines. Bien que ces groupes ne remissent pas en question la domination masculine, ils permettaient d'assurer le maintien des intérêts spécifiques du genre féminin⁶¹³.

La période coloniale et la pénétration du capitalisme marque le dérèglement de ces groupes. Durant cette période, le pouvoir coutumier collectif des femmes a été fragmenté et souvent aboli⁶¹⁴. Les groupes de femmes ont été également remaniés et récupérés pour répondre aux ambitions des colonisateurs; entre autre pour assurer un contrôle sur les femmes et parfois, à travers elles, sur les groupes opposés au pouvoir colonial⁶¹⁵.

Avec l'indépendance, diverses organisations de femmes se sont reformées, tant au niveau des communautés rurales que des élites urbaines – comme le CNFK. Les nouvelles associations de femmes rurales se sont regroupées pour trois raisons principales : (1) pour procurer plus de sécurité au niveau des ménages, en régulant l'entraide entre les familles afin d'assurer la réciprocité d'échanges de services, d'information et de l'influence⁶¹⁶; (2) pour générer des opportunités au niveau monétaire⁶¹⁷ – les revenus obtenus par les femmes étant particulièrement bas, rassembler le travail de plusieurs femmes (souvent entre 25 et 45) permet de sécuriser l'emprunt de petits crédits et ainsi de soutenir des projets de petite envergure; les femmes se regroupent également en coopératives, ce qui leur permet de rassembler leur production pour la vendre sur les marchés à un meilleur prix – ; et (3) les groupes de femmes s'organisent pour s'assurer l'accès aux ressources, telles que la terre et l'eau, dont elles ont souvent été exclues par la privatisation et la codification du droit, ou encore pour avoir accès à l'éducation et à la santé⁶¹⁸. La plupart du temps, les groupes de

⁶¹³ UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1756.

⁶¹⁴ Voir section 6.1.4; UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1751 et 1757.

⁶¹⁵ Par exemple, lors de la révolte Mau-Mau (1952-1956) les groupes de femmes étaient localisés et recevaient une aide du gouvernement colonial sous réserve qu'elles ne soutiennent pas les rebelles en leur procurant des aliments ou du matériel.

⁶¹⁶ THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 410.

⁶¹⁷ Idem., p. 415.

⁶¹⁸ GRAY Leslie and KEVANE Michael, « Diminished Access Diverted Exclusion: Women and Land Tenure in Sub-Saharan Africa », in *African Studies Review*, Vol. 42, n°2, September 1999, p. 29; THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op.

femmes recouvrent plusieurs fonctions. Malgré le potentiel de ces associations, il arrive que leurs caractéristiques de base soient une barrière à l'entrée pour les plus pauvres parmi les pauvres qui ne peuvent contribuer suffisamment pour être admises dans un groupe⁶¹⁹.

En 1991, le nombre répertorié de ces organisations de femmes au Kenya était de 23'614, comprenant 969'941 membres⁶²⁰. Le GBM, ainsi que la plupart des projets liés à la sauvegarde de l'environnement, à la construction d'écoles ou de centres de santé de proximité, passent par ces groupes de femmes qui ont été reconnus « by the donors groups, both governmental and nongovernmental, as the most effective local fora through which to channel development assistance »⁶²¹. Bien que B. Thomas affirme que l'Afrique est le continent comportant le plus d'organisations de femmes⁶²², M. Udvardy souligne que le fossé des inégalités entre les femmes et les hommes, présent partout dans le monde, y est le plus large⁶²³. Ces associations sont-elle, dès lors, uniquement une stratégie des femmes pour répondre à leurs besoins immédiats ou ont-elles également le potentiel de faire évoluer les représentations et les comportements de genre en leur faveur ?

Il existe un consensus sur le fait que les associations actuelles de femmes sont le produit du processus historique, rappelé ci-dessus, ainsi qu'une réaction à l'exacerbation des inégalités de genre, qui ont augmenté avec le colonialisme et la pénétration du capitalisme, mais les auteurs sont partagés sur le rôle joué par ces groupes. Selon B. THOMAS, les groupements actuels répondent uniquement aux intérêts immédiats liés à la subsistance, mais ne remettent pas en question les structures et la stratification des genres⁶²⁴. Au contraire, selon F. MACKENZIE⁶²⁵ et P. STAMP⁶²⁶, les groupes contemporains de femmes ont assuré une résistance à l'exploitation basée sur le genre ainsi qu'à l'exploitation capitaliste. M. MOLYNEUX a mis en évidence la distinction, reflétée par ces deux différentes tendances, entre

cit., p. 401; ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 17.

⁶¹⁹ UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1751.

⁶²⁰ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 39.

⁶²¹ UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1751.

⁶²² THOMAS BARBARA P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 401.

⁶²³ UDVARDY M. L., « Theorizing Past and Present Women's Organizations in Kenya », op. cit., p. 1750.

⁶²⁴ THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 418.

⁶²⁵ MACKENZIE Fiona, « Gender and land Right: Murang'a District, Kenya », op. cit., pp. 609-643.

⁶²⁶ STAMP Patricia, « Burying Otieno: the Politics of gender and Ethnicity in Kenya », in *Signs*, vol. 16, n°4, summer 1991, pp. 808-845.

les intérêts stratégiques et les intérêts pratiques de genre. Les intérêts pratiques de genre répondent aux besoins immédiats et spécifiques perçus par les femmes, mais généralement ils n'ont pas un but stratégique tel que l'émancipation des femmes ou l'égalité entre les genres⁶²⁷. Alors que les intérêts stratégiques de genre sont consciemment formulés et promus par les femmes afin d'obtenir « a more satisfactory set off (gender) arrangement to those which exist »⁶²⁸. Cette distinction permet de mieux comprendre la divergence d'opinions entre les auteurs qui ont tantôt mis l'accent sur un aspect et tantôt sur l'autre.

En effet, il existe différents types de groupes de femmes. Par exemple, dans certains cas, les pourvoyeurs de fonds – en particulier gouvernementaux – travaillant avec les femmes, ne leur procurent de l'aide que dans le cas où celles-ci restent dans les limites de leur rôle traditionnel, ce qui contraint certaines associations à rester apolitiques en se bornant à répondre aux intérêts pratiques de genre⁶²⁹. Par ailleurs, dans d'autres cas – dont celui du GBM –, le fait de répondre aux intérêts pratiques de genre entraîne par la suite une remise en question des structures sociales et conduit les femmes à se préoccuper des intérêts stratégiques de long terme. Le GBM est un bon exemple qui allie les deux types d'intérêts de façon explicite et qui a soutenu les femmes dans leur lutte pour leurs droits et leur émancipation⁶³⁰. En répondant aux intérêts pratiques de genre, les femmes ont gagné du crédit par rapport aux hommes, de la confiance en elles-mêmes, des compétences reconnues et ont finalement également atteint des intérêts stratégiques de genre⁶³¹.

L'intérêt pour la plantation d'arbres différencié selon les genres

L'intérêt pour la plantation d'arbres est différente en fonction des genres et se reflète dans les choix des acteurs sociaux: les femmes s'intéressent plus aux espèces autochtones et les hommes aux variétés exotiques dont ils peuvent tirer un revenu monétaire⁶³². C'est pourquoi,

⁶²⁷ MOLYNEUX Maxine, « Mobilization without emancipation ? Women's interest, the state, and revolution in Nicaragua », in *Feminist Studies*, vol. 11, n°2, summer 1985, p. 233.

⁶²⁸ Idem., pp. 232-233.

⁶²⁹ THOMAS Barbara P., « Household Strategies for Adaptation and Change: Participation in Kenya Rural Women's Associations », op. cit., p. 418.

⁶³⁰ Wangari Maathai a parfois été attaqué sur le fait qu'elle soutenait soi-disant la pratique de l'excision au nom du relativisme culturel (voir l'article de RÉMY Jean-Philippe, « Wangari Maathai l'incontrôlable », in *Le Monde*, 10 octobre 2004). Cependant, son discours, prononcé à Oslo lors de l'obtention du prix Nobel de la Paix en 2004, est limpide sur ce sujet: « La culture joue un rôle central dans la vie politique, économique et sociale des communautés. Il se pourrait bien qu'en Afrique elle soit le chaînon manquant du développement. Elle est dynamique et évolue avec le temps, renonçant consciemment à des traditions rétrogrades comme les mutilations génitales féminines, et englobant bien des aspects bons et utiles ».

⁶³¹ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 72.

⁶³² ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », op. cit., p. 30. Il est également intéressant de noter que les femmes ayant passé l'âge de s'occuper des

dans certains cas, les associations de femmes n'ont pas été d'emblée intéressées par la plantation d'arbres, car elles pensaient qu'il s'agissait d'une option spéculative. Cependant, elles furent tout de suite très motivées lorsqu'elles comprirent qu'il s'agissait de plantes locales, c'est-à-dire dont elles savaient s'occuper et qui ne requerraient pas des techniques de foresterie. La plupart du temps, les variétés autochtones permettent de récolter des produits comestibles et contribuent à combattre l'érosion des sols mieux que les espèces commercialisables, car elles limitent l'évaporation. Par ailleurs, leur bois sont souvent de meilleure qualité pour la construction, et leurs feuilles peuvent servir de fourrage pour les animaux domestiques⁶³³. Tous ces éléments servent les intérêts pratiques spécifiques au genre féminin. En effet, dans les sociétés kenyanes, les femmes ont entre autre la charge de collecter le bois de chauffage et le fourrage pour les animaux ainsi que de nourrir les membres du foyer. La déforestation, et de ce fait l'éloignement des sources de nourriture, de combustible et de fourrage, rend leur travail quotidien beaucoup plus pénible, les forçant à parcourir de nombreux kilomètres supplémentaires chaque jour, en portant sur leur dos des charges pesantes⁶³⁴. De plus, comme je l'ai souligné au préalable, la charge de travail domestique des femmes s'est accrue avec l'intrusion du colonialisme dans les sociétés kenyanes⁶³⁵. Les femmes ont assumé la charge complète de l'agriculture de subsistance, ce qui les rend particulièrement sensibles à une amélioration de la qualité des sols et donc à la plantation d'arbres locaux. Ainsi, la nouvelle division sexuelle du travail amène les femmes à être plus touchées par la dégradation environnementale.

Lors de son étude au Kenya, D. Rocheleau et ses collaborateurs ont été surpris par la constance de la motivation des groupes de femmes à planter des arbres. En effet, les chercheurs s'attendaient à voir la motivation des femmes diminuer lors des temps de sécheresse et de pénurie, du fait de l'augmentation de la difficulté de leurs activités et de l'urgence de la situation, ce qui aurait pu reléguer au second plan la culture des arbres dont les bénéfices se mesurent plutôt à long terme. Cependant, ils constatèrent que, contrairement à

travaux harassants de l'agriculture de subsistance et de la collecte de bois ainsi que de fourrage, sont, comme les hommes, favorables à la culture d'arbres à valeur commerciales et peu utiles pour l'autosubsistance. Cette attitude s'explique par l'élévation de leur position au sein de la société qui leur donne accès à certains revenus monétaires et au fait qu'elles ne sont plus impliquées directement dans les tâches réservées aux femmes. Ceci prouve que les comportements, ainsi que les choix d'espèces d'arbres différenciés entre les hommes et les femmes, sont bien liés à la structure sociale de leur société et non à leur distinction biologique.

⁶³³ ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », op. cit., p. 28.

⁶³⁴ OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and Development – a practical guide*, op. cit., p. 46; MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, op. cit., pp. 214-215; MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., pp. 24-25.

⁶³⁵ Voir section 6.2.7.

leurs attentes, les femmes intensifièrent leurs efforts et se montrèrent d'autant plus inventives en développant de nouvelles techniques et en réactualisant le savoir traditionnel pour faire face à la situation⁶³⁶. A nouveau, cela souligne que les personnes qui sont dans un rapport concret avec le milieu naturel et dont la survie en dépend, sont les meilleurs défenseurs de l'écosystème local, car ils ont la nécessité de penser à long terme et d'avoir une gestion soutenable des ressources.

4.2.4. La création des pépinières

La première étape du mouvement des ceintures vertes consista essentiellement à planter des arbres, alors que l'activité des pépinières n'était pas encore très développée. Pour commencer, les semis étaient produits au centre social du GBM, situé à Nairobi, et fournis par des forestiers locaux. Au début des campagnes de plantation d'arbres, le mouvement s'appuyait sur les groupes de femmes rurales qui travaillaient déjà avec le CNFK et y étaient enregistrés. Cependant, petit à petit, le nombre d'associations investies dans ce projet augmenta et, de ce fait, la demande en jeunes plants aussi. Pour répondre à cette demande, le GBM se tourna vers les institutions étatiques afin qu'elles les aident à se procurer des semis, mais la réponse institutionnelle fut mitigée, obligeant le mouvement à trouver d'autres solutions pour obtenir des pousses. C'est à ce moment que le projet de créer des pépinières gérées par les associations de femmes elles-mêmes prit forme. Au début, le GBM organisa des séminaires présentés par des forestiers diplômés, pour permettre aux femmes d'acquérir les connaissances nécessaires au bon fonctionnement des pépinières. Dans un but pédagogique, le GBM invita les forestiers à diffuser un enseignement semi-professionnel afin qu'il soit accessible à toutes, y compris aux femmes illettrées. Mais les forestiers tenaient à utiliser des termes techniques, ce qui rendit leur enseignement trop abstrait pour de nombreuses femmes. « Then came the revolution. The women decided to do away with the professional approach to forestry and instead use their common sense! After all, they had a long time successfully cultivated various crops on their farms. What was so difficult about applying this knowledge to tree planting? »⁶³⁷. Cette démarche est importante car la prise en charge des pépinières par les groupes de femmes correspond à un gain d'autonomie et à une valorisation de leurs compétences ainsi que du savoir traditionnel. Ainsi, le GBM a eu un impact propulseur pour les femmes; il ne les a pas rendues dépendantes matériellement ou psychologiquement de la structure de l'organisation, mais leur a permis d'agir par elles-mêmes et de s'approprier leurs

⁶³⁶ ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », op. cit., p. 31.

⁶³⁷ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 27.

moyens d'action. « Through the Movement, they have been able to demonstrate their creativity and their leadership skills »⁶³⁸, ce qui aboutit finalement à un gain d'empowerment capable de servir des intérêts stratégiques de genre. Finalement, les pépinières offrent aux femmes une autonomie économique plus grande, car la vente des semis leur permet de se procurer un revenu monétaire, ce que je détaillerai dans la section suivante.

4.2.5. Le mode d'action du GBM

Avant d'être un mouvement social de base, le GBM est une organisation non-gouvernementale créée à Nairobi. Pourtant, cette ONG a réussi le challenge de faire naître un mouvement social et de ne pas se cantonner à un programme isolé d'aide au développement, ce qui permet à J. Martinez-Alier et R. Guha de l'inscrire dans l'écologisme des pauvres⁶³⁹ et parmi les différents courants reliant le féminisme et l'écologie – mentionné dans la section intitulée « la perspective genre » –, de le reconnaître comme l'un des mouvements sociaux fondateurs de leur pensée⁶⁴⁰. Il est donc intéressant de considérer la manière dont le GBM a agi auprès, mais surtout *avec* les populations de femmes rurales.

Le travail de prise de conscience

Le point le plus important est la méthode de conscientisation du GBM. En effet, il n'a pas cherché à résoudre les problèmes des femmes rurales en imposant une méthodologie. Il est resté dans un rapport interactif et démocratique, en apprenant des femmes et en tentant de les aider à identifier leurs problématiques, pour qu'elles puissent y répondre elles-mêmes. Le GBM commence donc toujours une campagne de plantation d'arbres par des forums de discussions avec les populations locales. Lors de ces forums, les femmes et les activistes du GBM tentent d'identifier ensemble les problèmes et les besoins ainsi que les solutions, afin que les populations locales puissent s'approprier les actions à entreprendre. W. Maathai souligne la nécessité de comprendre et de répondre en premier lieu aux besoins qu'elles nomment fondamentaux⁶⁴¹ – qui peuvent s'apparenter aux intérêts pratiques de genre mis en évidence par M. Molyneux et à l'amélioration de l'environnement – et d'offrir des motivations de court terme pour ensuite atteindre des objectifs de long terme qui s'apparentent: (1) aux

⁶³⁸ Idem., p. 72.

⁶³⁹ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A Global History*, op. cit., p. 102; MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 121.

⁶⁴⁰ MERCHANT Carolyn, *Radical Ecology*, op. cit., p. 193; MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 20; SEAGER Joni, *Earth Follies: Feminism, politics and the environment*, op. cit., p. 266-267.

⁶⁴¹ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 80.

intérêts stratégiques de genre, telle que l'appropriation des femmes de leur fécondité; et (2) à la sauvegarde des écosystèmes.

Enfin, arguant que la culture représente peut-être le « chaînon manquant du développement », W. Maathai souligne que le GBM cherche à reconstruire les liens sociaux dans les communautés. Le mouvement tente donc de transmettre les valeurs suivantes : « (1) love for environment conservation ; (2) self and community empowerment ; (3) volunteerism ; (4) strong sense to belonging to a community of Greens ; (5) accountability, transparency and honesty »⁶⁴². Ainsi, le GBM agit en faveur d'une autonomie local ; de la communauté par rapport aux autorités nationales et de l'individu par rapport à la communauté. L'équilibre n'étant pas fixe et immuable, mais au contraire dynamique, nécessitant un dialogue susceptible d'aboutir à sa redéfinition. En outre, ce passage souligne que le GBM utilise le langage de l'écologisme des pauvres, à savoir celui de la défense des droits humains, de l'identité culturelle, des moyens de subsistance, du besoin de sécurité environnementale et alimentaire et du respect pour le sacré qui ici s'apparente à l'amour pour la protection de la nature⁶⁴³.

Les campagnes de plantation d'arbres

La création des ceintures vertes sur des terres publiques est au cœur de l'action du GBM, car la reforestation permet de répondre aux problématiques principales rencontrées par les femmes rurales.

1. Tout d'abord, la création de ceintures vertes permet de lutter contre l'érosion des sols et l'éloignement des sources d'eau. Le GBM encourage la plantation d'arbres fruitiers et d'espèces autochtones qui, contrairement aux espèces exotiques commerciales, ont des racines profondes, des troncs et un feuillage épais qui favorisent l'enrichissement des sols et limitent l'évaporation⁶⁴⁴. Parallèlement, les ceintures vertes embellissent le paysage, procurent de l'ombrage aux habitants et permettent à toute une faune de petits animaux de revenir peupler les alentours des villages. A certains égards, notamment au sujet du chant des oiseaux, le témoignage de Wangari Maathai recoupe celui de R. CARSON⁶⁴⁵, paru une vingtaine d'années plus tôt.

⁶⁴² Idem., p. 33.

⁶⁴³ Voir section 1.2.2.

⁶⁴⁴ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 114.

⁶⁴⁵ CARSON Rachel, *Silent Spring*, op. cit.

2. Ensuite, la proximité des arbres permet d'assurer une source de bois de chauffage pour les familles afin de réduire le travail quotidien des femmes et ainsi leur permettre de s'adonner à d'autres activités⁶⁴⁶. En outre, la reforestation contribue à réduire les problèmes de malnutrition. En effet, lorsque les familles manquent de combustible, elles réduisent la variété de leur alimentation, en se limitant à une nourriture qui ne nécessite aucune préparation. Malheureusement, cette réduction de l'apport alimentaire altère leur santé provoquant des carences⁶⁴⁷. Finalement, la proximité de combustible évite aux familles d'utiliser de la bouse pour se chauffer et cuisiner, et ainsi préserve la qualité des sols, car celle-ci est un engrais précieux pour la terre⁶⁴⁸.

3. Les campagnes de plantations d'arbres impliquent également la création de pépinières. Celles-ci assurent un revenu monétaire pour les femmes qui peuvent vendre leurs semis aux agriculteurs qui cherchent à améliorer la qualité de leurs sols⁶⁴⁹. Le GBM achètent également les semis des femmes pour ensuite les planter dans d'autres régions et ainsi élargir toujours plus la portée du mouvement. De plus, les femmes peuvent échanger des semis entre les régions afin d'accroître la variété d'espèces disponibles et ainsi augmenter la biodiversité. En effet, dans certaines régions des espèces d'arbres autochtones ont totalement disparu au profit d'espèces exotiques à valeur commerciale⁶⁵⁰.

4. Enfin, les ceintures vertes sont principalement gérées par les femmes, ce qui a engendré, avec la possibilité d'obtenir un revenu monétaire, l'acquisition de compétences liées au leadership et une valorisation de l'image des femmes et, de fait, un gain d'empowerment⁶⁵¹. Globalement, le fait d'agir et de piloter des projets a renforcé les communautés et a permis aux populations rurales de prendre conscience de leurs droits et de leur capacité à les défendre. Ainsi, en répondant à leurs impératifs de subsistance, les femmes peuvent, à terme, agir en faveur de leurs intérêts stratégiques de genre. En outre, ces actions contribuent à diffuser un message écologiste concret, notamment auprès des jeunes, grâce à la plantation d'espaces verts à proximité des écoles et de pépinières publiques dont les jeunes s'occupent⁶⁵².

⁶⁴⁶ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 35.

⁶⁴⁷ Idem., p. 18.

⁶⁴⁸ MARTINEZ-ALIER Joan, « Energy, Economy and Poverty – past and present of the debate », in Byrne J. at al. (eds.), University of Delaware, Centre for Energy and Environmental Policies, in press.

⁶⁴⁹ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 37

⁶⁵⁰ Idem., p. 114.

⁶⁵¹ Idem., p. 67.

⁶⁵² Idem., p. 37.

La sécurité alimentaire au niveau domestique

Dès le début des années 70, de nombreux agriculteurs se sont tournés vers les monocultures d'espèces exotiques afin d'exporter leur production. Ceci a abouti à une perte d'autonomie alimentaire des familles entraînant la malnutrition, voire la famine lors des périodes de sécheresse⁶⁵³. L'action du GBM a donc consisté à aider les communautés à analyser et comprendre les risques qu'elles encourent au niveau alimentaire pour qu'elles se tournent à nouveau vers la production de subsistance et la culture d'espèces autochtones, plus appropriées aux conditions climatiques et dont la valeur nutritive est souvent plus élevée⁶⁵⁴. Parallèlement, le GBM a revalorisé le savoir traditionnel lié à l'alimentation et à l'agriculture, en le réactivant entre autres par des forums de discussions. Finalement, le GBM diffuse de l'information au sujet de la rotation des récoltes qui permet d'enrichir les sols naturellement et de l'agriculture biologique – paillage, fumures, etc. –, qui évite aux paysans de se ruiner et d'altérer leur sols aussi bien que leur santé par l'achat et l'ajout d'engrais chimiques⁶⁵⁵.

L'éducation civique et écologique, et les actions militantes

Une grande partie de l'action du GBM consiste à augmenter la conscience civique et écologique des populations. Ceci passe par la reconstruction de l'identité culturelle des populations qui a souvent été dévalorisée et désarticulée. Parallèlement, le GBM s'attèle à questionner les cultures traditionnelles et certains aspects jugés rétrogrades, telle que la position des femmes dans la société⁶⁵⁶. Concrètement, il s'agit de discuter certains points, dont deux principaux; (1) les droits des femmes et (2) les injustices socio-économiques.

1. Les droits des femmes ont été abordés lors de nombreux forums de discussion pour faire évoluer la représentation des genres dans les différentes communautés et ainsi augmenter leur liberté de choix et leur capacité de réalisation. L'un des points clé reste la santé reproductive et la maîtrise des femmes de leur propre fécondité. Ce point est également en lien avec la question démographique. L'empowerment des femmes à travers leur activité au sein du GBM, leur permet de gagner en assurance pour faire valoir leur point de vue sur la fécondité au sein du ménage. Ceci met en évidence les rapports de

⁶⁵³ ROCHELEAU Diane, Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya, op. cit., p. 27; MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 18; ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 25; Voir section 6.1.3.

⁶⁵⁴ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 45.

⁶⁵⁵ Idem., pp. 43-44.

⁶⁵⁶ De meme, Martinez-Alier souligne que « The case in favour of peasant production because of its virtues in terms of conserving biodiversity and using direct solar energy might be convincing. [...] But, alas, peasant societies are patriarchal. [...] In order to build an eco-feminist society we cannot look to a peasant past or to a peasant present; we have to look to the future [...] »

force qui existent dans le couple. En effet, les femmes et les hommes ont des intérêts différents liés à la fécondité et, de fait, la fécondité est assumée différemment selon le sexe. L'émancipation des femmes aboutit souvent à une baisse de leur fécondité, ce qui tend à prouver que leur choix se porte plutôt vers moins d'enfant que ce que les hommes désirent⁶⁵⁷. En 2003, le GBM a initié un nouveau programme destiné aux femmes afin de promouvoir divers aspects dont l'alphabétisation, la santé reproductive et la maîtrise de la sexualité, qui permet entre autre aux femmes de mieux se prémunir contre les maladies sexuellement transmissibles, dont le tristement célèbre SIDA⁶⁵⁸.

2. Par ailleurs, le GBM s'est attelé à dénoncer les politiques économiques nationales et internationales, ainsi que les atteintes à l'environnement qui y sont liées, afin d'organiser la résistance des groupes sociaux appauvris. « Discussions were especially focused on the linkage between poor governance and environmental degradation since this is more applicable to Kenya's current condition. Aspects of poor governance that were discussed included corruption, mismanagement of national resources (e.g. forest), loss of biodiversity and lack of essential services such as health care, education and clean drinking water »⁶⁵⁹. Lors de l'indépendance et de la libéralisation économique qui a suivi, les décisions des dirigeants ont favorisé les investisseurs étrangers et le commerce international au détriment de la population et de l'environnement⁶⁶⁰. Pour lutter contre ces politiques, le GBM a soutenu des manifestations et des actions de masse (entre autre pour protester contre la cession illégale des terres par le gouvernement à des investisseurs privés, la destruction des forêts au profit des entreprises privées, la construction de complexes commerciaux dans des parcs publics, etc.⁶⁶¹). Le GBM s'est également attelé à collecter et diffuser de l'information sur toutes ces grandes questions militantes. Ces diverses actions ont fait du GBM et de W. Maathai des opposants du gouvernement et c'est, entre autre, grâce au soutien international qu'ils ont pu poursuivre leurs activités⁶⁶².

D'autres types d'actions militantes consistent à préserver et cultiver des espèces d'arbres autochtones rares ou en voie de disparition pour maintenir la biodiversité, ainsi qu'à préserver

⁶⁵⁷ En effet, dans de nombreuses cultures l'identité masculine est valorisée par un nombre élevé d'enfants. (PRAZ Anne-Françoise, « Introduction à la perspective de genre », op. cit.)

⁶⁵⁸ www.greenbeltmovement.org

⁶⁵⁹ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., pp. 47-48.

⁶⁶⁰ Voir section 6.1.3.

⁶⁶¹ CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 73-75; MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 72.

⁶⁶² Voir section 6.2.6.

des sites culturels importants⁶⁶³. De plus, le GBM organise des ateliers de formation dits « panafricains » qui ont permis d'essaimer le mouvement dans d'autres pays d'Afrique et mêmes d'Amérique⁶⁶⁴. Ces ateliers (1) favorisent la prise de conscience écologique en Afrique; (2) permettent de nouer des liens internationaux entre les gens de la base (pour promouvoir une altermondialisation, à savoir une mondialisation qui ne soit pas uniquement celle des riches et des capitaux financiers); et (3) permettent de partager l'expérience et les connaissances acquises par le GBM en 30 ans d'activité⁶⁶⁵.

4.2.6. Du soutien international à l'autonomie interne

Les activités du GBM n'étaient pas en accord avec les institutions étatiques kenyanes qui se sont attelées à intimider les acteurs de ce mouvement, dont Wangari Maathai qui a elle-même été calomniée et malmenée⁶⁶⁶. « En janvier 1999, Mme Wangari Maathai, une éco-féministe et combattante pour la démocratie en Afrique des plus connues, et d'autres militants kenyans ont été attaqués par des voyous dans les environs de Nairobi, lors d'une manifestation pacifique contre la privatisation de la forêt de Karura. [...] Ce n'est pas la première fois que des écologistes sont les victimes de ce genre d'abus au Kenya. En 1993, des effectifs de la police étaient entrés de force chez Mme Maathai pour l'arrêter »⁶⁶⁷. Nous sommes donc en présence de deux groupes distincts. D'un côté se trouvent les autorités – étroitement liées aux intérêts du secteur économique national et international – qui tendent à négliger la conservation de la biodiversité ; de l'autre, les communautés locales dont les moyens de subsistance sont directement liés à la protection de l'environnement et les ONG écologistes. La violence interne à l'encontre du GBM amène Wangari Maathai à souligner l'importance du soutien de certains acteurs internationaux, tant au niveau idéologique et activiste que financier.

Jusqu'à récemment, le GBM tirait son financement uniquement des acteurs internationaux tel que la fondation GAIA⁶⁶⁸. Cependant, afin d'acquérir une certaine autonomie financière, le

⁶⁶³ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., p. 114; CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 69.

⁶⁶⁴ MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 20; www.greenbeltmovement.org

⁶⁶⁵ MAATHAI Wangari, *The Green Belt Movement*, op. cit., pp. 119-120.

⁶⁶⁶ MCNEIL J. R., *Something new under the Sun – an environmentalism history of the twentieth-century world*, op. cit., p. 352; MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 20.

⁶⁶⁷ CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 69.

⁶⁶⁸ Les autres donateurs qui supportent le mouvement actuellement sont: Bridges to community, Comic Relief (UK), Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) GmbH, Finnish Coalition for Environment & Development, Heinrich Boell Foundation (HBF), Marion Institute, Open Society Institute, Shaklee Corporation, Small Planet Fund. (www.greenbeltmovement.org)

mouvement a mis en place des programmes de renforcement institutionnels destinés à consolider la formation et les aptitudes des militants ainsi qu'à récolter des fonds. L'un des projets principaux consiste à promouvoir l'éco-tourisme par le biais de « safaris de la ceinture verte ». Lors de ces safaris, les touristes sont pris en charge par le GBM et découvrent le travail effectué par les communautés, comme la collecte des graines, le soin aux pépinières, la plantation des arbres, le travail dans les divers projets de la communauté, les forums de discussions, les moissons et la préparation des repas, toutes sortes d'activités auxquelles les visiteurs prennent part pour quelques jours. En outre, les touristes ont la possibilité de visiter un parc naturel et/ou des sites mis en danger par des projets de développement⁶⁶⁹. A travers ces safaris à but pédagogique, le GBM a trouvé un moyen particulièrement original de diffuser de l'information sur des problèmes souvent mal connus et de favoriser la création de liens interculturels. Par ailleurs, en plus d'apporter des fonds, les safaris de la ceinture verte offrent une autonomie au mouvement au niveau de la sécurité, afin de se prémunir contre les attaques du gouvernement.

4.2.7. La féminisation de la réponse au problème écologique

Au Kenya, les problèmes écologiques, et en particulier la déforestation, ont été particulièrement pris en charge par les femmes. Cette féminisation de la réponse à la dégradation de l'environnement s'explique par quatre facteurs principaux : (1) les changements dans la division sexuelle du travail; (2) l'exclusion des femmes de l'économie formelle; (3) la migration masculine qui a impliqué des changements dans la transmission du savoir traditionnel; et (4) la réactualisation des associations de femmes en tant que communautés susceptibles de s'organiser et de résister.

Comme je l'ai souligné précédemment, les changements dans la division sexuelle du travail ont spécialisé les femmes dans les tâches domestiques et, parallèlement, elles ont été peu incluses dans l'économie formelle. Ces deux facteurs ont contribué à maintenir leur dépendance vis-à-vis des écosystèmes et, de fait, leur sensibilité à la sauvegarde de ces derniers. En outre, la migration masculine ainsi que l'accès à l'éducation scolaire plus régulier pour les hommes a perturbé les structures masculines d'apprentissage. La division sexuelle du travail dans les sociétés africaines a contribué à développer un savoir complémentaire et distinct en fonction du genre, entre autre concernant tout ce qui touche à l'écologie. Or, la transmission orale parmi les hommes, en groupe et par le biais de tuteurs, a été affectée du

⁶⁶⁹ www.greenbletmovement.org

fait de leur éloignement, laissant un vide de connaissance chez les jeunes hommes et, dès lors, dans les communautés⁶⁷⁰. « On considère généralement l'éducation occidentale comme un bienfait universel. En réalité, elle a été responsable de l'éradication, à travers le monde, de systèmes de connaissance indispensables à des modes de vie durables »⁶⁷¹. En effet, le savoir traditionnel est lié à une culture, une histoire et un environnement particulier, qui requiert une connaissance spécifique. Or, la connaissance occidentale ne correspond pas aux problèmes particuliers qui existent dans un milieu donné. « On ne peut nier la valeur d'une éducation véritable, celle qui enrichit et élargit le savoir. Mais dans le "monde en développement" d'aujourd'hui, l'éducation joue un tout autre rôle. Elle isole les enfants de leur culture et de la nature, et les formes à devenir d'étroits spécialistes dans un environnement urbain occidentalisé »⁶⁷². Ainsi, tant que la science est imposé par le biais d'un système de jugements de valeur, elle se fait au détriment des cultures locales qu'elle écrase, au lieu que les savoirs s'enrichissent mutuellement.

En permettant aux femmes de gagner en autonomie et en confiance, le GBM a réussi le challenge d'une rencontre potentialisante entre le savoir traditionnel et la connaissance occidentale. Cette interpénétration des deux sciences a été possible grâce à la valorisation des compétences traditionnelles et à la mise à disposition du savoir issu de la foresterie, dont les femmes ont su s'approprier certains outils. Ce sont ces femmes que W. Maathai appelle des « forestiers sans diplôme ». Lors de son étude, D. Rocheleau a également mis l'accent sur cet aspect. Par ailleurs, elle souligne la nécessité de réunir à nouveau le savoir traditionnel développé par les genres féminin et masculin, tout aussi nécessaire l'un que l'autre à la sauvegarde des écosystèmes locaux⁶⁷³.

Les derniers facteurs expliquant la féminisation de la réponse au problème environnemental, sont (1) la perpétuation des structures d'apprentissage entre les femmes, qui leur ont permis de continuer à transmettre le savoir traditionnel lié à la préservation des écosystèmes; et (2) la réactualisation des groupes de femmes, qui leur ont donné une base solide pour agir efficacement contre la dégradation de l'environnement. De plus, Aili Mari Tripp affirme que

⁶⁷⁰ ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », op. cit., p. 32. « [...] sus años de escolarización les has habían vuelto incapaces de transmitir su saber científico y práctico de género a los más jóvenes ».

⁶⁷¹ NORBERG-HODGE Helena, « Danger de l'éducation pour le savoir indigène », dans *Défaire le développement, refaire le monde*, Paris, L'Aventurier, 2003, p. 251.

⁶⁷² Idem., p. 253.

⁶⁷³ ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », op. cit., p. 33.

l'insertion plus limitée des femmes dans l'économie formelle et les structures du pouvoir leur a permis de s'en affranchir plus facilement contrairement aux hommes⁶⁷⁴. Cette socialisation spécifique n'a donc pas uniquement été un désavantage confinant les femmes à un rôle passif, mais elle a aussi pu favoriser leur capacité d'action hors des structures formelles.

Ces différents aspects illustrent la spécificité du rapport qui unit les femmes à l'environnement comme un lien socialement construit plongeant ses racines tant dans les cultures des communautés kenyanes que dans la culture occidentale. Ainsi la féminisation de la réponse au problème écologique reflète la nouvelle division spatiale du travail entre les femmes et les hommes⁶⁷⁵ et démontre que les frontières du savoir entre les genres ne sont ni figées, ni indépendantes, mais dynamique. « Women are [...] increasingly responsible for the care of complex landscapes that sustain livelihood and life in their community »⁶⁷⁶. Finalement, le contenu et la distribution de ce savoir influence les droits et responsabilités portés par les femmes et les hommes, et peut induire des changements au niveau de la structuration sociale du rapport entre les genres.

4.3. Conclusion

La particularité du mouvement du GBM est qu'il s'agit d'un mouvement engendré uniquement par des femmes. Les questions de genre sont donc présentes de sa conception jusqu'à son aboutissement et la condition des femmes, ainsi que la question de la déforestation, sont à l'origine de sa création. Bien qu'il n'existe aucune association de femmes qui se soit constituée dans le seul but de viser l'émancipation des femmes, de nombreuses organisations associent les intérêts pratiques aux intérêts stratégiques de long terme et, de fait, engendrent un gain d'empowerment. En outre, ce mouvement ne fait pas qu'illustrer les inégalités de genre que les femmes subissent, il matérialise la capacité des femmes de réagir à cette situation. Par ailleurs, tous comme les deux mouvements étudiés précédemment, le GBM plaide pour plus de justice sociale, ainsi que pour augmenter la participation des populations locales dans les processus de décision qui affectent leurs vies. Finalement, au niveau écologique, l'action du GBM est considérée par le World Rainforest Movement comme la meilleure envisageable

⁶⁷⁴ TRIPP Aili Mari, « Women's Movements and Challenge to Neopatrimonial Rules: Preliminary observation from Africa », in *Development and Change*, Vol. 32, n°1, 2001, p. 36.

⁶⁷⁵ « The gender division of labor has shifted from complementary tasks and distinct but overlapping of domains at farm and community levels to a rural/urban division. [...] women are responsible for subsistence and commercial farming while men work for wages in the cities. » (ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 50.)

⁶⁷⁶ ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara, *Gender, Environment and Development in Kenya: A Grassroots Perspective*, op. cit., p. 50.

pour répondre à la dégradation environnementale du Kenya et aux conséquences qu'elles peuvent avoir sur les populations⁶⁷⁷. En effet, la stratégie du GBM s'est avérée efficace avec plus de 30 millions d'arbres plantés dans tout le Kenya depuis le début du mouvement⁶⁷⁸. Le GBM se pose donc comme une alternative radicale et concrète au processus de développement.

Dans de nombreuses réflexions sur le développement et l'avenir de la société au niveau mondial, la question démographique est centrale. Elle engendre des peurs, dont celle de la tension entre ressources et population. Dans le monde, différents type de plannings familiaux ont été envisagés avec tout ce que cela peut comporter d'ingérence dans la vie des populations⁶⁷⁹. Cependant, bien que l'accroissement démographique ait contribué à exercer une pression sur les ressources, le cas du Kenya souligne que la privatisation des terres restent le facteur majeur tant de dégradation de l'environnement que des iniquités distributives entre les classes⁶⁸⁰ et entre les genres. Ainsi, la précarisation des femmes due la raréfaction des ressources est principalement le fait de leur infériorisation sociale, issue tant des sociétés traditionnelles que du processus colonial. Un développement socio-économique soutenable et équitable serait donc possible avant tout grâce à une réforme agraire et à la remise en question des structures patriarcales. Au demeurant, les changements dans les rapports de genre ont un impact certain sur la fécondité d'abord comme nous l'avons souligné par le gain d'empowerment des femmes, transformé en capacité de faire valoir leur point de vue au sein du couple; et ensuite « it engages with the problem of the education of men in the need to take their share of the responsibility for birth control »⁶⁸¹.

⁶⁷⁷ CARRERE Ricardo (éd.), *Afrique: Ses forêts menacées*, op. cit., p. 75.

⁶⁷⁸ WIKIPEDIA, *l'encyclopédie gratuite et libre*, http://en.wikipedia.org/wiki/Green_Belt_Movement

⁶⁷⁹ A cet égard lire l'article de BARTHÉLÉMY Françoise, « La stérilisation forcée des Indiennes du Pérou », in *Le Monde Diplomatique*, mai 2004, pp. 14-15.

⁶⁸⁰ Les études de terrains publiées par le *World Rain Forest Movement* confirme ce fait. A Kitale, des centaines d'occupants illégaux attendent en vain 2'930 hectares promis par les autorités pour les reloger sur des terrains publics, alors que selon les documents officiels, les squatters seraient déjà réinstallés. Cependant, au lieu de centaines de huttes, ce sont des villas et des parcelles soigneusement tenues qui parsèment l'ancien domaine public, dont les bénéficiaires se trouvent être entre autre, le chef d'une unité paramilitaire, un ministre du cabinet et plusieurs membres du parlement. La même histoire se répète dans le district de Nandi. Environ 2'891 hectares de cette région ont été destinés à l'établissement de 200 familles qui avaient été obligées de quitter la forêt voisine de Koibem, par suite d'une résolution approuvée en 1999. Cependant, les habitants ont dû se contenter d'une petite parcelle, au lieu de profiter de la totalité de la surface promise, tandis que des personnes influentes se sont appropriées le reste.

⁶⁸¹ MELLOR Mary, *Feminism and Ecology*, op. cit., p. 31.

Conclusion

L'Inde, le Brésil et le Kenya sont dissemblables à de nombreux égards et nous ne nous attarderons pas ici à énumérer ces innombrables aspects. En revanche, ces trois pays ont plusieurs points communs qui expliquent l'émergence de mouvements socio-écologiques sur leur territoire et qui permettent de mieux saisir la portée globale de l'écologisme des pauvres. Ces similitudes résident dans une diversité culturelle importante de leurs sociétés, de profondes disparités entre riches et pauvres et des programmes ambitieux de développement industriel financés par l'État, additionnés aux coûts environnementaux et sociaux qu'ils ont engendrés.

De fait, tant dans le modèle brésilien, indien que kenyan, le rôle de l'État dans le développement économique s'est avéré central. Pendant que le secteur privé avait pour tâche d'augmenter la production et de générer de la croissance, l'État fournissait les ressources nécessaires (bois, eau, minerais, électricité, etc.) à des prix inférieurs à ceux du marché. Pour ce faire, l'État s'est approprié les terres, édictant des titres de propriété au détriment de la possession communautaire et des droits d'usage coutumiers. Cette *dépossession* des terres, ainsi que leur distribution aux firmes privées – et donc la *privatisation* qui s'en est suivie –, se révèle être l'un des fondements des conflits socio-écologiques.

Pour ces trois pays, le milieu du 20^{ème} siècle est marqué par l'indépendance qui survient juste après la Seconde guerre mondiale, en pleine « ère du développement ». Dans ce contexte, l'intelligentsia brésilienne, indienne et kenyane – les scientifiques, les techniciens, les fonctionnaires, les législateurs, etc. – ambitionnaient de combler en une génération le processus d'industrialisation ayant pris plusieurs siècles pour s'accomplir en Occident. Le paradigme du développement incarné par les énormes projets entrepris à cette époque était supposé produire la richesse nécessaire à l'augmentation du niveau de vie et au bien-être des Nations. En outre, même si l'on admettait parfois quelques coûts sociaux et écologiques de ces politiques, l'idée dominante était celle du « sacrifice national ». Pendant un certain temps, cette « idéologie » de la croissance, sous-tendue par un optimisme sans faille, n'a pas fait l'objet de critiques sérieuses, car son prestige et les espoirs qu'elle renfermait étaient immenses. Cependant, les programmes de développement ont entraîné dans leur sillage des conséquences écologiques et sociales sans précédent : des milliers de personnes déplacées, des millions d'hectares de forêts détruits, des centaines de cours d'eau pollués, etc. Le terme

disgracieux de « dégradation socio-écologiques » illustre cette litanie de surexploitation de la nature issue des programmes de développement, qui se sont traduits par un désastre tant social qu'écologique.

Au Brésil et au Kenya, l'industrialisation a peut-être été encore plus dévastatrice qu'en Inde. Ceci s'explique tout d'abord par la jeunesse de la culture nationale de ces deux pays. En outre, au Brésil, l'existence de vastes zones inexploitées, telles que l'Amazonie, ont insufflé un état d'esprit plus optimiste, ainsi qu'une foi plus grande en un développement industriel rapide. Ensuite, ces deux pays n'avaient aucune tradition de dissidence comparable au gandhisme. En effet, cette philosophie a su par moment tempérer les ardeurs développementalistes de l'État indien et l'a forcé à prendre un peu plus en compte les coûts sociaux de ses projets. De même, un système politique farouchement pluripartite et une presse multilingue ont également permis d'assurer une plus grande liberté d'expression⁶⁸². En revanche, la dictature militaire au Brésil et l'imposition d'un parti unique et autoritaire au Kenya n'ont toléré aucune opposition aux politiques de développement.

Dans ces trois pays, une réponse au modèle dominant du développement a été l'émergence de mouvements socio-écologistes issus de la base qui se sont imposés comme force de contestation. Tant au Brésil qu'en Inde et au Kenya, ceux-ci ont contribué de façon importante à la mise en évidence des contradictions issues de la croissance économique, à savoir son iniquité et sa non soutenabilité, et à un approfondissement de la démocratie, en exigeant davantage de transparence et de participation des masses dans les prises de décision, ainsi qu'une plus grande responsabilité de la part des dirigeants envers les populations. Dans chacun des trois pays, ces mouvements d'écologisme des pauvres ont évolué d'une lutte pour une meilleure qualité de vie à une contestation plus globale de la version officielle du « bien-être », de la « prospérité » ainsi que du « développement ». Ces trois cas d'écologisme des pauvres ont mis en évidence le problème conceptuel de définition de l'« exploitation rationnelle » et de la « productivité » issu de la diversité culturelle et socio-économique. En effet, deux groupes aux logiques radicalement différentes se dessinent : l'un réfléchit au niveau local et est basé sur une logique de subsistance corrélée avec la préservation du milieu (du fait de sa dépendance envers lui) ; et l'autre groupe suit une logique d'accumulation du profit basée sur le commerce international. Il y a donc d'un côté un rapport concret et vital

⁶⁸² GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 110.

avec l'environnement et de l'autre un lien abstrait et financier sous-tendu par une logique institutionnelle différente. En outre, la pollution touche davantage les pauvres que les riches, qui pourtant la provoquent, mais qui ont les moyens de s'en protéger. Cette immanence des populations précarisées dans leur relation à la Terre explique comment la critique a pu naître depuis la base vers l'élite et dans quelle mesure les pauvres peuvent être plus enclins à protéger l'environnement, contrairement à l'idée répandue. Finalement, dans de nombreux cas, la distinction entre possession et propriété permet d'affiner la compréhension de la différence de perception du monde entre ces deux groupes et les conflits d'évaluation qui en résultent.

Bien que de d'innombrables régions du monde aient subi les conséquences du processus d'industrialisation, toutes les populations n'ont pas eu le potentiel de réagir à la dégradation de l'environnement qui s'en est suivie. De fait, au regard de ces trois cas, certaines conditions d'émergence se révèlent essentielles à l'essor de mouvements du type de l'écologisme des pauvres. Premièrement, bien que dans ces trois cas les mouvements socio-écologiques soient portés par la population locale, des éléments d'acculturation sont présents. Chez les Chipko, des européennes sarvodayas contribuent à conscientiser la population, en particulier féminine, et du côté des serringueiros, Chico Mendes est formé par un ancien militaire cultivé et activiste. Cependant, dans ces deux cas, les leaders restent des intellectuels « organiques ». Finalement, le GBM est initié par une femme kikuyu ayant étudié en Occident. Ces différentes synergies entre une formation intellectuelle et une situation locale d'injustice constituent l'un des éléments d'explication.

Un second facteur tient dans la nécessité d'une solide cohésion de groupe. En effet, lorsque la culture des populations est trop déstructurée et que le savoir traditionnel est par ailleurs trop fragmenté, les communautés manquent de cadre pour pouvoir réagir de manière cohérente et concertée. Ces trois cas présentent trois manières totalement différentes de tisser des liens sociaux. Dans le cas indien, c'est la gestion communautaire des ressources qui cimente la société et qui légitime l'action des paysans. Dans le cas brésilien, les liens sociaux sont soudés par les communautés chrétiennes de base et les syndicats qui donnent une culture de l'association à ces populations atomisées. En outre, les serringueiros ont développé un mode de vie soutenable – lors de la chute des prix du caoutchouc – qui leur a également donné un sentiment d'appartenance à un groupe social ainsi qu'une légitimité d'action. Dans le cas kenyan, la solidarité sociale s'incarne dans les associations de femmes et dans le GBM qui

fédère ces organisations au niveau national et qui leur fournit des opportunités d'actions supplémentaires. Finalement, dans ces trois cas, les liens sociaux créés lors des actions collectives amènent les activistes à une solution identique, à savoir une forme de gestion communautaire des ressources. Celle-ci s'observe dans la gestion des pépinières et des parcelles de forêts replantées ainsi que dans les réserves extractives. Dans le cadre d'une économie de marché qui nécessite des titres de propriété clairement définis et donc qui exclue les systèmes de possession, la propriété collective s'affirme comme la meilleure alternative institutionnelle pour préserver l'autonomie de gestion des populations locales. En outre, ces trois cas illustrent le fait que c'est cette configuration qui assure une meilleure équité sociale ainsi que la préservation des écosystèmes, en l'occurrence la forêt.

Pour continuer nous évoquerons certaines similitudes majeures entre ces trois mouvements. Premièrement, leur émergence coïncide dans le temps : le mouvement Chipko commence en 1973, celui des seringueiros en 1976, et le GBM en 1977. En occident, cette époque correspond à l'élargissement de la pensée écologiste et à la radicalisation du féminisme, dont l'interaction donne naissance à l'écoféminisme (1974). L'articulation entre ces courants de pensée et les mouvements locaux de résistance est présente dans les trois cas étudiés dans ce mémoire et a donné lieu à une dialectique enrichissante entre théorie et pratique. Deuxièmement, ces trois mouvements sont des exemples d'écologisme des pauvres qui concerne la protection d'écosystèmes complexes, à savoir des forêts. D'un point de vue écologique, leur portée a donc des implications internationales et ne peuvent être réduites à un contexte local étroit (changements climatiques, protection de la biodiversité, des ressources aquifères, stabilisation des sols, etc.). Troisièmement, chacun d'eux proposent des solutions concrètes permettant de nourrir les alternatives au développement. Dans les cas indiens et brésilien, de nouvelles formes de protestation non violentes sont inventées pour arrêter l'abattage industriel et la déforestation. En outre, lors de ces actions, les femmes se trouvent aux avant-postes en constituant des lignes de défense efficaces. Ensuite, tandis que les seringueiros proposent le concept novateur de « réserves extractives », les activistes Chipko et les femmes des ceintures vertes se mobilisent pour la mise en place de pépinières et de plantations d'arbres. Ces communautés s'affirment donc comme des bases locales viables sur lesquelles les institutions étatiques pourraient – si elles le voulaient bien – s'articuler et impulser un réel débat démocratique, permettant de rejoindre l'idée de l'agenda 21 dans lequel « on pense global et on agit local ». Au demeurant, la critique interne principale de ces communautés réside dans leurs structures sociales régies par la domination masculine. Dans

ce cadre, les institutions étatiques peuvent jouer un rôle important en faveur d'une meilleure justice sociale en assurant aux femmes l'accès aux centres décisionnels, comme cela s'est produit plusieurs fois en Occident⁶⁸³.

De fait, ces trois mouvements d'écologisme des pauvres rejoignent l'idéologie féministe issue de l'Occident en soulignant que le ménage ne peut être abordé comme une unité exempte de rapports de force et que la division sexuelle du travail n'est pas harmonieuse, au contraire celle-ci est l'expression d'une hiérarchisation qui contribue à définir les genres. En outre, ces trois mouvements soulignent, tout comme l'écologie politique féministe, que le genre est une variable importante dans la répartition des droits et dans les impacts des acteurs sociaux sur l'environnement ainsi que dans les réponses qu'ils y apportent. Parallèlement, et en contraste avec le féminisme occidental, ces trois cas éclaircissent la manière dont la perspective genre est abordée au sein des populations pauvres. Dans ces dernières, le moteur de la remise en question des inégalités liées au genre s'articule sur la nécessité de survivre. Cette complexité a embrouillé l'analyse de ces mouvements au niveau international ne sachant si ceux-ci pouvaient être ou non considérés comme féministes. Dans ce contexte, l'écoféminisme et l'écologie politique féministe s'affirment comme des courants de pensée capable d'appréhender ce type d'émancipation des femmes articulé, entre autre, sur leur réponse spécifique à la question écologique. Cette spécificité se vérifie dans les cas des Chipko et du Kenya : dans le premier, le conflit aboutit à un renouveau de la gestion communautaire des forêts, et dans le second, les femmes s'arrogent de nouvelles activités leur octroyant davantage d'autonomie et de sécurité.

Dans ces trois cas, et à divers degrés, la critique contre la domination masculine a émergé de l'intérieur même des communautés soulignant le rôle actif des femmes précarisées. De fait, ces trois mouvements socio-écologiques ont eu un impact sur les représentations de genre qui ont influencé positivement l'émancipation des femmes : chez les Chipko, à travers tantôt une union des genres dans la lutte et tantôt une confrontation entre les genres ; chez les seringueiros, par l'entraînement successif de contestations des structures sociales à l'intérieur de la communauté ; et dans le cas du GBM, par une prise en charge de la question écologique explicite et différenciée en fonction du genre.

⁶⁸³ Par exemple, sur la question du droit de vote des femmes en Suisse, le Conseil Fédéral s'est avéré plus progressiste que la population. Il a tenté d'influencer l'opinion publique en faveur des femmes ce qui aboutit seulement en 1972, après plusieurs refus.

Finalement, ces trois mouvements illustrent que les femmes contribuent pour une large part à la subsistance des ménages, bien que dans les représentations de genre les hommes soient souvent perçus comme uniques pourvoyeurs de revenu pendant que les femmes sont confinées au rôle de ménagère. Cette constatation amène à une ré-évaluation des catégorisations sociales. En outre, elle questionne la contribution des hommes dans le travail domestique. Finalement, les cas indiens et kenyans illustrent l'augmentation du temps et de la charge de travail qui pèse plus lourdement sur les épaules des femmes avec l'intrusion de l'économie de marché. Dans ce contexte, la privatisation des ressources en éradiquant les droits coutumiers d'accès s'affirme comme un facteur largement aggravant de la condition des femmes. La variable genre s'impose donc comme un élément structurant tant l'organisation spatiale que temporelle des sociétés.

Un autre point commun de ces trois mouvements est la mauvaise compréhension qu'en ont eu de nombreux médias internationaux. Le combat des seringueiros est souvent réduit à l'image de Chico Mendes, un « martyr vert » qui serait mort en essayant de « sauver l'Amazonie » contre ses destructeurs. De même, l'image la plus répandue au sujet du Chipko est celle de femmes illettrées tentant de « sauver l'Himalaya » en menaçant de s'enchaîner aux arbres, tandis que le GBM est souvent réduit au nom de Wangari Maathai, « l'incontrôlable »⁶⁸⁴, et à sa volonté de « reverdir » le Kenya. Chacun des trois mouvements a donné lieu à toute une mystique qui a malheureusement souvent obscurci leur réel et plus profond message en tant que mouvements dans lesquels la protection de l'environnement est inséparable de la justice sociale.

De manière générale, R. Guha affirme que les conflits socio-écologiques peuvent être séquentiellement appréhendés comme suit : (1) dégradation écologique ; (2) pénurie d'une ressource naturelle donnée ; (3) protestation/conflit ; (4) controverse locale ; et enfin (5) controverse nationale⁶⁸⁵. Au fur et à mesure que le débat local s'intensifie, il finit par prendre une tournure plus large et concerner les politiques nationales de gestion de la forêt et des autres ressources naturelles. De fait, dans les cas des seringueiros et des Chipko, la protestation, relayée par la presse, a alimenté les débats nationaux et surtout internationaux, sur le type d'institutions susceptibles d'administrer les écosystèmes complexes et en

⁶⁸⁴ RÉMY Jean-Philippe, « Wangari Maathai l'incontrôlable », in *Le Monde*, 10 octobre 2004.

⁶⁸⁵ GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, op. cit., p. 116.

particulier les forêts de manière soutenable et équitable : gestion communautaire, étatique ou privée ? Composées par quelles espèces : des conifères, des feuillus ou des espèces exotiques ? Et dans quels buts : pour l'industrie, les communautés locales ou la conservation de la nature ?

Ces trois cas confirment les assertions de nombreux auteurs s'étant penchés sur cette question, dont F. Berkes, E. Ostrom et M. McKean, selon lesquels les ressources naturelles et en particulier les écosystèmes complexes sont gérés plus équitablement et de manière plus soutenable dans le cadre d'une gestion communautaire que dans le cadre privé ou étatique. Ces observations nous amènent à l'affirmation suivante : les écosystèmes complexes sont mieux défendus lorsque les droits des peuples locaux sont garantis. En effet, « Most rural communities », écrit M. Poffenberger, « have no alternative but to live with their environments and consequently have a large stake in their sustained management. In contrast, private-sector interests can always shift their investments elsewhere, while government officers are rotated every few years »⁶⁸⁶. De fait, personne ne maîtrise mieux le fonctionnement et l'aménagement des écosystèmes locaux que les communautés autochtones dont les modes de gestion ont co-évolué avec l'environnement. Le seul fait que leur mode de gestion ait subsisté jusqu'à aujourd'hui est la preuve de leur durabilité. Dans le même sens et au sujet des forêts, G. Buttoud écrit que « dans son principe même, la communauté reste, du seul fait de la multifonctionnalité forestière, la solution sociale et institutionnelle la mieux adaptée »⁶⁸⁷.

Au terme de ce travail l'écologisme des pauvres s'affirme comme l'écologie des victimes et des vaincus, mais surtout comme une écologie de la survie et de l'urgence de la transformation des rapports sociaux, ainsi que du rapports des être humains à la Terre. Dans un contexte où l'inégalité des rapports de force est démesurée, éviter ou même résoudre les conflits, comme prônée par la majorité des développeurs, s'avère souvent être l'expression de l'imposition du point de vue des plus puissants. Au contraire, l'exacerbation des conflits – « within Gandhian limits »⁶⁸⁸, comme souligné par J. Martinez-Alier – peut permettre de faire bras de levier en faveur des plus démunis, que le conflit survienne entre les communautés

⁶⁸⁶ POFFENBERGER Markus, *Communities and forest management*, Gland, International Union for the Conservation of Nature (IUCN), 1996, p. 6.

⁶⁸⁷ BUTTOUD Gérard, *Gérer les forêts du Sud : l'essentiel sur la politique et l'économie forestières dans les pays en développement*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 47.

⁶⁸⁸ MARTINEZ-ALIER Joan, *The Environmentalism of the poor*, op. cit., p. 257

locales et les propriétaires fonciers, les entreprises privées ou l'Etat, ou qu'il apparaisse entre les femmes et les hommes. Ces trois mouvements socio-écologiques vérifient ce phénomène et nous saluerons leur capacité de lutte non-violente dans des contextes d'une grande brutalité.

Annexes

Annexe 1 : *Déclaration des peuples de la forêt*

« Les habitants traditionnels qui tracent aujourd’hui dans le ciel d’Amazonie l’arc-en-ciel de l’Alliance des peuples de la forêt expriment leur vœu de voir leur région préservée. Ils savent que le développement du potentiel de leur peuple et des régions qu’ils habitent passe par l’économie future de leur communauté et doit être préservée pour toute la Nation brésilienne, en tant que partie intégrante de son identité et de son estime de soi. Cette Alliance des peuples de la forêt qui réunit les Indiens, les seringueiros et des communautés riveraines et qui a été fondée ici, dans l’Acre, accueille tous les efforts faits pour protéger et préserver cet immense, mais fragile système vivant, dans lequel s’inscrivent nos forêts, nos lacs, nos fleuves et nos sources ; il est l’origine de nos richesses et la base de nos cultures et nos traditions. »

Conseil National des Seringueiros
Union des nations indigènes
Rio Branco, Acre, mars 1989

Source: MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, Paris, Seuil, 1989.

Annexe 2 : Amazonian voices – Policies for development for forest peoples

In its second national meeting, held in 1989, the Rubber Tappers Council of Brazil offered its “homage to all those in the struggle who gave their lives for the principles affirming our regional cultures. Especially we remember our most illustrious comrade Chico Mendes”. The Council then resolved to struggle for the following program:

POLICIES FOR DEVELOPMENT FOR FOREST PEOPLES

1. Models of development that respect the way of life, cultures and traditions of forest peoples without destroying nature, and that improve the quality of life.
2. The right to participate in the process of public discussion of all the government projects for forest inhabited by Indians and rubber tappers as well as other extractive populations, through the associations and entities that represent workers.
3. Public guarantees to scrutinize and curb the disastrous impacts of projects already destined for Amazonia, and the immediate halt of project that damage the environment and Amazonian peoples.
4. Information on policies and projects for Amazonia and any large projects to be subject to discussion in Congress, with the participation of the organizations that represent those people affected by these projects.

Based on these principles, the Council also outlined specific programs for agrarian reform, education and health, credit and marketing, and the protection of human rights.

Source: HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest*, London New York, Verso, 1989, Appendix E.

Bibliographie

Ouvrages et articles

ACCARDO Alain, « L'illusion naturaliste », in *Introduction à une sociologie critique*, Bordeaux, Le Mascaret, 1997.

AGARWAL Bina, « Under the cooking pot: the political economy of the domestic fuel crisis in rural south Asia », in *IDS Bulletin*, vol. 18, 1987, pp. 11-22.

AGARWAL Bina, *A field one's own: Gender and lands right in South Asia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

AGARWAL Bina, « Environmental management, equity and ecofeminism: Debating India's experience », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, 1998, pp. 55-95.

ALMEIDA Mauro W.B. and CARNEIRO DA CUNHA Manuela, « Indigenous people, traditional people, and conservation in the Amazone », in *Daedalus*, n°129, pp. 315-338.

BAIROCH Paul, *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, Paris, La Découverte, 1999.

BAKX Keith, « From proletarian to peasant: Rural transformation in the state of Acre, 1870-1986 », in *The Journal of Development Studies*, vol. 24, n°2, 1988, pp. 141-160.

BANURI Tariq and APFFEL-MARGLIN Frédérique (eds.), *Who will save the forests? Knowledge, power and environmental destruction*, London, Zed Books, 1993.

BARANZINI Andrea, « Introduction à l'économie de l'environnement », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2004-2005.

BEAUVOIR Simone de, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 2003 [réédition].

BERKES Fikret, *Sacred ecology: traditional ecological knowledge and resource management*, Philadelphia: Taylor and Francis, 1999.

- BERKES Fikret, « Rethinking community-based conservation », in *Conservation Biology*, vol. 18, n°3, 2004, pp. 621-630.
- BIZOT Judithe, « Vandana Shiva répond aux questions de Judithe Bizot », in *Courrier de l'Unesco*, vol. 45, n°3, 1992, pp. 3-5.
- BOSERUP Ester, « Economic and demographic interrelationship in Sub-Saharan Africa », in *Population and Development Review*, vol. 11, n°3, 1985, pp. 383-397.
- BOURDIEU Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.
- BUTTOUD Gérard, *Gérer les forêts du Sud : L'essentiel sur la politique et l'économie forestières dans les pays en développement*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- BYRES T.J., « Chipko, the environment, ecofeminism and populism/neopopulism », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, 1998, pp. 33-35.
- CARRERE Ricardo (ed.), *Afrique: Ses forêts menacées*, Montevideo, Mouvement Mondial pour les Forêts, 2002.
- CARRERE Ricardo (ed.), *Community-based forest management*, Montevideo, World Rainforest Movement, 2002.
- CARSON Rachel, *Silent spring*, Boston: Houghton Mifflin, 1962.
- CHAKRABORTY Somen, *A critique of social movement in India*, New Delhi, Indian Social Institute, 1999.
- CHESNAIS Alain et BIHR, « A bas la propriété privée ! », dans *Le Monde Diplomatique*, n°595, octobre 2003.
- COLCHESTER Marcus, « Wilderness parks or community conservation? », in *World Rainforest Bulletin*, n°62, pp. 18-19.

COLLINS Mark, *Les forêts tropicales. Leurs peuples, leur végétation, leur faune*, Paris, Editions Solar, 1992.

COMELIAU Christian, *Les Petits Cahiers de l'IUED*, Genève, IUED, vol. 1, 2002.

COMELIAU Christian, « Controverse sur l'après-développement », in *Brouillons pour l'avenir, contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, n°14, 2003, pp. 117-122.

DORY Daniel, « De l'Afrique au Brésil : Comment enrayer la déforestation », in *Le Monde diplomatique*, février 1987, p. 30-31.

Dossier, « L'autre Brésil », in *Courrier international*, n°766, juillet 2005, pp. 32-39.

DUMONT René, *Paysans écrasés, terres massacrées*, Paris, Robert Laffont, 1978.

DUSSAULT Andrée-Marie, « Ecoféminisme, perspective d'avenir ? », in *Femme en Suisse*, Genève, juin 2000, pp. 10-15.

ETEMAD Bouda, « Débats actuels sur le développement: La contribution de l'histoire », in *Revue suisse d'histoire*, Bâle, vol. 41, n°3, 1991, pp. 330-334.

EVANS Julian and TURNBULL John, *Plantation forestry in the Tropics*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

FOURNIER Martine, « La différence des sexes est-elle culturelle ? », in *Sciences Humaines*, n°146, février 2004, pp. 22-24.

GABERELL Laurent, *Le développement durable en question – Perspective historique et regard critique*, Mémoire de licence, Département d'histoire économique, Faculté des sciences économiques et sociales, semestre d'été 2004.

GARANDEAU Mikaël (dir.), *Le Libéralisme*, Paris, Flammarion, 1998.

GEORGESCU-ROEGEN Nicolas, « Feasible recipes versus viable technologies », in *Atlantic Economic Journal*, n°12, 1984, pp. 21-30.

GEORGESCU-ROEGEN Nicolas, « Inequality, limits, and growth from a bioeconomic viewpoint », in *Review of Social Economy*, n°35, 1977, pp. 361-365.

GERBER Julien-François, *Les conflits éco-sociaux liés aux plantations industrielles d'arbres dans le Sud*, Mémoire de DEA, Institut Universitaire d'Etudes du Développement, 2005.

GRAY Leslie and KEVANE Michael, « Diminished access diverted exclusion: Women and land tenure in Sub-Saharan Africa », in *African Studies Review*, Vol. 42, n°2, 1999, pp. 15-39.

GRINEVALD Jacques, « A propose de la naissance de l'écologie », in *La Bibliothèque naturaliste*, CEDEP, Sigoyer-04200 Sisteron, n°10, mars 1990, pp. 5-12.

GRINEVALD Jacques, « L'effet de serre de la Biosphère: de la révolution thermo-industrielle à l'écologie globale », in *Stratégies énergétiques, Biosphère et Société*, 1991, n°1, pp. 9-34.

GRINEVALD Jacques, « Ideas y preocupaciones acerca del papel de la especie humana en la Biosfera », in *La incidencia de la especie humana sobre la faz de la Tierra (1955-2005)*, Naredo J. M. et Gutiérrez L. (eds.), Universidad de Grenada, Fundación César manrique, 2005, pp. 15-90.

GRINEVALD Jacques, « Sources de la pensée écologique », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des sciences économiques et sociales, 2003.

GRINEVALD Jacques et STEPPACHER Rolf, « Ecologie globale et développement soutenable », Cours donné à l'Institut Universitaire d'Etude du Développement, 2003-2004.

- GUENIAT Marc, *Reproduction et changement social en Afrique de l'Ouest, de l'ethnocentrisme à l'anthropologie de la rationalité*, Mémoire de licence, Département d'histoire économique, Faculté des sciences économiques et sociales, juillet 2005.
- GUHA Ramachandra, *The unquiet woods: Ecological change and peasant resistance in the Himalaya*, Berkeley, University of California Press, 1999 (expanded edition).
- GUHA Ramachandra, *Environmentalism: A global history*, New York, Longman, 2000.
- GUHA Ramachandra and MARTINEZ-ALIER Joan, *Varieties of environmentalism*, London, Earth Publications, 1997.
- HAASE-DUBOSC Danielle, JOHN Mary E., MARINI Marcelle, MELKOTE Rama et THARU Susie, *Enjeux contemporains du féminisme indien*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2002.
- HARDIN Garrett, « The tragedy of the commons », in *Science*, n°162, 1968, pp. 1243-1248.
- HARWITZ Mitchell, « On improving the lots of the poorest: Economic plans in Kenya », in *African Studies Review*, vol. 21, n°3, The Social Science and African Development Planning, 1978, pp. 65-73.
- HECHT Suzanna, « Lutte pour la survie en Amazonie », in *Le Monde diplomatique*, juillet 1989, p. 18-19.
- HECHT Susanna and COCKBURN Alexander, *The fate of the forest*, London and New York, Verso, 1989.
- HEINSOHN Gunnar and STEIGER Otto, « The Property Theory of Interest and Money », in *What Is Money?* (ed. Smithin John), London, Routledge, 1999.

- HOLMQUIST Frank, WEAVER Frederick and FORD Michael, « The structural development of Kenya's political economy », in *African Studies Review*, vol. 37, n°1, 1994, pp. 69-105.
- HURTIG Christiane, « Inde – Histoire », in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Encyclopaedia Universalis (CD-Rom), 2000.
- JELIN Elizabeth (ed.), *Women and social change in Latin America*, London and New Jersey, Zed Books, 1994 (second edition).
- KARAN P. P. and IJIMA S., « Environmental stress in the Himalaya », in *Geographical Review*, vol. 75, n°1, 1985, pp. 71-92.
- KARAN P. P., « Environmental movements in India », in *Geographical Review*, vol. 84, n°1, 1994, pp. 32-41.
- KAINER Karen A., DURYEA Mary L., COSTA DE MARCEDO Nazare and WILLIAMS Kimberlyn, « Brazil Nut Seedling Establishment and Autecology in Extractive Reserve of Acre, Brazil », in *Ecological Applications*, vol. 8, n°2, 1998, pp. 397-410.
- KAINER Karen A. and DURYEA Mary L., « Tapping's women knowledge: Plant resource use in extractive reserves, Acre, Brazil », in *Economic Botany*, vol. 46, n°4, 1992, pp. 408-425.
- KECK Margaret E., « Social equity and environmental politics in Brazil: Lessons from the rubber tappers of Acre », in *Comparative Politics*, vol. 27, n°4, 1995, pp. 409-424.
- LATOUCHE Serge, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in *Brouillons pour l'avenir, contributions au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahiers de l'IUED, 2003, n°14, pp. 123-134.
- LATOUCHE Serge, *Décoloniser l'imaginaire*, Paris, L'Aventurine, 2003.

- LEHMAN Howard, « The paradox of state power in Africa: Debt management policies in Kenya and Zimbabwe », in *African Studies Review*, vol. 35, n°2, 1992, p. 1-34.
- MAATAI Wangari, *The green belt movement*, New York, Lantern Books, 2004.
- MACKENZIE Fiona, « Gender and land right: Murang's district, Kenya », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 17, n°4, 1990, pp. 609-643.
- MATHIEU Nicole-Claude, « Note pour une définition sociologique des catégories de sexes », in *L'anatomie politique: catégorisation et idéologie du sexe*, Côté-Femmes, 1991.
- MAUSS Marcel, « Essai sur le don », in *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1968 (4^{ème} édition), pp. 145-279.
- MARTIN Marie-Christine, « Kenya », in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Encyclopaedia Universalis (CD-Rom), 2000.
- MARTINEZ-ALIER Joan, « Ecology and the poor : a neglected issue in Latin American history », in *Journal of American Studies*, vol. 23, n°3, pp. 621-640.
- MARTINEZ-ALIER Joan, « Mining conflicts, environmental justice, and valuation », in *Journal of Hazardous Materials*, n°86, 2001, pp. 153–170.
- MARTINEZ-ALIER Joan, *The environmentalism of the poor*, Cheltenham and Northampton, Edward Elgar, 2002.
- MARTINEZ-ALIER Joan, « Energy, economy and poverty – past and present of the debate », in Byrne J. *et al.* (eds.), University of Delaware, Centre for Energy and Environmental Policies, in press.
- MAWDSLEY Emma, « After Chipko: From environment to region in Uttaranchal », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, 1998, pp. 36-54.

- MCCULLY Patrick, *Silenced rivers: The ecology and politics of large dams*, London, Zed Books, 2001.
- MCKEAN Margaret, « Common property: What is it? What is it good for, and what makes it work? », in *Forest resources and institutions*, Clark Gibson, Margaret McKean and Elinor Ostrom (eds.), Forestry Department Working Paper n°3, Rome, FAO, 1998.
- MCNEILL J. R., *Something new under the sun: An environmentalism history of the twentieth-century world*, New York, Norton, 2000.
- MEILLASSOUX Claude, *Femmes, greniers et capitaux*, Paris l'Harmattan, 1975.
- MEILLASSOUX Claude, « Effets de la mondialisation et privatisation des massacres en Afrique », in *Carré rouge*, vol. 17, printemps 2001, pp. 52-56.
- MELLOR Mary, *Feminism and ecology*, New York, New York University Press, 1997.
- MENDES Chico, *Mon combat pour la forêt*, Paris, Seuil, 1989.
- MERCHANT Carolyn, *The death of nature*, New York, Harper Colins Publishers, 1989 (2^{ème} édition).
- MERCHANT Carolyn, *Radical ecology*, New York and London, Routledge, 2005 (2^{ème} édition).
- METHA Shalina, « Journey through *the unquiet woods*: Contested resources and protest movement in Uttaranchal », in *The Eastern Anthropologist*, vol. 56, n°2-4, 2003, pp. 415-433.
- MIES Maria et SHIVA Vandana, *Ecoféminisme*, Paris et Montréal, L'Harmattan, 1998 (édition anglaise en 1993).
- MOLYNEUX Maxine, « Mobilization without emancipation? Women's interest, the state, and revolution in Nicaragua », in *Feminist Studies*, vol. 11, n°2, 1985, pp. 227-254.

- MOMSEN Janet and KINNAIRD Vivian (eds.), *Different places, different voices: Gender and development in Africa, Asia and Latin America*, London, Routledge, 1993.
- MUELLER Charles and MULINGE Munyae, « Justice perception in the workplace: Gender differences in Kenya », in *African Sociological Review*, vol. 5, n°2, 2001, pp. 102-121.
- NEWMAN Arnold, *Les forêts tropicales*, Paris, Larousse (trad. franç.), 1990.
- O'CONNOR James, *Natural causes: Essays in ecological Marxism*, New York, The Guilford Press, 1998.
- ORTNER Sherry, « Is female to male as nature is to culture? », *Woman, culture and society*, ROSALDO Michelle Zimbalist and LAMPHERE Louise (eds.), Stanford, Stanford University Press, 1974, pp. 67-87.
- OSTERGAARD Lise (ed.), *Gender and development – a practical guide*, London and New York, Routledge, 1992.
- OSTROM Elinor *et al.*, « Revisiting the common: local lessons, global challenges », in *Science*, vol. 284, 1999, pp. 278-282.
- PETRAS James, « The political and social basis of regional variation in land occupation in Brazil », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 25, n°4, 1998, pp. 124-133.
- POFFENBERGER Markus, *Communities and forest management*, Gland, International Union for the Conservation of Nature (IUCN), 1996.
- POLANYI Karl, *La grande transformation*, Paris, Gallimard (trad. franç.), 1983 [1944].
- PRAZ Anne-Françoise, « Introduction à la perspective de genre », Cours donné à l'Université de Genève, Faculté des Sciences économiques et sociales, 2004-2005.

- PRICE F. Martin and THOMPSON Michael, « The complex life: Human land uses in mountain ecosystems », in *Global Ecology and Biogeography Letters*, vol. 6, n°1, 1997, pp. 77-90.
- RAMONET Ignacio, « A qui appartient la forêt amazonienne ? », in *Le Monde diplomatique*, avril 1989, p. 27.
- RAWAT Ajay S., « Deforestation and forest policy in the lesser Himalayan Kumaun: Impacts on peasant women and tribal populations », in *Mountain Research and Development*, vol. 15, n°4, 1995, pp. 311-322.
- RÉMY Jean-Philippe, « Wangari Maathai l'incontrôlable », in *Le Monde*, 10 octobre 2004.
- REVKIN Andrew, *La saison des feux*, Paris, Robert Laffont, 1990.
- RIST Gibert, *Le développement: Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Science Po, 2001.
- ROCHELEAU Diane and THOMAS-SLAYTER Barbara (eds.), *Gender, environment and development in Kenya: A grassroots perspective*, Colorado and London, Lynne Rienner Publishers, 1995.
- ROCHELEAU Diane THOMAS-SLAYTER B. and WANGARI E. (eds.), *Feminist political ecology: Global issues and local experiences*, New York, Routledge, 1996.
- ROCHELEAU Diane, « Género, ecología y ciencia de la supervivencia, una experiencia contada desde Kenya », in *Mientras Tanto*, vol. 65, primavera 1996, pp. 21-36.
- ROEMER John, *A future for socialism*, Cambridge, Harvard University Press, 1994.
- ROUX Patricia, « Des femmes au genre: Que penser de la différence des sexes ? », in *Dépendances*, n°11, septembre 2000.
- SCHOUMATOFF Alex, *Qui a tué Chico Mendes ?*, Paris, Payot, 1991.

- SCHWARTZMAN Stephan, MOREIRA Adriana and NEPSTAD Daniel, « Rethinking tropical forest conservation: Perils in parks », in *Conservation Biology*, vol. 14, n°5, octobre 2000, pp. 1351-1357.
- SEAGER Joni, *Earth follies: Feminism, politics and the environment*, London, Earthscan Publications, 1993.
- SEN Amartya, *Un nouveau modèle économique: Développement, justice, liberté*, Paris, Odile Jacob, 2003.
- SHIVA Vandana, *Staying alive: Women, ecology and development*, London, Zed Books, 1989.
- SINHA Subir, GURURANI Shubhra and GREENBERG Brian, « The “new traditionalist” discourse of Indian environmentalism », in *Journal of Peasant Studies*, vol. 24, n°3, 1997, pp. 65-99.
- SIRKIS Alfredo, « L’Amazonie peut encore être sauvée », in *Le Monde diplomatique*, novembre 1989, p. 7.
- SOTO Hernando de, *Le mystère du capital : Pourquoi le capitalisme triomphe en occident et échoue partout ailleurs*, Paris, Flammarion, 2005.
- STAMP Patricia, « Burying Otieno: The politics of gender and ethnicity in Kenya », in *Signs*, vol. 16, n°4, 1991, pp. 808-845.
- STEPPACHER Rolf, « La petite différence et ses grandes conséquences: possession et propriété », sous la direction de Christian Comelieu, *Brouillons pour l’avenir, contribution au débat sur les alternatives*, Nouveaux Cahier de l’IUED n°14, Presses Universitaires de France, Paris, 2003, pp. 181-190.
- STIGLITZ Joseph, « A neoclassical analysis of the economics of natural resources », in Smith, V. Kerry (ed.), *Scarcity and Growth Reconsidered*, Baltimore, REF and John Hopkins Press, 1979, pp. 36-66.

- TAMBS Lewis A., « Rubber, rebels, and Rio Branco: The contest for the Acre », in *The Hispanic American Historical Review*, vol. 46, n°3, 1966, pp. 254-273.
- TEWARI D. D., « The Chipko: The dialectics of economics and environment », in *Dialectical Anthropologist*, vol. 20, n°2, 1995, pp. 133-166.
- THOMAS Barbara P., « Household strategies for adaptation and change: Participation in Kenya rural women's associations », in *Africa*, vol. 58, n°4, 1988, pp. 401-422.
- TRIPP Aili Mari, « Women's movements and challenge to neopatrimonial rules: Preliminary observation from Africa », in *Development and Change*, vol.32, n°1, 2001, pp. 33-45.
- TOUSSAINT Eric, « Du Sud au Nord: crise de la dette et programmes d'ajustement », in *FMI: Les peuples entrent en résistance*, Genève, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), 2000, pp. 7-17.
- TOWNSEND Janet Gabriel, *Women's voices from the rainforest*, London and New York, Routledge, 1995.
- UDVARDY M. L., « Theorizing past and present women's organizations in Kenya », in *World Development*, vol. 26, n°9, 1998, pp. 1749-1761.
- VAN GRIETHUYSEN Pascal, *La contribution de l'économie évolutive dans la problématique du développement durable*, Thèse en science économique et sociales, Genève 2002.
- VAN GRIETHUYSEN Pascal, « La propriété, moteur de la mondialisation », in *Solidaire*, n°172, septembre 2002, pp. 10-12.
- VAN GRIETHUYSEN Pascal, « Pour une approche évolutive de la précaution », in Hunyadi M. (ed.) *Les usages de la précaution*, à paraître.
- VICENTE Chico, « La longue marche contre les plans du FMI », in *FMI: Les peuples entrent en résistance*, Genève, Centre Europe-Tiers Monde (CETIM), 2000, pp. 31-61.

WEBER Thomas, « Is there still a Chipko Andolan? », in *Pacific Affairs*, vol. 60, n°4, Winter 1987-1988, pp. 615-628.

WHITE Lynn, « The historical roots of our ecological crisis », in *Science*, n°155, 1967, pp. 1203-1207.

Sites Internet

ESKENAZI Daniel, « Le pouvoir occulte des multinationales » : <http://www.lecourrier.ch>, site consulté le 20.01.06.

« Genre et sécurité alimentaire: foresterie » :

<http://www.fao.org/Gender/fr/fore-f.htm>, site consulté le 19.07.05.

GOPA Joshi, « The Chipko movement and women », in *PUCL Bulletin*, septembre 1982: <http://www.pucl.org/from-archives/Gender/chipko.htm>, site consulté le 19.07.05.

HEINSOHN Gunnar and STEIGER Otto, « Collateral : the missing link in the theory of the rate of interest », in the symposium on *Genuine Money, Good Securities and the Foundation of Economy: A New Look at Property Right*, 2003, pp. 1-25:

<http://www.iksf.uni-bremen.de/symposium/downloads/Heinsohn-Steiger-Symp.pdf>,

site consulté le 15.01.06.

JAIN Shobita, « Les femmes défendent les arbres – leur rôle dans le mouvement Chipko », Extrait de *1982 citizens' report on the state of India's environment* :

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/docrep/r0465f/r0465f00.htm,

site consulté le 21.08.05.

« Lait en poudre en Afrique: Nestlé et Danone épinglés » :

<http://www.letogolais.com/article.html?nid=663>, site consulté le 20.01.06.

LAKSHMI C.S., « Lessons from the mountains », in *The Hindu*, Online edition of India's National Newspaper, Sunday, May 21, 2000.

<http://www.hinduonnet.com/thehindu/mag/2002/06/02/stories/2002060200010100.htm>, site consulté le 19.07.05.

Rawat Ajay S., « Women of the Uttarakhand: on the frontiers of the environmental struggle », 7(1), 1996, pp. 8-13:<http://bostonglobalaction.net/UK/chipko.html>, site consulté le 19.07.05.

ROUTLEDGE Paul, *Terrains of resistance: non-violent social movement and the contestation of place in India*, Connecticut and London, Praeger Westpot, 1993:
<http://spot.colorado.edu/~wehr/491R10.TXT>, site consulté le 19.07.05.

SHEPARD Mark, « “Hug the Trees!” Chandi Prasad Bhatt, Gaura Devi, and the Chipko movement » : http://www.markshep.com/nonviolence/GT_Chipko.html, site consulté le 19.07.05.

WIKIPEDIA, « Green Belt Movement » :

http://en.wikipedia.org/wiki/Green_Belt_Movement, site consulté le 15.12.05.